Panorama des régions du Québec

Édition 2022

INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DU QUÉBEC

Québec

Pour tout renseignement concernant l'ISQ
et les données statistiques dont il dispose,
s'adresser à :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Ce document est disponible seulement en version électronique.

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4e trimestre 2022
ISBN 978-2-550-93073-0 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec, 2009

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation personnelle
est interdite sans l'autorisation du gouvernement du Québec.
statistique.quebec.ca/fr/institut/nous-joindre/droits-auteur-permission-reproduction

Octobre 2022

Avant-propos

Le *Panorama des régions du Québec – Édition 2022* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent. Cet ouvrage collectif, qui résulte de la collaboration de plusieurs directions de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), réunit des analyses statistiques réalisées à partir des données administratives et d'enquêtes.

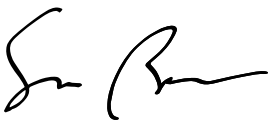
Dans cette édition du *Panorama*, 12 chapitres offrent un tour d'horizon des régions en regard de différents thèmes : la démographie, le marché du travail (comprenant une nouvelle analyse sur l'évolution des postes vacants), l'éducation, la santé, le PIB régional, le revenu disponible par habitant, les conditions de vie des familles, la valeur foncière, les investissements, l'hébergement touristique, le transport électrique et la culture. Certains thèmes présentent des données qui mettent en lumière les répercussions de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 dans les régions du Québec.

L'édition 2022 fournit par ailleurs des statistiques détaillées traçant l'évolution récente de certains indicateurs clés à l'échelle des MRC. Comme dans les années passées, la démographie, le revenu disponible par habitant, le marché du travail et la valeur foncière des résidences unifamiliales sont analysés.

Pour conclure, dans une forme complètement renouvelée, un portrait statistique de chaque région administrative regroupant les principaux indicateurs et des faits saillants est disponible en annexe du document.

Par la diffusion du *Panorama des régions du Québec*, l'Institut de la statistique du Québec met, depuis 2009, un ouvrage de référence à la disposition des acteurs de la scène régionale et de quiconque s'intéresse aux régions québécoises. En publiant cette 14e édition, l'ISQ continue à soutenir la réflexion et la prise de décision, tant à l'échelle du Québec qu'à l'échelle régionale.

Le statisticien en chef,



Simon Bergeron

Publication réalisée à
l'Institut de la statistique du Québec
sous la coordination de : Marie-Hélène Provençal et Stéphane Ladouceur

Sous la direction de : Patrick Monsengo, directeur des statistiques sectorielles et du développement durable

Avec la collaboration de : Saïd Allaf, Patricia Beauregard-Desjardins, Luc Belleau, Sophie Brehain, Anne Binette Charbonneau, Hélène Camirand, Luc Cloutier-Villeneuve, Marie Mélanie Fontaine, Claude Fortier, Maxime Keith, Virginie Lachance, Guillaume Marchand, Virginie Nanhou, Laurent O'Connor-Blanchard, Pierre-Olivier Paré, Jonathan Purenne, Micha Simard, Martine St-Amour et Mélanie Trudel

Révision linguistique et édition : Direction de la diffusion et des communications

Photos en page couverture (de gauche à droite) : Denis TangneyJr / iStock
Piotr Piatrouski, Andriy Blokhin / Shutterstock

Pour tout renseignement concernant
le contenu de cette publication :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Sainte-Foy
Québec (Québec) G1R 5T4

Téléphone :
418 691-2401
1 800 463-4090 (Canada et États-Unis)

Site Web : statistique.quebec.ca

Le *Panorama des régions du Québec, édition 2022* présente les statistiques les plus récentes au moment de sa rédaction. Pour des données actualisées, veuillez consulter le site Web de l'Institut à statistique.quebec.ca.

Notice bibliographique suggérée

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Panorama des régions du Québec. Édition 2022*, [En ligne], Québec, L'Institut, 264 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2022.pdf]

Note

En raison de l'arrondissement de certaines données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

Abréviations et symboles

%	Pour cent ou pourcentage
Var.	Variation
km^2	Kilomètre carré
hab.	Habitant
MRC	Municipalité régionale de comté
RA	Région administrative
RMR	Région métropolitaine de recensement
TE	Territoire équivalent
TCA	Taux de croissance annuel
TAA	Taux d'accroissement annuel
EPA	Enquête sur la population active
TCAM	Taux de croissance annuel moyen
PIB	Produit intérieur brut
SCIAN	Système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible
...	N'ayant pas lieu de figurer
–	Néant ou zéro
—	Donnée infime
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
e	Donnée estimée
F	Donnée peu fiable
x	Donnée confidentielle
V	Volt
n	Nombre
$	En dollars
k	En milliers
M	En millions
G	En milliards

Régions administratives du Québec

01	BSL	Bas-Saint-Laurent
02	SLSJ	Saguenay–Lac-Saint-Jean
03	CAPN	Capitale-Nationale
04	MAUR	Mauricie
05	ESTR	Estrie
06	MTL	Montréal
07	OUT	Outaouais
08	ABT	Abitibi-Témiscamingue
09	CN	Côte-Nord
10	NQC	Nord-du-Québec
11	GIM	Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine
12	CHAPP	Chaudière-Appalaches
13	LAV	Laval
14	LAN	Lanaudière
15	LAUR	Laurentides
16	MGIE	Montérégie
17	CQC	Centre-du-Québec

Table des matières

Introduction 9

1 Démographie 13

2 Marché du travail 25

2.1 Portrait du marché du travail 25

2.2 Postes vacants 38

3 Éducation : niveau de scolarité 45

4 Santé 55

5 Produit intérieur brut 69

6 Revenu disponible par habitant 81

7 Conditions de vie : taux de faible revenu et revenu médian des familles 97

7.1 Taux de faible revenu 98

7.2 Revenu médian des familles 101

8 Valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés 105

9 Investissements 115

10 Hébergement touristique **121**

10.1 Établissements hôteliers et résidences de tourisme . . . 121

10.2 Terrains de camping . . . 132

11 Transport électrique **141**

12 Culture **151**

13 Statistiques par MRC **163**

13.1 Démographie . . . 164

13.2 Revenu disponible par habitant . . . 178

13.3 Taux de travailleurs . . . 189

13.4 Valeur foncière des résidences unifamiliales . . . 207

Concepts et définitions . . . **217**

Coups d'œil sur les régions . . . **227**

Introduction

Le *Panorama des régions du Québec*, réalisé par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), est un ouvrage collectif qui regroupe des analyses et des indicateurs permettant de dresser le portrait socioéconomique des régions du Québec ainsi que des municipalités régionales de comté (MRC) qui les composent. Plus qu'un recueil de données statistiques, cette publication met en lumière non seulement l'émergence ou la persistance de disparités régionales, mais également la contribution des régions aux résultats de l'ensemble du Québec.

L'organisation du contenu du *Panorama*

Cette édition du *Panorama* couvre, à partir des données détaillées, 12 thèmes étudiés selon les 17 régions administratives du Québec[1]. Le *Panorama* est construit selon un plan général qui s'amorce en regroupant les chapitres consacrés aux caractéristiques démographiques et à la société. Les quatre premiers chapitres examinent des indicateurs de la démographie, du marché du travail, de l'éducation et de la santé. Vient ensuite un portrait de l'évolution de la situation économique des régions par l'analyse du produit intérieur brut (PIB) et du revenu disponible par habitant. Le faible revenu et le revenu médian des familles en 2019 font ensuite l'objet du chapitre sur les conditions de vie des familles, puis les données relatives à la valeur foncière moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés sont analysées au chapitre 8. Le chapitre 9, sur les investissements, analyse notamment les données provisoires des dépenses en immobilisations des secteurs public et privé pour 2021. Le tour d'horizon des régions se poursuit par l'analyse de différents secteurs d'activité : l'hébergement touristique, le transport électrique et, enfin, la culture.

Plusieurs de ces chapitres présentent des données actualisées sur des thèmes abordés dans les éditions précédentes. En revanche, les chapitres 2, 4 et 12 introduisent de nouveaux indicateurs, encore inédits dans le *Panorama des régions du Québec*. Dans le chapitre 2, sur le marché du travail, une nouvelle section fait le point sur l'évolution des postes vacants dans les régions entre le 4e trimestre 2020 et le 4e trimestre 2021. Le chapitre 4, sur la santé, traite des répercussions de la pandémie sur la santé mentale de la population et sur les différences régionales de leurs manifestations. Quant au chapitre 12, sur la culture, il aborde les conséquences des mesures sanitaires sur l'offre et la consommation de produits culturels, conséquences ressenties de façon variable d'une région à l'autre.

Un 13e et dernier chapitre se concentre sur les statistiques par MRC, sous l'angle de 4 thèmes clés : la démographie, le revenu disponible par habitant, le taux de travailleurs et les valeurs foncières des résidences unifamiliales. Ce chapitre comprend des cartes thématiques et des tableaux détaillés présentés à la fin de chaque sous-chapitre.

Finalement, deux sections complètent le *Panorama des régions du Québec*. D'abord, la section Concepts et définitions donne les explications sur la signification des concepts utilisés dans les différents chapitres. Cette section est suivie par celle des Coups d'œil sur les régions, entièrement renouvelée dans cette édition, qui fait une récapitulation sous forme de fiche synthèse propre à chacune des régions administratives. Dans cette section, on trouvera pour chaque région des indicateurs clés, des faits saillants, un tableau donnant un aperçu de l'évolution de différents indicateurs et un tableau de données par MRC. À ces coups d'œil régionaux s'ajoute un tableau comparatif qui met en parallèle les résultats des 17 régions sur des indicateurs démographiques et économiques.

1. Sauf le chapitre 4, sur la santé, qui réfère aux régions sociosanitaires, et le chapitre 10, sur l'hébergement touristique, basé sur les régions touristiques.

Les territoires couverts par le *Panorama*

Comme les éditions précédentes, cette publication couvre les 17 régions administratives, mais le découpage géographique des régions analysées varie selon les thèmes. Il est important de noter que le découpage des régions administratives a subi un changement en juillet 2021, à la suite de la publication du décret 961-2021, par lequel les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi sont passées de la Montérégie à l'Estrie[2]. Cette décision a entraîné une reconfiguration de la limite entre ces deux régions administratives. Ainsi, dans certains chapitres, les données sont analysées selon l'ancien découpage administratif; c'est le cas du chapitre 2, sur le marché du travail, du chapitre 3, sur l'éducation, du chapitre 5, sur le PIB, et du chapitre 12, sur la culture[3]. En revanche, les autres chapitres sont généralement basés sur le nouveau découpage administratif.

Par ailleurs, dans le chapitre 4, sur la santé, le découpage territorial utilisé est celui des 18 régions sociosanitaires (RSS), qui diffère quelque peu de celui des régions administratives. Également, le chapitre 10, sur l'hébergement touristique, s'appuie sur les 22 régions touristiques définies par le ministère du Tourisme. Ces divisions territoriales se distinguent par rapport au découpage des 17 régions administratives, tant par les limites de certaines régions que par leur désignation.

Comme mentionné précédemment, des statistiques à l'échelle des 104 MRC font l'objet du chapitre 13 et sont présentées dans la section *Coups d'œil sur les régions*. Le découpage utilisé est celui des MRC géographiques. Des explications à ce sujet sont fournies dans l'introduction du chapitre 13, de même qu'au début de la section *Concepts et définitions*, sous la rubrique relative aux divisions territoriales.

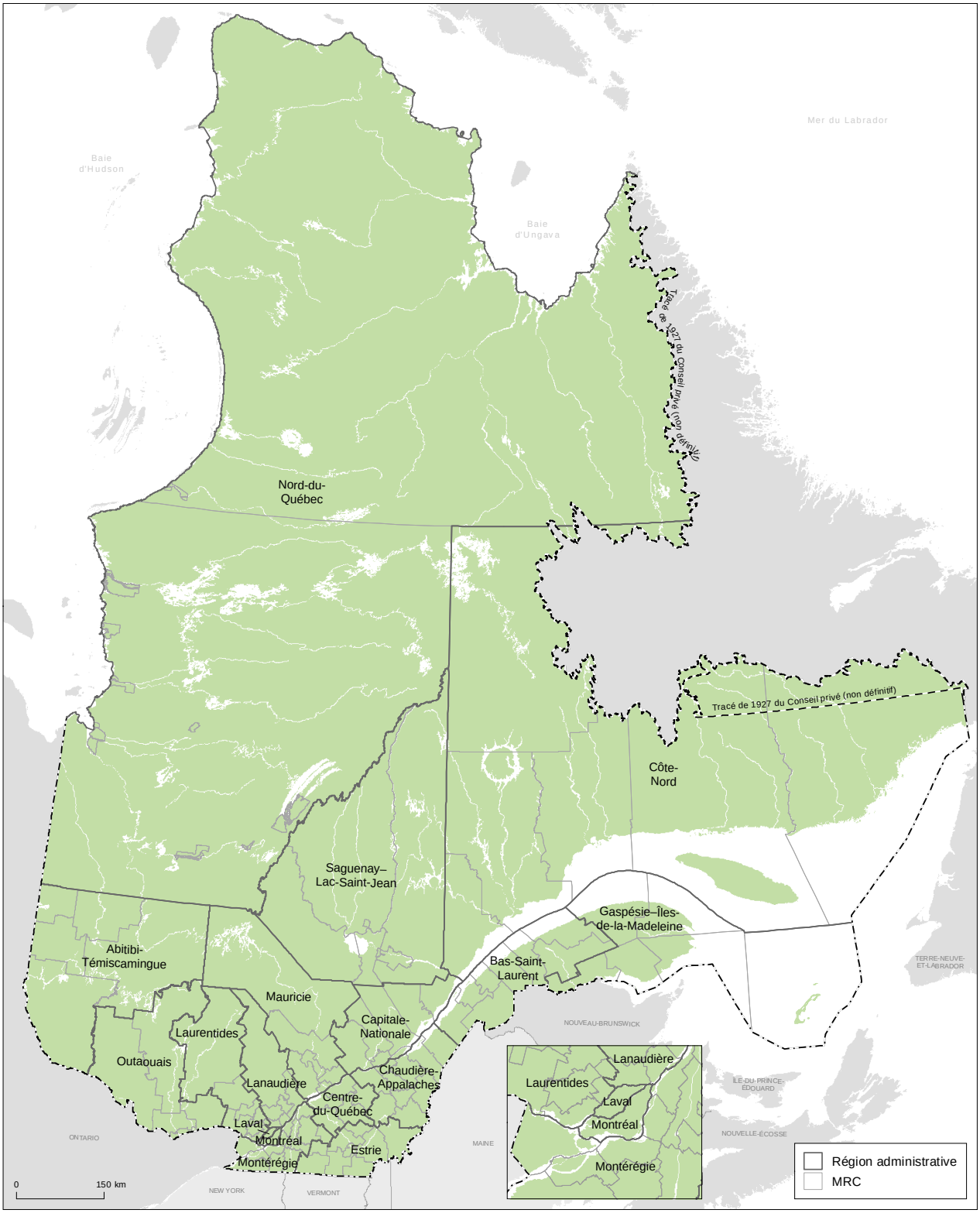
De plus amples informations sur les représentations cartographiques des différents découpages territoriaux sont disponibles dans le module Cartographie interactive des divisions territoriales du site de l'ISQ. Pour en savoir plus sur l'historique des découpages territoriaux du Québec, on peut se référer à l'encadré de l'introduction de l'édition 2017 du *Panorama des régions du Québec*.

Les données sur le site de l'ISQ

Le *Panorama des régions du Québec* est une publication qui offre aux utilisatrices et aux utilisateurs de statistiques officielles des analyses réalisées à partir des nombreuses statistiques compilées par l'ISQ, dont plusieurs sont disponibles sur son site Web[4]. La page Principaux indicateurs sur le Québec et ses régions donne accès à des données statistiques régionales sous forme de tableaux détaillés, le tout structuré selon une panoplie de thèmes. En outre, à la fin de la plupart des chapitres du *Panorama*, une série d'hyperliens mènent directement à des tableaux additionnels et aux publications en lien avec les analyses.

2. Pour des précisions sur les nouvelles limites territoriales des régions administratives, on consultera la page Modification aux découpages des régions administratives de l'Estrie et de la Montérégie du site de l'ISQ.
3. Dans les années à venir, des ajustements seront apportés aux données statistiques de certains de ces thèmes afin de tenir compte du changement de découpage territorial.
4. Il est à noter que les statistiques sur l'hébergement touristique (chapitre 10) et le transport électrique (chapitre 11) ne sont pas diffusées sur le site de l'ISQ.

Régions administratives du Québec



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Source : Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (données sur l'hydrographie et les limites administratives).

Chapitre 1

Démographie

Direction des statistiques sociodémographiques

La dynamique démographique varie grandement d'une région à l'autre. Dans chacune d'entre elles, fécondité, mortalité et mouvements migratoires se combinent différemment pour faire évoluer la taille et la structure par âge de la population. Le présent chapitre compare l'évolution de la population au 1er juillet 2021 des 17 régions administratives du Québec. La structure par âge et par sexe est également présentée, et l'accent est mis notamment sur le rythme variable du vieillissement des populations régionales. Ce bilan est le premier qui s'inscrit entièrement dans le contexte de la pandémie de COVID-19, qui frappe le Québec depuis mars 2020.

Évolution de la population : la population diminue à Montréal, mais la croissance démographique s'accélère dans plusieurs régions

La population du Québec est estimée à 8 604 000 personnes au 1er juillet 2021. La région de Montréal est la plus populeuse du Québec avec un peu plus de 2 millions d'habitants, soit près du quart de la population québécoise. La Montérégie arrive au deuxième rang avec 1,5 million d'habitants, loin devant la Capitale-Nationale (761 000 habitants). Les trois régions les moins populeuses sont le Nord-du-Québec (environ 47 000 habitants) ainsi que la Côte-Nord et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (qui comptent chacune un peu plus de 90 000 habitants).

La population québécoise s'est accrue de 26 000 personnes entre le 1er juillet 2020 et le 1er juillet 2021, selon les estimations provisoires. En termes relatifs, cette hausse équivaut à un taux d'accroissement de 3,0 pour mille, soit l'un des plus faibles enregistrés depuis que des résultats comparables sont disponibles (1972). Le contraste est particulièrement marqué avec les taux de plus de 10 pour mille (ou 1 %) enregistrés en 2017-2018 et en 2018-2019. Si le rythme de la croissance a commencé à ralentir dès 2019-2020, le ralentissement s'est amplifié au cours de la dernière année. La pandémie de COVID-19 et les mesures mises en place pour la contrer, notamment la fermeture des frontières, sont directement liées à cet important ralentissement de la croissance démographique au Québec.

Le ralentissement de la croissance démographique en 2020-2021 s'observe dans quelques régions seulement, notamment celles où se trouvent les centres urbains les plus populeux (figure 1.1). Cela poursuit la tendance amorcée en 2019-2020, une année qui portait la trace des premiers mois de la crise sanitaire. Dans la région de Montréal, la population a même décru entre 2020 et 2021. La baisse d'effectifs, de près de 47 000 habitants selon les données provisoires, correspond à un taux d'accroissement de – 22,8 pour mille, soit un déclin particulièrement marqué. Montréal avait au contraire enregistré la plus forte croissance du Québec en 2018-2019 (18,0 pour mille), avant de voir son taux décliner fortement au cours des deux dernières années. Au cours de la même période, les autres régions qui ont vu leur croissance ralentir, bien que de manière nettement

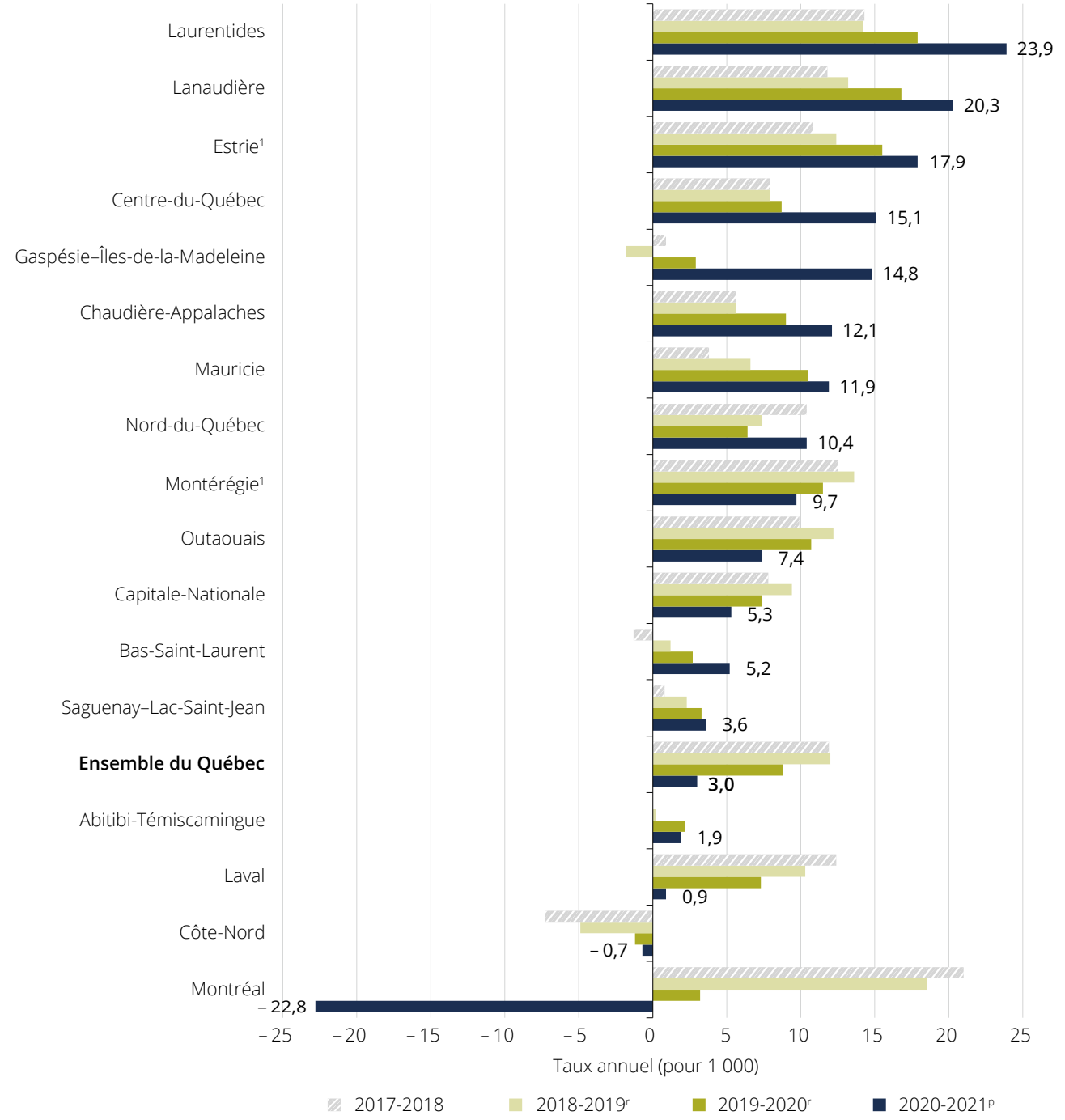
moins marquée, sont la Montérégie, l'Outaouais, la Capitale-Nationale et Laval. Dans le cas de Laval, la population continue de croître, mais l'augmentation de 2020-2021 (0,9 pour mille) est la plus faible enregistrée dans la région depuis que les données sont disponibles (1986-1987). Dans tous les cas, c'est principalement une détérioration du bilan migratoire interne et externe qui explique cette évolution. Montréal et Laval ont également été les régions les plus touchées par la hausse des décès associés à la pandémie de COVID-19.

À l'opposé, la majorité des régions ont plutôt vu leur croissance s'accélérer en 2020-2021, une tendance qui ressortait également des données de 2019-2020. C'est notamment le cas des Laurentides, de Lanaudière et de l'Estrie, qui affichaient déjà des taux d'accroissement élevés, mais où la croissance a connu un nouvel essor. L'accélération du rythme de la croissance est également notable dans le Centre-du-Québec et encore plus marquée en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En 2020-2021, ces deux régions affichent une croissance supérieure à celle de la plupart des autres régions du Québec. Cette situation est exceptionnelle pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, qui enregistrait généralement des baisses de sa population depuis 1986-1987 (plus anciennes données disponibles). Mentionnons que si les taux d'accroissement paraissent relativement faibles dans les régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue, ils représentent toutefois un bilan démographique plus positif que ceux des années précédentes, durant lesquelles les taux ont parfois été négatifs.

Outre Montréal, la Côte-Nord est la seule région où la population a diminué entre 2020 et 2021. La diminution est toutefois très faible et correspond à environ une cinquantaine d'habitants. Si le taux d'accroissement y demeure négatif, on remarque néanmoins que le déclin de la population a continué de ralentir, et ce, pour une cinquième année consécutive.

Figure 1.1

Taux d'accroissement annuel de la population, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2017-2018 à 2020-2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Les populations régionales selon la structure par âge

Au 1er juillet 2021, 20,6 % des résidents du Québec ont moins de 20 ans, 59,0 % sont âgés de 20 à 64 ans et 20,3 % font partie du groupe des 65 ans et plus. La part des deux premiers groupes d'âge a diminué respectivement de 3 et de 4 points de pourcentage depuis 2001, tandis que celle des aînés s'est accrue de 7 points. L'âge moyen au Québec en 2021 est de 42,9 ans, ce qui correspond à une hausse de 4,5 ans depuis 2001. Le vieillissement démographique de la population québécoise est appelé à se poursuivre, en lien notamment avec l'augmentation de l'espérance de vie combinée à l'avancée en âge des générations nombreuses du baby-boom des années 1946-1966. Mentionnons que la COVID-19 et le contexte entourant la pandémie ne semblent pas avoir eu de répercussions majeures sur la structure par âge et par sexe de la population du Québec.

Des différences dans les comportements démographiques régionaux (fécondité, mortalité et mouvements migratoires) ont non seulement conduit à des évolutions différentes de la taille des populations régionales, mais ont également façonné différemment leur structure par âge, ce qui explique que le vieillissement soit plus marqué dans certaines régions. C'est notamment le cas en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où 29,4 % de la population est âgée de 65 ans et plus en 2021, soit la proportion la plus élevée du Québec, ainsi que l'une des plus élevées du Canada[1]. Comme le montre la figure 1.2, cette proportion surpasse largement celle des jeunes de moins de 20 ans (15,9 %), qui est la plus faible de toutes les régions du Québec. L'âge moyen de la population de cette région est de 49,0 ans, le plus élevé parmi toutes les régions. C'est aussi celui qui a augmenté le plus rapidement au cours des dernières années, soit une hausse de 8 ans depuis 2001 (figure 1.3). Le Bas-Saint-Laurent et la Mauricie figurent également parmi les régions où la population est la plus âgée. En 2021, les personnes de 65 ans et plus y représentent plus du quart de la population et l'âge moyen y est d'environ 47 ans

La population des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Estrie, du Centre-du-Québec, de la Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale présentent aussi une proportion de personnes âgées de 65 ans et plus supérieure à celle de l'ensemble du Québec, soit entre 22 % et 25 % en 2021. Cette proportion est supérieure à celle des jeunes de moins de 20 ans dans toutes ces régions. Dans la Capitale-Nationale et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la part des moins de 20 ans est d'environ 19 %, alors qu'elle est comparable à celle de l'ensemble du Québec (20,6 %) dans les autres régions. L'âge moyen est de 45,3 ans au Saguenay–Lac-Saint-Jean et varie entre 44 ans et 45 ans dans les autres régions.

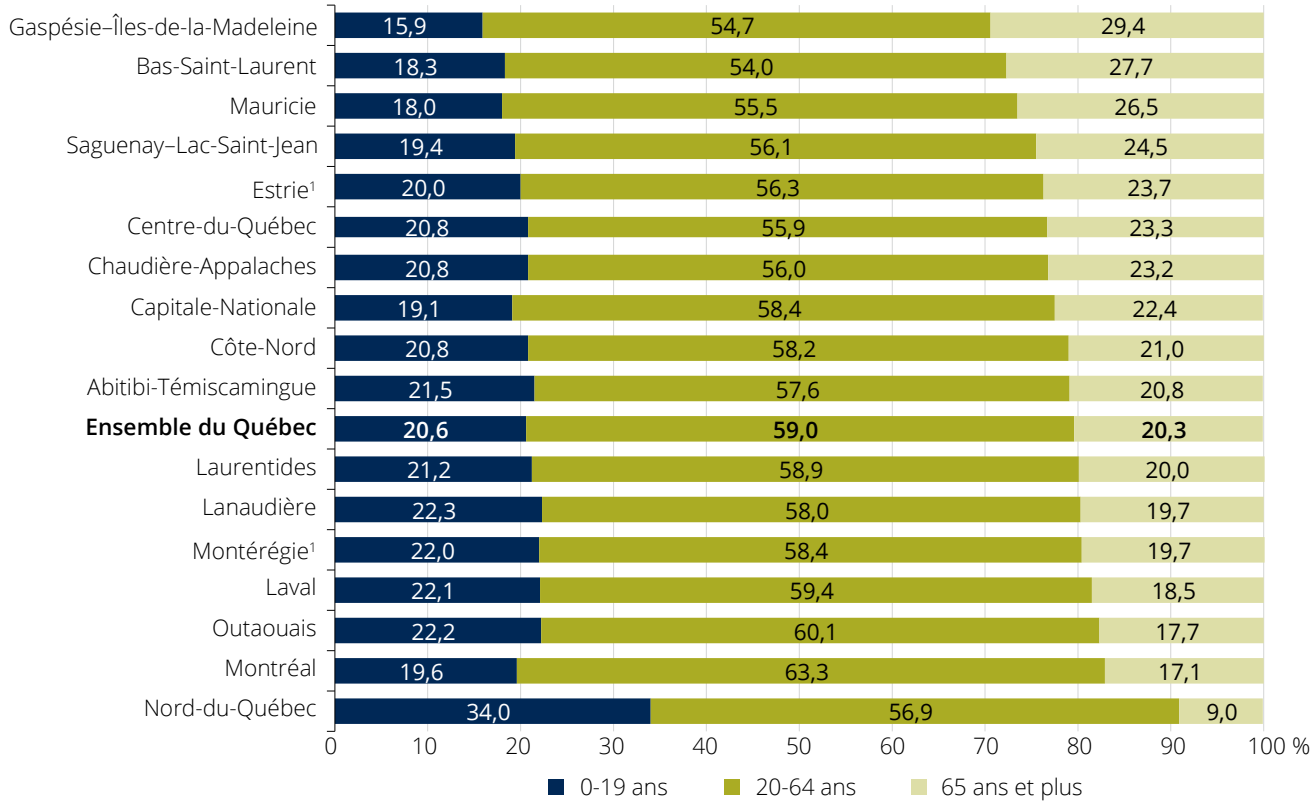
À l'autre bout du spectre, la région du Nord-du-Québec a, de loin, la population la plus jeune du Québec. En 2021, plus d'une personne sur trois (34,0 %) y a moins de 20 ans, tandis que les personnes âgées de 65 ans et plus représentent 9 % de la population. Cette structure relativement jeune s'explique par une fécondité plus élevée que dans l'ensemble du Québec et une espérance de vie plus faible. Néanmoins, comme dans les autres régions, la population vieillit. L'âge moyen y a connu une augmentation de près de 4 ans depuis 2001, pour atteindre 33,1 ans en 2021.

Avec un âge moyen de 41,0 ans, la population de Montréal est un peu plus jeune que celle de la plupart des autres régions. Le profil par âge de cette région est unique : la part des moins de 20 ans y est parmi les plus faibles (19,6 %), mais elle compte la plus importante proportion d'individus dits d'âge actif, soit les 20-64 ans, qui représentent 63,3 % de sa population. Les données détaillées pour la région de Montréal, non illustrées ici, montrent par ailleurs que sa population d'âge actif se concentre chez les 20 à 44 ans. Quant aux 65 ans et plus, ils représentent 17,1 % de l'ensemble des Montréalais, la proportion la plus faible du Québec, après celle du Nord-du-Québec. En outre, Montréal est la région dont la structure par âge est la plus stable depuis le début des années 2000 ; elle connaît un vieillissement plus lent de sa population que les autres régions.

1. Statistique Canada. *Tableau 17-10-0137-01. Estimations de la population, 1er juillet, selon la région économique, limites de 2016*.

Figure 1.2

Répartition de la population selon le groupe d'âge, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



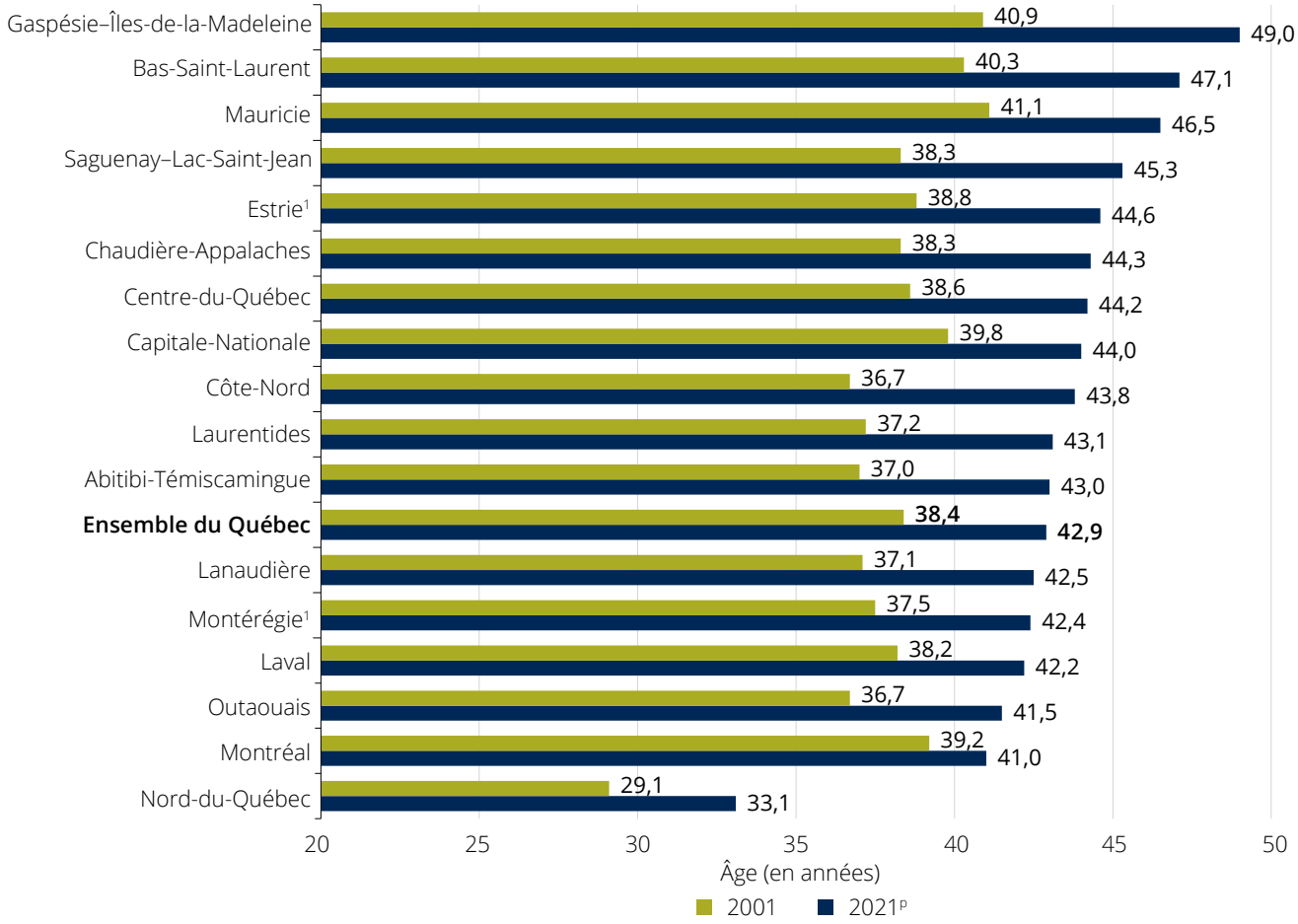
1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Notes : Population au 1er juillet.
Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Figure 1.3

Âge moyen de la population, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2001 et 2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Note : Population au 1er juillet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La population des régions de l'Outaouais et de Laval est aussi plus jeune que celle de la plupart des autres régions. Les jeunes de moins de 20 ans (environ 22 %) y sont proportionnellement un peu plus nombreux que dans l'ensemble du Québec, alors que la part des personnes âgées (autour de 18 %) y est parmi les plus faibles du Québec. L'Outaouais affiche en outre la plus forte proportion de personnes âgées de 20 à 64 ans (60,1 %), après Montréal. En 2021, l'âge moyen y est de l'ordre de 42 ans.

Dans les régions de la Montérégie, de Lanaudière et des Laurentides, toutes adjacentes à Montréal, ainsi qu'en Abitibi-Témiscamingue et sur la Côte-Nord, la part des moins de 20 ans (21 % ou 22 %) est égale ou un peu plus élevée que celle de l'ensemble du Québec, tandis que la part des 65 ans et plus (20 % ou 21 %) y est comparable. Dans ces régions, l'âge moyen varie de 42 à 44 ans.

Les populations régionales selon le sexe

La population québécoise compte un nombre comparable de femmes (4 300 000) et d'hommes (4 304 000) en 2021 (tableau 1.3). Bien qu'il naisse généralement plus de garçons que de filles, le rapport entre les sexes tend à s'inverser avec l'âge, principalement en raison de la surmortalité masculine à chaque âge. En 2021, le rapport de féminité du Québec (nombre de femmes pour 100 hommes) est de 96 chez les moins de 20 ans et de 97 chez les 20-64 ans, ce qui traduit la légère surreprésentation masculine à ces âges. Chez les 65 ans et plus, on compte plus de femmes que d'hommes, le rapport étant de 115.

Le groupe des 65 ans et plus est le seul pour lequel on constate des différences notables entre les régions. Montréal affiche le rapport de féminité le plus élevé, c'est-à-dire 129 femmes pour 100 hommes. À l'opposé, le Nord-du-Québec est la seule région où l'on compte moins de femmes que d'hommes, soit 95 femmes pour 100 hommes. Rappelons toutefois que le nombre de personnes âgées y est faible et que l'écart entre les sexes ne représente qu'une centaine de personnes.

Les estimations de la population

Les estimations de la population des différents découpages géographiques du Québec sont le produit d'une collaboration entre Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec. Elles sont fondées sur les comptes des recensements qui sont rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées.

Les estimations de population de la période 2016-2021 doivent être considérées comme provisoires. Elles ont comme point de départ les comptes rajustés du Recensement de 2016, auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Comme plusieurs de ces composantes ne sont pas définitives (obtenues par modélisation ou tirées de sources disponibles rapidement, mais moins précises), les estimations peuvent changer au fil des révisions. De plus, les données infraprovinciales feront l'objet d'une révision en 2024 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021 ; c'est alors que les estimations des années 2016 et suivantes deviendront définitives. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de ces résultats récents.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés de données sur la population et la structure par âge et par sexe du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Démographie et population*. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population (naissances, décès et migrations internes ou internationales et interprovinciales). De plus, les résultats des projections démographiques de 2021 à 2041 sont également disponibles.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2021.pdf].

Tableau 1.1

Population totale, taux d'accroissement annuel par région administrative[1] et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région administrative	Population au 1er juillet					Taux d'accroissement annuel[2]			
	2017	2018	2019r	2020r	2021p	2017-2018	2018-2019r	2019-2020r	2020-2021p
	n					pour 1 000			
Bas-Saint-Laurent	197 550	197 291	197 530	198 063	199 097	– 1,3	1,2	2,7	5,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	277 174	277 388	278 032	278 946	279 949	0,8	2,3	3,3	3,6
Capitale-Nationale	738 620	744 399	751 442	757 031	761 029	7,8	9,4	7,4	5,3
Mauricie	268 434	269 455	271 244	274 106	277 384	3,8	6,6	10,5	11,9
Estrie[1]	471 735	476 836	482 790	490 318	499 197	10,8	12,4	15,5	17,9
Montréal	1 986 067	2 028 244	2 066 038	2 072 645	2 025 928	21,0	18,5	3,2	– 22,8
Outaouais	388 330	392 200	397 007	401 280	404 265	9,9	12,2	10,7	7,4
Abitibi-Témiscamingue	147 609	147 607	147 634	147 960	148 242	0,0	0,2	2,2	1,9
Côte-Nord	91 824	91 160	90 717	90 606	90 543	– 7,3	– 4,9	– 1,2	– 0,7
Nord-du-Québec	45 086	45 557	45 894	46 189	46 673	10,4	7,4	6,4	10,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	90 537	90 615	90 456	90 721	92 072	0,9	– 1,8	2,9	14,8
Chaudière-Appalaches	424 188	426 578	428 969	432 846	438 106	5,6	5,6	9,0	12,1
Laval	429 753	435 099	439 583	442 796	443 192	12,4	10,3	7,3	0,9
Lanaudière	502 991	508 958	515 727	524 452	535 230	11,8	13,2	16,8	20,3
Laurentides	603 209	611 917	620 648	631 873	647 179	14,3	14,2	17,9	23,9
Montérégie[1]	1 393 419	1 410 938	1 430 305	1 446 817	1 460 933	12,5	13,6	11,5	9,7
Centre-du-Québec	245 537	247 496	249 467	251 651	255 476	7,9	7,9	8,7	15,1
Ensemble du Québec	**8 302 063**	**8 401 738**	**8 503 483**	**8 578 300**	**8 604 495**	**11,9**	**12,0**	**8,8**	**3,0**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
2. Calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Note : Les estimations présentées dans ce tableau sont basées sur les comptes rajustés du Recensement de 2016 et ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision en 2024, lorsque les comptes corrigés du Recensement de 2021 seront disponibles à l'échelle infraprovinciale.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.2

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2001 et 2021

Région administrative	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
	0-19	20-64	65 et plus	**Total**	0-19	20-64	65 et plus	**Total**		
	n				%				ans	
2001										
Bas-Saint-Laurent	47 372	125 445	31 475	**204 292**	23,2	61,4	15,4	**100,0**	41,1	40,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70 568	177 317	35 384	**283 269**	24,9	62,6	12,5	**100,0**	39,2	38,3
Capitale-Nationale	138 240	422 262	91 154	**651 656**	21,2	64,8	14,0	**100,0**	40,1	39,8
Mauricie	56 963	160 761	42 250	**259 974**	21,9	61,8	16,3	**100,0**	41,9	41,1
Estrie[1]	103 173	258 361	57 626	**419 160**	24,6	61,6	13,7	**100,0**	39,1	38,8
Montréal	392 956	1 179 939	277 251	**1 850 146**	21,2	63,8	15,0	**100,0**	38,0	39,2
Outaouais	84 020	206 168	32 778	**322 966**	26,0	63,8	10,1	**100,0**	37,2	36,7
Abitibi-Témiscamingue	40 317	91 404	16 849	**148 570**	27,1	61,5	11,3	**100,0**	37,6	37,0
Côte-Nord	26 012	63 878	9 606	**99 496**	26,1	64,2	9,7	**100,0**	37,5	36,7
Nord-du-Québec	15 008	22 609	1 714	**39 331**	38,2	57,5	4,4	**100,0**	27,3	29,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 339	61 004	15 241	**98 584**	22,7	61,9	15,5	**100,0**	41,9	40,9
Chaudière-Appalaches	97 628	243 087	50 107	**390 822**	25,0	62,2	12,8	**100,0**	38,6	38,3
Laval	85 835	218 834	45 704	**350 373**	24,5	62,5	13,0	**100,0**	38,4	38,2
Lanaudière	106 569	247 689	42 119	**396 377**	26,9	62,5	10,6	**100,0**	38,1	37,1
Laurentides	124 451	297 159	51 469	**473 079**	26,3	62,8	10,9	**100,0**	37,9	37,2
Montérégie[1]	305 993	746 573	133 073	**1 185 639**	25,8	63,0	11,2	**100,0**	38,1	37,5
Centre-du-Québec	55 801	136 470	30 451	**222 722**	25,1	61,3	13,7	**100,0**	38,8	38,6
Ensemble du Québec	**1 773 245**	**4 658 960**	**964 251**	**7 396 456**	**24,0**	**63,0**	**13,0**	**100,0**	**38,5**	**38,4**
2021[p]										
Bas-Saint-Laurent	36 364	107 589	55 144	**199 097**	18,3	54,0	27,7	**100,0**	50,4	47,1
Saguenay–Lac-Saint-Jean	54 212	157 142	68 595	**279 949**	19,4	56,1	24,5	**100,0**	46,8	45,3
Capitale-Nationale	145 599	444 800	170 630	**761 029**	19,1	58,4	22,4	**100,0**	43,8	44,0
Mauricie	49 891	154 007	73 486	**277 384**	18,0	55,5	26,5	**100,0**	48,9	46,5
Estrie[1]	99 739	281 051	118 407	**499 197**	20,0	56,3	23,7	**100,0**	45,7	44,6
Montréal	398 009	1 281 642	346 277	**2 025 928**	19,6	63,3	17,1	**100,0**	39,4	41,0
Outaouais	89 556	243 111	71 598	**404 265**	22,2	60,1	17,7	**100,0**	41,9	41,5
Abitibi-Témiscamingue	31 939	85 452	30 851	**148 242**	21,5	57,6	20,8	**100,0**	44,0	43,0
Côte-Nord	18 829	52 695	19 019	**90 543**	20,8	58,2	21,0	**100,0**	45,8	43,8
Nord-du-Québec	15 880	26 577	4 216	**46 673**	34,0	56,9	9,0	**100,0**	30,5	33,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	14 665	50 345	27 062	**92 072**	15,9	54,7	29,4	**100,0**	53,9	49,0
Chaudière-Appalaches	90 955	245 450	101 701	**438 106**	20,8	56,0	23,2	**100,0**	45,5	44,3
Laval	97 823	263 258	82 111	**443 192**	22,1	59,4	18,5	**100,0**	42,9	42,2
Lanaudière	119 372	310 553	105 305	**535 230**	22,3	58,0	19,7	**100,0**	43,4	42,5
Laurentides	136 933	380 945	129 301	**647 179**	21,2	58,9	20,0	**100,0**	44,4	43,1
Montérégie[1]	320 713	853 055	287 165	**1 460 933**	22,0	58,4	19,7	**100,0**	43,0	42,4
Centre-du-Québec	53 112	142 839	59 525	**255 476**	20,8	55,9	23,3	**100,0**	45,1	44,2
Ensemble du Québec	**1 773 591**	**5 080 511**	**1 750 393**	**8 604 495**	**20,6**	**59,0**	**20,3**	**100,0**	**43,0**	**42,9**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Note : Population au 1er juillet.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 1.3

Population selon le groupe d'âge et le sexe et rapport de féminité, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Groupe d'âge							
	0-19 ans		20-64 ans		65 ans et plus		**Total**	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	**Hommes**	**Femmes**
	n							
Bas-Saint-Laurent	18 658	17 706	54 650	52 939	26 489	28 655	**99 797**	**99 300**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 669	26 543	81 529	75 613	33 131	35 464	**142 329**	**137 620**
Capitale-Nationale	74 118	71 481	228 592	216 208	77 397	93 233	**380 107**	**380 922**
Mauricie	25 629	24 262	78 634	75 373	34 545	38 941	**138 808**	**138 576**
Estrie[1]	51 312	48 427	143 254	137 797	56 500	61 907	**251 066**	**248 131**
Montréal	202 463	195 546	651 803	629 839	151 219	195 058	**1 005 485**	**1 020 443**
Outaouais	45 732	43 824	121 506	121 605	34 053	37 545	**201 291**	**202 974**
Abitibi-Témiscamingue	16 273	15 666	44 362	41 090	15 059	15 792	**75 694**	**72 548**
Côte-Nord	9 470	9 359	27 125	25 570	9 434	9 585	**46 029**	**44 514**
Nord-du-Québec	8 210	7 670	13 757	12 820	2 162	2 054	**24 129**	**22 544**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	7 449	7 216	25 280	25 065	13 087	13 975	**45 816**	**46 256**
Chaudière-Appalaches	46 615	44 340	126 984	118 466	48 988	52 713	**222 587**	**215 519**
Laval	50 011	47 812	131 911	131 347	37 079	45 032	**219 001**	**224 191**
Lanaudière	60 914	58 458	157 061	153 492	50 509	54 796	**268 484**	**266 746**
Laurentides	70 188	66 745	192 087	188 858	62 020	67 281	**324 295**	**322 884**
Montérégie[1]	163 819	156 894	431 894	421 161	133 414	153 751	**729 127**	**731 806**
Centre-du-Québec	27 265	25 847	74 302	68 537	28 435	31 090	**130 002**	**125 474**
Ensemble du Québec	**905 795**	**867 796**	**2 584 731**	**2 495 780**	**813 521**	**936 872**	**4 304 047**	**4 300 448**
	Rapport de féminité (nombre de femmes pour 100 hommes)							
Bas-Saint-Laurent		95		97		108		**100**
Saguenay–Lac-Saint-Jean		96		93		107		**97**
Capitale-Nationale		96		95		120		**100**
Mauricie		95		96		113		**100**
Estrie[1]		94		96		110		**99**
Montréal		97		97		129		**101**
Outaouais		96		100		110		**101**
Abitibi-Témiscamingue		96		93		105		**96**
Côte-Nord		99		94		102		**97**
Nord-du-Québec		93		93		95		**93**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine		97		99		107		**101**
Chaudière-Appalaches		95		93		108		**97**
Laval		96		100		121		**102**
Lanaudière		96		98		108		**99**
Laurentides		95		98		108		**100**
Montérégie[1]		96		98		115		**100**
Centre-du-Québec		95		92		109		**97**
Ensemble du Québec		**96**		**97**		**115**		**100**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Notes : Population au 1er juillet.
Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 2

Marché du travail

Pierre-Olivier Paré, Direction des statistiques du travail et de la rémunération

Ce chapitre présente le portrait du marché du travail dans l'ensemble du Québec et dans les différentes régions administratives. La première partie porte sur l'analyse de l'évolution de l'activité, de l'emploi et du chômage de 2019 à 2021. La deuxième partie porte sur l'analyse des postes vacants et du taux horaire des postes vacants entre le quatrième trimestre de 2020 et celui de 2021.

2.1 Portrait du marché du travail

Cette section présente un portrait du marché du travail de l'ensemble du Québec et des différentes régions administratives pour l'année 2021, lequel a été dressé à l'aide des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. Dans cette édition du *Panorama des régions du Québec*, une analyse comparative est effectuée entre 2021 et 2020 ainsi qu'entre 2021 et 2019. On y présente les variations de l'emploi en portant une attention particulière à l'évolution du nombre d'emplois à temps plein et à temps partiel ainsi

Note méthodologique

Les données présentées dans cette section sont des moyennes estimées tirées de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada et sont fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées dans des territoires plus grands, comme les provinces ou le Canada. Des tests ont été réalisés avec un seuil de 32 % afin de vérifier si les différences observées sont statistiquement significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse, à moins que le contraire ne soit spécifié. Les nombres présentés en milliers sont arrondis à la centaine près.

Les données de l'EPA sont utilisées pour produire des estimations du nombre de personnes de 15 ans et plus au chômage et en emploi dans différents territoires, selon le lieu de résidence des répondants (et non selon leur lieu de travail). À titre d'exemple, le chiffre sur l'emploi correspond au nombre d'habitants de la région qui occupent un emploi, mais il ne nous permet pas de savoir si l'emploi occupé se situe dans la même région ou dans une autre. Pour plus d'information, se référer à la section 7 – Qualité des données, de la publication *Guide de l'Enquête sur la population active* (numéro 71-543-G au catalogue).

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison d'enjeux statistiques liés à la taille de leur population et de la variabilité des données.

qu'au nombre d'emplois occupés par les hommes et les femmes. On y décrit également l'évolution des taux d'activité, d'emploi et de chômage.

État du marché du travail pour l'ensemble de la province

En 2021, le nombre d'emplois au Québec a augmenté d'environ 169 400 (+ 4,1 %) en moyenne par rapport à 2020, et s'est établi à 4 269 000 (tableau 2.1.1). Plus précisément, l'emploi à temps plein s'est accru de 132 700 (+ 3,9 %) pour un total de 3 520 100, et l'emploi à temps partiel a connu une hausse de 36 600 (+ 5,1 %) pour un total de 748 900. L'emploi a augmenté de 94 100 (+ 4,4 %) pour les hommes et de 75 400 (+ 3,9 %) pour les femmes (tableau 2.1.2). Cette hausse de l'emploi a permis d'estomper la baisse d'emplois qui avait été observée en 2020, mais un écart reste à combler par rapport à 2019.

En effet, en 2021, le nombre d'emplois est de 39 100 (– 0,9 %) inférieur à ce qu'il était en 2019. Cette diminution s'explique par la différence par rapport au nombre d'emplois à temps partiel (– 70 300 ; – 8,6 %), qui est toutefois atténuée par la croissance de l'emploi à temps plein (+ 31 200 ; + 0,9 %). Le nombre d'emplois occupés par des hommes est essentiellement retourné à ce qu'il était en 2019 (– 1 300 ; – 0,1 % ; écart non significatif), tandis qu'une différence plus importante est notée chez les femmes (– 37 700 ; – 1,8 %).

Le taux d'activité a atteint 64,1 % en 2021 (tableau 2.1.3). Le taux d'emploi a progressé de 2 points de pourcentage, passant de 58,1 % à 60,1 % (tableau 2.1.4). Quant au taux de chômage, il a diminué de 2,8 points pour s'établir à 6,1 % en 2021 (tableau 2.1.5).

En 2021, les taux d'activité et d'emploi au Québec ont diminué par rapport à 2019 (– 0,8 point et – 1,4 point respectivement). Quant au taux de chômage, il est d'un point supérieur à ce qu'il atteignait en 2019 (6,1 % contre 5,1 %).

Variation de l'emploi pour les régions

Entre 2020 et 2021, le nombre d'emplois a progressé dans neuf régions administratives (tableau 2.1.1). En nombre, c'est à Montréal que la hausse a été la plus forte (+ 62 600) ; elle est suivie par les Laurentides (+ 36 000) et la Montérégie (+ 26 900). En pourcentage, deux régions ont connu une croissance de l'emploi d'au moins 10,0 % : les Laurentides (+ 12,8 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 10,0 %). D'un autre côté, la région de la Chaudière-Appalaches a enregistré une baisse du nombre d'emplois (– 3,4 %).

En 2021, le nombre d'emplois est plus bas qu'il ne l'était en 2019 dans les régions suivantes : la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 6,4 %), la Capitale-Nationale (– 5,5 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 4,2 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 4,1 %) et l'Outaouais (– 4,0 %). Laval est la seule région qui a affiché un nombre d'emplois plus élevé qu'en 2019 (+ 5,9 %).

Emploi à temps plein pour les régions

Plus précisément, l'emploi à temps plein a progressé dans huit régions de 2020 à 2021 (tableau 2.1.1). C'est notamment le cas pour Montréal (+ 41 100), les Laurentides (+ 31 800) et la Montérégie (+ 20 100). En pourcentage, des variations sont observées pour les Laurentides (+ 13,8 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 9,6 %), Laval (+ 7,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,7 %), l'Outaouais (+ 5,7 %), la Capitale-Nationale (+ 5,1 %), Montréal (+ 4,9 %) et la Montérégie (+ 3,1 %).

Entre 2019 et 2021, l'emploi à temps plein s'est accru pour trois régions : à Laval, de 16 900 (+ 9,9 %), au Centre-du-Québec, de 8 100 (+ 8,2 %), et à Montréal, de 25 800 (+ 3,0 %). Aucune baisse significative de l'emploi à temps plein n'est notée entre ces deux années, et ce, dans toutes les régions.

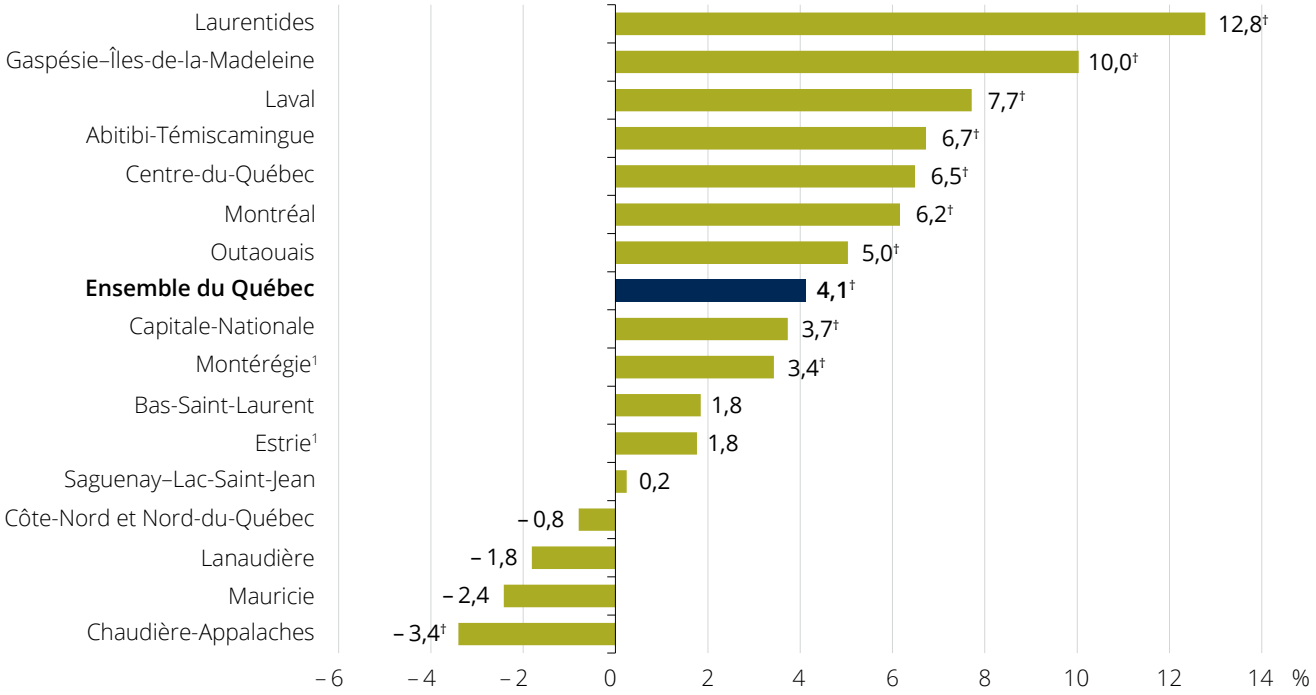
Emploi à temps partiel pour les régions

Quant à l'emploi à temps partiel, une hausse entre 2021 et 2020 est constatée dans trois régions (tableau 2.1.1). À Montréal, elle est de 21 600 (+ 12,8 %), au Saguenay–Lac-Saint-Jean, de 2 600 (+ 12,4 %), et en Abitibi-Témiscamingue, de 1 400 (+ 11,6 %). Par ailleurs, l'emploi à temps partiel a baissé de 1 200 (– 14,0 %) pour la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

En 2021, le nombre d'emplois à temps partiel est toutefois inférieur à ce qu'il était en 2019 pour un peu plus de la moitié des régions. En effet, des baisses sont constatées pour le Centre-du-Québec (– 17,4 %), la Capitale-Nationale (– 15,1 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 14,9 %), Lanaudière (– 12,4 %), la Mauricie (– 11,5 %), Montréal (– 10,6 %), les Laurentides (– 10,1 %), la

Figure 2.1.1

Variation de l'emploi, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020-2021



† Variation statistiquement significative au seuil de 32 % entre 2020 et 2021.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chaudière-Appalaches (– 10,0 %) et l'Outaouais (– 9,4 %). Aucune région n'a enregistré une hausse significative de l'emploi à temps partiel durant cette période.

Emploi pour les hommes selon les régions

Entre 2020 et 2021, l'emploi s'est accru pour les hommes dans la moitié des régions (tableau 2.1.2). C'est le cas pour les Laurentides (+ 10,9 %), le Centre-du-Québec (+ 10,4 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 9,0 %), l'Outaouais (+ 7,4 %), la Capitale-Nationale (+ 6,7 %), Montréal (+ 6,3 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 5,5 %) et la Montérégie (+ 3,6 %). La région de Lanaudière (– 8,1 %) est la seule qui a affiché un repli de l'emploi.

En comparaison avec 2019, des baisses sont observées pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 6,6 %), l'Abitibi-Témiscamingue (– 5,7 %), l'Outaouais (– 5,5 %) et la Capitale-Nationale (– 3,9 %). Des hausses sont constatées pour le Centre-du-Québec (+ 8,1 %) et Laval (+ 7,3 %).

Emploi pour les femmes selon les régions

Entre 2020 et 2021, pour les femmes, l'emploi s'est accru dans les Laurentides (+ 14,8 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 11,8 %), Laval (+ 9,0 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 7,8 %) et Montréal (+ 6,0 %). Il a cependant fléchi pour la Chaudière-Appalaches (– 8,5 %) et pour la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 6,6 %).

En comparaison avec 2019, des diminutions sont notées pour les régions suivantes : la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 8,1 %), le Bas-Saint-Laurent (– 7,8 %), la Capitale-Nationale (– 7,3 %) et la Chaudière-Appalaches (– 6,9 %). Aucune hausse significative n'est observée pour les femmes, et ce, dans toutes les régions.

Taux d'activité des régions

Durant la période de 2020 à 2021, le taux d'activité a progressé dans quatre régions : la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,6 points), les Laurentides (+ 3,7 points), Laval (+ 3,6 points) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 3,1 points) (tableau 2.1.3). Il a cependant reculé dans trois régions : Lanaudière (– 4,4 points), la Chaudière-Appalaches (– 3,8 points) et la Mauricie (– 3,2 points). En 2021, trois régions ont affiché, sur le plan statistique, un taux d'activité significativement supérieur à celui de l'ensemble du Québec, à savoir Laval (66,9 %), Montréal (66,7 %) et la Montérégie (65,2 %). À l'inverse, cinq régions ont enregistré un taux d'activité inférieur à celui de la province : l'Estrie (61,0 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (60,7 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (57,1 %), la Mauricie (56,2 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (51,0 %).

En 2021, les régions suivantes ont noté un taux d'activité plus bas comparativement à 2019 : la Capitale-Nationale (– 3,4 points), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 3,4 points), l'Outaouais (– 3,2 points), la Chaudière-Appalaches (– 2,1 points) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,0 points). Laval est la seule région qui a enregistré une progression du taux d'activité (+ 4,6 points).

Taux d'emploi des régions

Entre 2020 et 2021, le taux d'emploi s'est amélioré dans huit régions du Québec : les Laurentides (+ 6,2 points), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 4,2 points), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 4,1 points), Laval (+ 4,1 points), Montréal (+ 3,1 points), l'Outaouais (+ 2,5 points), la

Figure 2.1.2

Taux d'activité, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021

† Différence statistiquement significative au seuil de 32 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Capitale-Nationale (+ 2,0 points) et la Montérégie (+ 1,5 point) (tableau 2.1.4). Il a toutefois baissé de 2,3 points dans la région de la Chaudière-Appalaches.

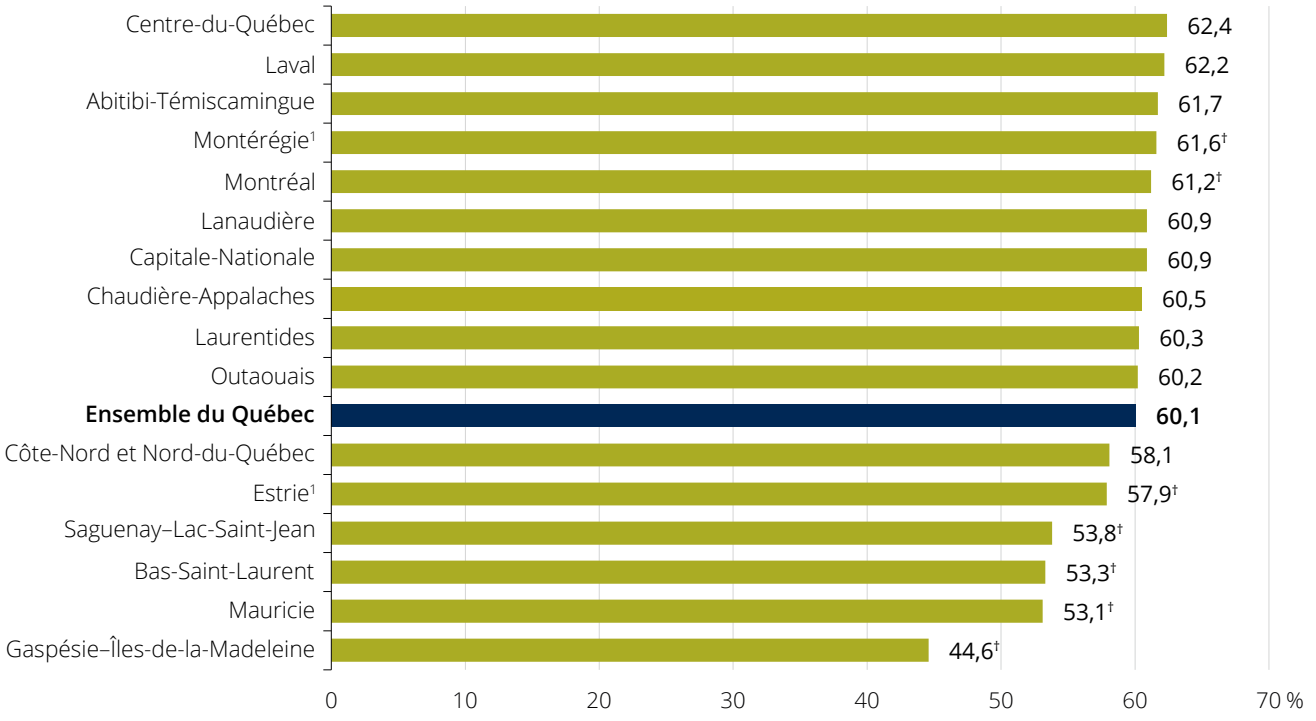
En 2021, deux régions ont affiché un taux supérieur à celui du Québec ; Montérégie (61,6 %) et Montréal (61,2 %). En contrepartie, certaines régions ont enregistré un taux d'emploi inférieur à celui de la province. C'est le cas pour l'Estrie (57,9 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (53,8 %), le Bas-Saint-Laurent (53,3 %), la Mauricie (53,1 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (44,6 %) (figure 2.1.3).

Quatre régions ont présenté un taux d'emploi inférieur à ce qu'il était en 2019 : la Capitale-Nationale (– 4,0 points), l'Outaouais (– 3,4 points), la Chaudière-Appalaches (– 2,2 points) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 2,0 points). Aucune région n'a affiché une hausse statistiquement significative du taux d'emploi.

Taux de chômage des régions

De 2020 à 2021, le taux de chômage a diminué dans toutes les régions, sauf pour le Centre-du-Québec et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où la variation n'est pas significative (tableau 2.1.5). Des diminutions de plus de trois points de pourcentage ont été notées dans les régions suivantes : les Laurentides (– 4,4 points), Lanaudière (– 3,7 points), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (– 3,5 points), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 3,4 points) et Montréal (– 3,1 points). En 2021, trois régions ont affiché un taux de chômage significativement supérieur à celui de l'ensemble du Québec (6,1 %) : la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (12,6 %), Montréal (8,3 %) et Laval (7,1 %) (figure 2.1.3).

Figure 2.1.3
Taux d'emploi, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 32 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

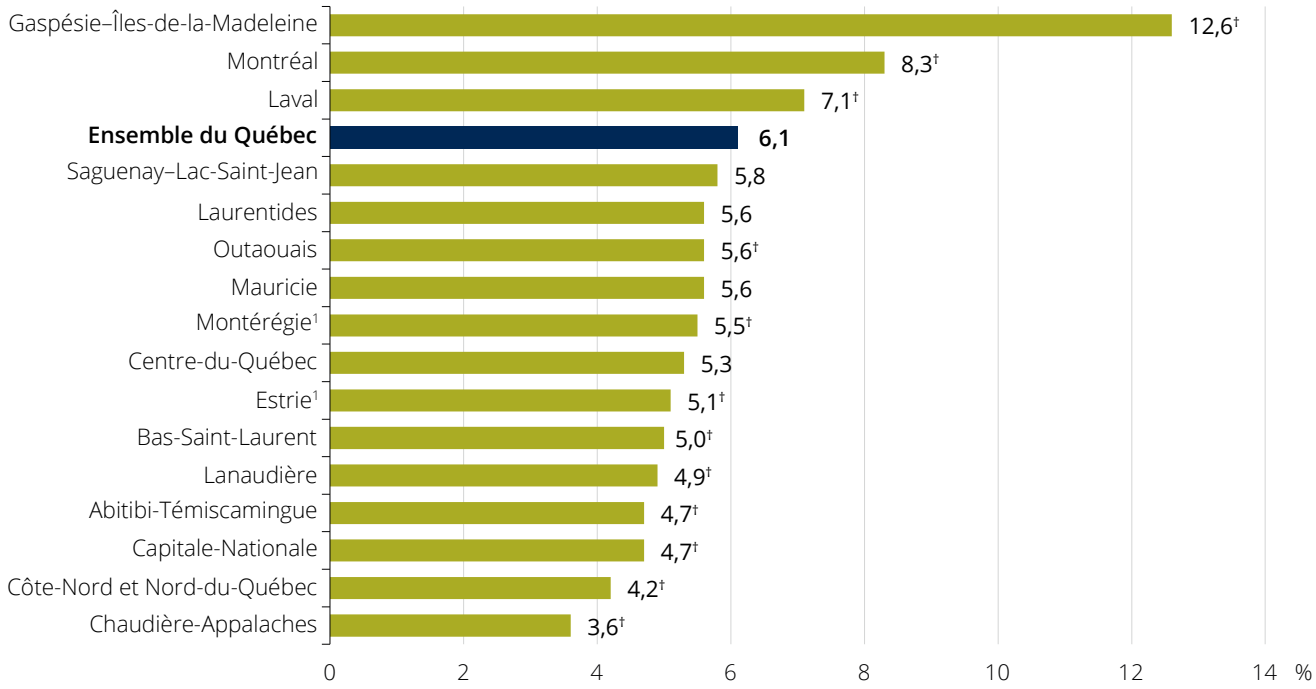
1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, 2022. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

En 2021, le taux de chômage est demeuré plus élevé qu'en 2019 dans dix régions. Un écart d'au moins un point de pourcentage est constaté pour Laval (+ 2,7 points), le Centre-du-Québec et la Montérégie (+ 1,3 point, respectivement), la Capitale-Nationale (+ 1,2 point), les Laurentides (+ 1,1 point) et Montréal (+ 1,0 point).

Figure 2.1.4

Taux de chômage, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 32 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.1

Emploi selon le régime de travail, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019		2021-2020	
				Écart	Variation	Écart	Variation
		k		k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	**92,3**	**86,7**	**88,3**	**– 4,0**	**– 4,3**	**1,6**	**1,8**
Temps plein	75,4	72,8	72,8	– 2,6	– 3,4	–	–
Temps partiel	16,9	14,0	15,6	– 1,3	– 7,7	1,6	11,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**128,5**	**122,9**	**123,2**	**– 5,3**	**– 4,1†**	**0,3**	**0,2**
Temps plein	103,3	101,9	99,5	– 3,8	– 3,7	– 2,4	– 2,4
Temps partiel	25,2	21,0	23,6	– 1,6	– 6,3	2,6	12,4†
Capitale-Nationale	**403,0**	**367,1**	**380,8**	**– 22,2**	**– 5,5†**	**13,7**	**3,7†**
Temps plein	326,7	300,5	315,9	– 10,8	– 3,3	15,4	5,1†
Temps partiel	76,3	66,6	64,8	– 11,5	– 15,1†	– 1,8	– 2,7
Mauricie	**122,2**	**123,8**	**120,8**	**– 1,4**	**– 1,1**	**– 3,0**	**– 2,4**
Temps plein	94,4	96,5	96,2	1,8	1,9	– 0,3	– 0,3
Temps partiel	27,8	27,3	24,6	– 3,2	– 11,5†	– 2,7	– 9,9
Estrie[1]	**163,0**	**158,5**	**161,3**	**– 1,7**	**– 1,0**	**2,8**	**1,8**
Temps plein	131,5	126,0	128,4	– 3,1	– 2,4	2,4	1,9
Temps partiel	31,5	32,5	32,9	1,4	4,4	0,4	1,2
Montréal	**1 075,1**	**1 015,7**	**1 078,3**	**3,2**	**0,3**	**62,6**	**6,2†**
Temps plein	861,5	846,2	887,3	25,8	3,0†	41,1	4,9†
Temps partiel	213,6	169,4	191,0	– 22,6	– 10,6†	21,6	12,8†
Outaouais	**206,3**	**188,6**	**198,1**	**– 8,2**	**– 4,0†**	**9,5**	**5,0†**
Temps plein	172,1	158,1	167,1	– 5,0	– 2,9	9,0	5,7†
Temps partiel	34,2	30,4	31,0	– 3,2	– 9,4†	0,6	2,0
Abitibi-Témiscamingue	**76,2**	**68,4**	**73,0**	**– 3,2**	**– 4,2†**	**4,6**	**6,7†**
Temps plein	62,2	56,3	59,5	– 2,7	– 4,3	3,2	5,7†
Temps partiel	14,0	12,1	13,5	– 0,5	– 3,6	1,4	11,6†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**53,1**	**50,1**	**49,7**	**– 3,4**	**– 6,4†**	**– 0,4**	**– 0,8**
Temps plein	44,5	41,6	42,3	– 2,2	– 4,9	0,7	1,7
Temps partiel	8,7	8,6	7,4	– 1,3	– 14,9†	– 1,2	– 14,0†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**34,0**	**30,9**	**34,0**	**–**	**–**	**3,1**	**10,0†**
Temps plein	28,7	26,0	28,5	– 0,2	– 0,7	2,5	9,6†
Temps partiel	5,3	4,9	5,5	0,2	3,8	0,6	12,2
Chaudière-Appalaches	**222,6**	**223,4**	**215,8**	**– 6,8**	**– 3,1**	**– 7,6**	**– 3,4†**
Temps plein	182,7	186,3	179,8	– 2,9	– 1,6	– 6,5	– 3,5
Temps partiel	40,0	37,1	36,0	– 4,0	– 10,0†	– 1,1	– 3,0
Laval	**215,0**	**211,3**	**227,6**	**12,6**	**5,9†**	**16,3**	**7,7†**
Temps plein	170,7	173,9	187,6	16,9	9,9†	13,7	7,9†
Temps partiel	44,3	37,4	40,0	– 4,3	– 9,7	2,6	7,0

Suite à la page 32

Tableau 2.1.1 (suite)

Emploi selon le régime de travail, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019		2021-2020	
				Écart	Variation	Écart	Variation
		k		k	%	k	%
Lanaudière	**261,1**	**264,8**	**260,0**	**– 1,1**	**– 0,4**	**– 4,8**	**– 1,8**
Temps plein	215,0	224,3	219,7	4,7	2,2	– 4,6	– 2,1
Temps partiel	46,1	40,5	40,4	– 5,7	– 12,4†	– 0,1	– 0,2
Laurentides	**317,2**	**281,7**	**317,7**	**0,5**	**0,2**	**36,0**	**12,8†**
Temps plein	254,7	229,8	261,6	6,9	2,7	31,8	13,8†
Temps partiel	62,4	51,9	56,1	– 6,3	– 10,1†	4,2	8,1
Montérégie[1]	**812,2**	**783,9**	**810,8**	**– 1,4**	**– 0,2**	**26,9**	**3,4†**
Temps plein	666,3	646,6	666,7	0,4	0,1	20,1	3,1†
Temps partiel	146,0	137,4	144,1	– 1,9	– 1,3	6,7	4,9
Centre-du-Québec	**126,3**	**121,8**	**129,7**	**3,4**	**2,7**	**7,9**	**6,5†**
Temps plein	99,3	100,6	107,4	8,1	8,2†	6,8	6,8
Temps partiel	27,0	21,2	22,3	– 4,7	– 17,4†	1,1	5,2
Ensemble du Québec	**4 308,1**	**4 099,6**	**4 269,0**	**– 39,1**	**– 0,9†**	**169,4**	**4,1†**
Temps plein	**3 488,9**	**3 387,4**	**3 520,1**	**31,2**	**0,9†**	**132,7**	**3,9†**
Temps partiel	**819,2**	**712,3**	**748,9**	**– 70,3**	**– 8,6†**	**36,6**	**5,1†**

† Variation statistiquement significative au seuil de 32 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.2

Emploi selon le sexe, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019		2021-2020	
				Écart	Variation	Écart	Variation
	k			k	%	k	%
Bas-Saint-Laurent	**92,3**	**86,7**	**88,3**	**– 4,0**	**– 4,3**	**1,6**	**1,8**
Hommes	47,4	45,8	46,9	– 0,5	– 1,1	1,1	2,4
Femmes	44,9	40,9	41,4	– 3,5	– 7,8†	0,5	1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	**128,5**	**122,9**	**123,2**	**– 5,3**	**– 4,1†**	**0,3**	**0,2**
Hommes	68,4	65,5	63,9	– 4,5	– 6,6†	– 1,6	– 2,4
Femmes	60,1	57,4	59,3	– 0,8	– 1,3	1,9	3,3
Capitale-Nationale	**403,0**	**367,1**	**380,8**	**– 22,2**	**– 5,5†**	**13,7**	**3,7†**
Hommes	210,2	189,4	202,1	– 8,1	– 3,9†	12,7	6,7†
Femmes	192,8	177,7	178,7	– 14,1	– 7,3†	1,0	0,6
Mauricie	**122,2**	**123,8**	**120,8**	**– 1,4**	**– 1,1**	**– 3,0**	**– 2,4**
Hommes	64,2	64,1	62,9	– 1,3	– 2,0	– 1,2	– 1,9
Femmes	57,9	59,7	57,9	–	–	– 1,8	– 3,0
Estrie[1]	**163,0**	**158,5**	**161,3**	**– 1,7**	**– 1,0**	**2,8**	**1,8**
Hommes	84,8	82,5	84,9	0,1	0,1	2,4	2,9
Femmes	78,3	76,0	76,4	– 1,9	– 2,4	0,4	0,5
Montréal	**1 075,1**	**1 015,7**	**1 078,3**	**3,2**	**0,3**	**62,6**	**6,2†**
Hommes	571,6	538,6	572,6	1,0	0,2	34,0	6,3†
Femmes	503,5	477,1	505,7	2,2	0,4	28,6	6,0†
Outaouais	**206,3**	**188,6**	**198,1**	**– 8,2**	**– 4,0†**	**9,5**	**5,0†**
Hommes	107,7	94,8	101,8	– 5,9	– 5,5†	7,0	7,4†
Femmes	98,6	93,7	96,3	– 2,3	– 2,3	2,6	2,8
Abitibi-Témiscamingue	**76,2**	**68,4**	**73,0**	**– 3,2**	**– 4,2†**	**4,6**	**6,7†**
Hommes	40,7	36,4	38,4	– 2,3	– 5,7†	2,0	5,5†
Femmes	35,4	32,0	34,5	– 0,9	– 2,5	2,5	7,8†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	**53,1**	**50,1**	**49,7**	**– 3,4**	**– 6,4†**	**– 0,4**	**– 0,8**
Hommes	28,6	26,0	27,0	– 1,6	– 5,6	1,0	3,8
Femmes	24,6	24,2	22,6	– 2,0	– 8,1†	– 1,6	– 6,6†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	**34,0**	**30,9**	**34,0**	**–**	**–**	**3,1**	**10,0†**
Hommes	16,7	15,6	17,0	0,3	1,8	1,4	9,0†
Femmes	17,3	15,2	17,0	– 0,3	– 1,7	1,8	11,8†
Chaudière-Appalaches	**222,6**	**223,4**	**215,8**	**– 6,8**	**– 3,1**	**– 7,6**	**– 3,4†**
Hommes	117,7	116,6	118,1	0,4	0,3	1,5	1,3
Femmes	104,9	106,8	97,7	– 7,2	– 6,9†	– 9,1	– 8,5†
Laval	**215,0**	**211,3**	**227,6**	**12,6**	**5,9†**	**16,3**	**7,7†**
Hommes	109,5	110,2	117,5	8,0	7,3†	7,3	6,6
Femmes	105,5	101,0	110,1	4,6	4,4	9,1	9,0†

Suite à la page 34

Tableau 2.1.2 (suite)

Emploi selon le sexe, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019		2021-2020	
				Écart	Variation	Écart	Variation
		k		k	%	k	%
Lanaudière	**261,1**	**264,8**	**260,0**	**– 1,1**	**– 0,4**	**– 4,8**	**– 1,8**
Hommes	136,9	144,4	132,7	– 4,2	– 3,1	– 11,7	– 8,1 †
Femmes	124,2	120,4	127,3	3,1	2,5	6,9	5,7
Laurentides	**317,2**	**281,7**	**317,7**	**0,5**	**0,2**	**36,0**	**12,8 †**
Hommes	165,4	150,2	166,6	1,2	0,7	16,4	10,9 †
Femmes	151,7	131,6	151,1	– 0,6	– 0,4	19,5	14,8 †
Montérégie[1]	**812,2**	**783,9**	**810,8**	**– 1,4**	**– 0,2**	**26,9**	**3,4 †**
Hommes	419,5	415,2	430,2	10,7	2,6	15,0	3,6 †
Femmes	392,8	368,7	380,6	– 12,2	– 3,1	11,9	3,2
Centre-du-Québec	**126,3**	**121,8**	**129,7**	**3,4**	**2,7**	**7,9**	**6,5 †**
Hommes	65,7	64,3	71,0	5,3	8,1 †	6,7	10,4 †
Femmes	60,7	57,5	58,7	– 2,0	– 3,3	1,2	2,1
Ensemble du Québec	**4 308,1**	**4 099,6**	**4 269,0**	**– 39,1**	**– 0,9 †**	**169,4**	**4,1 †**
Hommes	2 255,0	2 159,6	2 253,7	– 1,3	– 0,1	94,1	4,4 †
Femmes	2 053,1	1 940,0	2 015,4	– 37,7	– 1,8 †	75,4	3,9 †

† Variation statistiquement significative au seuil de 32 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.3

Taux d'activité, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019	2021-2020
				Écart	
	%			points de %	
Bas-Saint-Laurent	58,5	56,1	56,1	– 2,4	–
Saguenay–Lac-Saint-Jean	59,1	59,0	57,1	– 2,0†	– 1,9
Capitale-Nationale	67,3	63,3	63,9	– 3,4†	0,6
Mauricie	56,8	59,4	56,2	– 0,6	– 3,2†
Estrie[1]	62,0	61,7	61,0	– 1,0	– 0,7
Montréal	67,4	65,5	66,7	– 0,7	1,2
Outaouais	66,9	62,8	63,7	– 3,2†	0,9
Abitibi-Témiscamingue	66,4	61,6	64,7	– 1,7	3,1†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	64,1	63,0	60,7	– 3,4†	– 2,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	51,0	46,4	51,0	–	4,6†
Chaudière-Appalaches	64,9	66,6	62,8	– 2,1†	– 3,8†
Laval	62,3	63,3	66,9	4,6†	3,6†
Lanaudière	64,6	68,4	64,0	– 0,6	– 4,4†
Laurentides	64,5	60,2	63,9	– 0,6	3,7†
Montérégie[1]	65,6	65,6	65,2	– 0,4	– 0,4
Centre-du-Québec	64,0	62,8	65,9	1,9	3,1
Ensemble du Québec	**64,9**	**63,8**	**64,1**	**– 0,8†**	**0,3**

† Variation statistiquement significative au seuil de 32 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.4

Taux d'emploi, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019	2021-2020
				Écart	
	%			points de %	
Bas-Saint-Laurent	55,2	52,1	53,3	– 1,9	1,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	55,8	53,5	53,8	– 2,0 †	0,3
Capitale-Nationale	64,9	58,9	60,9	– 4,0 †	2,0 †
Mauricie	53,6	54,4	53,1	– 0,5	– 1,3
Estrie[1]	59,3	57,3	57,9	– 1,4	0,6
Montréal	62,5	58,1	61,2	– 1,3	3,1 †
Outaouais	63,6	57,7	60,2	– 3,4 †	2,5 †
Abitibi-Témiscamingue	63,8	57,6	61,7	– 2,1	4,1 †
Côte-Nord et Nord-du-Québec	61,0	58,1	58,1	– 2,9	–
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	44,3	40,4	44,6	0,3	4,2 †
Chaudière-Appalaches	62,7	62,8	60,5	– 2,2 †	– 2,3 †
Laval	59,5	58,1	62,2	2,7	4,1 †
Lanaudière	62,0	62,5	60,9	– 1,1	– 1,6
Laurentides	61,6	54,1	60,3	– 1,3	6,2 †
Montérégie[1]	62,8	60,1	61,6	– 1,2	1,5 †
Centre-du-Québec	61,4	59,0	62,4	1,0	3,4
Ensemble du Québec	**61,5**	**58,1**	**60,1**	**– 1,4 †**	**2,0 †**

† Variation statistiquement significative au seuil de 32 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.1.5

Taux de chômage, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

	2019	2020	2021	2021-2019	2021-2020
				Écart	
	%			points de %	
Bas-Saint-Laurent	5,6	7,0	5,0	– 0,6	– 2,0†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	5,6	9,3	5,8	0,2	– 3,5†
Capitale-Nationale	3,5	6,9	4,7	1,2†	– 2,2†
Mauricie	5,6	8,3	5,6	0,0	– 2,7†
Estrie[1]	4,3	7,1	5,1	0,8†	– 2,0†
Montréal	7,3	11,4	8,3	1,0†	– 3,1†
Outaouais	5,0	8,1	5,6	0,6†	– 2,5†
Abitibi-Témiscamingue	3,9	6,6	4,7	0,8†	– 1,9†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	4,8	7,6	4,2	– 0,6	– 3,4†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	13,3	13,2	12,6	– 0,7	– 0,6
Chaudière-Appalaches	3,3	5,7	3,6	0,3	– 2,1†
Laval	4,4	8,2	7,1	2,7†	– 1,1†
Lanaudière	4,1	8,6	4,9	0,8†	– 3,7†
Laurentides	4,5	10,0	5,6	1,1†	– 4,4†
Montérégie[1]	4,2	8,4	5,5	1,3†	– 2,9†
Centre-du-Québec	4,0	6,1	5,3	1,3†	– 0,8
Ensemble du Québec	**5,1**	**8,9**	**6,1**	**1,0†**	**– 2,8†**

† Variation statistiquement significative au seuil de 32 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

2.2 Postes vacants

En 2020, dans la province de Québec et dans la plupart des régions, la pandémie avait entraîné une baisse notable de l'emploi. En 2021, les données tendent à se rapprocher de celles de 2019, soit avant la pandémie, ce qui semble indiquer un retour progressif à la normale. Par ailleurs, on observe une hausse rapide des postes vacants.

Dans cette section spéciale du *Panorama des régions du Québec*, on présente une analyse de l'évolution du nombre et du taux de postes vacants ainsi que du taux horaire des postes vacants depuis la pandémie, soit entre le quatrième trimestre de 2020 et celui de 2021. Les données utilisées sont celles de l'*Enquête sur les postes vacants et les salaires* (EPVS), fichier de partage de Statistique Canada.

Postes vacants pour l'ensemble du Québec et des régions

Au Québec, entre le quatrième trimestre de 2020 et le quatrième trimestre de 2021, le nombre de postes vacants a augmenté d'environ 90 800 (+ 62,0 %) pour atteindre 237 200 (tableau 2.2.1). Le nombre de postes vacants a aussi augmenté pour chacune des régions administratives, sauf pour l'Estrie, où la variation n'est pas statistiquement significative.

Au quatrième trimestre 2021, trois régions comptent au moins 20 000 postes vacants : Montréal (73 600), la Montérégie (37 800) et la Capitale-Nationale (28 300). Ensemble, ces trois régions regroupent environ 59 % de l'ensemble des postes vacants au Québec alors que 53 % des emplois se trouvent dans ces régions.

En pourcentage de variation, entre les derniers trimestres de 2020 et 2021, cinq régions ont vu le nombre de postes vacants augmenter d'au moins 75,0 % : la Capitale-Nationale (+ 119,5 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 88,5 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 88,4 %), la Chaudière-Appalaches

Note méthodologique

Les données présentées dans cette partie sont des estimations tirées de l'*Enquête sur les postes vacants et les salaires* (EPVS), fichier de partage de Statistique Canada et sont fondées sur un échantillon. Les estimations régionales sont sujettes à une plus grande variabilité que les tendances observées dans des territoires plus grands, comme les provinces ou le Canada. Des tests ont été réalisés avec un seuil de 5 % afin de vérifier si les différences observées sont statistiquement significatives. Seules les variations statistiquement significatives sont présentées dans l'analyse, à moins que le contraire ne soit spécifié. Les nombres présentés en milliers sont arrondis à la centaine près.

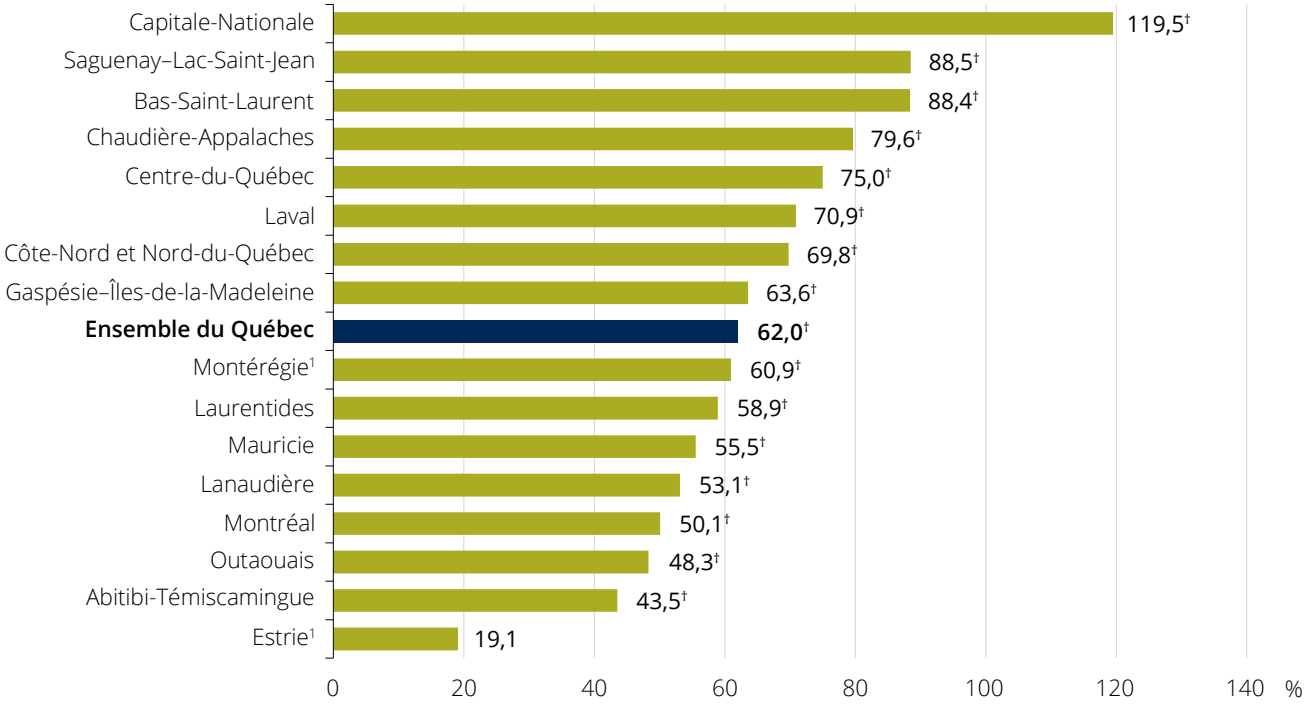
Le concept de poste vacant renvoie au fait que l'employeur cherche activement un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir un poste. Le taux de postes vacants est le nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire l'ensemble des postes occupés et des postes vacants. Le taux horaire du poste vacant exclut les heures supplémentaires, les pourboires, les commissions et les primes.

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison d'enjeux statistiques liés à la taille de leur population et de la variabilité des données.

Les données estimées à partir du fichier de partage de l'EPVS peuvent différer légèrement des données publiées par Statistique Canada en raison de données non disponibles dans le fichier de partage.

Figure 2.2.1

Variation du nombre de postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre de 2020 et 4e trimestre de 2021



† Variation statistiquement significative au seuil de 5 % entre les quatrièmes trimestres de 2020 et 2021.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

(+ 79,6 %) et le Centre-du-Québec (+ 75,0 %). Par ailleurs, seulement deux régions ont vu le nombre de postes vacants s'accroître de moins de 50,0 % : l'Outaouais (+ 48,3 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 43,5 %).

Taux de postes vacants pour l'ensemble du Québec et des régions

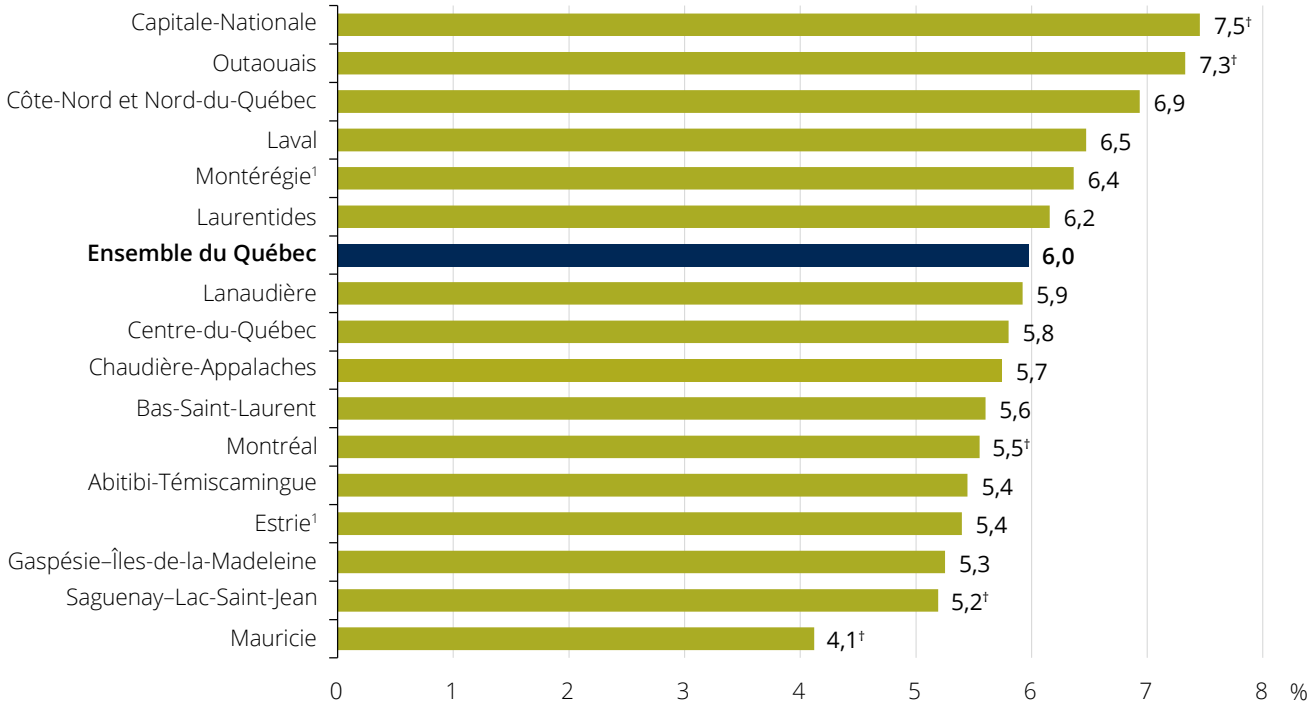
Entre le quatrième trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté dans l'ensemble du Québec et dans chacune des régions, sauf en Estrie, où la variation n'est pas significative (tableau 2.2.2). Au Québec, le taux de postes vacants s'est accru de 2,0 points et s'est établi à 6,0 %.

Deux régions ont enregistré un taux de postes vacants supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec, soit la Capitale-Nationale (7,5 %) et l'Outaouais (7,3 %). En revanche, trois régions ont présenté un taux de postes vacants inférieur à celui de la province : Montréal (5,5 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,2 %) et la Mauricie (4,1 %).

Les régions suivantes ont connu une hausse du taux de postes vacants d'au moins 2,5 points entre le dernier trimestre de 2020 et celui de 2021 : la Capitale-Nationale (+ 3,5 points), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (+ 2,7 points) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 2,5 points). Deux régions ont connu une progression plus modeste de leur taux de postes vacants : les Laurentides (+ 1,4 point) et la Mauricie (+ 1,1 point).

Figure 2.2.2

Taux de postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre 2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

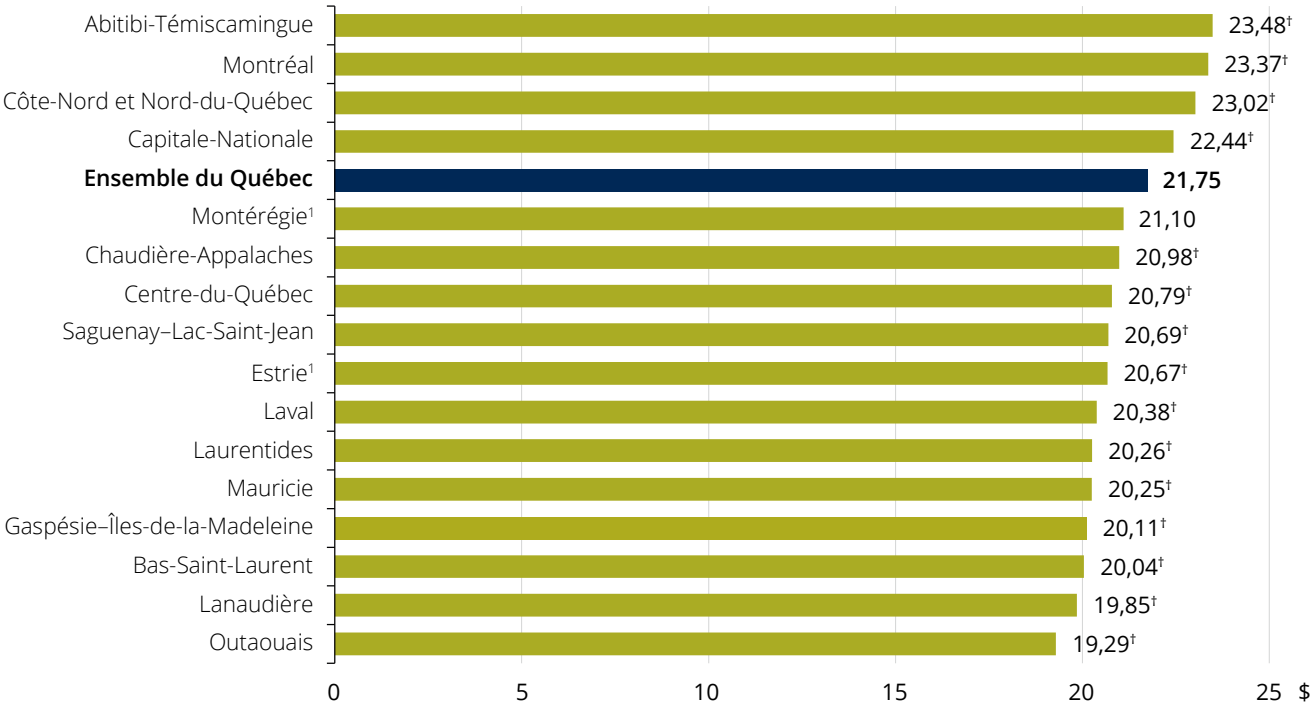
Taux horaire des postes vacants pour l'ensemble du Québec et des régions

Dans l'ensemble du Québec, le taux horaire des postes vacants a crû de 0,25 $ (+ 1,2 %), passant ainsi de 21,50 $ à 21,75 $ entre le quatrième trimestre de 2020 et celui de 2021 (tableau 2.2.3). Les régions suivantes ont enregistré un taux horaire des postes vacants plus élevé que la moyenne provinciale : l'Abitibi-Témiscamingue (23,48 $), Montréal (23,37 $), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (23,02 $) et la Capitale-Nationale (22,44 $). En contrepartie, 11 régions ont affiché un taux horaire significativement inférieur à celui de l'ensemble du Québec, dont Lanaudière (19,85 $) et l'Outaouais (19,29 $).

Le taux horaire a notamment progressé pour l'Abitibi-Témiscamingue (+ 12,4 % ; + 2,59 $), les Laurentides (+ 9,9 % ; + 1,82 $), la Chaudière-Appalaches (+ 5,9 % ; + 1,17 $) et la Montérégie (+ 5,4 % ; + 1,07 $). Il a cependant baissé à Montréal (– 3,9 % ; – 0,94 $).

Figure 2.2.3

Taux horaire moyen des postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre de 2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.1

Nombre de postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre 2020 et 4e trimestre 2021

	4e trimestre 2020	4e trimestre 2021	Variation 4e trimestre 2021/ 4e trimestre 2020	
	n		n	%
Bas-Saint-Laurent	2 704	5 094	2 390	88,4†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3 005	5 664	2 659	88,5†
Capitale-Nationale	12 873	28 257	15 384	119,5†
Mauricie	2 956	4 596	1 641	55,5†
Estrie[1]	6 728	8 015	1 286	19,1
Montréal	49 045	73 601	24 556	50,1†
Outaouais	5 206	7 720	2 514	48,3†
Abitibi-Témiscamingue	2 981	4 278	1 297	43,5†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	2 506	4 254	1 748	69,8†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	892	1 460	567	63,6†
Chaudière-Appalaches	6 261	11 246	4 986	79,6†
Laval	6 948	11 873	4 925	70,9†
Lanaudière	6 646	10 175	3 529	53,1†
Laurentides	9 772	15 531	5 759	58,9†
Montérégie[1]	23 461	37 755	14 295	60,9†
Centre-du-Québec	4 361	7 631	3 270	75,0†
Ensemble du Québec	**146 344**	**237 150**	**90 806**	**62,0†**

† Variation statistiquement significative au seuil de 5 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.2

Taux de postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre 2020 et 4e trimestre 2021

	4e trimestre 2020	4e trimestre 2021	Écart 4e trimestre 2021–4e trimestre 2020
	%		points de %
Bas-Saint-Laurent	3,4	5,6	2,2†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2,7	5,2	2,5†
Capitale-Nationale	3,9	7,5	3,5†
Mauricie	3,0	4,1	1,1†
Estrie[1]	4,7	5,4	0,7
Montréal	3,9	5,5	1,6†
Outaouais	5,1	7,3	2,2†
Abitibi-Témiscamingue	4,2	5,4	1,3†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	4,2	6,9	2,7†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	3,0	5,3	2,3†
Chaudière-Appalaches	3,5	5,7	2,2†
Laval	4,2	6,5	2,3†
Lanaudière	4,3	5,9	1,6†
Laurentides	4,7	6,2	1,4†
Montérégie[1]	4,1	6,4	2,2†
Centre-du-Québec	3,8	5,8	2,0†
Ensemble du Québec	**4,0**	**6,0**	**2,0†**

† Écart statistiquement significatif au seuil de 5 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 2.2.3

Taux horaire moyen des postes vacants, données non désaisonnalisées, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 4e trimestre 2020 et 4e trimestre 2021

	4e trimestre 2020	4e trimestre 2021	4e trimestre 2021/ 4e trimestre 2020	
	$		$	%
Bas-Saint-Laurent	19,31	20,04	0,73	3,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19,71	20,69	0,98	5,0
Capitale-Nationale	21,72	22,44	0,72	3,3
Mauricie	19,20	20,25	1,05	5,5
Estrie[1]	20,11	20,67	0,56	2,8
Montréal	24,31	23,37	– 0,94	– 3,9†
Outaouais	19,86	19,29	– 0,57	– 2,9
Abitibi-Témiscamingue	20,89	23,48	2,59	12,4†
Côte-Nord et Nord-du-Québec	22,07	23,02	0,95	4,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	19,10	20,11	1,01	5,3
Chaudière-Appalaches	19,82	20,98	1,17	5,9†
Laval	20,51	20,38	– 0,13	– 0,6
Lanaudière	19,49	19,85	0,36	1,8
Laurentides	18,44	20,26	1,82	9,9†
Montérégie[1]	20,03	21,10	1,07	5,4†
Centre-du-Québec	19,77	20,79	1,03	5,2
Ensemble du Québec	**21,50**	**21,75**	**0,26**	**1,2**

† Variation statistiquement significative au seuil de 5 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives au 1er mai 2016. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, fichier de partage. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 3

Éducation : niveau de scolarité

Virginie Nanhou, Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux

Le présent chapitre dresse un bilan du niveau de scolarité de la population québécoise en 2021 à partir des données de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada[1]. La population analysée est celle âgée de 25 à 64 ans, laquelle regroupe les personnes qui ont généralement terminé leur formation initiale et qui forment le principal contingent de la population active. Cette tranche d'âge présente aussi l'avantage d'atténuer partiellement les effets de structure par âge lorsque l'on procède aux comparaisons interrégionales.

Note méthodologique

Le plus haut niveau de scolarité est défini à partir du plus haut certificat ou diplôme obtenu par la personne. Ce concept renvoie à une hiérarchie des attestations d'études. Toutefois, Statistique Canada précise à ce sujet que « dans un certain nombre de cas, les niveaux ne sont pas entièrement hiérarchiques si l'on compare les programmes de différents types d'établissement[1] ». De plus, notons que la notion de hiérarchie peut s'avérer problématique chez les diplômés d'une école de métiers. En effet, un diplôme professionnel peut être obtenu soit dans le cadre d'un programme d'études secondaires, soit après l'obtention d'un diplôme d'études secondaires.

La première catégorie, « aucun diplôme », regroupe les personnes qui n'ont pas obtenu minimalement le diplôme d'études secondaires. La catégorie « diplôme d'études secondaires » comprend les personnes qui détiennent un diplôme d'études secondaires ou d'une attestation d'équivalence et qui n'ont pas obtenu un certificat, un diplôme ou un grade plus élevé. Les personnes titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'une attestation équivalente dans un métier spécialisé ou dans un emploi professionnel ou technique sont regroupés dans la catégorie « certificat ou diplôme d'une école de métiers », catégorie qui comprend les personnes qui ont obtenu un diplôme dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire au Québec. Celles qui ont obtenu un certificat ou un diplôme décerné par un collège communautaire, un cégep (formation préuniversitaire ou technique), ou un autre établissement de niveau collégial se trouvent dans la catégorie « certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep ». La catégorie « certificat, diplôme ou grade universitaire » inclut les sous-catégories « certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat », « baccalauréat » et « diplôme universitaire supérieur au baccalauréat ». À noter que cette dernière sous-catégorie comprend les diplômes de maîtrise et de doctorat ainsi que les baccalauréats professionnels tels que le diplôme en médecine.

1. Statistique Canada (2016).

Suite à la page 46

1. Les statistiques présentées dans ce chapitre ont été produites au Centre interuniversitaire québécois de statistiques sociales, membre du Réseau canadien des centres de données de recherche.

Il importe aussi de soulever la possibilité d'erreur non due à l'échantillonnage résultant du fait que l'EPA soit une enquête basée sur l'autodéclaration des répondants. Ainsi, il est possible que certains répondants aient déclaré le diplôme le plus récent comme étant celui le plus élevé.

Les différences statistiquement significatives ont été évaluées à partir des intervalles de confiance (IC) calculés à un niveau de 95 %. Des tests d'égalité de proportions ont été effectués lorsqu'il y avait un chevauchement partiel entre les intervalles et que ces derniers ont été produits avec la loi normale.

Il est à noter que les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison de la petite taille de leur population.

Portrait du profil scolaire dans les régions administratives du Québec

En 2021, un peu plus du tiers de la population québécoise âgée de 25 à 64 ans détenait un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (36 %)[2]. À l'opposé, une personne sur dix déclarait ne détenir aucun diplôme (10 %). Environ 16 % déclaraient avoir un diplôme d'études secondaires comme plus haut niveau de scolarité et 17 %, un certificat ou un diplôme d'une école de métiers. Finalement, environ une personne sur cinq (21 %) avait une scolarité de niveau collégial.

Comme on peut le constater à la figure 3.1, les proportions varient d'une région à l'autre, notamment en ce qui a trait à la scolarité universitaire. Les régions regroupant les principaux centres urbains affichaient de fortes proportions de population ayant obtenu un certificat, un diplôme ou un grade universitaire. C'est particulièrement le cas de la région de Montréal, qui présentait un profil tout à fait distinct. Effectivement, pour cette région, la part de la population âgée de 25 à 64 ans ayant déclaré détenir un certificat ou un diplôme universitaire s'élevait à 56 %. L'importance du poids démographique des diplômés universitaires de la région de Montréal, qui correspondait à 41 % de l'ensemble des diplômés universitaires de la province, a grandement influencé le résultat du Québec pour ce niveau de scolarité[3]. Plusieurs facteurs ont contribué à la proportion élevée de diplômés universitaires à Montréal, notamment la forte présence des personnes immigrantes, qui ont globalement un profil très scolarisé. En effet, 44 % des personnes immigrantes de 25 à 64 ans vivant au Québec en 2016 avaient un certificat, un diplôme ou un grade universitaire, comparativement à 26 % des personnes non immigrantes[4]. Il faut également prendre en considération la structure économique de la région et la présence de nombreux établissements d'enseignement supérieur, deux facteurs qui ont une incidence sur le niveau de scolarité élevé des résidents.

Après Montréal, les régions de la Capitale-Nationale (38 %), de Laval (37 %) et de l'Outaouais (36 %) présentaient les plus importantes proportions de diplômés universitaires en 2021. Un peu moins d'une personne sur trois détenait un diplôme universitaire dans les régions administratives suivantes : en Montérégie (29 %), en Estrie (29 %), dans les Laurentides (28 %), en

2. Plus précisément, environ 3,5 % de la population québécoise âgée de 25 à 64 ans détenait un certificat universitaire inférieur au baccalauréat, 22 %, un baccalauréat et 11 %, un diplôme ou un certificat universitaire supérieur au baccalauréat (tableau 3.1).
3. Lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour le Québec, on constate que la proportion de la population de 25 à 64 ans ayant atteint le niveau universitaire passe de 36 % à 29 % pour 2021.
4. Les personnes immigrantes totalisaient le quart de l'ensemble des personnes de 25 à 64 ans ayant une scolarité de niveau universitaire au Québec en 2016, alors qu'elles ne représentaient que 17 % de l'ensemble de ce groupe d'âge au Québec (Source : Statistique Canada, Recensement de 2016. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec).

Mauricie (28 %), en Chaudière-Appalaches (25 %) et dans Lanaudière (25 %). Par ailleurs, moins du quart de la population de 25 à 64 ans avait obtenu un tel diplôme dans les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (24 %), du Bas-Saint-Laurent (23 %), du Centre-du-Québec (21 %) et de l'Abitibi-Témiscamingue (20 %). Enfin, pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, la part de diplômés universitaires était respectivement de 19 % et de 17 %.

C'est dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale que les pourcentages de personnes ayant déclaré ne pas détenir de diplôme d'études secondaires étaient les plus faibles (respectivement 5 % et 6 %). À l'opposé, quatre régions présentaient des proportions de 14 % ou plus, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (19 %), l'Abitibi-Témiscamingue (16 %), le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (14 %) et la Mauricie (14 %). Il est important de mentionner que ces régions se caractérisent par des populations généralement plus âgées[5] ; or, ces populations présentent des profils moins scolarisés[6].

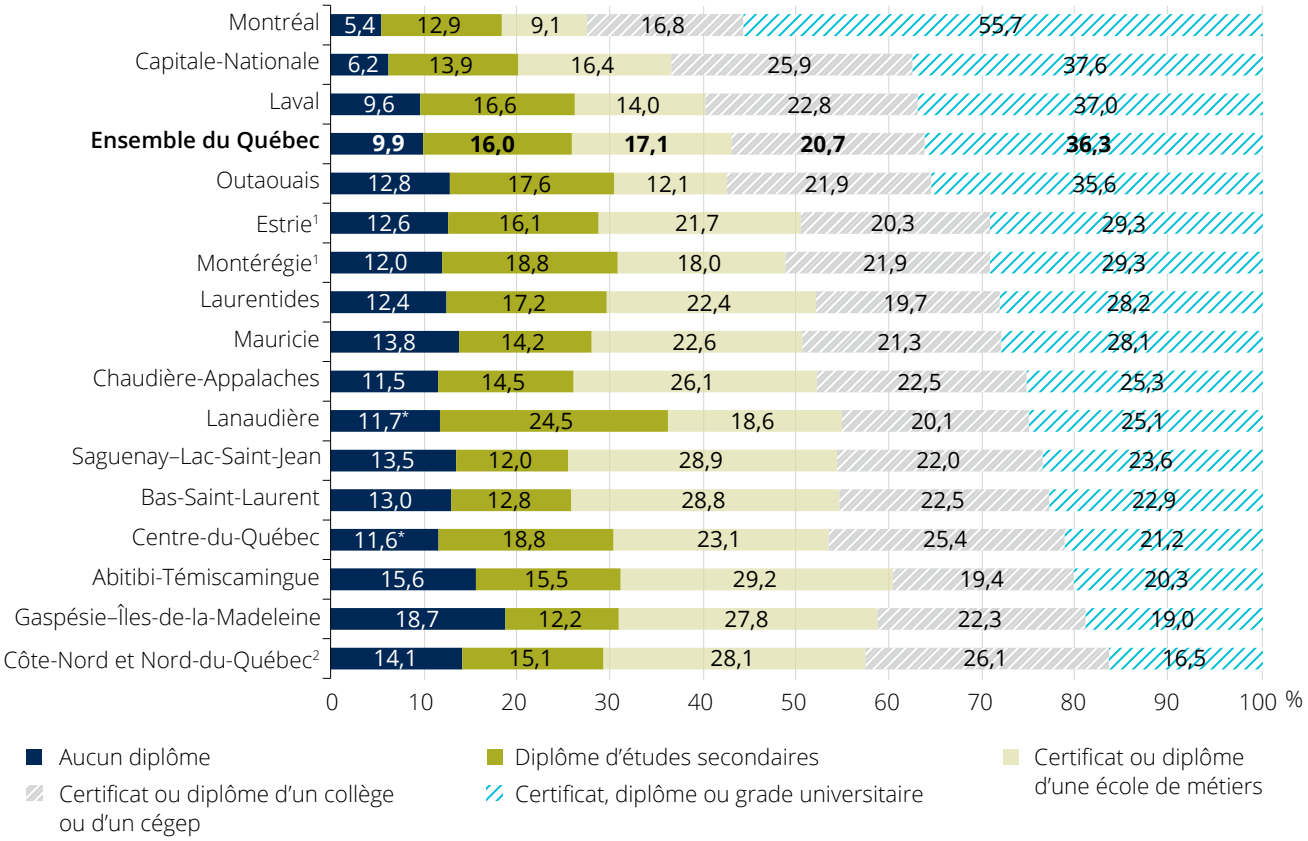
En ce qui concerne la proportion de la population détenant un diplôme d'études secondaires, elle était plus élevée dans les régions de Lanaudière (24 %), de la Montérégie (19 %) et de l'Outaouais (18 %) que celle observée dans l'ensemble du Québec (16 %). À l'inverse, elle était moins élevée dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (12 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (12 %), du Bas-Saint-Laurent (13 %) et de Montréal (13 %). En ce qui a trait aux proportions de personnes ayant un certificat ou un diplôme de niveau collégial comme plus haut niveau de scolarité, seulement quelques régions affichaient des proportions statistiquement différentes de celles de l'ensemble du Québec (21 %). De fait, la région de Montréal présentait une proportion moins élevée (17 %), tandis que la Capitale-Nationale et le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec affichaient respectivement une proportion plus élevée (26 %). Il importe de souligner que les variations régionales des proportions de diplômés des niveaux secondaire et collégial sont moins marquées que celles des proportions de diplômés universitaires.

En ce qui a trait au certificat ou au diplôme d'une école de métiers, comme c'est le cas pour la diplomation universitaire, on constate plusieurs différences régionales. On note en effet que certaines régions affichaient des proportions particulièrement élevées de personnes ayant un certificat ou diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité : le Bas-Saint-Laurent (29 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (29 %) l'Abitibi-Témiscamingue (29 %), le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (28 %), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (28 %), la Chaudière-Appalaches (26 %), le Centre-du-Québec (23 %), la Mauricie (23 %), les Laurentides (22 %) et l'Estrie (22 %). Ces fortes proportions pourraient refléter le fait que l'économie de ces régions repose sur des secteurs d'activité nécessitant une main-d'œuvre de niveau professionnel ou des travailleurs et travailleuses de métiers spécialisés (Crespo, 2017 ; Statistique Canada, 2017). À l'opposé, les régions regroupant les principaux centres urbains affichaient des proportions inférieures à la moyenne provinciale (17 %) : Montréal (9 %), l'Outaouais (12 %) et Laval (14 %). Le poids démographique plus important de ces régions a eu pour effet de réduire la proportion de la population du Québec ayant ce niveau de scolarité[7].

5. Par exemple, parmi la population de 25 à 64 ans, la proportion des personnes âgées de 55 à 64 ans se situait autour de 37 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, de 33 % en Mauricie et de 31 % en Abitibi-Témiscamingue comparativement à 21 % à Montréal et à 27 % dans la Capitale-Nationale (Institut de la statistique du Québec, 2022).
6. En effet, la population québécoise de 25 à 34 ans présentait une proportion plus élevée de personnes détenant un certificat, un diplôme ou un grade de niveau professionnel, collégial ou universitaire que celle âgée de 55 à 64 ans (Institut de la statistique du Québec, 2020).
7. Par exemple, lorsque l'on exclut Montréal du calcul pour la province, on constate que la proportion de la population ayant un certificat ou un diplôme d'une école de métiers passe de 17 % à 20 %.

Figure 3.1

Répartition de la population de 25 à 64 ans selon le plus haut niveau de scolarité atteint, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur le 1er janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des nouvelles limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison de la petite taille de leur population.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichier maître. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Le niveau de scolarité selon le sexe

Au Québec, en 2021, les hommes de 25 à 64 ans étaient proportionnellement plus nombreux que les femmes du même groupe d'âge à ne détenir aucun diplôme (11 % c. 8 %), une situation qui se produisait dans plusieurs régions (tableau 3.1)[8]. Les régions où l'écart entre les hommes et les femmes était significatif sur le plan statistique sont le Centre-du-Québec, Laval, l'Estrie, l'Abitibi-Témiscamingue, l'Outaouais et la Montérégie.

Par ailleurs, on a observé que la proportion de personnes de 25 à 64 ans ayant obtenu un diplôme d'études secondaires était plus élevée chez les hommes que chez les femmes pour l'ensemble du Québec (17 % c. 15 %). La seule région où l'écart entre les hommes et les femmes était significatif à cet égard est l'Estrie (18 % c. 15 %).

8. Cette proportion plus élevée d'hommes n'ayant aucun diplôme concorde d'ailleurs avec un plus faible taux de diplomation et de qualification par cohorte de nouveaux inscrits au secondaire observé chez les garçons (Ministère de l'Éducation, 2021).

Du côté des personnes titulaires d'un certificat ou d'un diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité, les différences entre les sexes apparaissent plus clairement[9]. Toutes régions confondues, les hommes étaient plus nombreux, en proportion, que les femmes à déclarer avoir ce niveau de scolarité en 2021 (20 % c. 14 %). Certaines régions présentaient des contrastes particulièrement importants (entre 12 et 15 points de pourcentage de différence), soit le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Chaudière-Appalaches, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec et le Centre-du-Québec. Dans ces régions, c'était le niveau de scolarité qui était le plus répandu chez les hommes de 25 à 64 ans (29 % ou plus). Par ailleurs, chez les femmes du même groupe d'âge, les régions qui affichaient des proportions relativement fortes de femmes détentrices d'un certificat ou un diplôme d'une école de métiers comme plus haut niveau de scolarité sont le Saguenay–Lac-Saint-Jean (23 %), l'Abitibi-Témiscamingue (22 %), le regroupement de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (22 %), le Bas-Saint-Laurent (21 %), l'Estrie (21 %) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (21 %).

Les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses à détenir un diplôme de niveau collégial que les hommes en 2021 (pour le Québec : 23 % c. 19 %), mais les différences entre les sexes n'étaient pas aussi marquées que parmi les titulaires d'un certificat ou d'un diplôme d'une école de métiers. Dix régions présentaient des différences significatives : le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, l'Estrie, l'Abitibi-Témiscamingue, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, la Chaudière-Appalaches, Laval, Lanaudière, la Montérégie et le Centre-du-Québec.

À l'image de ce qui a été observé pour le niveau collégial, les femmes étaient proportionnellement plus nombreuses que les hommes à détenir un certificat ou un diplôme de niveau universitaire dans l'ensemble du Québec en 2021 (40 % c. 33 %). Toutes les régions présentaient des écarts statistiquement significatifs entre les sexes à cet égard, à l'exception des régions de Montréal et de Laval.

La grande majorité de la population du Québec qui avait un diplôme universitaire en 2021 avait un diplôme de premier grade, soit le baccalauréat. Les femmes étaient généralement plus nombreuses que les hommes à détenir ce type de diplôme. Dans l'ensemble, un peu plus d'une personne âgée de 25 à 64 ans sur cinq au Québec (22 %) a déclaré avoir atteint ce niveau de scolarité, soit 24 % des femmes et 20 % des hommes. Par ailleurs, environ 11 % de la population de 25 à 64 ans a déclaré avoir obtenu un diplôme ou un certificat universitaire supérieur au baccalauréat. Comme dans le cas du baccalauréat, les femmes étaient aussi plus nombreuses, en proportion, que les hommes à détenir ce type de diplôme ou de certificat (12 % c. 10 %). Il est à noter qu'en 2021, une proportion relativement peu élevée de la population de 25 à 64 ans détenait un certificat universitaire inférieur au baccalauréat (3,5 %), et une fois de plus, on comptait davantage de femmes que d'hommes dans cette situation (4,1 % c. 2,9 %).

De ces différents constats, on observe qu'au Québec, en 2021, les femmes âgées de 25 à 64 ans étaient généralement plus scolarisées que les hommes du même groupe d'âge. En effet, toutes proportions gardées, elles étaient plus nombreuses que les hommes à détenir un diplôme de niveau universitaire ou collégial. À l'échelle régionale, des tendances semblables étaient notées dans plusieurs régions. Ainsi, les écarts observés entre les femmes et les hommes en ce qui concerne les diplômes des niveaux collégial et universitaire étaient généralement à l'avantage des femmes et, à quelques exceptions près, étaient significatifs. Il importe par contre de mentionner que pour la plupart des régions, les écarts entre les hommes et les femmes pour les diplômes d'une école des métiers étaient généralement à l'avantage des hommes.

9. On peut se demander si ces écarts observés pourraient s'expliquer, au moins en partie, par la forte progression des études postsecondaires chez les hommes observée dans les programmes de formation des apprentis entre 2006 et 2016, alors que les femmes poursuivent de plus en plus des études universitaires (Statistique Canada, 2017). Par ailleurs, des analyses additionnelles de données de 2006 à 2021 de l'*Enquête sur la population active* montrent que la hausse de la proportion de personnes de 25 à 64 ans détentrices d'un certificat ou un diplôme d'une école de métiers au Québec (de 16 % en 2006 à 17 % en 2021) est due à celle observée chez les hommes (de 19 % en 2006 à 20 % en 2021) (données non illustrées).

Informations statistiques complémentaires

Pour plus d'information sur le plus haut niveau de scolarité, consulter les tableaux de données détaillés provenant de l'*Enquête sur la population active* disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous la section Éducation, Niveau de scolarité.

Références

CRESPO, Stéphane (2017). « Éducation », dans INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Panorama des régions du Québec. Édition 2017*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 45-57. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2017.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Estimations de la population des régions administratives selon le groupe d'âge et le sexe, âge médian et âge moyen, Québec, 1er juillet 1996 à 2021*, [En ligne]. [statistique.quebec.ca/fr/document/population-et-structure-par-age-et-sexe-regions-administratives/tableau/estimations-population-regions-administratives-selon-age-sexe-age-median-age-moyen#tri_tertr=01&tri_pop=10].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). *Panorama des régions du Québec. Édition 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 187 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2021.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2020). « Niveau de scolarité et domaine d'études selon le sexe et le groupe d'âge », *Bulletin sociodémographique*, vol. 24, nº 7, [En ligne], juillet, p. 1-9. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/niveau-de-scolarite-et-domaine-detudes-selon-le-sexe-et-le-groupe-dage.pdf].

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION (2021). *Diplomation et qualification au secondaire. 2021*, [En ligne], Québec, Gouvernement du Québec, 28 p. [www.education.gouv.qc.ca/fileadmin/site_web/documents/PSG/statistiques_info_decisionnelle/Rapport_diplomation_qualif_CS_sec_ed2021.pdf].

STATISTIQUE CANADA (2016). *Classification du plus haut niveau de scolarité atteint*, [En ligne]. [www23.statcan.gc.ca/imdb/pUtil_f.pl?Function=getNote&Id=305734&NT=01].

STATISTIQUE CANADA (2017). « La scolarité au Canada : faits saillants du Recensement de 2016 », *Le Quotidien*, [En ligne], 29 novembre, p. 1-13. [www150.statcan.gc.ca/n1/fr/daily-quotidien/171129/dq171129a-fra.pdf?st=uefEwOO9].

Tableau 3.1

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021

	Unité	**Total**	Hommes	Femmes
Bas-Saint-Laurent	k	**96,3**	50,3	46,0
Aucun diplôme	%	**13,0**	15,2	10,5*
Diplôme d'études secondaires	%	**12,8**	14,6	10,8*
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**28,8**	36,1	20,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**22,5**	17,3	28,2
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**22,9**	16,7*	29,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	k	**132,4**	66,4	66,0
Aucun diplôme	%	**13,5**	15,3	11,6*
Diplôme d'études secondaires	%	**12,0**	12,5	11,5
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**28,9**	34,8	22,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**22,0**	18,1	26,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**23,6**	19,3	28,0
Capitale-Nationale	k	**384,0**	191,5	192,5
Aucun diplôme	%	**6,2**	7,1	5,3
Diplôme d'études secondaires	%	**13,9**	13,9	13,9
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**16,4**	19,5	13,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**25,9**	26,3	25,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**37,6**	33,2	41,9
Mauricie	k	**133,7**	66,2	67,5
Aucun diplôme	%	**13,8**	12,6*	15,0
Diplôme d'études secondaires	%	**14,2**	16,3	12,2*
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**22,6**	30,0	15,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**21,3**	19,2	23,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**28,1**	22,0	34,0
Estrie[1]	k	**165,6**	83,0	82,6
Aucun diplôme†	%	**12,6**	15,9	9,3
Diplôme d'études secondaires†	%	**16,1**	17,7	14,5
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	%	**21,7**	22,2	21,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**20,3**	18,2	22,4
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**29,3**	25,9	32,7
Montréal	k	**1204,6**	607,7	596,9
Aucun diplôme	%	**5,4**	5,3	5,5
Diplôme d'études secondaires	%	**12,9**	14,0	11,9
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	%	**9,1**	10,1	8,1
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**16,8**	16,0	17,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire	%	**55,7**	54,6	56,9
Outaouais	k	**216,1**	71,75	109,9
Aucun diplôme†	%	**12,8**	15,0	10,7
Diplôme d'études secondaires	%	**17,6**	19,1	16,2
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	%	**12,1**	13,2	11,0
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**21,9**	21,5	22,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**35,6**	31,2	39,8

Suite à la page 52

Tableau 3.1 (suite)

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021

	Unité	**Total**	Hommes	Femmes
Abitibi-Témiscamingue	k	**74,1**	37,2	36,9
Aucun diplôme†	%	**15,6**	18,3	12,9
Diplôme d'études secondaires	%	**15,5**	15,3	15,8
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**29,2**	36,6	21,7
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**19,4**	16,3	22,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**20,3**	13,5	27,1
Côte-Nord et Nord-du-Québec[2]	k	**54,6**	28,3	26,3
Aucun diplôme	%	**14,1**	15,2	13,0*
Diplôme d'études secondaires	%	**15,1**	16,0	14,2
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**28,1**	33,9	21,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**26,1**	24,8	27,6
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**16,5**	10,2*	23,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	k	**42,1**	21,6	20,5
Aucun diplôme	%	**18,7**	19,7	17,8
Diplôme d'études secondaires	%	**12,2**	14,2	10,1*
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**27,8**	34,3	20,8
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**22,3**	18,5	26,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**19,0**	13,3*	25,1
Chaudière-Appalaches	k	**213,9**	111,5	102,4
Aucun diplôme	%	**11,5**	13,2	9,7
Diplôme d'études secondaires	%	**14,5**	16,0	12,9
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**26,1**	32,3	19,4
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**22,5**	19,0	26,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**25,3**	19,6	31,6
Laval	k	**240,3**	119,2	121,1
Aucun diplôme†	%	**9,6**	13,3	6,0**
Diplôme d'études secondaires	%	**16,6**	15,4*	17,8
Certificat ou diplôme d'une école de métiers	%	**14,0**	16,3	11,8*
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**22,8**	17,8*	27,7
Certificat, diplôme ou grade universitaire	%	**37,0**	37,3	36,8
Lanaudière	k	**272,9**	131,4	141,6
Aucun diplôme	%	**11,7***	14,6*	9,1*
Diplôme d'études secondaires	%	**24,5**	26,4	22,6
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**18,6**	22,7	14,9*
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**20,1**	16,6	23,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**25,1**	19,8	30,0
Laurentides	k	**322,5**	167,7	154,8
Aucun diplôme	%	**12,4**	14,6	10,0*
Diplôme d'études secondaires	%	**17,2**	16,6	17,9
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**22,4**	25,6	19,0
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep	%	**19,7**	17,4	22,3
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**28,2**	25,9	30,8

Suite à la page 53

Tableau 3.1 (suite)

Proportion de la population de 25 à 64 ans selon le sexe et le plus haut certificat, diplôme ou grade obtenu, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021

	Unité	**Total**	Hommes	Femmes
Montérégie[1]	k	**837,3**	427,0	410,3
Aucun diplôme†	%	**12,0**	13,5	10,4
Diplôme d'études secondaires	%	**18,8**	20,2	17,4
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**18,0**	21,3	14,6
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**21,9**	19,0	25,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**29,3**	26,1	32,6
Centre-du-Québec	k	**129,7**	68,7	61,0
Aucun diplôme†	%	**11,6***	15,9*	6,7**
Diplôme d'études secondaires	%	**18,8**	21,9*	15,3
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**23,1**	28,6	16,8*
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**25,4**	19,0*	32,5
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**21,2**	14,6*	28,7
Ensemble du Québec	k	**4 519,5**	**2 283,4**	**2 236,2**
Aucun diplôme†	%	**9,9**	11,3	8,5
Diplôme d'études secondaires†	%	**16,0**	16,9	15,0
Certificat ou diplôme d'une école de métiers†	%	**17,1**	20,2	13,9
Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep†	%	**20,7**	18,5	23,0
Certificat, diplôme ou grade universitaire†	%	**36,3**	33,0	39,6
Certificat universitaire inférieur au baccalauréat†	%	**3,5**	2,9	4,1
Baccalauréat†	%	**21,9**	20,1	23,7
Diplôme ou certificat universitaire supérieur au baccalauréat†	%	**10,9**	10,0	11,8

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† Différence statistiquement significative entre les hommes et les femmes observée à partir de la méthode des intervalles de confiance calculés à un niveau de 95 %.

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur le 1er janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des nouvelles limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions administratives de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison de la petite taille de leur population.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichier maître. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 4

Santé

Hélène Camirand et Micha Simard, Direction des enquêtes de santé

En 2020 et 2021, la crise sanitaire a eu des répercussions sur la vie de la population québécoise, qui a dû s'adapter à diverses mesures de santé publique mises en place pour freiner la propagation de la COVID-19. La situation pandémique a, dans la foulée, eu des incidences sur la santé des personnes, au Québec comme dans de nombreux pays.

Ce chapitre présente une analyse des résultats du volet COVID-19 de l'édition 2020-2021 de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP) réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), à la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)[1]. La collecte de données pour ce volet de l'EQSP a été réalisée auprès de plus de 7 000 personnes âgées de 15 ans et plus au Québec, de novembre 2020 à avril 2021. Durant cette période, les mesures de santé publique s'étaient resserrées et étendues progressivement à l'ensemble des régions du Québec. En septembre 2020, le gouvernement du Québec annonçait l'instauration d'un système d'alertes et d'interventions régionales à quatre paliers[2] pour tenter de limiter les infections dues au virus SRAS-CoV-2. Les paliers, établis pour chaque région en fonction de différents critères, pouvaient notamment entraîner la mise en place d'un couvre-feu, l'obligation de fermer les écoles et certains lieux publics ainsi que l'imposition du télétravail[3] et de limitations concernant des activités intérieures et extérieures. Ce système a été en vigueur pendant toute la durée de la collecte pour le volet COVID-19 de l'EQSP. En plus du fait qu'elle fournit des résultats représentatifs pour le Québec sur plusieurs aspects liés au contexte de la pandémie, l'EQSP permet de dresser le portrait de chacune des régions sociosanitaires du Québec.

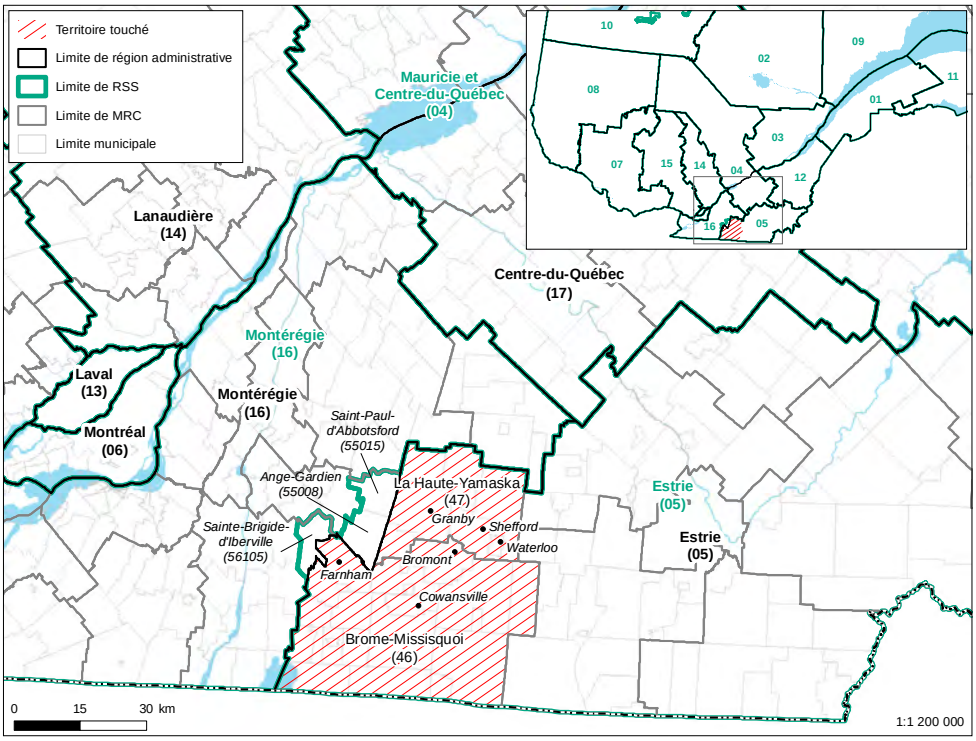
1. Les données présentées dans ce chapitre ont été diffusées sur le site Web de l'ISQ le 19 octobre 2021.
2. Le 8 septembre 2020, le gouvernement a mis en place un système d'alertes et d'interventions régionales pour ralentir la propagation du virus. Les mesures sanitaires imposées dans une région dépendaient du niveau d'alerte auquel cette dernière était associée. Les quatre niveaux étaient les suivants : vigilance (vert), préalerte (jaune), alerte modérée (orange) (exemple de mesure : limitation du nombre de personnes dans les rassemblements privés) et alerte maximale (rouge) (exemples de mesure : imposition d'un horaire réduit aux commerces, obligation de fermeture pour les commerces non essentiels et limitations des déplacements interrégionaux) (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2020).
3. *Arrêté numéro 2021-090 du ministre de la Santé et des Services sociaux en date du 20 décembre 2021*, [En ligne], cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/sante-services-sociaux/publications-adm/lois-reglements/AM_2021-090.pdf?1640092975. Voir aussi : Institut national de la santé publique du Québec, 2022a.

Les régions sociosanitaires

Le découpage géographique des régions sociosanitaires (RSS), soit celui utilisé dans les enquêtes de santé et dans le présent chapitre, diffère de celui des régions administratives. Les régions sociosanitaires ont été délimitées officiellement par le ministère de la Santé et des Services sociaux en 2005 et modifiées en 2015. Les principales différences entre ce découpage et celui des régions administratives sont celles-ci : 1) la Mauricie et le Centre-du-Québec ne forment qu'une seule région sociosanitaire (RSS 04), 2) le Nord-du-Québec est divisé en trois régions sociosanitaires, soit le Nord-du-Québec (RSS 10), le Nunavik (RSS 17) et les Terres-Cries-de-la-Baie-James (RSS 18) (ces deux dernières sont exclues de l'EQSP), et 3) la limite entre les régions sociosanitaires de la Montérégie et de l'Estrie est différente de la limite entre les deux régions administratives[1] (voir la carte 4.1).

Carte 4.1

Territoire touché par le changement de découpage géographique des régions administratives de l'Estrie et de la Montérégie, régions sociosanitaires, MRC et régions administratives du Québec



Sources : Ministère de la Santé et des Services sociaux, limites territoriales des régions sociosanitaires (RSS) en 2021.
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (données sur les limites administratives et l'hydrographie), juillet 2021.

1. Depuis juillet 2021, les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska sont passées de la région administrative de la Montérégie à celle de l'Estrie. La concordance géographique entre les deux régions administratives et les deux régions sociosanitaires demeure toutefois incomplète : trois municipalités font partie de la RSS de l'Estrie tout en étant incluses dans la région administrative de la Montérégie : Saint-Paul-d'Abbotsford, Ange-Gardien et Sainte-Brigide-d'Iberville.

Enquête québécoise sur la santé de la population

L'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP) est une enquête à portée provinciale, régionale et locale, qui vise à recueillir des renseignements sur les habitudes de vie, l'état de santé physique et mentale et certains déterminants de la santé de la population. Elle est réalisée tous les six ans pour le compte du ministère de la Santé et des Services sociaux. La population visée par l'EQSP regroupe l'ensemble des personnes de 15 ans et plus vivant dans un logement non institutionnel au Québec. Sont exclues les personnes vivant dans un logement collectif institutionnel (par exemple, un CHSLD, une prison, un centre jeunesse ou un centre de réadaptation) ainsi que les personnes résidant dans les réserves indiennes ou dans les régions sociosanitaires du Nunavik et des Terres-Cries-de-la-Baie-James. Près de 47 000 personnes ont rempli le questionnaire téléphonique ou Web de l'EQSP 2020-2021.

Parmi ces répondants, 7 275 personnes ont pris part au volet COVID-19, entre le 2 novembre 2020 et le 28 avril 2021, lequel comprenait quelques questions additionnelles sur la pandémie. Pour le volet COVID-19, le taux d'admissibilité à l'enquête est de 98,7 %, et le taux de réponse global pondéré, de 62,9 %.

L'analyse qui suit fait état des répercussions de la pandémie sur des déterminants de la santé dans différentes sphères de la vie de la population québécoise. Plusieurs thèmes en font l'objet :

- La solitude et la satisfaction à l'égard de la vie sociale ;
- Les inquiétudes et la détresse psychologique ;
- Les habitudes de vie (activité physique ainsi que consommation de cigarettes, d'alcool et de cannabis) ;
- Le travail et les obligations financières.

L'imposition par le gouvernement d'une série de mesures sanitaires pour endiguer la propagation du virus responsable de la COVID-19 a été variable d'une région du Québec à l'autre. Ces mesures correspondaient à une couleur de palier d'alerte, soit le vert, le jaune, l'orange ou le rouge (MSSS, 2020). Les couleurs de paliers associées aux différentes régions étaient révisées quotidiennement en fonction de la situation épidémiologique, de la vitesse de transmission et de la capacité du système de soins (par exemple, une région qui se trouvait au palier orange pouvait passer au palier rouge si la situation se détériorait). Nous verrons dans l'analyse qui suit que les populations pour qui les répercussions de la pandémie sur leur vie ont été moindres sont souvent celles qui vivaient dans les régions qui sont demeurées aux paliers correspondant aux niveaux d'alerte les plus faibles. À l'inverse, la population de certaines régions où des mesures sanitaires plus restrictives ont dû être appliquées, telles que Montréal, semble avoir connu des difficultés en plus grande proportion (Institut national de la santé publique du Québec, 2022b).

Solitude ressentie pendant la pandémie

Pour mesurer la solitude vécue pendant la pandémie, trois questions ont été posées à la population. Les réponses ont permis de constater qu'environ :

- 19 % de la population québécoise âgée de 15 ans et plus a eu l'impression de manquer souvent de compagnie ;
- 18 % s'est souvent sentie isolée des autres ;
- 10 % a souvent eu l'impression d'être laissée de côté.

Dans les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, entre autres, les degrés moyens de solitude[4] ressentie de novembre 2020 à avril 2021 sont

4. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document.

inférieurs à celui observé pour l'ensemble du Québec (tableau 4.1). En effet, la population de ces deux régions a été proportionnellement moins nombreuse à avoir souvent eu l'impression d'être isolée des autres ou d'être laissée de côté, deux sentiments dont la fréquence de survenue est un indicateur de solitude.

Les résultats pour l'ensemble du Québec permettent de conclure à l'existence d'un lien entre l'âge et le degré de solitude. Selon les résultats du volet COVID-19 de l'EQSP, le degré de solitude était plus élevé chez les groupes d'âge plus jeunes (15-24 ans et 25-34 ans) que chez ceux plus âgés dans l'ensemble du Québec. On ne note toutefois pas de différence significative à ce sujet dans les régions où la population est relativement jeune, sauf à Montréal. De plus, les résultats à l'échelle provinciale montrent que le degré de solitude était plus élevé chez les personnes qui ont dû se placer en quarantaine au cours de la pandémie (données non illustrées). Les régions de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, moins touchées par le sentiment de solitude, font partie de celles où il y avait eu le moins de mises en quarantaine au moment de l'enquête (voir la carte 4.2).

Parmi les restrictions sanitaires imposées qui pourraient être associées à la solitude ressentie, mentionnons les restrictions pendant la période des Fêtes 2020. En effet, toutes les régions du Québec sont passées temporairement au palier rouge, à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et d'une partie de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2020). Même si elles n'étaient pas au palier rouge, ces dernières ont tout de même dû brièvement respecter l'ensemble des mesures associées à ce palier, notamment l'interdiction des rassemblements privés. Au tableau 4.1, on constate que les personnes des quatre régions ne s'étant pas retrouvées au palier rouge à cette période ont souvent eu l'impression d'être isolées des autres en moindre proportion (entre 11 % et 12 %) que la population de l'ensemble du Québec (18 %). Ce sont d'ailleurs ces mêmes régions qui, durant la période couverte, sont restées le plus longtemps au palier jaune avant de passer à des paliers associés à des restrictions plus sévères.

Changements dans la satisfaction à l'égard de la vie sociale

L'EQSP 2020-2021 révèle que le niveau de satisfaction de 77 % des Québécois et Québécoises à l'égard de leur vie sociale avait diminué depuis le début de la pandémie (tableau 4.2). Cette proportion était significativement plus élevée dans la Capitale-Nationale (83 %) et, à l'inverse, plus faible dans les régions de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, du Nord-du-Québec et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (autour de 66 %). Ces dernières régions, à l'exception de certaines de leurs localités, sont celles qui sont restées aux paliers d'alerte les moins restrictifs (vert et jaune) le plus longtemps avant d'être soumises à des restrictions plus importantes (Institut national de santé publique du Québec, 2022a). Ce contexte moins contraignant a possiblement eu moins d'effets négatifs sur le sentiment de satisfaction des personnes à l'égard de leur vie sociale, et ce, même quelques mois après le début de la pandémie.

Inquiétudes ressenties en lien avec la santé

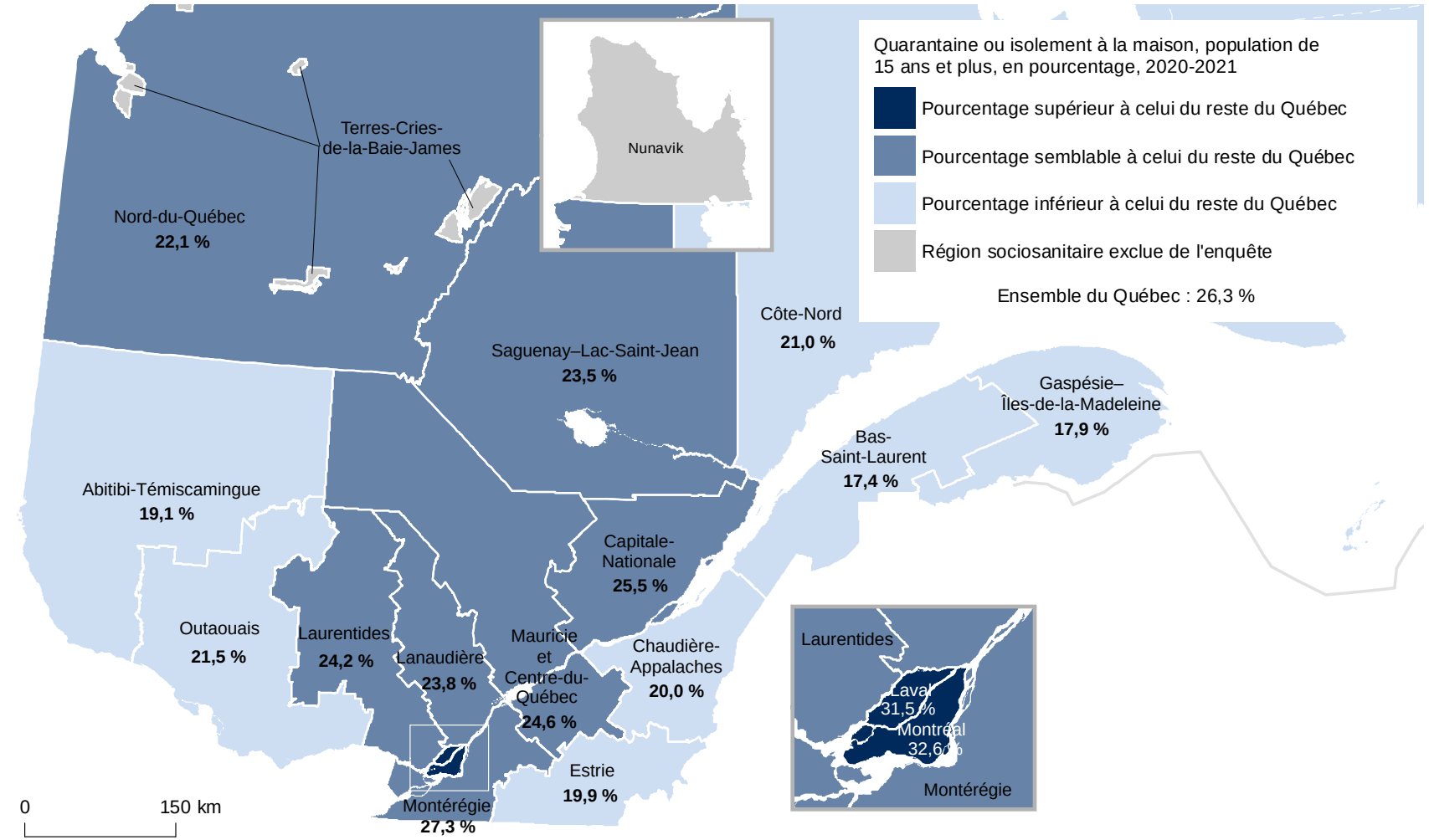
Les résultats de l'enquête révèlent que 73 % des personnes québécoises âgées de 15 ans et plus se sont inquiétées, depuis le début de la pandémie, pour la santé d'un proche à risque[5], 57 % pour celle de proches non à risque et 62 % pour leur propre santé. Les proportions sont relativement semblables d'une région à une autre. Mentionnons toutefois que les personnes qui résident dans le Nord-du-Québec sont moins susceptibles d'avoir ressenti des inquiétudes, alors que la population de Montréal est plus nombreuse, proportionnellement, à s'être inquiétée pour la santé d'un proche à risque (77 %), pour celle d'un proche non à risque (62 %) et pour sa propre santé (68 %) (tableau 4.2).

Un autre indicateur de la progression inégale de la pandémie dans l'ensemble du Québec est la proportion de la population qui a dû se placer en quarantaine. Comme l'illustre la carte 4.2, c'est à Montréal et à Laval que les proportions étaient les plus élevées au moment de l'enquête. On constate également que l'isolement à la maison était significativement moins répandu dans les régions plus éloignées des grands centres urbains.

5. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document.

Carte 4.2

Proportion de la population qui a dû se placer au moins une fois en quarantaine depuis le début de la pandémie, régions sociosanitaires de résidence, 2020-2021



Notes : Population de 15 ans et plus. Différences statistiquement significatives au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.
Ministère de la Santé et des Services sociaux, limites territoriales des régions sociosanitaires (RSS) en 2021.

Inquiétudes ressenties en lien avec la conciliation travail-famille

Environ un quart de la population québécoise a ressenti de l'inquiétude en lien avec sa capacité à concilier la garde ainsi que la scolarité des enfants et le travail. Dans les régions sociosanitaires de Laval (33 %) et de Montréal (30 %), environ un tiers de la population s'est sentie préoccupée par cette conciliation travail-famille en contexte de pandémie (tableau 4.2). À noter qu'à l'échelle provinciale, les résultats de l'EQSP montrent que les personnes en emploi qui ont dû faire du télétravail en raison de la pandémie se sont inquiétées de leur capacité à concilier leur vie familiale avec le travail en plus grande proportion (40 %) que celles qui n'ont pas travaillé de la maison (29 %) (données non présentées, voir Institut de la statistique du Québec, 2021a). Il ne faut cependant pas perdre de vue qu'il est possible de s'inquiéter pour sa capacité à concilier le travail et la famille pour diverses raisons et que cette capacité pourrait être reliée à des facteurs comme la composition du ménage, l'offre des écoles pour l'enseignement à distance, les services de garde disponibles ou la présence de proches qui peuvent venir en aide.

Détresse psychologique

Au chapitre de la santé mentale, l'EQSP a permis de mesurer la fréquence de sentiments négatifs que l'on associe à la détresse psychologique[6], comme l'anxiété, le stress ou l'état dépressif. Or, parmi les personnes qui se situaient au niveau élevé sur l'échelle de détresse psychologique, environ 30 % attribuaient complètement ces sentiments à la pandémie (Institut de la statistique du Québec, 2021).

Toutefois, les données de l'enquête n'ont pas permis de conclure à l'existence d'une différence statistiquement significative entre les régions en ce qui concerne le niveau de la détresse psychologique et la pandémie (données non présentées).

Habitudes de vie en contexte de pandémie

Les habitudes de vie sont des déterminants de l'état de santé de la population. Au tableau 4.3, on peut constater l'existence de variations régionales en ce qui concerne les comportements adoptés par la population depuis le début de la pandémie. Ces variations pourraient être associées aux mesures imposées par les autorités qui étaient en vigueur, par exemple la limitation des rassemblements ou des occasions de faire du sport. Pour certains, la pandémie a pu être une occasion d'adopter ou de reprendre de saines habitudes, alors que pour d'autres, c'est tout le contraire.

Fréquence de l'activité physique

La majorité de la population du Québec a modifié la fréquence à laquelle elle faisait de l'activité physique : 45 % a diminué cette fréquence, alors que 12 % l'a augmentée (tableau 4.3). Parmi les facteurs qui auraient limité la pratique d'activité physique, mentionnons l'imposition dans les centres sportifs des restrictions associées au palier d'alerte rouge ou encore l'obligation de télétravail qui aurait réduit les déplacements actifs. À Montréal, une plus grande proportion de personnes que dans le reste du Québec a réduit son niveau d'activité physique (56 %). Ajoutons que de toutes les régions sociosanitaires couvertes par l'EQSP, c'est Montréal qui affiche la population la plus jeune[7]. Or, les données provinciales montrent que les groupes les plus jeunes sont, en proportion, les plus nombreux à avoir diminué la fréquence à laquelle ils faisaient de l'activité physique (plus de 50 % pour les 15 à 44 ans c. 40 % pour les 45-64 ans et 33 % pour les 65 ans et plus) (données non présentées).

Usage de la cigarette et consommation d'alcool et de cannabis

Depuis le début de la pandémie, l'usage de la cigarette a augmenté en plus grande proportion à Montréal que dans l'ensemble du Québec (8 % c. 5 %). Dans le cadre de l'EQSP, on s'est intéressé à d'autres habitudes de vie, mais les résultats obtenus ne permettent d'entrevoir que peu de différences significatives entre les régions.

6. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document.
7. Voir le chapitre 1 - Démographie de ce document.

Mentionnons toutefois qu'en Montérégie, la consommation d'alcool a augmenté en plus grande proportion (17 %) que dans l'ensemble du Québec (14 %). En ce qui concerne la consommation de cannabis, aucune région ne se démarque par un changement notable, sauf Montréal. À l'échelle provinciale, par ailleurs, l'*Enquête québécoise sur le cannabis* a révélé que la proportion de consommateurs de cannabis était passée de 16 % en 2019 à près de 20 % en 2021 (Conus et autres, 2022, p. 101). Selon cette même enquête, parmi les consommateurs de cannabis, 72 % n'avaient pas modifié leur consommation en raison de la pandémie, alors que 24 % l'avaient augmentée et 3,7 % l'avaient diminuée.

Travail et obligations financières

Répercussions de la pandémie sur les obligations financières

La crise liée à la COVID-19 a-t-elle eu des répercussions sur la capacité de la population québécoise à respecter ses obligations financières ou à répondre à ses besoins essentiels, comme payer le loyer ou l'hypothèque, les services publics (électricité, chauffage, Internet) et l'épicerie ? Selon les données colligées, environ 26 % des personnes âgées de 15 ans et plus ont vécu, à divers degrés, de telles répercussions. La part est plus élevée pour Montréal (32 %) (tableau 4.4). À l'inverse, dans certaines régions, comme la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Côte-Nord et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la population a connu ce genre de répercussions en moindre proportion, comparativement à l'ensemble du Québec.

Répercussions de la pandémie sur le travail

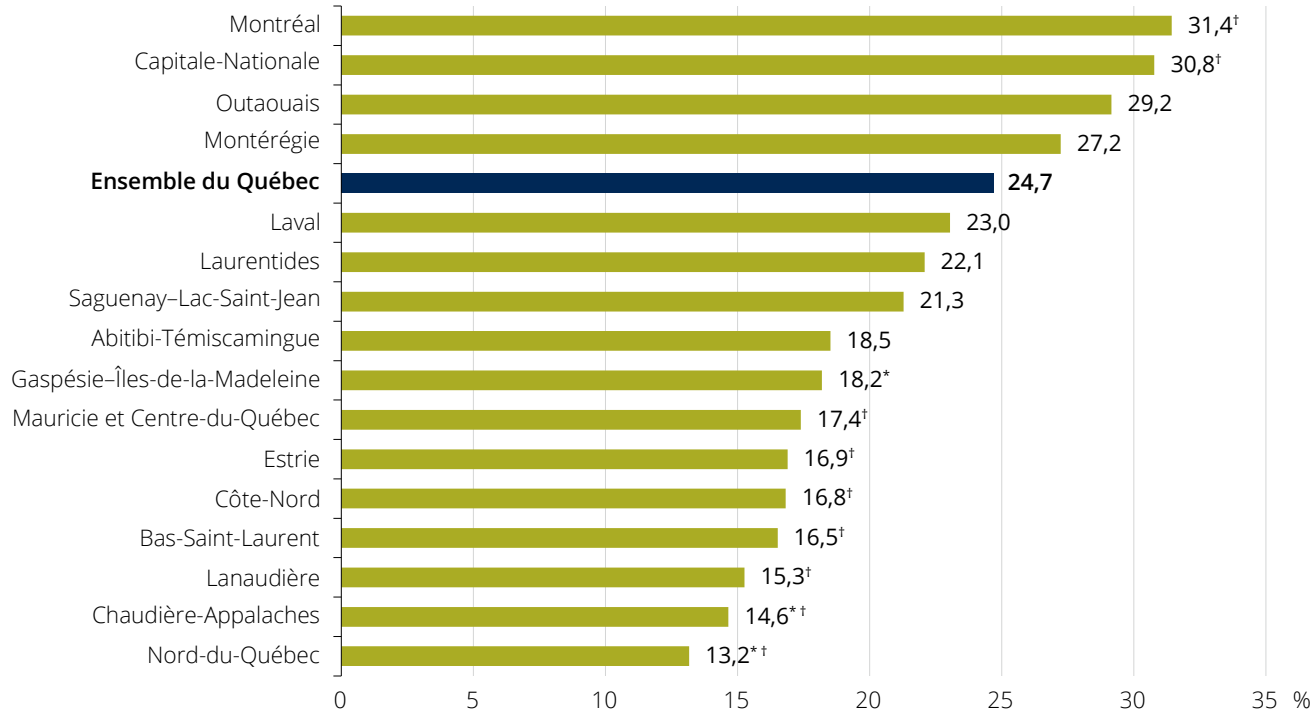
Les données de l'enquête indiquent que 68 % des personnes qui ont travaillé au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête ont vu leur situation d'emploi ou de travail[8] changer en raison de la pandémie, les femmes davantage que les hommes (72 % c. 64 %) (données non présentées). Le tableau 4.4 montre des différences entre les régions au chapitre des répercussions qu'a eues la pandémie sur la situation de travail de la population.

Globalement, la main-d'œuvre de Montréal et de la Capitale-Nationale a subi des répercussions en plus grande proportion que celle du reste du Québec (respectivement 73 % et 76 % comparativement à 68 % pour l'ensemble du Québec). À l'inverse, les régions suivantes se démarquent des autres avec des proportions plus faibles de la main-d'œuvre dont la situation d'emploi a été touchée par la pandémie : le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, la Mauricie et Centre-du-Québec, la Côte-Nord, le Nord-du-Québec, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et la Chaudière-Appalaches.

8. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document.

Figure 4.1

Proportion de la population[1] qui a travaillé à domicile en raison de la pandémie de COVID-19, régions sociosanitaires de résidence et ensemble du Québec, 2020-2021



* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.
1. Population de 15 ans et plus ayant occupé un emploi rémunéré au cours des 12 derniers mois.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.

L'obligation de faire du télétravail était plus répandue dans les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale (31 %) que dans l'ensemble du Québec (25 %) (figure 4.1). Selon une étude québécoise sur l'organisation du travail durant la pandémie de COVID-19[9], les personnes qui exercent un travail plutôt manuel, qui habitent en milieu rural et qui travaillent dans des régions autres que Montréal et Québec sont significativement moins nombreuses à avoir fait du télétravail ou à avoir eu la possibilité de le faire en raison de la nature de leur emploi (De Marcellis-Warrin et Peigner [2022]).

En ce qui concerne la perte de son emploi ou la fermeture de son entreprise de manière temporaire ou permanente à un moment ou à un autre durant la période couverte par l'enquête, c'est 27 % de la population qui a connu une situation de ce type. Cependant, les données ne permettent pas de constater de différence significative entre les régions.

9. Étude produite à partir des données du Baromètre CIRANO 2021, enquête réalisée entre le 5 et le 15 août 2021 auprès d'un échantillon représentatif de 1 003 résidents du Québec âgés de plus de 18 ans et répartis sur l'ensemble du territoire (De Marcellis-Warin et Peignier, 2021).

Conclusion

Solitude ressentie, diminution de la satisfaction de la vie sociale, inquiétudes pour les proches ou pour l'organisation de la famille, changements dans les habitudes de vie, bouleversements au travail. La population québécoise a été touchée de plusieurs façons par la pandémie de COVID-19. Le volet COVID-19 de l'EQSP, mené entre novembre 2020 et avril 2021, a mis en évidence les conséquences qu'a pu avoir la crise sanitaire sur la population. En effet, ce volet a été réalisé au moment où le gouvernement annonçait l'instauration du système d'alertes et d'interventions régionales à paliers qui avait pour objectif de renforcer les mesures sanitaires afin de contrer la propagation du virus. Pendant cette période, le Québec a également vécu une deuxième vague de cas de COVID-19 (du 23 août 2020 au 20 mars 2021, selon la séquence des événements épidémiologiques établie par l'Institut national de la santé publique du Québec [2022a]) et, en décembre 2020, le début de la campagne de vaccination a marqué un tournant dans l'évolution de la crise sanitaire. Les régions ont été atteintes différemment par les mesures restrictives et selon des séquences variables où les restrictions additionnelles alternaient avec des périodes d'assouplissement. Ce présent chapitre témoigne des répercussions de la pandémie de COVID-19 sur des déterminants de la santé mentale et physique de la population. Qui plus est, ces répercussions ont été notées en moindre proportion dans certaines régions que l'on identifie plus souvent comme des régions moins peuplées et plus éloignées des grands centres urbains.

Informations statistiques complémentaires

Un communiqué de presse, des documents d'analyse et des tableaux de données détaillés sur les répercussions de la pandémie sur la vie sociale, la santé mentale, les habitudes de vie et la réalité du travail des Québécois sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. Une page Web présente également les faits saillants des répercussions de la pandémie sur la santé et la vie des Québécois. Les résultats des éditions précédentes de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population* (EQSP) sont également consultables.

Références

CONUS, Florence, Daniela GONZALEZ-SICILIA et Hélène CAMIRAND (2022). *Enquête québécoise sur le cannabis 2021. La consommation de cannabis et les perceptions des Québécois. Portrait et évolution de 2018 à 2021.* [En ligne], Québec, Institut de la statistique du Québec, 175 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/enquete-quebecoise-cannabis-consommation-perceptions-evolution-2018-2021.pdf].

DE MARCELLIS-WARIN, Nathalie et Ingrid PEIGNIER (2021). *Perception des risques au Québec. Baromètre CIRANO 2021* (2021LI-01, CIRANO), [En ligne], 135 p. [cirano.qc.ca/files/publications/2021LI-01.pdf].

DE MARCELLIS-WARIN, Nathalie et Ingrid PEIGNIER (2022). « Point de vue. L'organisation du travail durant la pandémie de Covid-19 et les préférences pour le futur : étude de cas avec les données du Baromètre CIRANO 2021 », dans DOSTIE, Benoit et Catherine HAECK (dir.), *Le Québec économique 10. Compétences et transformation du marché du travail*, [En ligne], p. 47-63. [cirano.qc.ca/files/publications/2022CH-02.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021a). *Répercussions de la pandémie sur la vie sociale, la santé mentale, les habitudes de vie et la réalité du travail des Québécois*, [En ligne], [statistique.quebec.ca/fr/produit/publication/repercussions-pandemie-sur-vie-sociale-sante-mentale-habitudes-de-vie-et-realite-du-travail-des-quebecois].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021b, 19 octobre). *Quelles sont les répercussions de la pandémie sur la santé et la vie des Québécois ?*, [Communiqué]. Repéré au [statistique.quebec.ca/fr/communique/quelles-sont-les-repercussions-de-la-pandemie-sur-la-sante-et-la-vie-des-quebecois].

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (2022a). *Ligne du temps COVID-19 au Québec*, [En ligne], [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees/ligne-du-temps].

INSTITUT NATIONAL DE SANTÉ PUBLIQUE DU QUÉBEC (2022b). *Données COVID-19 au Québec*, [En ligne], [www.inspq.qc.ca/covid-19/donnees].

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX (2020, 8 septembre). *Pandémie de la COVID-19 – le gouvernement met en place un système d'alertes et d'interventions régionales*, [Communiqué]. Repéré au [www.quebec.ca/nouvelles/actualites/details/pandemie-de-la-covid-19-le-gouvernement-met-en-place-un-systeme-dalertes-et-dinterventions-regionales]

Tableau 4.1

Solitude ressentie pendant la pandémie de COVID-19, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires de résidence et ensemble du Québec, 2020-2021

Région sociosanitaire	Souvent l'impression de manquer de compagnie	Souvent l'impression d'être isolé des autres	Souvent l'impression d'être laissé de côté	Moyenne[1]
		%		
Bas Saint-Laurent	17,0	15,3	7,4*	4,74†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	17,5	16,9	7,6*	4,92
Capitale-Nationale	22,1	17,6	9,3*	5,01
Mauricie et Centre-du-Québec	16,1	14,8	7,5*	4,74†
Estrie	18,1	14,7	11,0	4,94
Montréal	17,7	18,7	10,9	5,11†
Outaouais	18,9	15,3	10,0	4,97
Abitibi-Témiscamingue	14,2	12,5†	8,3*	4,73†
Côte-Nord	12,5	10,5*†	5,0*†	4,45†
Nord-du-Québec	14,3	11,3†	6,3*	4,73†
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	13,2	11,8*†	4,7*†	4,62†
Chaudière-Appalaches	16,6	15,2	7,6*	4,86
Laval	19,1	14,6	9,0*	4,84
Lanaudière	19,6	18,5	10,8*	4,92
Laurentides	18,4	19,7	9,0*	5,00
Montérégie	21,1	21,5†	10,4	5,12
Ensemble du Québec	**18,6**	**17,7**	**9,6**	**4,98**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.

1. Moyenne des scores individuels obtenus. Chacun des trois énoncés sur la solitude est associé à un score, et la somme des trois scores obtenus constitue le score individuel, qui varie de 3 à 9.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.

Tableau 4.2

Diminution de la satisfaction à l'égard de sa vie sociale et inquiétudes ressenties depuis le début de la pandémie de COVID-19, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires de résidence et ensemble du Québec, 2020-2021

Région sociosanitaire	Diminution de la satisfaction à l'égard de sa vie sociale	Sources d'inquiétude			
		Santé d'un proche à risque[1]	Santé d'un proche qui n'est pas à risque	Sa propre santé	Capacité à concilier la garde ainsi que la scolarité des enfants et le travail
	%	%			
Bas Saint-Laurent	70,1 †	63,3 †	50,1 †	52,9 †	18,9 †
Saguenay–Lac-Saint-Jean	78,4	70,6	52,9	57,2	22,2
Capitale-Nationale	83,1 †	72,3	56,8	54,6 †	21,0 †
Mauricie et Centre-du-Québec	74,7	66,0 †	52,0	54,8 †	20,0 †
Estrie	73,1	70,4	55,3	58,9	21,7
Montréal	75,8	76,9 †	62,4 †	68,1 †	29,7 †
Outaouais	73,5	70,5	55,5	61,6	26,8
Abitibi-Témiscamingue	66,2 †	71,3	48,7 †	55,8	21,7
Côte-Nord	65,5 †	71,2	52,9	53,6 †	20,7
Nord-du-Québec	65,6 †	64,7 †	46,5 †	46,0 †	22,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	66,7 †	70,9	52,5	57,0	17,6 †
Chaudière-Appalaches	77,3	68,6	48,6 †	52,1 †	22,7
Laval	78,4	75,9	63,7 †	69,7 †	33,1 †
Lanaudière	75,6	73,7	57,7	61,8	27,5
Laurentides	77,7	73,3	56,3	61,8	20,3
Montérégie	78,9	74,7	58,0	64,7	28,2
Ensemble du Québec	**76,7**	**73,1**	**57,3**	**61,9**	**25,6**

† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.

1. Personne ayant 70 ans et plus ou ayant un problème de santé ou travaillant dans le milieu de la santé.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.

Tableau 4.3

Modification de la fréquence de certaines habitudes de vie depuis le début de la pandémie, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires de résidence et ensemble du Québec, 2020-2021

Région sociosanitaire	Activité physique		Usage de la cigarette		Consommation d'alcool		Consommation de cannabis	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
	%							
Bas Saint-Laurent	11,3	29,5†	2,5**	3,7**	11,6*	15,4	2,4**	2,2**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	12,9	36,7†	3,3**	3,2**	10,7	20,4	2,7**	3,2**
Capitale-Nationale	11,9	43,0	3,0**	3,7**	17,4	16,0	5,3*	2,3**
Mauricie et Centre-du-Québec	11,2	34,5†	2,4**	3,6**	13,7	16,5	3,3**	2,7**
Estrie	12,4	38,2†	2,2**	5,2*	12,7	20,1	2,3**	5,0*
Montréal	12,9	55,8†	7,6†	4,0*	13,9	17,5	7,0*†	4,9*†
Outaouais	12,0	41,0	4,7*	3,0**	12,8	19,4	3,3*	4,3*
Abitibi-Témiscamingue	9,0*†	32,0†	4,2*	3,3**	13,3	15,5	2,8**	2,4**
Côte-Nord	10,9	37,6†	6,2*	2,4**	11,2	16,5	2,1**	2,7**
Nord-du-Québec	10,6	35,9†	3,8**	4,3**	8,7*†	20,2	3,3**	3,3**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	12,8	34,6†	4,4**	4,9*	7,3*†	15,9	x	x
Chaudière-Appalaches	12,5	34,6†	3,4**	2,9**	12,5	15,3	x	x
Laval	13,7	48,8	5,5*	5,1*	9,8†	15,4	2,6**	1,3**
Lanaudière	9,9*	42,2	4,6*	2,2**	11,8	13,3	2,3**	4,9*
Laurentides	13,8	41,4	7,6*	4,5**	16,5	17,4	3,2**	3,2**
Montérégie	12,2	46,0	4,7*	2,6**	17,4†	16,8	5,7*	2,6**
Ensemble du Québec	**12,3**	**44,7**	**5,0**	**3,6**	**14,2**	**17,0**	**4,4**	**3,4**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.

Tableau 4.4

Répercussions de la pandémie sur la situation financière et de travail, population de 15 ans et plus, régions sociosanitaires de résidence et ensemble du Québec, 2020-2021

Région sociosanitaire	Répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les obligations financières[1]	Répercussions sur la main-d'oeuvre[2]	
		Situation d'emploi touchée par la pandémie de COVID-19	Perte d'emploi ou fermeture de son entreprise[3]
	%		
Bas Saint-Laurent	20,3†	58,1†	22,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19,1†	59,3†	24,5
Capitale-Nationale	24,4	76,5†	24,4
Mauricie et Centre-du-Québec	22,3	60,1†	28,1
Estrie	27,4	66,9	28,4
Montréal	32,3†	72,9†	26,1
Outaouais	23,2	64,5	22,7
Abitibi-Témiscamingue	20,8†	62,9	27,4
Côte-Nord	19,3†	46,2†	16,4
Nord-du-Québec	21,7	58,4†	27,5
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	20,5†	53,4†	15,0*
Chaudière-Appalaches	18,7†	59,6†	28,7
Laval	29,0	69,7	27,4
Lanaudière	25,8	68,5	35,0
Laurentides	24,0	68,0	27,6
Montérégie	23,5	66,3	26,7
Ensemble du Québec	**25,7**	**67,7**	**26,7**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
† Différence significative au seuil de 5 % entre la région et le reste de la province.
1. Répercussions sur la capacité à respecter ses obligations financières ou à répondre à ses besoins essentiels.
2. Population de 15 ans et plus ayant occupé un emploi rémunéré au cours des 12 derniers mois.
3. De façon permanente ou temporaire.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête québécoise sur la santé de la population*.

Chapitre 5

Produit intérieur brut

Saïd Allaf, Direction des statistiques économiques

Le produit intérieur brut (PIB) constitue l'un des principaux indicateurs de la situation économique d'un pays ou d'une région. Le PIB aux prix de base en dollars courants correspond à la valeur totale de tous les biens et services finaux (sans double compte) produits dans un territoire, au cours d'une période donnée, peu importe le lieu de résidence de ceux qui en perçoivent le revenu.

En 2020, l'économie du Québec, comme toutes les économies marchandes de la planète, a grandement été affectée par la pandémie de la COVID-19 à partir de la mi-mars 2020. Les effets de la pandémie ont été ressentis différemment d'une région à une autre ainsi que d'un secteur d'activité à un autre.

Note méthodologique

La méthode de calcul du PIB régional incorpore des matrices de navettage résidence-travail par industrie (SCIAN) provenant de compilations spéciales de Statistique Canada. Ces compilations sont faites à partir des données de l'*Enquête nationale auprès des ménages* (ENM) de 2011 et du Recensement de la population de 2016.

Ainsi, la matrice de navettage basée sur l'ENM de 2011 est appliquée aux données couvrant la période de 2010 à 2014. La matrice de navettage basée sur le Recensement de 2016 est appliquée aux données couvrant les années 2015 à 2020. Le passage d'une matrice de navettage à une autre peut amener des ruptures de séries dans certains cas.

L'économie du Québec a enregistré une baisse de 1,7 % en 2020

Le PIB aux prix de base en dollars courants du Québec s'est chiffré à 418,7 G$ en 2020, ce qui correspond à une baisse de 1,7 % par rapport à 2019. Les industries productrices de services ont contribué à 73,7 % de l'économie (PIB), contre 26,3 % pour les industries productrices de biens.

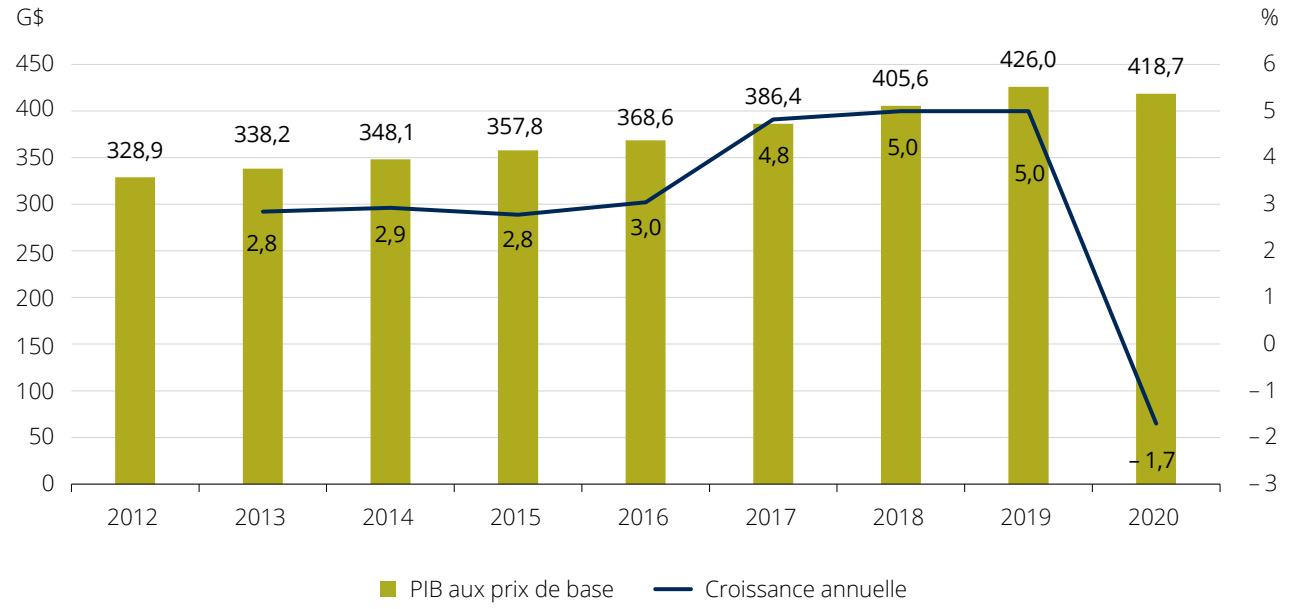
Le PIB des industries productrices de services a baissé de 0,8 %, principalement à cause des baisses majeures observées dans les secteurs du transport et de l'entreposage (– 22,0 %), des services de l'hébergement et de restauration (– 35,6 %) ainsi que des arts, des spectacles et des loisirs (– 41,3 %). Ces baisses ont toutefois été grandement compensées par la croissance d'autres secteurs, notamment ceux de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,3 %), des administrations publiques (+ 4,9 %) ainsi que des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 4,2 %).

Le PIB des industries productrices de biens a reculé de 4,2 % en grande partie en raison de la baisse de l'activité du secteur de la fabrication (– 8,9 %). Les sous-secteurs de la fabrication qui ont été les plus affectés sont la fabrication de matériel de transport (– 18,1 %) et la fabrication de produits du pétrole et du charbon (– 36,6 %).

Les cinq premiers secteurs de l'économie québécoise, en termes de poids dans le PIB de 2020, sont la finance, les assurances et les services immobiliers (18,4 %), la fabrication (12,6 %), les soins de santé et l'assistance sociale (9,3 %), les administrations publiques (8,3 %) et la construction (7,24 %).

Figure 5.1

Produit intérieur brut aux prix de base et croissance annuelle, ensemble du Québec[1], 2012 à 2020



1. Pour les années 2012 à 2018, les totaux proviennent de Statistique Canada, Division des comptes des industries, Tableau 36-10-0402-01 – Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base, par industries, provinces et territoires, mai 2022.

Source : Statistique Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Douze régions administratives sur dix-sept ont connu une baisse de leur PIB en 2020

Alors qu'en 2019, seule la région de l'Abitibi-Témiscamingue avait vu son PIB nominal diminuer, en 2020, elles ont été une douzaine à se trouver dans une telle situation. Les baisses les plus importantes en valeur ont été observées dans les régions de Montréal (– 5 562 M$; – 3,7 %), de la Montérégie (– 747 M$; – 1,2 %), de Laval (– 485 M$; – 2,8 %) et de la Chaudière-Appalaches (– 455 M$; – 2,4 %).

Dans le cas de la région de Montréal, d'importantes baisses ont été observées dans plusieurs secteurs, en particulier dans ceux du transport et de l'entreposage (– 27,3 %), de la fabrication (– 11,0 %), des services de l'hébergement et de restauration (– 41,4 %), de la construction (– 8,6 %) ainsi que des arts, des spectacles et des loisirs (– 40,5 %).

Pour la Montérégie, c'est le secteur de la fabrication (– 7,6 %) qui a le plus contribué à la baisse du PIB de cette région. On note aussi des baisses importantes dans les secteurs des services de l'hébergement et de restauration (– 35,2 %) et du transport et de l'entreposage (– 20,0 %).

De plus, on constate que les secteurs qui ont enregistré de fortes baisses dans la région de Laval sont les mêmes qui ont vu leur PIB décroître en Montérégie, à savoir les secteurs de la fabrication (– 9,2 %), des services de l'hébergement et de restauration (– 35,2 %) et du transport et de l'entreposage (– 20,0 %).

Les mêmes observations ci-dessus s'appliquent aussi à la région de la Chaudière-Appalaches où, encore une fois, des baisses importantes ont touché les secteurs de la fabrication (– 13,6 %), des services de l'hébergement et de restauration (– 31,2 %) ainsi que celui du transport et de l'entreposage (– 14,1 %).

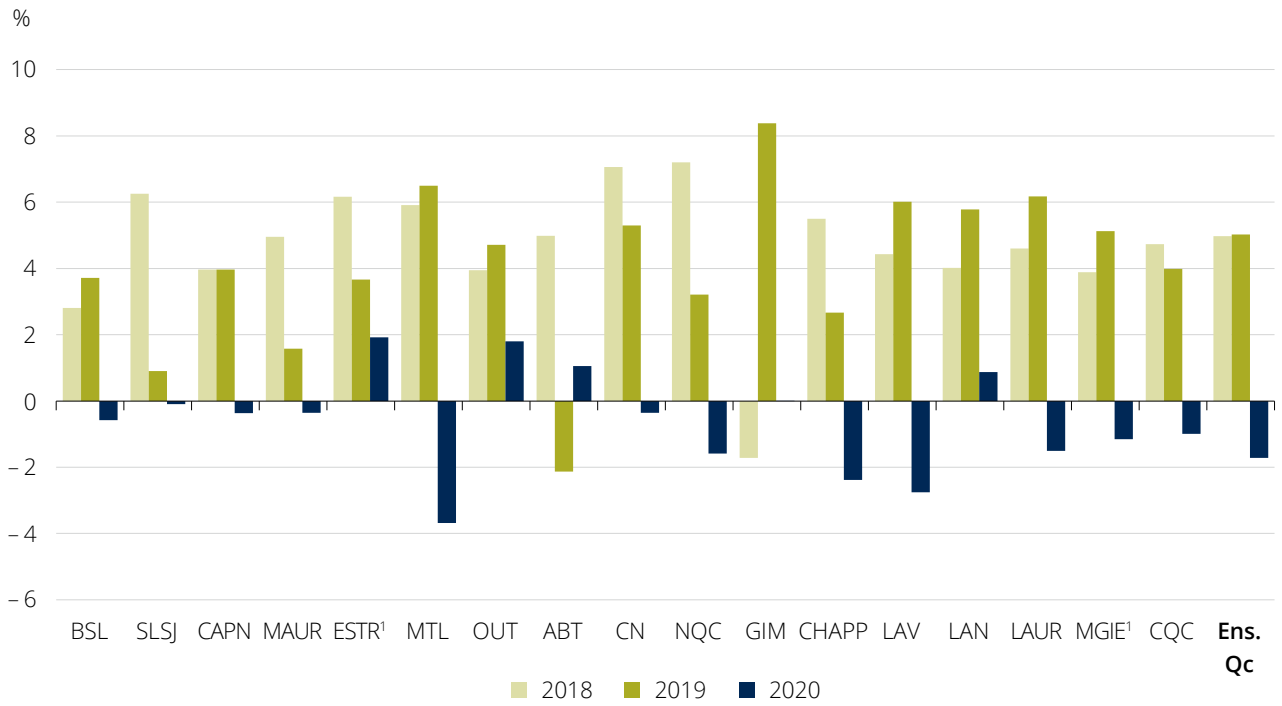
Les hausses de PIB observées dans certains secteurs ont bénéficié, à des degrés divers, à plusieurs régions administratives. Ces hausses ont été suffisantes pour que quatre d'entre elles terminent l'année 2020 avec une augmentation de leur PIB. Ces quatre régions sont l'Estrie (+ 1,9 %), l'Outaouais (+ 1,8 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 1,1 %) ainsi que Lanaudière (+ 0,9 %).

En Estrie, les secteurs ayant le plus contribué à la hausse du PIB régional sont la construction (+ 31,2 %), la finance, les assurances et les services immobiliers (+ 5,8 %) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale (+ 7,0 %).

Dans le cas de l'Outaouais, la croissance a été attribuable aux secteurs des administrations publiques (+ 5,6 %), de la construction (+ 13,7 %) ainsi que de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 3,8 %). Pour ce qui est de l'Abitibi-Témiscamingue, la construction (+ 18,1 %) et l'extraction minière, l'exploitation en carrière et l'extraction de pétrole et de gaz (+ 7,4 %) sont les secteurs qui se sont démarqués. En ce qui concerne Lanaudière, la croissance du PIB a été alimentée principalement par les secteurs de la construction (+ 12,5 %), de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,8 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 6,3 %).

Figure 5.2

Croissance annuelle du PIB aux prix de base, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2018 à 2020



1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les industries de services dans les régions

Les industries productrices de services ont généré un PIB de près de 308,7 G$, une baisse de 0,8 % par rapport à 2019.

Malgré la conjoncture économique difficile, certains secteurs ont tout de même connu un essor en 2020. C'est notamment le cas de la finance, des assurances et des services immobiliers (+ 4,3 %), des administrations publiques (+ 4,9 %) et des soins de santé et de l'assistance sociale (+ 4,2 %).

En 2020, le taux de croissance du PIB des industries productrices de services à travers les 17 régions administratives a oscillé entre + 2,6 % et – 2,2 %. Il a été négatif ou nul dans onze régions administratives. La plus grande baisse, soit – 2,2 %, a été observée dans la région de Montréal.

Le PIB des industries productrices de services a connu une hausse dans six régions administratives, dont l'Estrie (+ 2,6 %) et l'Outaouais (+ 1,4 %).

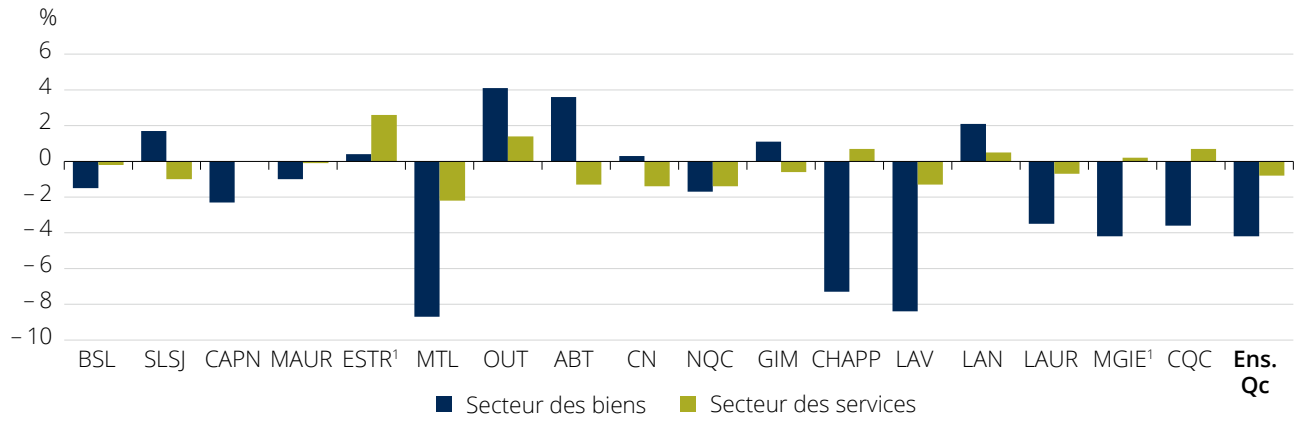
Le secteur de la finance, des assurances et des services immobiliers est le secteur économique le plus important dans huit régions administratives, dont Montréal, la Montérégie, la Capitale-Nationale et les Laurentides. La plus faible part de ce secteur, soit 1,7 %, a été observée dans le Nord-du-Québec. Ainsi, la production de ce secteur a été concentrée à près de 65 % dans trois régions, soit Montréal (38,2 %), la Montérégie (15,8 %) et la Capitale-Nationale (10,6 %).

Les soins de santé et l'assistance sociale ont noté une hausse dans toutes les régions administratives du Québec. Leur taux de croissance a varié entre 0,7 % dans le Nord-du-Québec et 7,9 % en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En valeur, toutefois, les plus fortes augmentations ont été attribuées à la région de Montréal (+ 509,6 M$) et à la Montérégie (+ 256,0 M$).

Les administrations publiques ont elles aussi enregistré une hausse dans toutes les régions administratives. Ce secteur continue d'occuper le premier rang de l'activité économique en Outaouais (33,1 % du PIB de la région) et le deuxième rang dans la région de la Capitale-Nationale (17,8 % du PIB de la région). C'est toutefois la région de Montréal qui a le plus contribué à la croissance totale de ce secteur dans l'ensemble du Québec avec une part de 25,2 %, suivie de près par la région de la Capitale-Nationale (24,8 %). Quant à l'Outaouais, la part de sa contribution s'est située à 16,4 %.

Figure 5.3

Croissance annuelle du PIB aux prix de base selon le secteur, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020



1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les services professionnels, scientifiques et techniques ont représenté 10,3 % de l'économie de la région de Montréal. Leur PIB a été évalué à un peu plus de 14,9 G$, ce qui équivaut à près de 52,8 % du PIB provincial de ce secteur. Les croissances les plus importantes en valeur, exprimées en pourcentage, ont été observées à Montréal (+ 4,0 %), en Montérégie (+ 4,5 %) et dans la Capitale-Nationale (+ 3,9 %).

Les services d'enseignement ont bien été représentés dans toutes les régions. Leur part dans les PIB régionaux a été supérieure à 5,0 % dans 16 régions administratives, et les variations de leur PIB par rapport à 2019 ont été inférieures ou égales à 3,0 % dans 14 régions. Les taux de croissance les plus importants sont ceux du Nord-du-Québec (+ 6,0 %), de l'Estrie (+ 4,2 %) et de la Chaudière-Appalaches (+ 3,2 %).

Les autres secteurs de services dont la part du PIB provincial est supérieure à 5,0 % sont le commerce de détail (5,7 %) et le commerce de gros (5,4 %). Ces deux secteurs sont particulièrement importants dans la région de Laval, où leur part a dépassé les 8,0 % du PIB. Le commerce de gros s'est aussi démarqué dans le Centre-du-Québec avec une part de 8,9 %, alors que le commerce de détail a occupé une part de 9,1 % dans Lanaudière. Toutefois, c'est dans la Montérégie que l'on a observé les plus grandes hausses (+ 1,1 % pour le commerce de gros et + 2,2 % pour le commerce de détail).

Les industries productrices de biens dans les régions

À l'échelle provinciale, la fabrication et la construction sont les principaux secteurs des industries productrices de biens, dont elles représentent 75,7 % de la production (PIB). En 2020, le PIB de la fabrication a reculé de 8,9 % par rapport à 2019, alors que celui de la construction a progressé de 1,1 %.

L'activité de fabrication a reculé par rapport à 2019 dans toutes les régions administratives, sauf dans le Nord-du-Québec (+ 11,5 %). La fabrication a occupé le premier rang des activités économiques dans quatre régions administratives, en l'occurrence la Chaudière-Appalaches (23,9 %), le Centre-du-Québec (23,5 %), l'Estrie (18,6 %) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (17,1 %). Les plus fortes baisses ont toutefois été enregistrées dans les régions de Montréal (– 11,0 %, %), de la Montérégie (– 7,6 %), de la Chaudière-Appalaches (– 13,6 %) et des Laurentides (– 9,5 %).

La construction est le deuxième secteur en importance des industries productrices de biens. Ce secteur représente 7,2 % du PIB du Québec et a enregistré une croissance de 1,1 % en 2020 par rapport à 2019. Cette croissance a néanmoins été freinée par les baisses encourues par ce secteur dans trois régions administratives, soit Montréal (– 8,6 %), le Nord-du-Québec (– 29,3 %) et Laval (– 9,1 %). De notables augmentations du PIB de ce secteur ont par contre été observées dans plusieurs régions, parmi lesquelles on trouve l'Estrie (+ 31,2 %), l'Outaouais (+ 13,7 %), Lanaudière (+ 12,5 %), les Laurentides (+ 7,3 %) et l'Abitibi-Témiscamingue (+ 18,1 %).

Dans certaines régions du Québec, le développement économique s'articule en grande partie autour d'un secteur en particulier. C'est le cas de l'industrie de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz qui façonne le paysage économique de trois régions administratives, soit le Nord-du-Québec, la Côte-Nord et l'Abitibi-Témiscamingue. En 2020, le PIB de ce secteur a crû de 7,4 % à l'échelle provinciale par rapport à 2019. Ces trois régions administratives ont contribué à près de 85,2 % de cette croissance. Les taux de croissance de ce secteur ont été de 7,9 % dans le Nord-du-Québec, de 6,8 % sur la Côte-Nord et de 7,4 % en Abitibi-Témiscamingue. À l'exception du Nord-du-Québec, le sous-secteur de la première transformation des métaux représente une part importante de l'activité de fabrication de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le secteur des cultures agricoles et de l'élevage a vu son PIB augmenter de près de 2,3 % en 2020, mais n'a représenté qu'un peu moins de 1,2 % du PIB provincial. La grande partie de la croissance de ce secteur a été attribuable à la hausse survenue en Chaudière-Appalaches (+ 10,7 %), laquelle a compté pour plus de la moitié (52,6 %) de la croissance provinciale.

En 2020, le PIB du secteur de la foresterie et de l'exploitation forestière a enregistré une baisse de 17,8 %, en raison notamment des reculs observés en Abitibi-Témiscamingue (– 17,7 %) et dans le Bas-Saint-Laurent (– 32,1 %). Le secteur de la pêche, de la chasse et du piégeage a reculé de 13,0 % en 2020, notamment en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (– 8,3 %), sur la Côte-Nord (– 23,7 %) et dans le Bas-Saint-Laurent (– 28,4 %).

Le PIB par habitant estimé à 48 806 $ au Québec

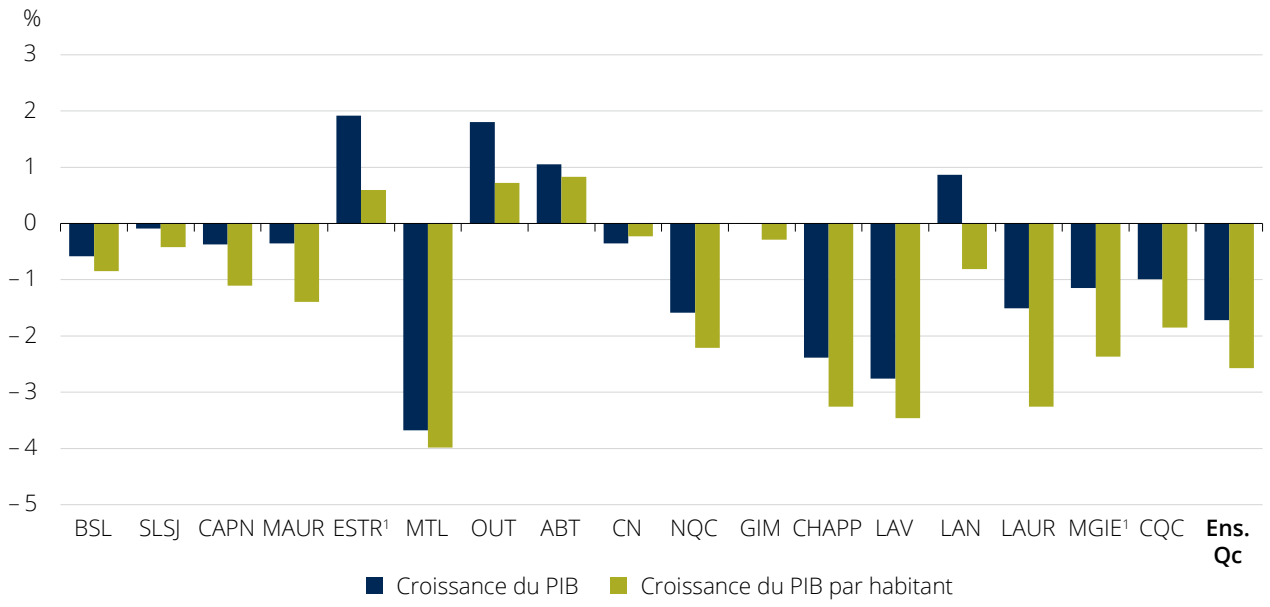
En 2020, le PIB par habitant pour l'ensemble des régions administratives du Québec s'est élevé à 48 806 $, une baisse de 2,6 % par rapport à 2019 (50 095 $). Dans l'intervalle, la population du Québec a crû de 0,9 %.

En 2020, les hausses du PIB par habitant ont été rares. Elles n'ont été observées que dans trois régions administratives, à savoir l'Abitibi-Témiscamingue (+ 0,8 %), l'Outaouais (+ 0,7 %) et l'Estrie (+ 0,6 %). Le PIB par habitant a reculé de plus de deux mille dollars à Montréal (– 2 917 $; – 4,0 %) et dans le Nord-du-Québec (– 2 362 $; – 2,2 %). D'autres pertes importantes ont notamment été enregistrées en Chaudière-Appalaches (– 1 448 $; – 3,3 %), à Laval (– 1 386 $; – 3,5 %) et dans les Laurentides (– 1 247 $; – 3,3 %).

Selon les données présentées à la figure 5.5, cinq régions administratives ont affiché un PIB par habitant supérieur à celui calculé pour le Québec (48 806 $) en 2020. Parmi celles-ci, on trouve les trois régions du Québec dont l'économie repose en bonne partie sur l'exploitation des ressources minières, à savoir le Nord-du-Québec (104 287 $), la Côte-Nord (80 743 $) et l'Abitibi-Témiscamingue (56 987 $). Les régions administratives de Montréal (70 265 $) et de la Capitale-Nationale (54 492 $) ont également fait bonne figure en affichant un PIB par habitant supérieur à la moyenne provinciale. Le PIB par habitant le plus faible a été observé dans Lanaudière, s'établissant à 29 541 $.

Figure 5.4

Croissance annuelle du PIB aux prix de base et du PIB par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020



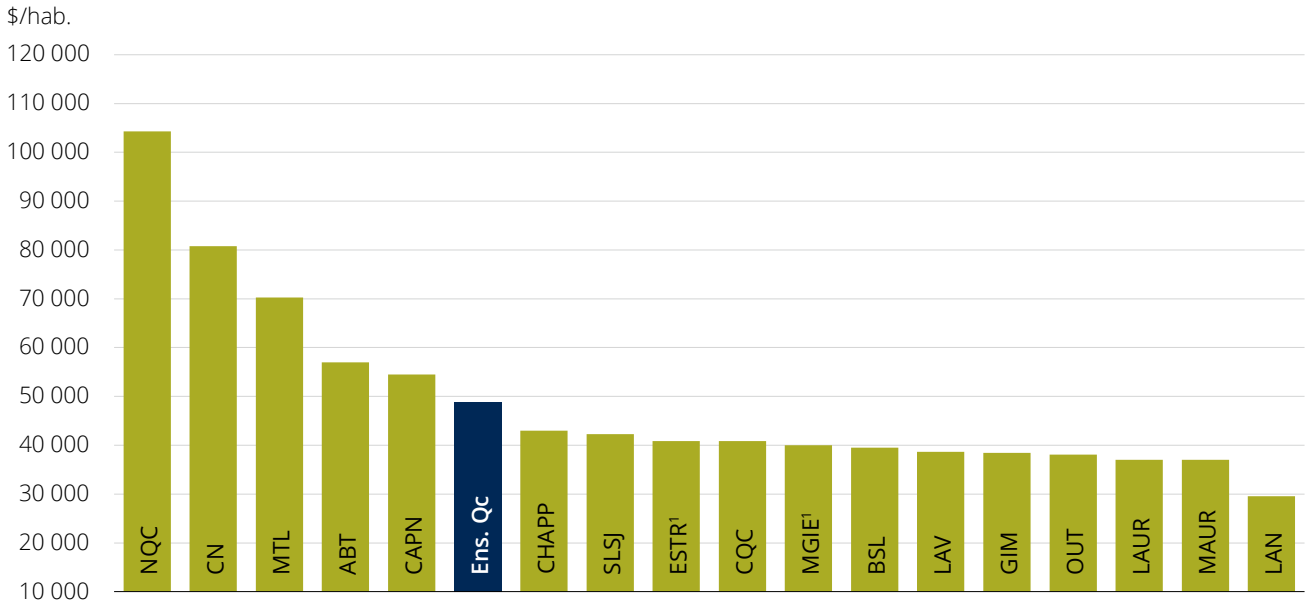
1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 5.5

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020



1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées sur le PIB aux prix de base par industrie du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.1

PIB aux prix de base, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2012 à 2020

Région administrative	2012[r]	2013[r]	2014[r]	2015[r]	2016[r]	2017[r]	2018[r]	2019[e,r]	2020[e]	TCAM 2020/ 2012	Variation 2020/ 2019
	M$									%	
Bas-Saint-Laurent	6 449	6 768	6 892	6 825	7 055	7 387	7 594	7 876	7 830	2,5	– 0,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 029	10 094	10 418	10 377	10 458	11 004	11 692	11 797	11 787	2,0	– 0,1
Capitale-Nationale	33 132	34 313	35 293	35 545	36 672	38 306	39 827	41 405	41 252	2,8	– 0,4
Mauricie	8 235	8 391	8 643	8 971	9 162	9 549	10 022	10 180	10 144	2,6	– 0,4
Estrie[1]	10 477	10 796	11 094	11 345	11 717	12 165	12 915	13 389	13 646	3,4	1,9
Montréal	114 230	117 858	122 424	124 445	127 976	134 058	141 981	151 196	145 633	3,1	– 3,7
Outaouais	11 695	11 876	12 178	12 761	12 935	13 805	14 350	15 026	15 297	3,4	1,8
Abitibi-Témiscamingue	7 188	7 315	7 225	7 139	7 490	8 121	8 525	8 344	8 432	2,0	1,1
Côte-Nord	7 276	7 175	6 500	6 148	6 118	6 513	6 973	7 342	7 316	0,1	– 0,4
Nord-du-Québec	3 162	3 433	3 469	3 505	3 938	4 424	4 742	4 895	4 817	5,4	– 1,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 639	2 732	2 891	3 147	3 344	3 276	3 220	3 490	3 490	3,6	0,0
Chaudière-Appalaches	14 215	14 757	15 344	16 606	16 974	17 597	18 564	19 058	18 603	3,4	– 2,4
Laval	13 330	13 692	14 076	14 714	15 210	15 895	16 599	17 596	17 111	3,2	– 2,8
Lanaudière	11 677	11 944	12 352	12 867	13 383	13 959	14 520	15 359	15 493	3,6	0,9
Laurentides	17 551	18 253	18 573	19 983	20 355	21 385	22 368	23 748	23 390	3,7	– 1,5
Montérégie[1]	49 343	50 369	52 089	54 623	56 730	59 424	61 731	64 892	64 145	3,3	– 1,2
Centre-du-Québec	8 226	8 448	8 638	8 756	9 118	9 539	9 990	10 388	10 285	2,8	– 1,0
Ensemble du Québec	**328 856**	**338 214**	**348 098**	**357 759**	**368 635**	**386 407**	**405 614**	**425 981**	**418 670**	**3,1**	**– 1,7**

1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.2

PIB aux prix de base par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2012 à 2020

Région administrative	2012[r]	2013[r]	2014[r]	2015[r]	2016[r]	2017[r]	2018[r]	2019[e,r]	2020[e]	TCAM 2020/ 2012	Variation 2020/ 2019
	$/hab.									%	
Bas-Saint-Laurent	32 125	33 819	34 606	34 448	35 666	37 392	38 493	39 874	39 535	2,6	– 0,9
Saguenay–Lac-Saint-Jean	36 090	36 322	37 526	37 431	37 746	39 701	42 151	42 431	42 254	2,0	– 0,4
Capitale-Nationale	46 314	47 606	48 655	48 753	49 972	51 862	53 502	55 101	54 492	2,1	– 1,1
Mauricie	30 990	31 565	32 461	33 697	34 311	35 573	37 193	37 532	37 009	2,2	– 1,4
Estrie[1]	33 280	34 137	34 973	35 688	36 565	37 703	39 638	40 651	40 893	2,6	0,6
Montréal	59 284	60 761	62 800	63 817	65 327	67 499	70 002	73 181	70 265	2,1	– 4,0
Outaouais	31 061	31 373	32 010	33 411	33 564	35 551	36 590	37 847	38 119	2,6	0,7
Abitibi-Témiscamingue	48 767	49 510	48 903	48 465	50 850	55 016	57 755	56 517	56 987	2,0	0,8
Côte-Nord	75 948	74 949	68 340	65 451	65 985	70 929	76 488	80 930	80 743	0,8	– 0,2
Nord-du-Québec	72 767	78 290	78 676	78 716	88 059	98 124	104 098	106 649	104 287	4,6	– 2,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	28 062	29 343	31 349	34 418	36 855	36 185	35 533	38 578	38 465	4,0	– 0,3
Chaudière-Appalaches	34 172	35 371	36 697	39 556	40 222	41 483	43 518	44 428	42 979	2,9	– 3,3
Laval	32 429	32 957	33 615	34 918	35 748	36 987	38 150	40 028	38 642	2,2	– 3,5
Lanaudière	24 180	24 503	25 156	26 059	26 912	27 753	28 528	29 782	29 541	2,5	– 0,8
Laurentides	30 634	31 579	31 853	33 973	34 211	35 452	36 555	38 264	37 017	2,4	– 3,3
Montérégie[1]	33 298	33 715	34 633	36 108	37 157	38 525	39 522	40 974	40 005	2,3	– 2,4
Centre-du-Québec	34 600	35 316	35 907	36 241	37 467	38 849	40 366	41 641	40 870	2,1	– 1,9
Ensemble du Québec	**40 795**	**41 699**	**42 711**	**43 761**	**44 814**	**46 544**	**48 277**	**50 095**	**48 806**	**2,3**	**– 2,6**

1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.3

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, régions administratives[1] du Québec, 2020

Industrie	BSL	SLSJ	CAPN	MAUR	ESTR[1]	MTL	OUT	ABT	CN	NQC	GIM	CHAPP	LAV	LAN	LAUR	MGIE[1]	CQC
									%								
Industries productrices de biens	**– 1,5**	**1,7**	**– 2,3**	**– 1,0**	**0,4**	**– 8,7**	**4,1**	**3,6**	**0,3**	**– 1,7**	**1,1**	**– 7,3**	**– 8,4**	**2,1**	**– 3,5**	**– 4,2**	**– 3,6**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	– 7,0	7,0	3,1	4,3	– 6,8	x	– 6,4	x	x	– 9,0	x	8,0	x	7,4	2,0	– 1,0	x
Cultures agricoles et élevage	1,0	x	5,6	x	– 8,0	15,4	x	– 1,0	– 34,3	x	x	10,7	4,4	9,6	6,5	– 1,6	2,0
Foresterie et exploitation forestière	– 32,1	– 14,8	– 17,3	– 15,1	x	– 13,8	– 20,4	– 17,7	– 17,3	– 14,5	– 12,1	– 16,5	x	x	– 22,0	– 12,8	– 15,4
Pêche, chasse et piégeage	– 28,4	x	x	x	x	x	x	x	– 23,7	x	– 8,3	– 16,0	x	x	– 36,7	– 6,3	x
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	2,1	15,9	x	9,6	6,1	4,4	– 0,5	9,5	x	7,1	2,6	7,5	x	7,0	– 2,1	5,9	4,6
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	8,3	x	5,9	x	2,5	x	– 0,6	7,4	6,8	7,9	x	– 0,2	x	9,0	7,4	11,1	x
Services publics	– 7,1	x	– 4,3	x	4,4	– 2,2	– 3,5	x	x	– 3,9	x	– 5,8	– 3,4	– 4,9	– 3,7	– 2,1	x
Construction	12,0	11,4	3,0	11,4	31,2	– 8,6	13,7	18,1	0,0	– 29,3	19,6	9,6	– 9,1	12,5	7,3	1,6	5,2
Fabrication	– 6,5	– 2,7	– 6,7	– 6,1	– 8,2	– 11,0	– 7,9	– 4,7	– 5,5	11,5	– 4,5	– 13,6	– 9,2	– 5,1	– 9,5	– 7,6	– 6,7
Fabrication d'aliments	– 3,4	– 6,2	– 7,4	– 4,0	8,3	– 3,2	0,3	– 3,3	x	x	– 4,8	– 3,4	– 1,3	– 4,6	– 1,6	1,6	– 1,0
Fabrication de boissons et de produits du tabac	– 2,3	5,7	x	– 3,8	– 2,4	2,6	3,6	– 1,1	x	x	– 0,8	0,6	5,4	9,2	4,3	x	0,6
Usines de textiles et de produits textiles	x	x	x	x	0,0	x	x	x	x	x	x	6,3	0,0	0,8	x	3,2	x
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	0,4	– 39,3	– 29,4	– 12,7	– 10,0	– 21,3	x	– 4,4	x	x	x	3,8	– 25,3	– 18,5	x	– 14,6	– 18,2
Fabrication de produits en bois	7,2	10,4	5,3	9,2	6,4	4,9	– 20,1	7,6	20,5	x	15,4	11,3	x	7,9	9,7	8,1	1,1
Fabrication du papier	x	x	– 9,9	– 7,7	– 4,7	– 6,4	1,6	x	x	x	x	– 1,3	x	1,3	1,3	– 5,9	0,5
Impression et activités connexes de soutien	– 25,5	– 16,2	– 18,1	– 17,5	– 15,4	– 16,2	– 12,1	– 18,5	– 8,9	x	x	– 22,4	– 16,7	– 16,9	– 15,1	– 17,6	– 16,7
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Fabrication de produits chimiques	22,9	– 1,0	– 4,9	4,9	– 1,9	– 5,8	– 1,2	x	– 5,2	x	x	0,1	– 3,7	– 2,8	– 2,5	– 5,1	3,4
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	1,9	– 10,6	– 2,0	– 2,6	– 8,4	– 2,3	x	– 6,1	x	x	x	– 0,9	– 1,5	0,9	0,7	1,2	– 2,2
Fabrication de produits minéraux non métalliques	– 24,3	– 14,0	– 6,9	– 15,1	– 13,9	– 8,6	x	x	x	x	x	– 10,8	– 8,8	– 8,5	– 11,6	– 9,6	– 9,6
Première transformation des métaux	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x	– 15,4	6,8	x	– 1,5	– 3,6
Fabrication de produits métalliques	– 16,2	– 13,1	– 8,0	– 10,1	– 11,1	– 13,4	– 12,8	– 9,8	– 11,6	– 12,7	– 12,3	– 9,1	– 13,4	– 11,4	– 12,6	– 10,9	– 8,9
Fabrication de machines	– 21,0	– 21,1	– 21,0	– 11,6	– 14,8	– 13,5	– 11,6	– 22,7	x	x	x	– 19,5	– 14,4	– 13,9	– 13,0	– 14,5	– 17,0
Fabrication de produits informatiques et électroniques	– 8,1	x	– 6,8	– 10,5	– 4,3	– 11,1	– 11,8	x	x	x	x	– 9,6	– 10,6	– 8,2	– 7,7	– 8,0	– 3,2
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	– 10,0	x	– 9,7	– 14,7	x	– 15,4	x	x	x	x	– 6,2	x	– 12,7	– 11,1	– 10,2	– 10,8	– 8,0
Fabrication de matériel de transport	x	– 16,1	x	x	x	– 19,2	x	x	x	x	– 13,2	– 19,2	x	x	– 16,1	– 18,3	x
Fabrication de meubles et de produits connexes	– 7,1	– 4,0	– 6,9	– 8,7	– 6,7	– 9,3	– 17,7	– 6,0	x	x	2,7	– 7,8	– 9,5	– 13,7	– 10,1	– 12,0	– 9,1
Activités diverses de fabrication	– 5,2	– 6,6	– 3,6	– 5,6	– 0,1	– 4,6	– 7,9	– 2,0	– 19,7	x	x	– 5,4	– 6,7	– 6,4	– 4,8	– 2,9	1,1

Suite à la page 79

Tableau 5.3 (suite)

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, régions administratives[1] du Québec, 2020

Industrie	BSL	SLSJ	CAPN	MAUR	ESTR[1]	MTL	OUT	ABT	CN	NQC	GIM	CHAPP	LAV	LAN	LAUR	MGIE[1]	CQC
									%								
Industries productrices de services	**– 0,2**	**– 1,0**	**–**	**– 0,1**	**2,6**	**– 2,2**	**1,4**	**– 1,3**	**– 1,4**	**– 1,4**	**– 0,6**	**0,7**	**– 1,3**	**0,5**	**– 0,7**	**0,2**	**0,7**
Commerce de gros	0,2	4,0	– 1,4	1,0	3,4	– 0,4	0,9	– 1,0	– 7,8	2,6	1,5	– 0,3	– 0,8	1,3	1,2	1,1	1,4
Commerce de détail	1,4	2,1	1,4	2,5	6,5	– 1,0	4,1	4,1	2,9	10,1	4,8	2,0	– 0,5	3,0	1,7	2,2	3,7
Transport et entreposage	– 17,2	– 9,4	– 22,9	– 16,7	– 10,0	– 27,3	– 16,5	– 15,4	– 10,9	– 42,2	– 24,2	– 14,1	– 20,0	– 17,2	– 20,6	– 15,9	– 9,8
Industrie de l'information et industrie culturelle	– 2,0	– 0,7	–	0,4	– 0,1	– 0,3	– 1,2	– 3,6	– 3,6	– 2,9	– 5,7	– 2,9	– 0,7	– 0,4	0,4	0,6	0,3
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	5,5	2,8	4,2	4,8	5,8	4,3	3,8	2,9	0,4	1,3	4,3	5,4	2,6	4,8	4,7	4,2	5,5
Services professionnels, scientifiques et techniques	4,5	– 2,0	3,9	3,9	3,4	4,0	– 0,3	– 4,4	– 10,3	– 0,1	5,0	2,2	1,5	1,7	1,9	4,5	6,9
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	– 3,2	– 5,1	– 6,0	– 4,1	1,0	– 6,8	– 8,5	– 6,3	– 2,7	– 29,6	10,2	– 3,9	– 5,6	– 4,1	– 2,9	– 2,9	– 3,5
Services d'enseignement	2,8	– 0,0	2,5	2,9	4,2	1,9	3,0	2,9	1,3	6,0	1,4	3,2	1,1	2,1	1,3	3,0	0,5
Soins de santé et assistance sociale	5,6	1,0	2,8	4,8	7,0	4,4	1,6	2,4	6,9	0,7	7,9	3,6	3,3	6,3	4,6	4,8	5,3
Arts, spectacles et loisirs	– 38,2	– 45,2	– 38,3	– 46,7	– 42,8	– 40,5	– 42,3	– 46,5	– 45,9	– 39,6	– 38,0	– 44,4	– 44,0	– 44,5	– 43,6	– 41,8	– 44,5
Services d'hébergement et de restauration	– 30,7	– 34,0	– 37,4	– 35,3	– 26,8	– 41,4	– 34,6	– 29,1	– 21,1	– 37,8	– 32,5	– 31,2	– 35,2	– 30,1	– 30,4	– 33,0	– 32,6
Autres services, sauf les administrations publiques	– 6,1	– 9,2	– 7,7	– 6,3	– 4,6	– 9,9	– 9,8	– 8,3	– 3,3	– 2,2	–	– 6,9	– 11,6	– 8,0	– 9,1	– 9,3	– 4,1
Administrations publiques	3,9	3,7	5,9	4,4	3,1	4,7	5,6	2,7	5,7	7,2	2,4	4,4	3,9	3,1	4,3	5,5	3,0
Ensemble des industries	**– 0,6**	**– 0,1**	**– 0,4**	**– 0,4**	**1,9**	**– 3,7**	**1,8**	**1,1**	**– 0,4**	**– 1,6**	**–**	**– 2,4**	**– 2,8**	**0,9**	**– 1,5**	**– 1,2**	**– 1,0**

1. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada et Revenu Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 5.4

Croissance annuelle du PIB des grands agrégats industriels, ensemble du Québec, 2019 et 2020

Industrie	2019	2020
	%	
Industries productrices de biens	**3,7**	**– 4,2**
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,7	– 0,5
Cultures agricoles et élevage	5,0	2,3
Foresterie et exploitation forestière	– 0,6	– 17,8
Pêche, chasse et piégeage	13,2	– 13,0
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	5,9	5,7
Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	3,4	7,4
Services publics	– 0,7	– 3,3
Construction	8,3	1,1
Fabrication	2,4	– 8,9
Fabrication d'aliments	1,4	– 1,7
Fabrication de boissons et de produits du tabac	1,3	1,2
Usines de textiles et de produits textiles	– 0,2	1,2
Fabrication de vêtements et de produits en cuir et de produits analogues	– 5,0	– 19,7
Fabrication de produits en bois	– 8,6	7,1
Fabrication du papier	– 12,8	– 5,1
Impression et activités connexes de soutien	– 1,8	– 17,1
Fabrication de produits du pétrole et du charbon	– 3,3	– 36,6
Fabrication de produits chimiques	5,6	– 4,4
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	4,1	– 1,6
Fabrication de produits minéraux non métalliques	12,4	– 10,3
Première transformation des métaux	– 3,7	–
Fabrication de produits métalliques	7,0	– 11,2
Fabrication de machines	5,0	– 15,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	– 0,3	– 9,3
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électriques	5,5	– 12,9
Fabrication de matériel de transport	13,0	– 18,1
Fabrication de meubles et de produits connexes	– 1,5	– 9,3
Activités diverses de fabrication	5,4	– 4,2
Industries productrices de services	**5,5**	**– 0,8**
Commerce de gros	2,6	0,1
Commerce de détail	2,5	1,5
Transport et entreposage	7,4	– 22,0
Industrie de l'information et industrie culturelle	5,3	– 0,4
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	4,7	4,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,5	3,5
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	8,0	– 5,5
Services d'enseignement	5,3	2,3
Soins de santé et assistance sociale	6,4	4,2
Arts, spectacles et loisirs	6,7	– 41,3
Services d'hébergement et de restauration	6,3	– 35,6
Autres services, sauf les administrations publiques	7,1	– 8,8
Administrations publiques	5,1	4,9
Ensemble des industries	**5,0**	**– 1,7**

Source : Statistique Canada. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 6

Revenu disponible par habitant

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable[1]

Le revenu disponible par habitant est un indicateur économique basé sur une notion reconnue internationalement provenant du Système des comptes macroéconomiques. Il correspond au revenu qui reste à la disposition des particuliers pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne volontaire. Pour obtenir le revenu disponible par habitant, on additionne d'abord tous les revenus des résidents d'un territoire donné, tels que la rémunération des salariés, le revenu net des entreprises individuelles, les revenus nets de la propriété et les prestations sociales, dont les transferts courants reçus des administrations publiques. On soustrait ensuite les transferts payés par ceux-ci aux secteurs institutionnels, dont l'impôt sur le revenu des particuliers, les cotisations aux régimes d'assurance sociale ainsi que les cotisations des employés à un régime de retraite à prestations ou à cotisations déterminées. Enfin, on divise par la population totale du territoire.

En plus de comparer les données provisoires de 2020 avec celles de 2019, la présente section met en évidence les différences de revenu dans les 17 régions administratives du Québec. L'analyse ne se limite pas à la seule comparaison du revenu disponible par habitant. Le texte s'attarde également aux prestations et aux crédits d'impôt remboursables versés par les différents ordres de gouvernement, lesquels représentent normalement, et encore plus en 2020, la principale source de revenus des particuliers après la rémunération des salariés. Pour une analyse à une échelle géographique plus détaillée, on pourra se reporter à la section 13.2 consacrée au revenu disponible par habitant dans les municipalités régionales de comté (MRC). De plus, les données détaillées sur le revenu disponible et ses composantes, que ce soit par région administrative ou par MRC, sont accessibles sur le site de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ).

1. La mise à jour de ce chapitre s'appuie sur le chapitre « Revenu disponible par habitant » rédigé par Stéphane Ladouceur, de l'édition 2021 du *Panorama des régions du Québec* ainsi que sur le bulletin *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions* (ISQ, 2022).

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations annuelles du revenu disponible par habitant font régulièrement l'objet de révisions afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Généralement, au moment de la publication des données de l'année la plus récente, les estimations[1] des deux années précédentes sont révisées. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des régions administratives qu'à celle des MRC. Pour des notes méthodologiques plus complètes, consulter le bulletin *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions* (ISQ, 2022).

1. À l'occasion, soit environ deux à trois fois par décennie, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

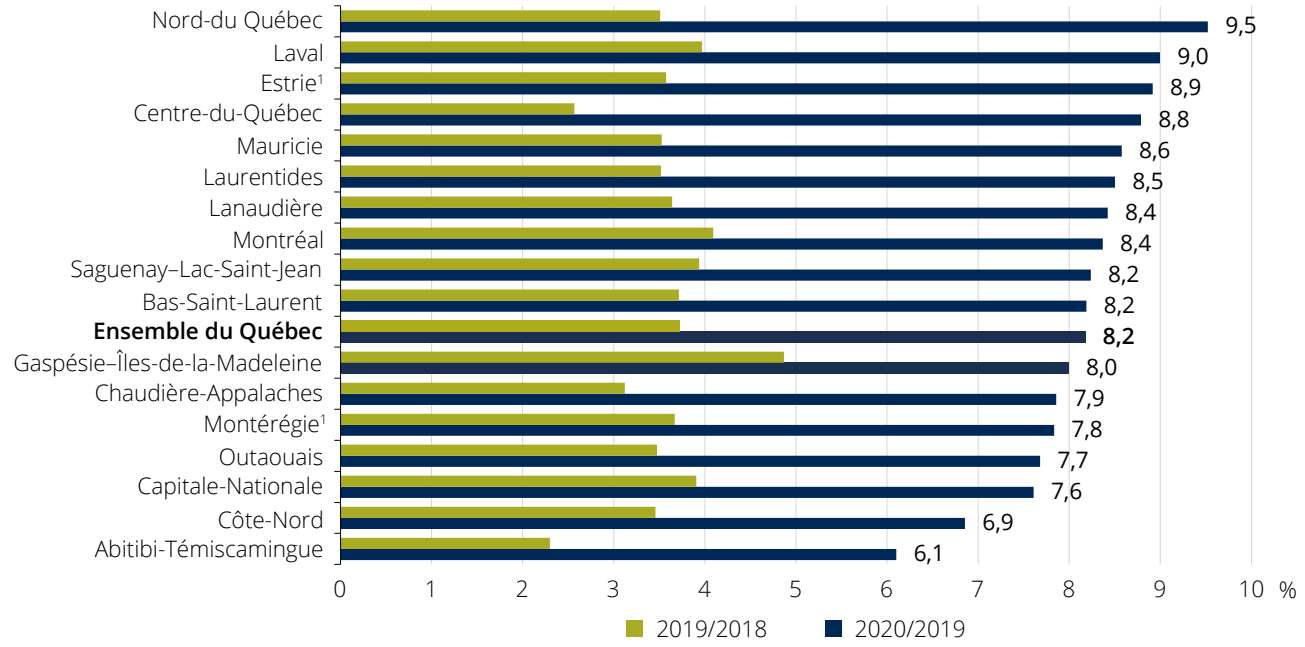
Croissance remarquable du revenu disponible en 2020

Après avoir progressé de 3,7 % en 2019, le revenu disponible par habitant dans l'ensemble du Québec, en dollars courants, s'est accru de 8,2 % en 2020 par rapport à l'année précédente, et ce, malgré le ralentissement de l'activité économique entraîné par la crise sanitaire. C'est de loin la plus forte croissance depuis 1984, et elle est attribuable essentiellement aux différentes mesures de soutien mises en place par le gouvernement fédéral pour pallier les effets de la pandémie. L'augmentation des transferts des administrations publiques (+ 38,1 %) a plus que compensé les pertes de revenu primaire (– 0,7 %). En contrepartie, les transferts courants payés par les particuliers aux administrations publiques ont progressé plus faiblement qu'au cours des dernières années (tableau 6.1).

La croissance du revenu disponible en 2020 a profité à l'ensemble des régions administratives (figure 6.1). Dans dix d'entre elles, la progression a dépassé ou égalé celle observée dans l'ensemble du Québec. La région du Nord-du-Québec est celle qui a connu la croissance la plus prononcée, soit une hausse de 9,5 %. Celle-ci s'explique notamment par une augmentation substantielle des transferts de l'administration publique fédérale dans cette région, qui ont bondi de plus de 80 % en raison des mesures de soutien au revenu en lien avec la crise de la COVID-19. Cette hausse a plus que contrebalancé les baisses de rémunération des salariés (– 1,3 %).

Figure 6.1

Croissance annuelle du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 et 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Outre le Nord-du-Québec, les régions de Laval, de l'Estrie, du Centre-du-Québec et de la Mauricie se démarquent par un taux de croissance de plus de 8,5 %. La hausse dans ces régions est grandement attribuable à la croissance sans précédent des transferts en provenance de l'administration publique fédérale, croissance qui dépasse 100 % à Laval et varie entre 59 % et 68 % en Estrie, dans le Centre-du-Québec et en Mauricie.

En revanche, l'Abitibi-Témiscamingue (6,1 %) est la région qui connaît la plus faible progression du revenu disponible par habitant entre 2019 et 2020. Cette situation provient de la diminution de la rémunération des salariés plus marquée que dans les autres régions (– 2,3 %). Cette perte salariale a toutefois été plus que contrebalancée par les transferts accordés par les administrations publiques (+ 29,7 %), même si ceux-ci ont progressé moins vigoureusement que dans l'ensemble du Québec en 2020.

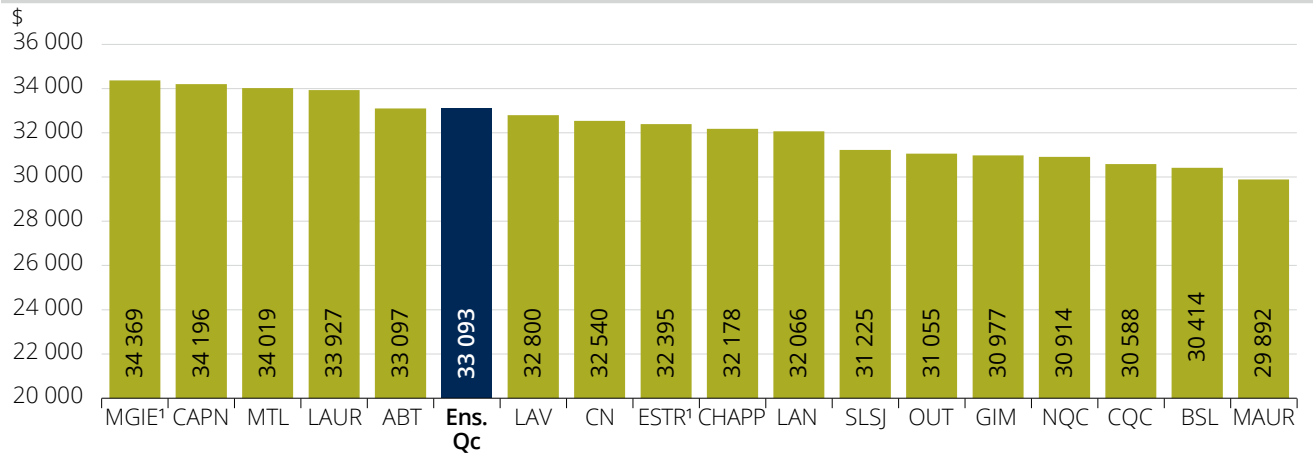
La Montérégie en tête des régions

En 2020, la Montérégie affiche un revenu disponible par habitant de 34 369 $, soit le plus élevé de toutes les régions administratives. Viennent ensuite de près la Capitale-Nationale (34 196 $), Montréal (34 019 $) et les Laurentides (33 927 $). Parmi les cinq régions où le revenu disponible dépasse celui de l'ensemble du Québec, l'Abitibi-Témiscamingue est la seule éloignée des grands centres urbains (figure 6.2).

La Montérégie et la Capitale-Nationale se démarquent par le niveau de la rémunération des salariés qui compte parmi les plus élevés dans l'ensemble du Québec, ce qui a contribué à élever le revenu disponible par habitant. Quant à la région de Montréal, elle se caractérise par des revenus nets de propriété nettement plus élevés que dans les autres régions, ce qui tire le revenu disponible à la hausse. Le même constat vaut pour les Laurentides, mais dans une moindre mesure.

Figure 6.2

Revenu disponible par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

À l'opposé, le revenu disponible par habitant de 12 régions est inférieur à celui de l'ensemble du Québec. Parmi celles-ci, la Mauricie (29 892 $), le Bas-Saint-Laurent (30 414 $) et le Centre-du-Québec (30 588 $) affichent les revenus les plus bas. Deux facteurs principaux expliquent le faible niveau de revenu en Mauricie et dans le Bas-Saint-Laurent en 2020 : le taux d'emploi[2] et la rémunération des salariés, parmi les plus faibles au Québec. Dans le Centre-du-Québec, le revenu primaire, dont le revenu mixte net, est nettement inférieur à celui de l'ensemble du Québec. En plus de ces trois régions, deux autres présentent un revenu disponible par habitant particulièrement bas : le Nord-du-Québec (30 914 $) et la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (30 977 $). Ces régions se démarquent par une faible proportion de personnes en âge de travailler. En 2020, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ressort comme la région où l'on trouve la plus importante part de personnes âgées de 65 ans et plus, alors que le Nord-du-Québec est celle qui compte la plus forte proportion de personnes de moins de 20 ans, lesquelles représentent plus du tiers de sa population[3]. Rappelons que le revenu de travail constitue la principale source de revenus des particuliers.

Croissance sans précédent des transferts en provenance des administrations publiques

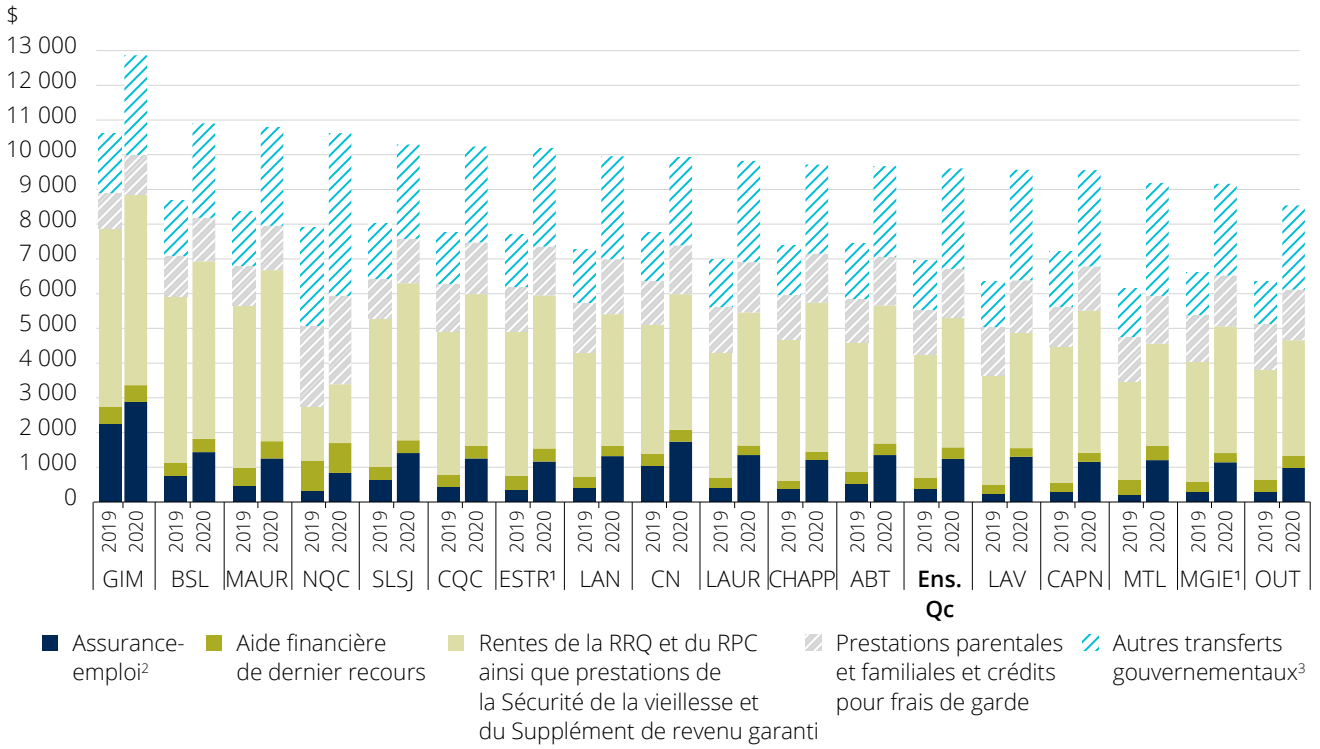
En 2020, selon les données provisoires, les différents ordres de gouvernement ont versé 82,4 milliards en transferts courants aux particuliers, soit 23,2 milliards de plus que l'année précédente. Par habitant, les transferts gouvernementaux s'élèvent à 9 604 $ par habitant en 2020.

Les principaux transferts versés aux particuliers sont les prestations du Régime des rentes du Québec (RRQ) et du Régime de pensions du Canada (RPC) (1 844 $ par habitant) ainsi que celles de la Sécurité de la vieillesse et du Supplément de revenu garanti (SRG) (1 881 $ par habitant). Ces prestations gouvernementales constituent habituellement la moitié de tous les transferts versés par les administrations publiques aux particuliers. En 2020, la part descend à 39 % en raison de l'accroissement exceptionnel des prestations de l'assurance-emploi[4] et de la catégorie « autres transferts gouvernementaux », laquelle comprend notamment la Prestation canadienne

2. CLOUTIER-VILLENEUVE, Luc (2021), p. 28.
3. INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021), p. 17.
4. Les prestations d'assurance-emploi incluent, en 2020, les sommes relatives à la Prestation canadienne d'urgence versées par Service Canada à titre de prestations d'assurance-emploi.

Figure 6.3

Transferts gouvernementaux par habitant selon le type de prestation, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 et 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
2. Comprend les prestations d'assurance-emploi ainsi que les sommes relatives à la Prestation canadienne d'urgence à titre de prestations d'assurance-emploi versées par Service Canada.
3. Cette catégorie comprend notamment le crédit de TPS, le crédit d'impôt pour solidarité, les allocations pour anciens combattants ainsi que la Prestation canadienne d'urgence versée par l'Agence du revenu du Canada, la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants ainsi que la Prestation canadienne de la relance économique.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

d'urgence (PCU) versée par l'Agence du revenu du Canada, la Prestation canadienne d'urgence pour étudiants (PCUE) et la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) versées par l'Agence du revenu du Canada (figure 6.3). Les autres principales composantes des transferts gouvernementaux comprennent les prestations parentales et familiales, dont les crédits d'impôt pour frais de garde ainsi que l'aide financière de dernier recours.

Globalement, les transferts courants versés aux particuliers par les administrations publiques ont augmenté de 38,1 % dans l'ensemble du Québec, alors que la hausse avait été de 3,4 % en 2019. La hausse des transferts gouvernementaux a été substantielle dans toutes les régions du Québec, plus particulièrement à Montréal et dans les régions avoisinantes comme Laval, Lanaudière, la Montérégie et les Laurentides. Ces régions ont été plus touchées par les mesures restrictives liées à la crise sanitaire, entre autres l'arrêt imposé des activités dans certains secteurs comme les bars, les salles de cinéma et les institutions muséales. Les travailleuses et les travailleurs dans ces régions ont probablement eu recours, dans une plus grande proportion et durant une plus grande période que celles des autres régions, aux mesures de soutien mises en place par le gouvernement fédéral telles que la PCU et la PCRE.

Disparités régionales liées aux transferts gouvernementaux

La Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a connu une hausse des transferts en provenance des administrations publiques moins prononcée, comparativement aux autres régions du Québec, et ce, en raison d'une augmentation plus faible des transferts payés par l'administration fédérale (figure 6.3). En dépit d'une croissance plus faible, les résidents de cette région maritime demeurent ceux qui reçoivent le plus, en moyenne, en transferts courants des différents ordres de gouvernement. En 2020, ces transferts s'établissent à 12 863 $ par habitant. Les prestations versées au titre de la Sécurité de la vieillesse, du SRG et du RRQ sont plus importantes dans cette région qu'ailleurs, et ce, compte tenu de sa population plus âgée.

À l'inverse, les régions dont la population est relativement jeune sont celles qui ont reçu le moins en transferts des administrations publiques par habitant. C'est notamment le cas de l'Outaouais, de la Montérégie et de Montréal. Par conséquent, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et du SRG y sont évidemment plus faibles que dans l'ensemble du Québec.

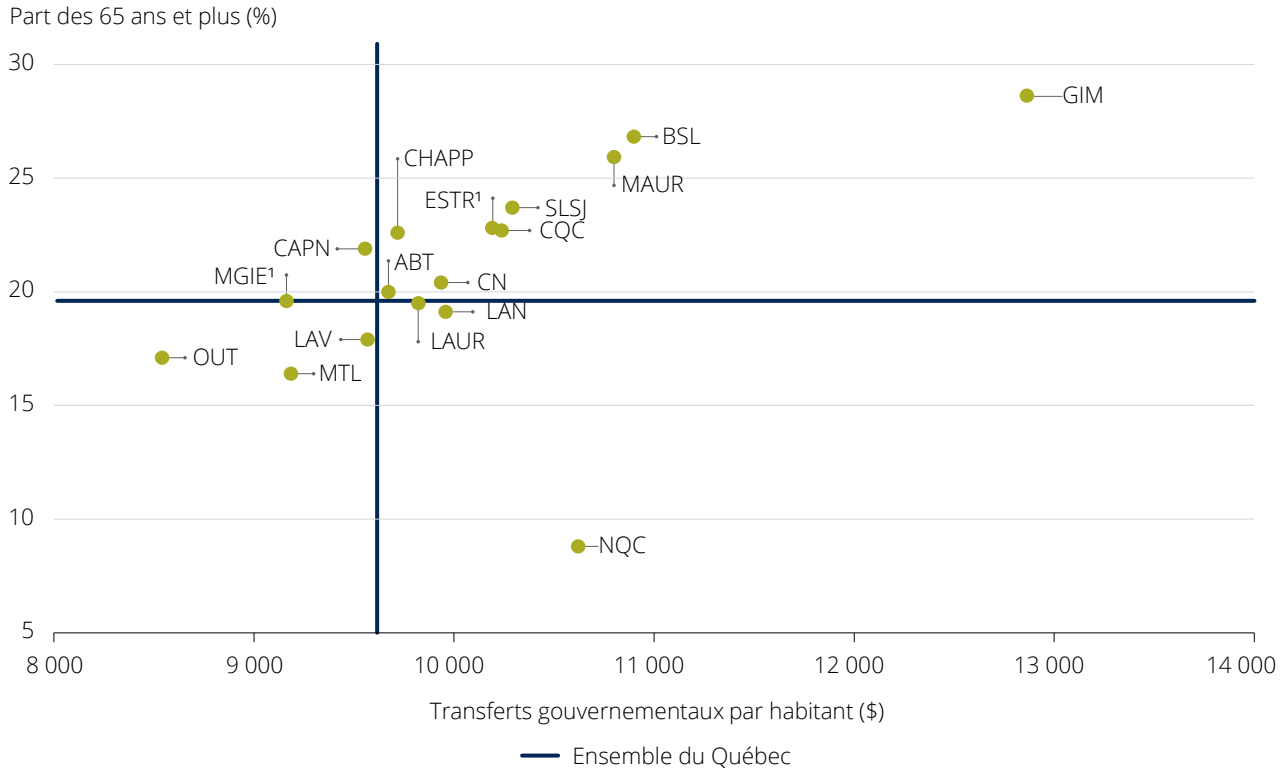
Par ailleurs, le Nord-du-Québec fait partie des régions qui ont le plus reçu en transferts des administrations publiques en 2020. Cette situation est attribuable au bond exceptionnel des transferts gouvernementaux dans la MRC de l'Administration régionale Kativik, située dans la partie septentrionale de la région, qui ont augmenté de plus de 50 %[5]. Proportionnellement, la population de ce territoire aurait été plus nombreuse à avoir reçu des paiements de la PCU et de la PCRE en 2020. Le Nord-du-Québec figure d'ailleurs parmi les régions qui ont subi les plus importantes diminutions de la rémunération des salariés en 2020.

La situation du Nord-du-Québec est déjà singulière du fait de sa structure par âge. Les régions dont la population est relativement jeune reçoivent généralement moins en transferts gouvernementaux. Or, malgré sa population plus jeune que celles des autres régions et sa faible proportion de personnes âgées de 65 ans et plus (9 %, comparativement à 20 % pour l'ensemble du Québec[6]), le Nord-du-Québec a tout de même reçu davantage en transferts gouvernementaux que la moyenne québécoise (figure 6.4). En 2020, les différents ordres de gouvernement ont versé dans cette région en moyenne 10 620 $ par habitant, en prestations et en crédits d'impôt remboursables. Contrairement à ce qui a été observé pour les autres régions, ce sont l'aide gouvernementale accordée aux Autochtones et les prestations parentales et familiales qui constituent les principaux transferts courants en provenance des administrations publiques dans le Nord-du-Québec. Alors que les prestations parentales et familiales représentent 23,9 % de l'ensemble des transferts versés par les différents ordres de gouvernement dans cette région nordique, la part des transferts correspondant aux rentes et aux prestations de retraite versés par les gouvernements se chiffre à 16,0 %. À titre comparatif, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, où 29 % de la population est âgée de 65 ans et plus, la part de ces prestations de retraite constituent 42,6 % des transferts des administrations publiques.

5. Voir la section 13.2 Statistique par MRC, section Revenu disponible par habitant.
6. *Mise à jour 2021 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2020-2066*, Bulletin sociodémographique.

Figure 6.4

Transferts gouvernementaux par habitant et proportion des personnes âgées de 65 ans et plus, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Informations statistiques complémentaires

Un bulletin d'analyse ainsi que des tableaux détaillés de données sur le revenu disponible, par MRC, par régions administratives, pour l'ensemble du Québec et pour le Canada, les provinces et les territoires sont accessibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Économie*/*Revenu disponible*. D'autres informations peuvent également y être consultées, notamment des données sur les séries historiques à partir de 2002, des tableaux comparatifs par régions administratives et par MRC ainsi que des données détaillées sur les composantes du revenu disponible.

Références

CLOUTIER-VILLENEUVE, Luc (2021). « Marché du travail », dans INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Panorama des régions du Québec, Édition 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 25-35. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2021.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions*, [En ligne], mai, L'Institut, p. 1-19. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2021). « *Mise à jour 2021 des perspectives démographiques du Québec et des régions, 2020-2066* », *Bulletin sociodémographique*, [En ligne], vol. 25, nº 5, juin, L'Institut, p. 1-20. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/mise-a-jour-2021-perspectives-demographiques-quebec-regions-2020-2066.pdf].

LADOUCEUR, Stéphane (2021). « Revenu disponible par habitant », dans INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC, *Panorama des régions du Québec. Édition 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 55-66. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2021.pdf].

Tableau 6.1

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Bas-Saint-Laurent								
Revenu primaire	**25 791**	**26 377**	**27 542**	**28 182**	**29 276**	**29 451**	**0,6**	**2,7**
Rémunération des salariés	20 683	21 140	22 059	23 211	24 128	24 227	0,4	3,2
Revenu mixte net	2 877	2 829	2 861	2 783	2 783	2 765	– 0,6	– 0,8
Revenu net de la propriété	2 231	2 409	2 622	2 189	2 364	2 460	4,1	2,0
Plus : Transferts courants reçus	**10 287**	**10 837**	**11 119**	**11 469**	**11 900**	**14 205**	**19,4**	**6,7**
Des administrations publiques	7 650	7 926	8 168	8 346	8 689	10 899	25,4	7,3
Des sociétés financières	2 554	2 829	2 864	3 027	3 111	3 181	2,3	4,5
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	58	63	68	73	98	34,2	10,7
Des non-résidents	24	24	24	28	26	26	–	1,6
Moins : Transferts courants payés	**11 217**	**11 689**	**11 862**	**12 546**	**13 063**	**13 242**	**1,4**	**3,4**
Égal : Revenu disponible	**24 861**	**25 525**	**26 799**	**27 105**	**28 112**	**30 414**	**8,2**	**4,1**
Saguenay–Lac-Saint-Jean								
Revenu primaire	**27 900**	**28 433**	**29 407**	**30 643**	**32 095**	**31 969**	**– 0,4**	**2,8**
Rémunération des salariés	23 237	23 737	24 624	26 043	27 305	27 084	– 0,8	3,1
Revenu mixte net	2 644	2 598	2 583	2 634	2 834	2 915	2,9	2,0
Revenu net de la propriété	2 018	2 099	2 199	1 966	1 957	1 971	0,7	– 0,5
Plus : Transferts courants reçus	**10 169**	**10 811**	**11 067**	**11 429**	**11 788**	**14 169**	**20,2**	**6,9**
Des administrations publiques	7 125	7 415	7 580	7 769	8 009	10 292	28,5	7,6
Des sociétés financières	2 987	3 339	3 425	3 593	3 708	3 788	2,2	4,9
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	48	48	53	58	60	79	31,7	10,5
Des non-résidents	8	9	9	9	11	11	–	6,6
Moins : Transferts courants payés	**12 621**	**13 205**	**13 399**	**14 315**	**15 035**	**14 913**	**– 0,8**	**3,4**
Égal : Revenu disponible	**25 447**	**26 039**	**27 074**	**27 756**	**28 849**	**31 225**	**8,2**	**4,2**
Capitale-Nationale								
Revenu primaire	**34 380**	**34 841**	**36 325**	**37 351**	**38 880**	**38 791**	**– 0,2**	**2,4**
Rémunération des salariés	27 173	27 587	28 826	30 234	31 522	31 438	– 0,3	3,0
Revenu mixte net	3 648	3 703	3 727	3 720	3 820	3 772	– 1,3	0,7
Revenu net de la propriété	3 558	3 551	3 772	3 398	3 538	3 582	1,2	0,1
Plus : Transferts courants reçus	**9 944**	**10 379**	**10 683**	**11 018**	**11 410**	**13 900**	**21,8**	**6,9**
Des administrations publiques	6 376	6 499	6 766	6 916	7 200	9 558	32,8	8,4
Des sociétés financières	3 441	3 747	3 769	3 941	4 047	4 124	1,9	3,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	88	92	106	120	118	169	43,2	13,9
Des non-résidents	39	40	41	42	46	50	8,7	5,1
Moins : Transferts courants payés	**15 827**	**16 446**	**16 852**	**17 786**	**18 513**	**18 496**	**– 0,1**	**3,2**
Égal : Revenu disponible	**28 498**	**28 774**	**30 156**	**30 583**	**31 778**	**34 196**	**7,6**	**3,7**

Suite à la page 90

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Mauricie								
Revenu primaire	**25 523**	**26 107**	**27 390**	**27 587**	**28 584**	**28 664**	**0,3**	**2,3**
Rémunération des salariés	20 428	20 830	21 912	22 536	23 360	23 429	0,3	2,8
Revenu mixte net	2 488	2 542	2 557	2 503	2 571	2 571	–	0,7
Revenu net de la propriété	2 607	2 736	2 921	2 548	2 653	2 664	0,4	0,4
Plus : Transferts courants reçus	**10 510**	**11 068**	**11 307**	**11 680**	**12 100**	**14 640**	**21,0**	**6,9**
Des administrations publiques	7 397	7 621	7 850	8 038	8 370	10 799	29,0	7,9
Des sociétés financières	3 045	3 378	3 380	3 563	3 649	3 730	2,2	4,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	52	52	58	61	62	90	45,2	11,6
Des non-résidents	16	17	19	19	19	21	10,5	5,6
Moins : Transferts courants payés	**11 419**	**11 860**	**12 243**	**12 674**	**13 153**	**13 411**	**2,0**	**3,3**
Égal : Revenu disponible	**24 614**	**25 315**	**26 454**	**26 593**	**27 531**	**29 892**	**8,6**	**4,0**
Estrie[1]								
Revenu primaire	**29 028**	**29 792**	**30 927**	**32 040**	**33 237**	**33 556**	**1,0**	**2,9**
Rémunération des salariés	21 878	22 168	23 148	24 457	25 362	25 633	1,1	3,2
Revenu mixte net	3 732	3 831	3 850	3 881	4 094	3 991	– 2,5	1,4
Revenu net de la propriété	3 418	3 793	3 928	3 702	3 782	3 932	4,0	2,8
Plus : Transferts courants reçus	**9 379**	**9 932**	**10 203**	**10 538**	**10 929**	**13 626**	**24,7**	**7,8**
Des administrations publiques	6 747	6 995	7 231	7 401	7 683	10 194	32,7	8,6
Des sociétés financières	2 508	2 789	2 828	2 977	3 081	3 215	4,3	5,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	77	100	96	109	114	161	41,2	15,9
Des non-résidents	47	48	48	51	52	56	7,7	3,6
Moins : Transferts courants payés	**12 282**	**12 735**	**13 060**	**13 862**	**14 423**	**14 787**	**2,5**	**3,8**
Égal : Revenu disponible	**26 125**	**26 989**	**28 070**	**28 716**	**29 743**	**32 395**	**8,9**	**4,4**
Montréal								
Revenu primaire	**35 587**	**36 109**	**37 218**	**38 526**	**40 276**	**39 722**	**– 1,4**	**2,2**
Rémunération des salariés	25 589	26 230	27 069	28 342	29 662	29 290	– 1,3	2,7
Revenu mixte net	4 764	4 910	4 984	5 211	5 503	5 386	– 2,1	2,5
Revenu net de la propriété	5 235	4 969	5 165	4 972	5 110	5 046	– 1,3	– 0,7
Plus : Transferts courants reçus	**8 080**	**8 379**	**8 464**	**8 543**	**8 670**	**11 868**	**36,9**	**8,0**
Des administrations publiques	5 817	5 978	6 061	6 056	6 153	9 188	49,3	9,6
Des sociétés financières	1 874	2 016	2 006	2 065	2 077	2 118	2,0	2,5
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	232	226	241	261	269	388	44,2	10,8
Des non-résidents	156	158	156	161	171	174	1,8	2,2
Moins : Transferts courants payés	**15 028**	**15 672**	**16 023**	**16 911**	**17 553**	**17 572**	**0,1**	**3,2**
Égal : Revenu disponible	**28 639**	**28 816**	**29 658**	**30 158**	**31 392**	**34 019**	**8,4**	**3,5**

Suite à la page 91

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Outaouais								
Revenu primaire	**32 577**	**32 770**	**34 527**	**35 431**	**36 633**	**36 524**	**– 0,3**	**2,3**
Rémunération des salariés	26 988	27 021	28 730	29 760	30 715	30 704	–	2,6
Revenu mixte net	3 246	3 345	3 329	3 413	3 525	3 489	– 1,0	1,5
Revenu net de la propriété	2 343	2 405	2 468	2 258	2 393	2 331	– 2,6	– 0,1
Plus : Transferts courants reçus	**8 558**	**9 050**	**9 313**	**9 627**	**9 983**	**12 358**	**23,8**	**7,6**
Des administrations publiques	5 628	5 812	6 009	6 126	6 340	8 544	34,8	8,7
Des sociétés financières	2 808	3 108	3 161	3 349	3 487	3 605	3,4	5,1
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	73	80	91	100	99	146	47,5	14,9
Des non-résidents	49	50	52	53	58	63	8,6	5,2
Moins : Transferts courants payés	**15 124**	**15 590**	**16 369**	**17 187**	**17 776**	**17 827**	**0,3**	**3,3**
Égal : Revenu disponible	**26 012**	**26 231**	**27 472**	**27 871**	**28 840**	**31 055**	**7,7**	**3,6**
Abitibi-Témiscamingue								
Revenu primaire	**32 697**	**33 889**	**35 826**	**37 389**	**38 173**	**37 552**	**– 1,6**	**2,8**
Rémunération des salariés	27 885	28 960	30 573	32 278	33 152	32 386	– 2,3	3,0
Revenu mixte net	2 597	2 593	2 647	2 698	2 690	2 739	1,8	1,1
Revenu net de la propriété	2 214	2 336	2 606	2 414	2 331	2 426	4,1	1,8
Plus : Transferts courants reçus	**8 759**	**9 190**	**9 374**	**9 645**	**10 128**	**12 402**	**22,5**	**7,2**
Des administrations publiques	6 686	6 870	7 005	7 124	7 458	9 672	29,7	7,7
Des sociétés financières	2 019	2 261	2 302	2 448	2 591	2 633	1,6	5,5
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	46	49	57	59	65	84	29,2	12,8
Des non-résidents	9	10	10	14	14	12	– 14,3	5,9
Moins : Transferts courants payés	**14 182**	**15 068**	**15 547**	**16 541**	**17 108**	**16 857**	**– 1,5**	**3,5**
Égal : Revenu disponible	**27 273**	**28 011**	**29 654**	**30 493**	**31 194**	**33 097**	**6,1**	**3,9**
Côte-Nord								
Revenu primaire	**32 191**	**32 339**	**33 575**	**34 982**	**36 312**	**35 939**	**– 1,0**	**2,2**
Rémunération des salariés	28 730	28 642	29 798	31 416	32 832	32 440	– 1,2	2,5
Revenu mixte net	1 970	2 041	2 112	2 087	2 025	2 024	–	0,5
Revenu net de la propriété	1 490	1 656	1 664	1 480	1 455	1 474	1,3	– 0,2
Plus : Transferts courants reçus	**9 277**	**9 901**	**10 221**	**10 406**	**10 823**	**13 089**	**20,9**	**7,1**
Des administrations publiques	6 791	7 153	7 432	7 483	7 754	9 935	28,1	7,9
Des sociétés financières	2 439	2 700	2 738	2 869	3 013	3 080	2,2	4,8
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	41	42	45	47	48	67	39,6	10,3
Des non-résidents	6	6	6	7	8	8	–	5,9
Moins : Transferts courants payés	**14 343**	**14 717**	**14 980**	**15 954**	**16 683**	**16 487**	**– 1,2**	**2,8**
Égal : Revenu disponible	**27 125**	**27 523**	**28 815**	**29 434**	**30 452**	**32 540**	**6,9**	**3,7**

Suite à la page 92

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Nord-du-Québec								
Revenu primaire	**25 687**	**26 524**	**27 463**	**28 418**	**29 068**	**28 910**	**– 0,5**	**2,4**
Rémunération des salariés	23 559	24 299	25 168	26 276	26 884	26 530	– 1,3	2,4
Revenu mixte net	1 394	1 471	1 509	1 526	1 500	1 624	8,3	3,1
Revenu net de la propriété	734	753	787	617	684	756	10,5	0,6
Plus : Transferts courants reçus	**7 164**	**8 081**	**8 790**	**8 531**	**9 099**	**11 863**	**30,4**	**10,6**
Des administrations publiques	6 323	7 089	7 701	7 381	7 908	10 620	34,3	10,9
Des sociétés financières	782	939	1 027	1 080	1 123	1 139	1,4	7,8
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	55	50	58	67	63	100	58,7	12,7
Des non-résidents	4	4	5	4	6	5	– 16,7	4,6
Moins : Transferts courants payés	**8 615**	**8 960**	**9 154**	**9 681**	**9 941**	**9 860**	**– 0,8**	**2,7**
Égal : Revenu disponible	**24 236**	**25 645**	**27 099**	**27 269**	**28 226**	**30 914**	**9,5**	**5,0**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine								
Revenu primaire	**22 749**	**23 826**	**25 279**	**25 866**	**27 307**	**27 445**	**0,5**	**3,8**
Rémunération des salariés	18 410	19 074	19 841	20 826	21 934	22 180	1,1	3,8
Revenu mixte net	2 591	2 703	3 141	2 944	3 192	3 061	– 4,1	3,4
Revenu net de la propriété	1 748	2 048	2 297	2 095	2 182	2 204	1,0	4,7
Plus : Transferts courants reçus	**11 727**	**12 232**	**12 612**	**12 938**	**13 372**	**15 725**	**17,6**	**6,0**
Des administrations publiques	9 454	9 739	10 088	10 273	10 606	12 863	21,3	6,4
Des sociétés financières	2 212	2 430	2 456	2 590	2 685	2 773	3,3	4,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	49	49	51	55	59	74	25,4	8,6
Des non-résidents	12	13	16	20	22	15	– 31,8	4,6
Moins : Transferts courants payés	**10 137**	**10 631**	**10 900**	**11 451**	**11 996**	**12 194**	**1,7**	**3,8**
Égal : Revenu disponible	**24 339**	**25 426**	**26 990**	**27 352**	**28 684**	**30 977**	**8,0**	**4,9**
Chaudière-Appalaches								
Revenu primaire	**31 454**	**31 781**	**33 076**	**34 062**	**35 214**	**35 184**	**– 0,1**	**2,3**
Rémunération des salariés	24 698	25 220	26 318	27 604	28 682	28 694	–	3,0
Revenu mixte net	3 407	3 440	3 396	3 322	3 248	3 267	0,6	– 0,8
Revenu net de la propriété	3 350	3 122	3 362	3 136	3 284	3 223	– 1,9	– 0,8
Plus : Transferts courants reçus	**8 934**	**9 386**	**9 655**	**9 964**	**10 378**	**12 857**	**23,9**	**7,6**
Des administrations publiques	6 462	6 667	6 898	7 070	7 379	9 717	31,7	8,5
Des sociétés financières	2 381	2 627	2 654	2 785	2 890	3 003	3,9	4,8
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	59	59	71	77	76	102	34,2	11,6
Des non-résidents	32	33	31	33	34	35	2,9	1,8
Moins : Transferts courants payés	**13 450**	**13 968**	**14 267**	**15 096**	**15 758**	**15 863**	**0,7**	**3,4**
Égal : Revenu disponible	**26 938**	**27 199**	**28 465**	**28 931**	**29 834**	**32 178**	**7,9**	**3,6**

Suite à la page 93

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Laval								
Revenu primaire	**33 594**	**34 332**	**35 339**	**36 643**	**38 236**	**37 543**	**– 1,8**	**2,2**
Rémunération des salariés	26 892	27 338	28 216	29 437	30 774	30 205	– 1,8	2,4
Revenu mixte net	3 456	3 620	3 721	3 774	4 000	3 858	– 3,6	2,2
Revenu net de la propriété	3 246	3 374	3 402	3 432	3 461	3 479	0,5	1,4
Plus : Transferts courants reçus	**7 988**	**8 419**	**8 548**	**8 763**	**9 064**	**12 377**	**36,6**	**9,2**
Des administrations publiques	5 692	5 877	6 042	6 134	6 360	9 568	50,4	10,9
Des sociétés financières	2 113	2 314	2 305	2 409	2 476	2 523	1,9	3,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	73	115	90	104	106	154	45,3	16,1
Des non-résidents	110	113	111	115	122	133	9,0	3,9
Moins : Transferts courants payés	**14 684**	**15 381**	**15 565**	**16 462**	**17 207**	**17 119**	**– 0,5**	**3,1**
Égal : Revenu disponible	**26 897**	**27 371**	**28 322**	**28 944**	**30 093**	**32 800**	**9,0**	**4,0**
Lanaudière								
Revenu primaire	**30 766**	**31 722**	**32 781**	**33 797**	**35 114**	**34 811**	**– 0,9**	**2,5**
Rémunération des salariés	25 195	25 900	26 770	27 962	29 013	28 781	– 0,8	2,7
Revenu mixte net	3 108	3 208	3 246	3 262	3 409	3 295	– 3,3	1,2
Revenu net de la propriété	2 462	2 614	2 766	2 573	2 691	2 735	1,6	2,1
Plus : Transferts courants reçus	**8 682**	**9 203**	**9 510**	**9 859**	**10 211**	**13 039**	**27,7**	**8,5**
Des administrations publiques	6 338	6 574	6 820	6 978	7 261	9 958	37,1	9,5
Des sociétés financières	2 275	2 554	2 609	2 790	2 857	2 954	3,4	5,4
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	41	48	53	61	60	93	55,0	17,8
Des non-résidents	29	27	28	30	32	34	6,3	3,2
Moins : Transferts courants payés	**13 295**	**14 063**	**14 258**	**15 120**	**15 750**	**15 784**	**0,2**	**3,5**
Égal : Revenu disponible	**26 154**	**26 862**	**28 034**	**28 536**	**29 575**	**32 066**	**8,4**	**4,2**
Laurentides								
Revenu primaire	**33 395**	**34 274**	**35 505**	**36 608**	**37 968**	**37 693**	**– 0,7**	**2,5**
Rémunération des salariés	26 187	26 641	27 649	28 835	29 983	29 716	– 0,9	2,6
Revenu mixte net	3 793	3 925	4 011	4 014	4 169	4 071	– 2,4	1,4
Revenu net de la propriété	3 415	3 707	3 846	3 759	3 816	3 906	2,4	2,7
Plus : Transferts courants reçus	**8 646**	**9 129**	**9 407**	**9 755**	**10 119**	**13 106**	**29,5**	**8,7**
Des administrations publiques	6 118	6 343	6 563	6 727	6 991	9 822	40,5	9,9
Des sociétés financières	2 425	2 700	2 746	2 919	3 019	3 138	3,9	5,3
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	69	51	61	70	70	105	50,0	8,8
Des non-résidents	35	36	36	38	39	41	5,1	3,2
Moins : Transferts courants payés	**14 299**	**14 977**	**15 261**	**16 158**	**16 820**	**16 872**	**0,3**	**3,4**
Égal : Revenu disponible	**27 742**	**28 426**	**29 651**	**30 205**	**31 268**	**33 927**	**8,5**	**4,1**

Suite à la page 94

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
	$						%	
Montérégie[1]								
Revenu primaire	**35 385**	**36 174**	**37 575**	**38 791**	**40 260**	**40 099**	**– 0,4**	**2,5**
Rémunération des salariés	28 212	28 749	29 819	31 110	32 269	32 222	– 0,1	2,7
Revenu mixte net	3 770	3 871	4 017	4 009	4 230	4 139	– 2,2	1,9
Revenu net de la propriété	3 404	3 554	3 739	3 673	3 761	3 737	– 0,6	1,9
Plus : Transferts courants reçus	**8 472**	**8 914**	**9 141**	**9 445**	**9 789**	**12 467**	**27,4**	**8,0**
Des administrations publiques	5 864	6 044	6 231	6 374	6 622	9 163	38,4	9,3
Des sociétés financières	2 476	2 734	2 764	2 913	3 002	3 094	3,1	4,6
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	77	81	92	100	103	147	42,7	13,8
Des non-résidents	54	54	55	58	62	62	–	2,8
Moins : Transferts courants payés	**15 460**	**16 190**	**16 547**	**17 492**	**18 177**	**18 197**	**0,1**	**3,3**
Égal : Revenu disponible	**28 397**	**28 898**	**30 169**	**30 744**	**31 872**	**34 369**	**7,8**	**3,9**
Centre-du-Québec								
Revenu primaire	**27 467**	**28 091**	**29 319**	**30 227**	**31 049**	**31 103**	**0,2**	**2,5**
Rémunération des salariés	21 263	21 786	22 811	23 887	24 884	24 881	–	3,2
Revenu mixte net	3 172	3 199	3 139	3 197	3 106	2 972	– 4,3	– 1,3
Revenu net de la propriété	3 033	3 106	3 369	3 143	3 059	3 250	6,2	1,4
Plus : Transferts courants reçus	**8 922**	**9 354**	**9 596**	**9 884**	**10 271**	**12 891**	**25,5**	**7,6**
Des administrations publiques	6 854	7 073	7 287	7 468	7 754	10 238	32,0	8,4
Des sociétés financières	1 992	2 204	2 228	2 322	2 424	2 511	3,6	4,7
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	60	60	65	75	75	122	62,7	15,3
Des non-résidents	16	17	17	19	18	20	11,1	4,6
Moins : Transferts courants payés	**11 157**	**11 660**	**11 969**	**12 699**	**13 203**	**13 406**	**1,5**	**3,7**
Égal : Revenu disponible	**25 233**	**25 784**	**26 946**	**27 413**	**28 117**	**30 588**	**8,8**	**3,9**

Suite à la page 95

Tableau 6.1 (suite)

Revenu disponible et ses composantes par habitant, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015-2020

Région administrative et composante du revenu	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
			$				%	
Ensemble du Québec								
Revenu primaire	**32 815**	**33 455**	**34 722**	**35 855**	**37 294**	**37 049**	**– 0,7**	**2,5**
Rémunération des salariés	25 556	26 068	27 097	28 349	29 512	29 340	– 0,6	2,8
Revenu mixte net	3 709	3 805	3 870	3 931	4 106	4 027	– 1,9	1,7
Revenu net de la propriété	3 550	3 582	3 756	3 575	3 676	3 683	0,2	0,7
Plus : Transferts courants reçus	**8 814**	**9 254**	**9 469**	**9 720**	**10 030**	**12 821**	**27,8**	**7,8**
Des administrations publiques	6 240	6 436	6 620	6 728	6 955	9 604	38,1	9,0
Des sociétés financières	2 399	2 640	2 661	2 790	2 865	2 946	2,8	4,2
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	107	109	118	129	133	191	43,6	12,3
Des non-résidents	68	70	70	73	77	80	3,9	3,3
Moins : Transferts courants payés	**14 246**	**14 872**	**15 215**	**16 084**	**16 732**	**16 777**	**0,3**	**3,3**
Égal : Revenu disponible	**27 383**	**27 838**	**28 976**	**29 491**	**30 591**	**33 093**	**8,2**	**3,9**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Chapitre 7

Conditions de vie : taux de faible revenu et revenu médian des familles

Marie Mélanie Fontaine, Direction des enquêtes et des indicateurs sociaux

Cette section se divise en deux parties. Dans la première, on décrit, en fonction des régions administratives, les taux de faible revenu de 2019 ainsi que l'évolution de ces taux entre 2015 et 2019. Ces descriptions sont ensuite détaillées selon le type de famille. Dans la seconde partie, on examine, toujours en fonction des régions administratives, le revenu médian après impôt des couples et des familles monoparentales en 2019 ainsi que l'évolution de ce revenu entre 2015 et 2019.

Données et méthodologie

La présente section a été préparée à partir de tableaux sur les familles de recensement, concept qui renvoie aux couples mariés ou vivant en union libre, avec ou sans enfants, et aux parents seuls qui vivent avec leurs enfants[1]. La source des tableaux est le Fichier des familles T1 (FFT1). Il s'agit de données fiscales extraites des déclarations de revenus des particuliers de l'Agence de revenu du Canada. Les données sur le taux de faible revenu ainsi que celles sur le revenu médian après impôt et les transferts gouvernementaux des familles proviennent de ce fichier. Le revenu familial comprend les salaires, traitements et commissions, les revenus nets provenant d'un travail autonome, les revenus de placements, les pensions de retraite privées, les transferts gouvernementaux et les autres revenus en espèces tels que les pensions alimentaires. Il importe de mentionner que ce ne sont pas tous les revenus qui sont pris en compte dans le FFT1. Par exemple, certains crédits d'impôt remboursables provinciaux ne sont pas compris dans le calcul du revenu après impôt des familles. Pour connaître en détail la composition du revenu après impôt des familles, consulter la section Concepts et définitions à la fin de ce document.

Le faible revenu est ici calculé d'après la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt. Une famille est considérée comme à faible revenu, lors d'une année, si son revenu après impôt ajusté est inférieur au seuil correspondant à la moitié de la médiane du revenu familial après impôt ajusté de l'ensemble des personnes (de tous âges) du Québec durant la même année. L'ajustement a pour but de rendre comparables les revenus des familles de tailles différentes[2].

1. Pour plus de précisions, voir la section Concepts et définitions, à la fin du document.
2. L'ajustement par la racine carrée de la taille de la famille a été utilisé.

7.1 Taux de faible revenu

En 2019, la distribution des taux de faible revenu après impôt de l'ensemble des familles selon les régions administratives a révélé certaines disparités (figure 7.1.1 et tableau 7.1.1 ; volet 1). Les régions du Nord-du-Québec et de Montréal ont affiché, et de loin, les taux les plus élevés, soit 18,4 % et 15,5 % respectivement. La Mauricie est arrivée au troisième rang avec un taux de 8,9 %. Les régions de Laval, de l'Outaouais et de la Côte-Nord ont suivi avec des taux respectifs de 8,8 %, de 8,7 % et de 8,4 %. Quant aux régions de la Chaudière-Appalaches (5,3 %), de la Capitale-Nationale (5,7 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,9 %), du Bas-Saint-Laurent (6,3 %), de l'Abitibi-Témiscamingue (7,0 %), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (7,6 %), et aux régions périphériques de Montréal, soit les Laurentides (7,6 %), Lanaudière (7,7 %) et la Montérégie (8,0 %), elles ont affiché les taux de faible revenu les plus bas.

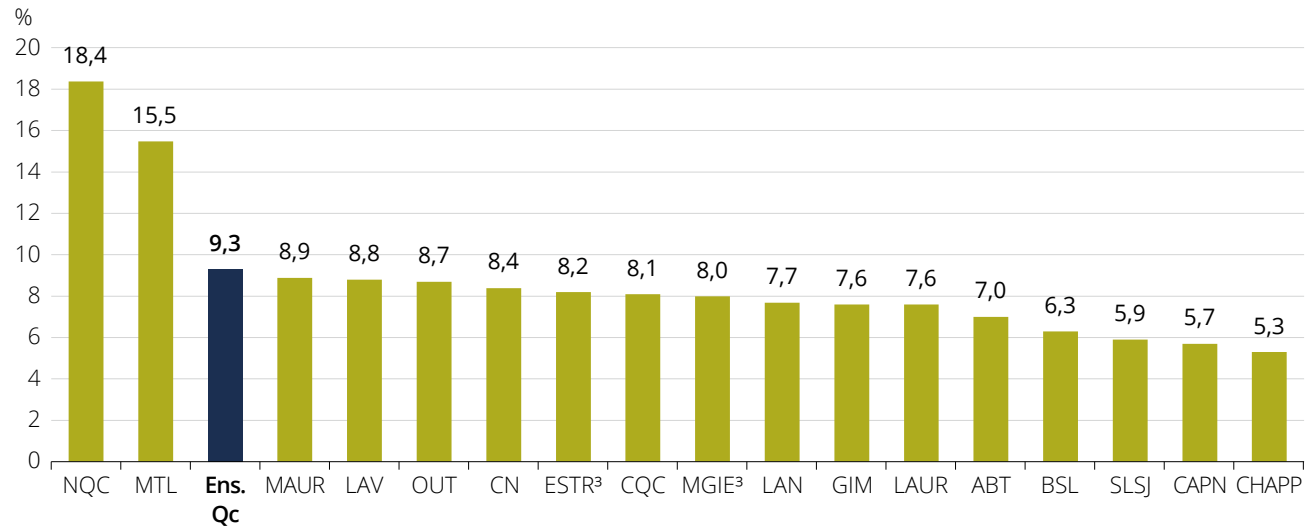
Entre 2015 et 2019, le taux de faible revenu a décru dans 15 régions sur 17. La baisse a été au minimum de 0,2 point de pourcentage (Centre-du-Québec) et au maximum de 1,3 point (Montréal). Dans les régions du Nord-du-Québec et de la Chaudière-Appalaches, ce taux a augmenté de 2,1 points et de 0,2 point, respectivement.

Taux de faible revenu selon le type de famille

Globalement, la situation s'est davantage améliorée pour les familles ayant des enfants que pour celles sans enfants. De fait, le revenu médian après impôt a augmenté moins rapidement chez les couples sans enfants (+ 7 % entre 2015 et 2019, données non présentées) que chez les familles avec enfants (+ 10,9 % chez les couples ayant 1 enfant, + 11,8 % chez ceux ayant 2 enfants, et + 12,9 % chez ceux ayant 3 enfants ou plus) (ISQ, 2022). Notons qu'il y a eu une bonification de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE) en 2015, et l'introduction de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) en 2016. Ces mesures ont permis d'accroître le montant des transferts en espèces des familles bénéficiaires (Statistique Canada, 2021).

Figure 7.1.1

Taux de faible revenu[1] de l'ensemble des familles[2], régions administratives[3] et ensemble du Québec, 2019



1. Selon la Mesure du faible revenu (MFR) après impôt.
2. Selon le concept de famille de recensement.
3. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

La comparaison du taux de faible revenu pour chacun des types de familles a montré que les taux pour les familles constituées de couples avec enfants étaient inférieurs à ceux des couples sans enfants (pour chacune des régions, sauf le Nord-du-Québec en 2019 ; tableau 7.1.1, volets 2 et 3), et surtout de ceux des familles monoparentales (pour toutes les régions en 2019 ; tableau 7.1.1, volet 4).

Entre 2015 et 2019, le taux de faible revenu des couples sans enfants a augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec, où il a diminué de 0,3 et 0,8 point de pourcentage respectivement. Parmi les régions où une augmentation de ce taux est survenue, Montréal a présenté la plus forte hausse (+ 2,2 points), suivi de Laval (+ 1,5 point) et de la Chaudière-Appalaches (+ 1,2 point). La plus faible hausse est survenue au Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 0,1 point). Dans la région de l'Outaouais, le taux est demeuré inchangé entre 2015 et 2019 (5,8 %).

Chez les couples avec enfants, on a assisté à une diminution du faible revenu dans toutes les régions entre 2015 et 2019, à l'exception de la région du Nord-du-Québec, où le taux a augmenté de 1,2 point durant cette période. La baisse la plus faible est survenue en Chaudière-Appalaches (– 0,4 point), et la plus forte à Montréal (– 4,5 points).

Enfin, dans le cas des familles monoparentales, des diminutions sont survenues dans 16 régions sur 17 entre 2015 et 2019. Ces diminutions ont varié entre 1 point (Capitale-Nationale) et 5,2 points (Saguenay–Lac-Saint-Jean). Seule la région du Nord-du-Québec a vu son taux de faible revenu pour ces familles augmenter (+ 2,3 points) au cours de cette période.

Tableau 7.1.1

Taux de faible revenu[1] de l'ensemble des familles[2] et selon le type de famille, régions administratives[3] et ensemble du Québec, 2015 à 2019

Région administrative	VOLET 1 : ensemble des familles						VOLET 2 : couples sans enfants					
	2015	2016	2017	2018	2019	Écart 2019/2015	2015	2016	2017	2018	2019	Écart 2019/2015
	%					points de %	%					points de %
Bas-Saint-Laurent	6,6	6,5	6,4	6,3	6,3	– 0,3	5,1	5,1	5,1	5,1	5,3	0,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	6,7	6,3	6,2	5,9	5,9	– 0,8	4,7	4,5	4,6	4,6	4,8	0,1
Capitale-Nationale	6,0	5,8	5,7	5,6	5,7	– 0,3	4,7	4,6	4,6	4,8	5,1	0,4
Mauricie	9,4	9,2	9,0	8,8	8,9	– 0,5	5,4	5,5	5,5	5,6	5,8	0,4
Estrie[3]	8,9	8,6	8,6	8,3	8,2	– 0,7	6,2	6,3	6,3	6,4	6,6	0,4
Montréal	16,8	16,2	16,3	15,8	15,5	– 1,3	12,4	12,3	13,7	14,1	14,6	2,2
Outaouais	9,5	9,3	9,2	8,8	8,7	– 0,8	5,8	5,6	5,6	5,6	5,8	0,0
Abitibi-Témiscamingue	7,5	7,1	7,0	6,7	7,0	– 0,5	4,7	4,4	4,3	4,0	4,4	– 0,3
Côte-Nord	8,8	8,8	9,1	8,7	8,4	– 0,4	3,2	3,1	3,9	3,4	3,6	0,4
Nord-du-Québec	16,3	17,2	17,9	18,1	18,4	2,1	5,5	5,4	5,4	5,8	4,7	0,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8,7	8,4	7,9	8,0	7,6	– 1,1	5,4	5,3	5,0	5,5	5,6	0,2
Chaudière-Appalaches	5,1	5,1	5,1	5,1	5,3	0,2	4,2	4,4	4,6	5,0	5,4	1,2
Laval	9,4	9,2	9,1	9,0	8,8	– 0,6	7,4	7,7	8,1	8,6	8,9	1,5
Lanaudière	8,2	8,1	7,9	7,7	7,7	– 0,5	6,2	6,3	6,2	6,3	6,4	0,2
Laurentides	8,2	7,8	7,9	7,6	7,6	– 0,6	6,2	6,2	6,2	6,3	6,4	0,2
Montérégie[3]	8,3	8,1	8,1	8,0	8,0	– 0,3	6,8	7,0	7,2	7,4	7,7	0,9
Centre-du-Québec	8,3	8,1	8,0	7,8	8,1	– 0,2	6,2	6,2	6,4	6,5	7,2	1,0
Ensemble du Québec	**9,8**	**9,5**	**9,5**	**9,3**	**9,3**	**– 0,5**	**7,1**	**7,1**	**7,5**	**7,7**	**8,0**	**0,9**

Région administrative	VOLET 3 : couples avec enfants						VOLET 4 : familles monoparentales					
	2015	2016	2017	2018	2019	Écart 2019/2015	2015	2016	2017	2018	2019	Écart 2019/2015
	%					points de %	%					points de %
Bas-Saint-Laurent	3,1	2,9	2,9	2,8	2,6	– 0,4	24,3	24,1	23,3	22,2	21,3	– 3,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,1	2,9	2,6	2,2	2,1	– 1,0	27,5	25,9	25,1	23,2	22,3	– 5,2
Capitale-Nationale	3,4	3,2	2,7	2,5	2,4	– 1,0	20,0	19,2	20,0	18,7	19,0	– 1,0
Mauricie	6,0	5,5	5,1	5,0	4,7	– 1,3	32,1	31,7	31,0	29,0	29,5	– 2,6
Estrie[3]	5,5	5,2	4,8	4,5	4,1	– 1,4	28,7	27,3	27,7	26,0	25,3	– 3,4
Montréal	14,3	13,5	11,4	10,7	9,8	– 4,5	34,5	33,4	35,8	34,1	32,9	– 1,6
Outaouais	5,9	6,0	5,3	4,8	4,4	– 1,5	28,8	28,0	29,0	27,1	27,1	– 1,7
Abitibi-Témiscamingue	3,8	3,6	3,2	3,0	2,9	– 0,9	27,8	27,0	27,1	25,5	26,1	– 1,7
Côte-Nord	4,2	4,2	3,5	3,4	3,0	– 1,2	35,2	35,1	35,1	33,4	31,4	– 3,8
Nord-du-Québec	7,2	7,6	7,6	7,3	8,3	1,2	39,3	41,1	42,4	42,7	41,6	2,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4,4	4,4	3,8	3,6	3,2	– 1,2	28,6	27,7	27,1	26,3	23,8	– 4,8
Chaudière-Appalaches	2,3	2,1	2,0	1,9	1,9	– 0,4	19,4	18,5	18,1	17,0	16,5	– 2,9
Laval	6,9	6,7	5,8	5,4	5,0	– 1,9	24,6	23,5	24,5	23,6	22,9	– 1,7
Lanaudière	4,4	4,1	3,7	3,4	3,3	– 1,1	27,1	26,4	25,9	24,7	24,5	– 2,6
Laurentides	4,4	4,1	3,7	3,4	3,2	– 1,2	26,0	25,0	25,3	24,1	24,1	– 1,9
Montérégie[3]	4,6	4,4	3,9	3,7	3,6	– 1,0	24,9	23,9	24,4	23,2	22,9	– 2,0
Centre-du-Québec	4,3	4,2	3,8	3,6	3,3	– 1,0	28,0	26,9	26,2	24,9	25,1	– 2,9
Ensemble du Québec	**6,7**	**6,4**	**5,5**	**5,2**	**4,9**	**– 1,8**	**28,1**	**27,2**	**27,9**	**26,5**	**25,9**	**– 2,2**

1. Selon la mesure du faible revenu (MFR) après impôt.
2. Selon le concept de famille de recensement.
3. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Statstique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

7.2 Revenu médian des familles

L'indicateur utilisé dans cette section concerne le revenu médian après impôt des familles. Chez les familles comptant un couple, la région du Nord-du-Québec a présenté, en 2019, le revenu médian le plus élevé (96 190 $). Les régions de l'Outaouais, de la Côte-Nord et de la Capitale-Nationale ont suivi, avec des revenus respectifs de 88 620 $, de 88 370 $ et de 87 420 $. À l'inverse, la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a présenté en 2019 le revenu le moins élevé de toutes les régions pour les familles comptant un couple (72 110 $). Les régions de la Mauricie, du Centre-du-Québec et du Bas-Saint-Laurent se sont classées également parmi les moins avantagées, le revenu médian des couples y ayant été respectivement de 72 360 $, de 73 380 $ et de 73 620 $. Mentionnons que le revenu médian de la région la moins favorisée, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, représentait trois quarts (75,0 %) de celui de la région la plus favorisée, le Nord-du-Québec (tableau 7.2.1 ; volet 1).

Du côté des familles monoparentales, c'est dans la région de la Capitale-Nationale que le revenu médian de 2019 était le plus élevé (55 750 $), puis dans celles de la Chaudière-Appalaches (54 800 $) et de Laval (53 130 $). À l'opposé, le Nord-du-Québec (43 720 $), Montréal (45 850 $), la Mauricie (46 810 $), la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (47 280 $) et la Côte-Nord (47 810 $) sont les régions où ce revenu était le plus faible (tableau 7.2.1 ; volet 2).

Il ressort principalement de ces données que la situation relative des couples et des familles monoparentales a différé radicalement dans la région du Nord-du-Québec. En effet, cette région présentait en 2019 à la fois le revenu médian des couples le plus élevé et celui des familles monoparentales le plus faible.

Le revenu des familles comptant un couple est plus élevé que celui des familles monoparentales. Bien sûr, les premières sont plus susceptibles que les secondes de bénéficier de la présence d'un pourvoyeur de revenu additionnel, en l'occurrence le conjoint ou la conjointe. En 2019, cette réalité est toujours confirmée par l'indicateur (figure 7.2.1).

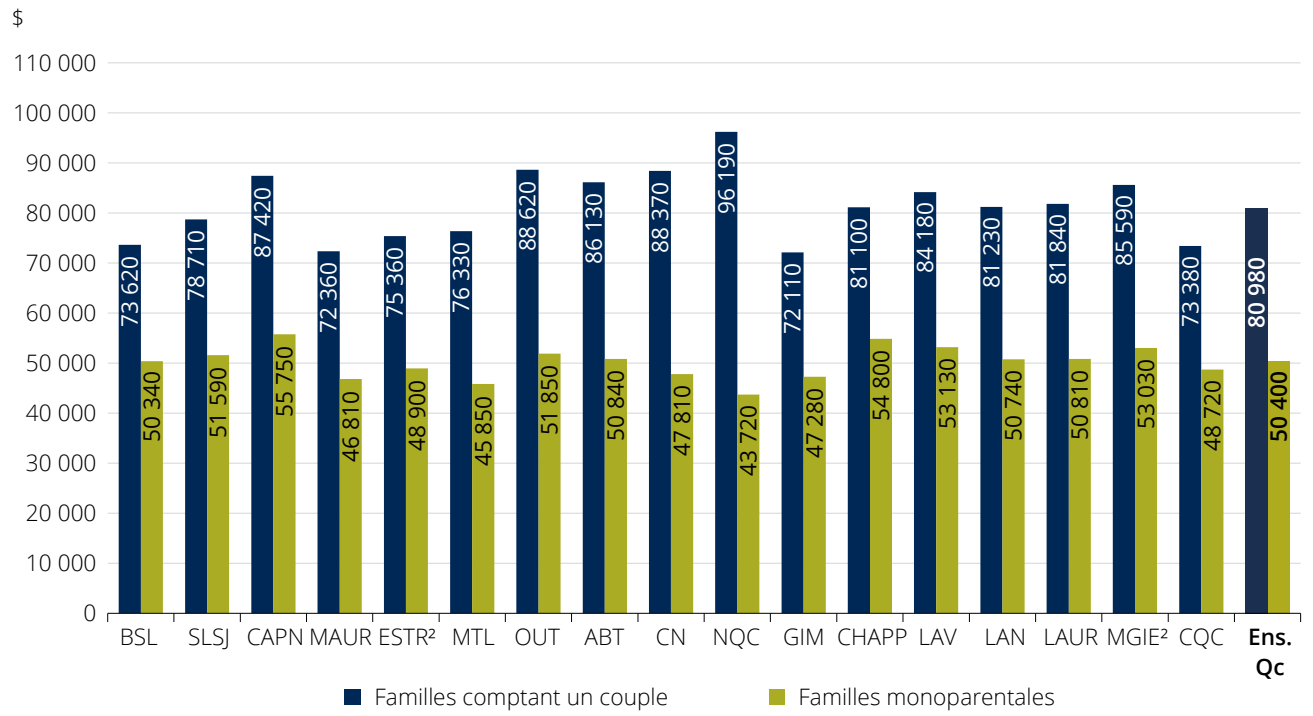
Un indicateur complémentaire illustre cette différence : il s'agit du revenu médian après impôt des familles monoparentales exprimé en pourcentage de celui des familles comptant un couple. Ainsi, dans la région du Nord-du-Québec, le revenu médian des familles monoparentales représentait moins de la moitié de celui des familles comptant un couple (45,5 %). Il s'agit du pourcentage le plus faible de l'ensemble des régions. Toutes les autres régions ont affiché des pourcentages supérieurs à 50 % (données non présentées).

Finalement, examinons l'évolution du revenu médian entre 2015 et 2019 pour ces deux types de familles. On a constaté une généralisation de la croissance du revenu médian réel[1]. En effet, toutes les régions ont vu ce revenu augmenter durant la période, tant chez les couples que chez les familles monoparentales. Chez les couples, la croissance la plus prononcée a été enregistrée à Montréal (12,4 %), et la plus faible, en Chaudière-Appalaches (8,2 %). Quant aux familles monoparentales, le Saguenay–Lac-Saint-Jean et la Côte-Nord se sont démarqués avec les hausses sur cinq ans les plus élevées (15,5 % et 15,1 %, respectivement), tandis que le Nord-du-Québec et la Capitale-Nationale ont enregistré les croissances les plus faibles (8,7 % et 11,2 %) (tableau 7.2.1).

1. Les données de 2015 à 2019 sur le revenu médian ont été converties en dollars constants de 2019 à l'aide de l'indice des prix à la consommation (indice d'ensemble) relatif au Québec afin d'éliminer les effets de variation de prix au fil du temps.

Figure 7.2.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2019



1. Selon le concept de famille de recensement.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés tirés des données du FFT1 sur la Mesure du faible revenu et le revenu médian après impôt par type de famille pour le Québec, les régions administratives et les MRC sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sous le thème *Familles et ménages*. Enfin, pour obtenir un portrait global de la situation économique des ménages et des particuliers à l'échelle du Québec avant la pandémie, vous pouvez consulter le document « Le revenu et le faible revenu au Québec en 2019 : les plus récentes données et les tendances depuis 25 ans » publié par l'ISQ. Les données analysées dans cette publication sont tirées notamment de l'*Enquête canadienne sur le revenu*.

Tableau 7.2.1

Revenu médian après impôt, familles comptant un couple et familles monoparentales[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2015 à 2019

Région administrative	Volet 1 : familles comptant un couple					Variation 2019/2015
	2015	2016	2017	2018	2019	
	$ constants de 2019					%
Bas-Saint-Laurent	67 751	69 111	71 402	72 588	73 620	8,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	71 236	72 823	75 325	77 101	78 710	10,5
Capitale-Nationale	79 918	81 432	84 406	85 901	87 420	9,4
Mauricie	66 505	67 654	70 302	71 230	72 360	8,8
Estrie[2]	68 944	70 181	72 949	74 211	75 360	9,3
Montréal	67 920	69 845	72 949	74 610	76 330	12,4
Outaouais	80 636	81 610	85 600	87 147	88 620	9,9
Abitibi-Témiscamingue	78 355	79 848	83 659	85 717	86 130	9,9
Côte-Nord	81 132	81 495	83 981	86 136	88 370	8,9
Nord-du-Québec	86 445	88 164	90 685	92 966	96 190	11,3
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	65 311	66 857	69 555	70 771	72 110	10,4
Chaudière-Appalaches	74 964	76 378	78 823	80 306	81 100	8,2
Laval	76 770	78 055	80 701	82 685	84 180	9,7
Lanaudière	74 088	75 790	78 377	79 929	81 230	9,6
Laurentides	74 764	76 283	78 916	80 429	81 840	9,5
Montérégie[2]	78 524	80 006	82 569	84 257	85 590	9,0
Centre-du-Québec	66 885	68 356	71 039	72 578	73 380	9,7
Ensemble du Québec	**73 760**	**75 235**	**78 055**	**79 602**	**80 980**	**9,8**
Région administrative	Volet 2 : familles monoparentales					Variation 2019/2015
	2015	2016	2017	2018	2019	
	$ constants de 2019					%
Bas-Saint-Laurent	44 928	46 378	47 916	49 515	50 340	12,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	44 664	46 294	48 051	49 975	51 590	15,5
Capitale-Nationale	50 145	51 946	53 510	54 814	55 750	11,2
Mauricie	41 136	42 121	43 890	45 401	46 810	13,8
Estrie[2]	43 291	44 837	46 194	47 759	48 900	13,0
Montréal	41 147	42 593	42 665	44 410	45 850	11,4
Outaouais	46 301	47 961	49 276	50 893	51 850	12,0
Abitibi-Témiscamingue	44 759	46 850	49 027	50 383	50 840	13,6
Côte-Nord	41 548	42 456	44 139	45 891	47 810	15,1
Nord-du-Québec	40 207	39 950	41 087	42 318	43 720	8,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	41 802	43 201	44 710	45 850	47 280	13,1
Chaudière-Appalaches	48 033	50 142	52 348	53 936	54 800	14,1
Laval	47 600	49 230	50 314	51 986	53 130	11,6
Lanaudière	45 266	46 829	48 788	50 066	50 740	12,1
Laurentides	45 403	47 290	48 705	50 077	50 810	11,9
Montérégie[2]	47 410	49 104	50 615	52 088	53 030	11,9
Centre-du-Québec	42 847	44 721	46 277	47 586	48 720	13,7
Ensemble du Québec	**44 949**	**46 525**	**47 709**	**49 250**	**50 400**	**12,1**

1. Selon le concept de famille de recensement.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 8

Valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Cette section présente une analyse de l'évolution récente de la valeur foncière moyenne uniformisée des résidences unifamiliales et des copropriétés dans les 17 régions administratives du Québec. Les statistiques sur la valeur des propriétés résidentielles sont tirées des sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités, colligés annuellement par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

En juillet 2020, les effets indirects de la pandémie de COVID-19 commençaient déjà à se répercuter sur le marché immobilier au Québec. Les données de l'exercice financier de 2022 rendent compte de ces bouleversements, notamment par la croissance remarquable de la valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés.

Note méthodologique

La valeur foncière des propriétés sert de base aux fins d'imposition foncière pour les municipalités. Elle est aussi utilisée comme base pour la taxation scolaire. Les valeurs foncières uniformisées[1] pour l'exercice financier d'une municipalité donnée reflètent le niveau général des valeurs établies selon les conditions du marché immobilier telles qu'elles existaient **18 mois avant le début de l'exercice financier des municipalités**. Par exemple, les valeurs foncières uniformisées de l'exercice financier de 2022 représentent globalement la valeur au marché des propriétés au 1er juillet 2020, tandis que celles selon l'exercice financier de 2021 correspondent à la valeur au marché au 1er juillet 2019.

Seule la valeur imposable des immeubles a été prise en compte dans le calcul de la valeur moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés.

Par ailleurs, les villages nordiques et cris, le village naskapi ainsi que les réserves indiennes et les établissements indiens ne sont pas pris en compte dans les données régionales et provinciales. Ces localités n'ont pas à produire de rôle d'évaluation foncière étant donné qu'elles ne sont pas assujetties à la Loi sur la fiscalité municipale.

1. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document, pour la définition de la valeur foncière uniformisée.

La croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales s'accélère

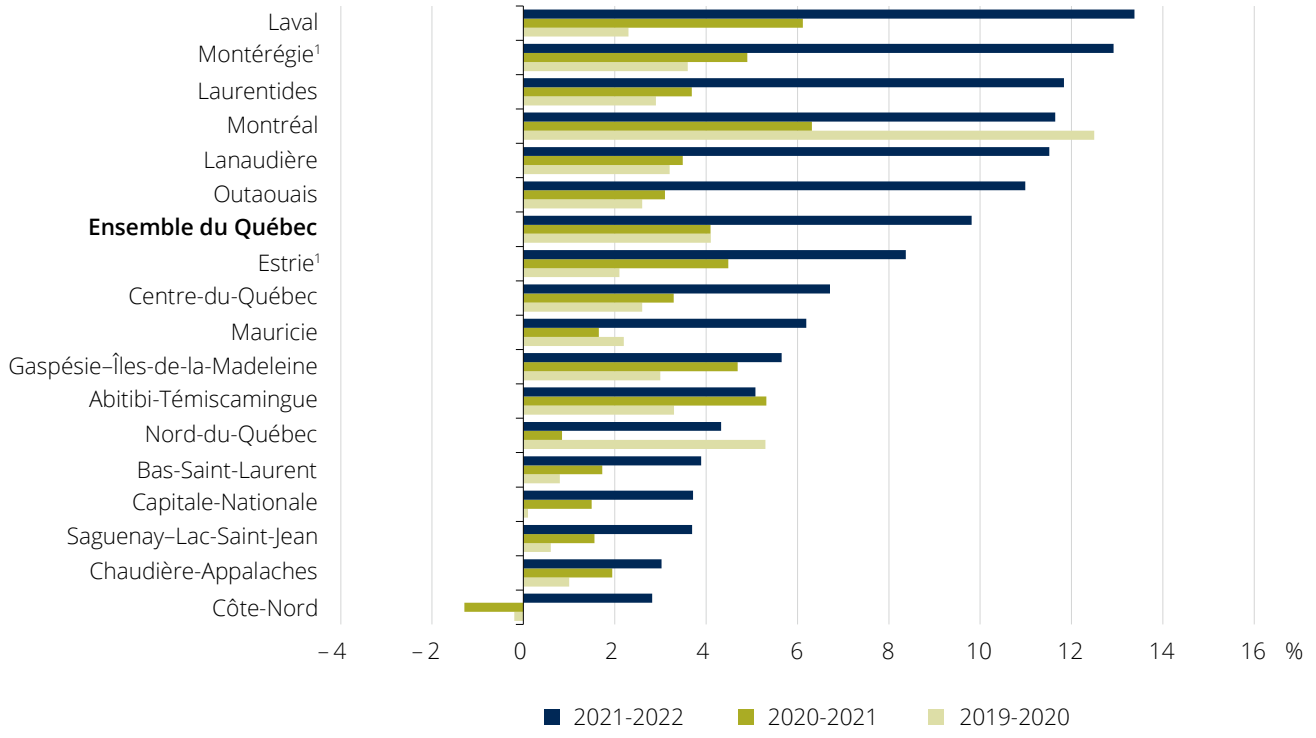
Pour l'ensemble du Québec, selon l'exercice financier de 2022 des municipalités, la croissance de la valeur foncière moyenne des résidences unifamiliales a atteint 9,8 %, soit un taux record depuis 2007. Cette croissance est sans commune mesure avec celle des cinq dernières années. Au cours de cette période, le taux de croissance annuel de la valeur moyenne des résidences unifamiliales variait de 1,1 % à 4,1 %.

L'exercice financier de 2022 révèle une hausse de la valeur des résidences unifamiliales dans l'ensemble des 17 régions administratives du Québec. Toutes les régions ont vu leur croissance s'accélérer, sauf l'Abitibi-Témiscamingue comme on peut le voir à la figure 8.1. Les régions situées en périphérie de Montréal, notamment Laval (+ 13,4 %), la Montérégie (+ 12,9 %) et les Laurentides (11,8 %) sont celles qui ont enregistré les plus fortes augmentations au cours de la dernière année. Montréal suit également cette tendance, après un ralentissement consécutif à une forte croissance survenue lors de l'exercice de 2020.

En revanche, la progression de la valeur des résidences unifamiliales a été relativement plus modeste dans les régions du Bas-Saint-Laurent, de la Capitale-Nationale, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Chaudière-Appalaches et de la Côte-Nord, où les hausses n'excèdent pas 4 % en moyenne, ce qui est quand même supérieur aux taux des années précédentes. En ce qui a trait à la Côte-Nord, après avoir été la seule région à enregistrer un recul en 2021, elle renoue avec la croissance, mettant ainsi fin à une période de déclin ininterrompu depuis 2016.

Figure 8.1

Taux de croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 des municipalités



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

La valeur moyenne des copropriétés bondit

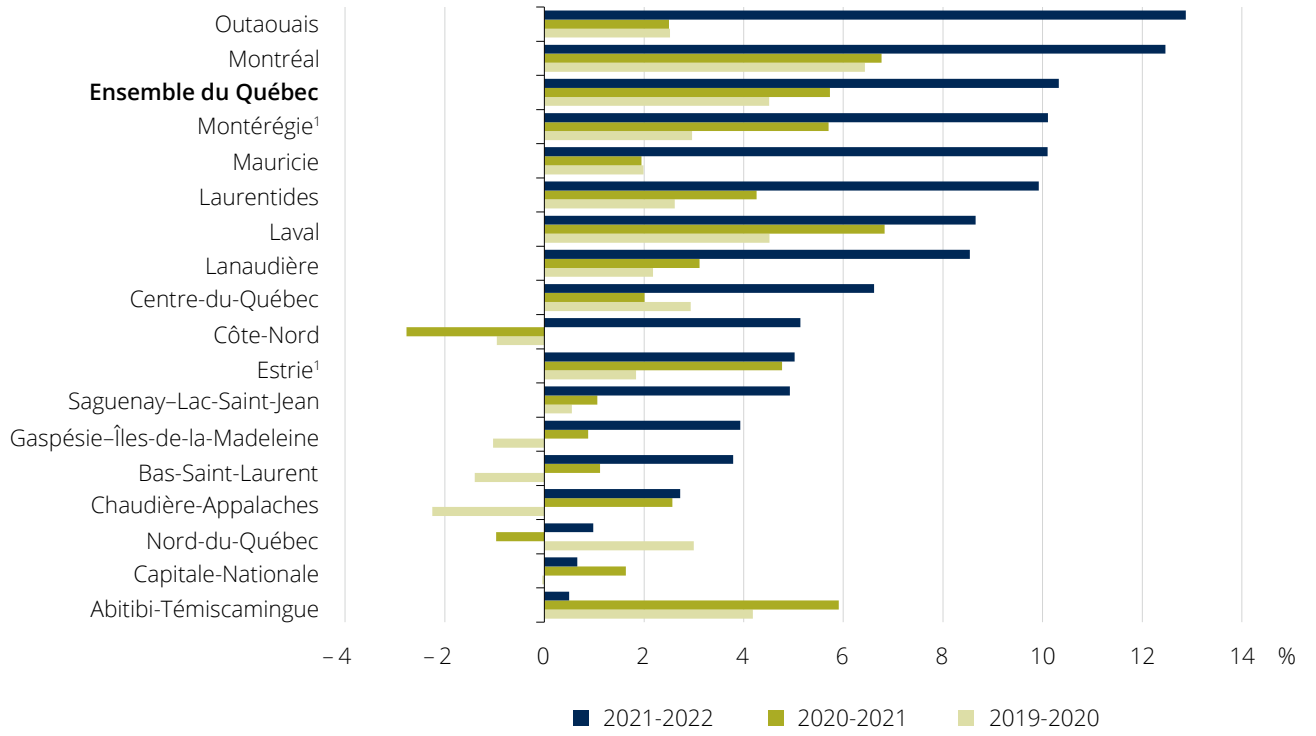
Entre les exercices financiers de 2021 et 2022, la valeur moyenne des copropriétés au Québec a augmenté de 10,3 % pour s'établir à 333 227 $. À l'échelle régionale, l'Outaouais (+ 12,9 %) et Montréal (+ 12,5 %) sont les seules régions où l'augmentation est supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (figure 8.2). La valeur des copropriétés a toutefois fortement progressé dans les régions de la Montérégie, de la Mauricie et des Laurentides, où les hausses sont de l'ordre de 10 %.

Pour ce qui est des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, la valeur moyenne des copropriétés a rebondi selon les données de l'exercice financier de 2022, après avoir subi une diminution lors de l'exercice de 2021. Dans le cas de la Côte-Nord, cette hausse contraste avec la tendance à la baisse amorcée en 2020 (– 1,0 %), tendance qui s'est accentuée au cours de 2021 (– 2,8 %).

Dans 13 autres régions, la croissance observée à l'exercice financier de 2022 marque une nette accélération par rapport à celle de l'année précédente. En Estrie et en Chaudière-Appalaches, la hausse de 2022 est légèrement supérieure à celle de l'année précédente. En revanche, la croissance est plus modeste et ralentit dans la Capitale-Nationale et en Abitibi-Témiscamingue, où la valeur moyenne des copropriétés s'est accrue à un rythme ne dépassant pas 1 %.

Figure 8.2

Taux de croissance de la valeur moyenne des copropriétés, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2019-2020, 2020-2021 et 2021-2022 des municipalités



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Plus de 700 000 $ en moyenne pour une résidence unifamiliale à Montréal

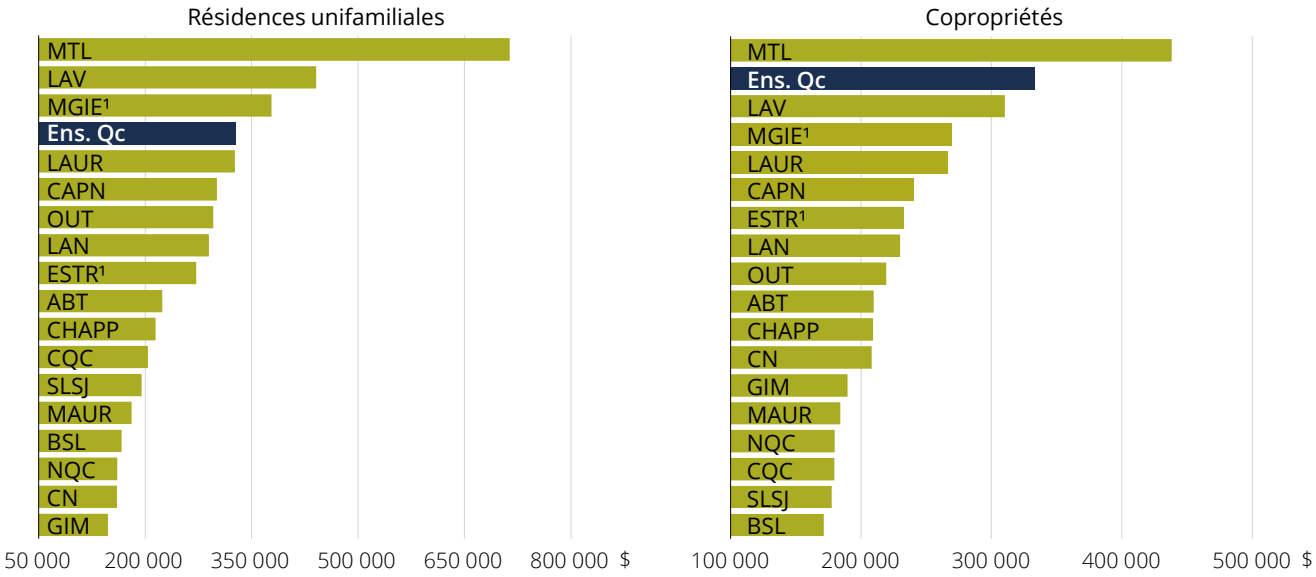
Selon l'exercice financier de 2022 des municipalités du Québec, la valeur moyenne des résidences unifamiliales a passé le cap des 300 000 $ et a atteint 327 316 $. La région de Montréal arrive largement en tête avec une valeur de 713 511 $ en moyenne, ce qui représente 74 412 $ de plus que lors de l'exercice précédent. Outre Montréal, seules deux régions présentent une valeur moyenne supérieure à la moyenne de l'ensemble du Québec, soit Laval (441 004 $) et la Montérégie (378 073 $). Ces trois régions administratives sont d'ailleurs celles qui présentent les plus fortes densités de population au kilomètre carré à l'échelle du Québec (Montréal : 4 161 hab./km^2; Laval : 1 802 hab./km^2 et Montérégie[1] : 165 hab./km^2).

À l'inverse, les régions moins populeuses et plus éloignées des grands centres urbains enregistrent les valeurs foncières les moins élevées de la province pour les résidences unifamiliales. C'est notamment le cas des régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (147 771 $), de la Côte-Nord (160 548 $), du Nord-du-Québec (161 022 $) et du Bas-Saint-Laurent (167 042 $).

En ce qui concerne la valeur moyenne des copropriétés selon l'exercice financier de 2022, seule la région de Montréal (438 119 $) se situe au-dessus de la moyenne de l'ensemble du Québec (333 227 $), comme l'illustre la figure 8.3. Laval et la Montérégie suivent loin derrière, avec des valeurs moyennes de 310 308 $ et de 269 902 $, respectivement. À l'autre bout du spectre, quatre régions présentent des valeurs moyennes de moins de 180 000 $ pour les copropriétés. Ce sont principalement des régions éloignées des grands centres, soit le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, le Centre-du-Québec et le Nord-du-Québec.

Figure 8.3

Valeur moyenne des résidences unifamiliales et des copropriétés, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercice financier 2022 des municipalités



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Sources : MAMH (2022), *Région administrative 16 : Montérégie*, [En ligne]. [www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/cartes/region/16.pdf] (pour la superficie) et chapitre 1 - Démographie (pour la population 2020).

Dans la plupart des régions, la valeur moyenne des résidences unifamiliales est plus élevée que celle des copropriétés. Certaines régions font exception et ont des résidences unifamiliales plus abordables que les copropriétés. C'est le cas du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, du Nord-du-Québec, de la Côte-Nord et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Dans ces deux dernières régions, la différence est particulièrement marquée et dépasse 40 000 $. Il est à souligner que dans ces deux cas, les résidences en copropriété sont marginales, puisqu'elles constituent moins de 1 % du parc immobilier résidentiel de la région.

La croissance du nombre de copropriétés s'essouffle, mais demeure vigoureuse

Selon l'exercice financier de 2022 des municipalités, dans l'ensemble du Québec, le nombre d'unités a augmenté de 9 089 pour les copropriétés et de 12 344 pour les résidences unifamiliales. Le taux de croissance du nombre de copropriétés a légèrement fléchi, passant de 2,6 % à 2,5 %, contrairement au nombre de résidences unifamiliales qui est passé de 0,5 % à 0,7 % en 2022. Malgré l'augmentation soutenue du nombre de copropriétés au Québec au cours des dernières décennies (figure 8.4), le nombre total de résidences unifamiliales, près de 1,8 million, demeure largement supérieur à celui des copropriétés (366 526 unités).

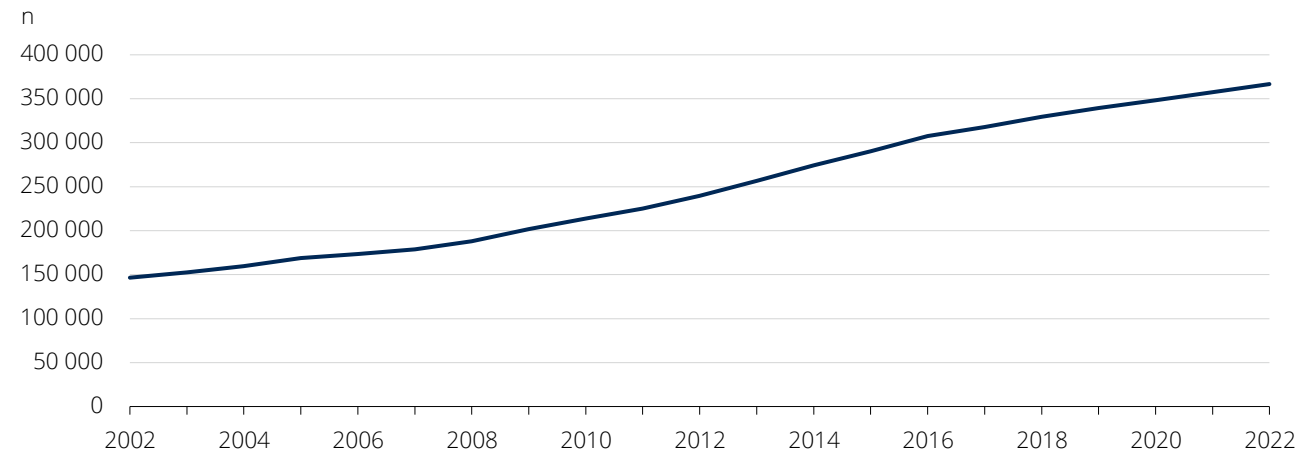
Montréal est la région où le nombre de copropriétés est de loin le plus élevé. Grâce à une croissance de 3,0 %, le nombre d'unités s'est établi à 157 330 dans la métropole, selon l'exercice de 2022, ce qui représente plus de 42 % des copropriétés du Québec. La Montérégie demeure la deuxième région sur le plan du nombre de copropriétés (64 028 unités) sur son territoire.

Entre 2021 et 2022, ce sont les régions de la Mauricie (+ 4,7 %) et de la Chaudière-Appalaches (+ 3,8 %) qui ont enregistré les plus fortes hausses du nombre de copropriétés (tableau 8.4). Les régions de la Côte-Nord (130 unités), du Nord-du-Québec (23 unités) et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (29 unités) sont les seules à n'enregistrer aucune croissance, et ce, depuis 2019.

En ce qui a trait aux résidences unifamiliales, selon l'exercice financier de 2022, trois régions ont connu une croissance supérieure ou égale à 1,0 % : l'Estrie (+ 1,4 %), le Centre-du-Québec (+ 1,1 %) et la Chaudière-Appalaches (+ 1,0 %). Finalement, Laval est la seule région qui n'a pas connu de réelle croissance du nombre de résidences unifamiliales (+ 30 unités ou 0,0 %), pour s'établir à 90 023 en 2022 (tableau 8.3).

Figure 8.4

Évolution du nombre de copropriétés, ensemble du Québec, exercices financiers 2002 à 2022 des municipalités



Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés de données sur les valeurs foncières, à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC), des régions administratives et de l'ensemble du Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec. On y trouve des données sur le nombre d'unités d'évaluation, sur la valeur imposable moyenne uniformisée par type d'immeuble résidentiel et sur la répartition de l'évaluation foncière uniformisée selon l'utilisation des immeubles.

Tableau 8.1

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	TCAM 2022-2017
	$						%	
Bas-Saint-Laurent	153 180	154 482	156 786	158 049	160 782	167 042	3,9	1,7
Saguenay–Lac-Saint-Jean	182 971	182 784	184 260	185 328	188 206	195 161	3,7	1,3
Capitale-Nationale	281 490	284 448	285 641	285 904	290 168	300 953	3,7	1,3
Mauricie	159 879	160 561	164 079	167 657	170 422	180 980	6,2	2,5
Estrie[1]	227 529	231 830	235 801	241 025	251 121	272 147	8,4	3,6
Montréal	510 360	516 985	534 129	601 135	639 098	713 511	11,6	6,9
Outaouais	249 722	248 166	251 982	258 614	266 634	295 935	11,0	3,5
Abitibi-Témiscamingue	187 569	192 573	196 129	202 695	213 471	224 320	5,1	3,6
Côte-Nord	163 472	159 780	158 433	158 193	156 149	160 548	2,8	– 0,4
Nord-du-Québec	140 128	146 765	145 368	153 051	154 340	161 022	4,3	2,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	126 947	127 341	129 698	133 593	139 863	147 771	5,7	3,1
Chaudière-Appalaches	199 703	200 420	202 376	204 356	208 331	214 632	3,0	1,5
Laval	337 584	345 399	358 286	366 541	388 959	441 004	13,4	5,5
Lanaudière	235 830	238 861	243 244	251 072	259 835	289 749	11,5	4,2
Laurentides	265 721	269 875	273 544	281 394	291 768	326 302	11,8	4,2
Montérégie[1]	293 914	299 425	307 470	318 784	334 817	378 073	12,9	5,2
Centre-du-Québec	172 218	178 209	180 467	185 215	191 312	204 153	6,7	3,5
Ensemble du Québec	**266 316**	**269 697**	**275 148**	**286 344**	**298 070**	**327 316**	**9,8**	**4,2**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.2

Valeur moyenne des copropriétés, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	TCAM 2022-2017
	$						%	
Bas-Saint-Laurent	163 253	162 247	165 729	163 413	165 240	171 502	3,8	1,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	171 597	170 817	166 448	167 369	169 148	177 486	4,9	0,7
Capitale-Nationale	242 521	244 955	235 247	235 147	238 985	240 557	0,7	– 0,2
Mauricie	157 194	154 756	160 889	164 087	167 287	184 179	10,1	3,2
Estrie[1]	201 395	208 186	209 509	212 594	221 942	233 089	5,0	3,0
Montréal	326 010	331 019	342 830	364 877	389 559	438 119	12,5	6,1
Outaouais	192 811	181 470	184 967	189 631	194 378	219 397	12,9	2,6
Abitibi-Témiscamingue	185 149	190 036	189 125	197 040	208 678	209 718	0,5	2,5
Côte-Nord	207 395	200 671	205 588	203 626	197 995	208 165	5,1	0,1
Nord-du-Québec	190 100	199 510	174 470	179 704	177 959	179 704	1,0	– 1,1
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	183 858	181 812	182 853	180 971	182 559	189 741	3,9	0,6
Chaudière-Appalaches	202 398	202 461	203 231	198 662	203 770	209 320	2,7	0,7
Laval	249 705	259 342	255 768	267 329	285 591	310 308	8,7	4,4
Lanaudière	195 290	199 572	201 114	205 501	211 898	229 988	8,5	3,3
Laurentides	218 114	224 098	226 994	232 934	242 848	266 943	9,9	4,1
Montérégie[1]	220 482	225 389	224 609	231 590	245 121	269 902	10,1	4,1
Centre-du-Québec	154 519	157 432	160 506	165 214	168 530	179 679	6,6	3,1
Ensemble du Québec	**264 958**	**269 114**	**273 334**	**285 663**	**302 036**	**333 227**	**10,3**	**4,7**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.3

Nombre de résidences unifamiliales, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	TCAM 2022-2017
	n						%	
Bas-Saint-Laurent	59 007	59 483	59 879	60 326	60 581	60 840	0,4	0,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	70 675	71 145	71 787	72 226	72 777	73 438	0,9	0,8
Capitale-Nationale	154 253	155 091	156 220	157 351	158 061	159 243	0,7	0,6
Mauricie	70 243	70 955	71 403	71 803	72 264	72 626	0,5	0,7
Estrie[1]	114 996	116 456	117 847	119 325	120 997	122 712	1,4	1,3
Montréal	152 998	153 441	153 827	154 186	154 472	154 721	0,2	0,2
Outaouais	102 593	103 256	103 702	104 106	104 628	105 476	0,8	0,6
Abitibi-Témiscamingue	37 972	38 237	38 458	38 666	38 857	38 984	0,3	0,5
Côte-Nord	22 284	22 314	22 363	22 431	22 491	22 521	0,1	0,2
Nord-du-Québec	3 813	3 831	3 843	3 862	3 840	3 860	0,5	0,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30 962	31 267	31 406	31 504	31 612	31 751	0,4	0,5
Chaudière-Appalaches	122 992	124 340	125 607	126 585	127 370	128 632	1,0	0,9
Laval	89 692	89 825	89 922	89 956	89 993	90 023	–	0,1
Lanaudière	145 756	146 836	148 381	149 789	150 476	151 513	0,7	0,8
Laurentides	161 720	164 754	166 276	167 575	168 922	170 391	0,9	1,1
Montérégie[1]	332 557	334 956	337 386	339 491	341 082	343 302	0,7	0,6
Centre-du-Québec	66 234	67 107	67 803	68 384	68 904	69 638	1,1	1,0
Ensemble du Québec	**1 738 747**	**1 753 294**	**1 766 110**	**1 777 566**	**1 787 327**	**1 799 671**	**0,7**	**0,7**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 8.4

Nombre de copropriétés, régions administratives[1] et ensemble du Québec, exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Région administrative	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021	TCAM 2022-2017
	n						%	
Bas-Saint-Laurent	1 513	1 556	1 587	1 595	1 614	1 622	0,5	1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 558	2 659	2 734	2 797	2 866	2 934	2,4	2,8
Capitale-Nationale	36 297	37 631	38 421	39 293	40 681	41 356	1,7	2,6
Mauricie	2 637	2 783	2 883	2 983	3 019	3 160	4,7	3,7
Estrie[1]	8 742	9 055	9 299	9 775	9 999	10 330	3,3	3,4
Montréal	134 788	139 337	144 149	148 187	152 727	157 330	3,0	3,1
Outaouais	12 686	12 679	12 824	12 716	12 836	12 940	0,8	0,4
Abitibi-Témiscamingue	442	478	488	480	489	495	1,2	2,3
Côte-Nord	129	130	130	130	130	130	–	0,2
Nord-du-Québec	23	23	23	23	23	23	–	–
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	30	30	30	29	29	29	–	– 0,7
Chaudière-Appalaches	5 956	6 100	6 125	6 194	6 420	6 661	3,8	2,3
Laval	21 581	22 457	23 352	23 886	24 229	24 479	1,0	2,6
Lanaudière	13 837	14 426	14 861	15 284	15 493	15 879	2,5	2,8
Laurentides	19 499	20 673	21 493	22 354	22 989	23 509	2,3	3,8
Montérégie[1]	55 805	57 789	59 507	61 030	62 294	64 028	2,8	2,8
Centre-du-Québec	1 439	1 522	1 572	1 580	1 599	1 621	1,4	2,4
Ensemble du Québec	**317 962**	**329 328**	**339 478**	**348 336**	**357 437**	**366 526**	**2,5**	**2,9**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 9

Investissements

Guillaume Marchand, Direction des statistiques économiques

Les investissements ou dépenses en immobilisations sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs nécessaires à la production de biens ou de services économiques. Ce chapitre fournit un aperçu des estimations provisoires pour 2021 des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie (biens et services), le pays ou la province de contrôle ainsi que les dépenses en construction résidentielle par régions administratives. De plus, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon la propriété (privée et publique) et l'actif (construction ; matériel et outillage) y sont présentées dans des tableaux de données à la fin de cette section.

Note méthodologique

La régionalisation des données sur les dépenses en immobilisations s'appuie essentiellement sur l'*Enquête sur les projets d'investissement au Québec* de l'Institut de la statistique du Québec et sur l'*Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations* de Statistique Canada. Puisque cette dernière enquête n'est pas conçue pour garantir la représentativité régionale, et malgré l'utilisation d'autres sources de données pour améliorer cette représentativité, l'interprétation des données doit être faite avec prudence.

Les dépenses en immobilisations sont des dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés). Pour des définitions détaillées des investissements, voir la section Concepts et définitions, à la fin de ce document.

Les données provisoires des dépenses en immobilisations pour 2021 ont été recueillies à l'automne 2021. Elles sont sujettes à des révisions importantes et ne peuvent pas être considérées comme aussi fiables que les données réelles. Les projets de construction et les achats de machineries peuvent être annulés ou reportés, ou voir leurs échéanciers être modifiés au cours des différents cycles de diffusion des données. Les révisions peuvent également être causées par des modifications apportées à l'échantillonnage et aux allocateurs régionaux.

Les estimations des données sur la construction résidentielle par régions administratives se basent sur le programme statistique *Investissement en construction de bâtiments* de Statistique Canada. L'interprétation des dépenses en construction résidentielle par régions administratives doit être faite avec prudence, puisque les données détaillées sur les permis de bâtir utilisées pour la répartition régionale sont partielles pour certaines régions et catégories d'actifs.

Au Québec

Selon les données provisoires pour 2021, les dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles ont atteint 47,5 milliards de dollars au Québec, une hausse de 10,1 % par rapport à 2020. Il s'agit d'une croissance légèrement inférieure à celle observée au Canada (10,4 % en 2021). Ces dépenses ont augmenté de 7,0 % en 2019 et diminué de 5,7 % en 2020 au Québec, alors qu'au Canada elles ont progressé de 3,9 % en 2019 et baissé de 9,1 % en 2020.

Coup d'œil régional

Les dépenses en immobilisations non résidentielles se concentrent dans la région administrative de Montréal en 2021 avec une part de 30,7 % des dépenses de l'ensemble du Québec. Malgré une hausse de ces dépenses de 3,5 % en 2021 pour atteindre 14,6 G$, les dépenses de Montréal se situent en dessous des 16,5 G$ obtenus en 2019.

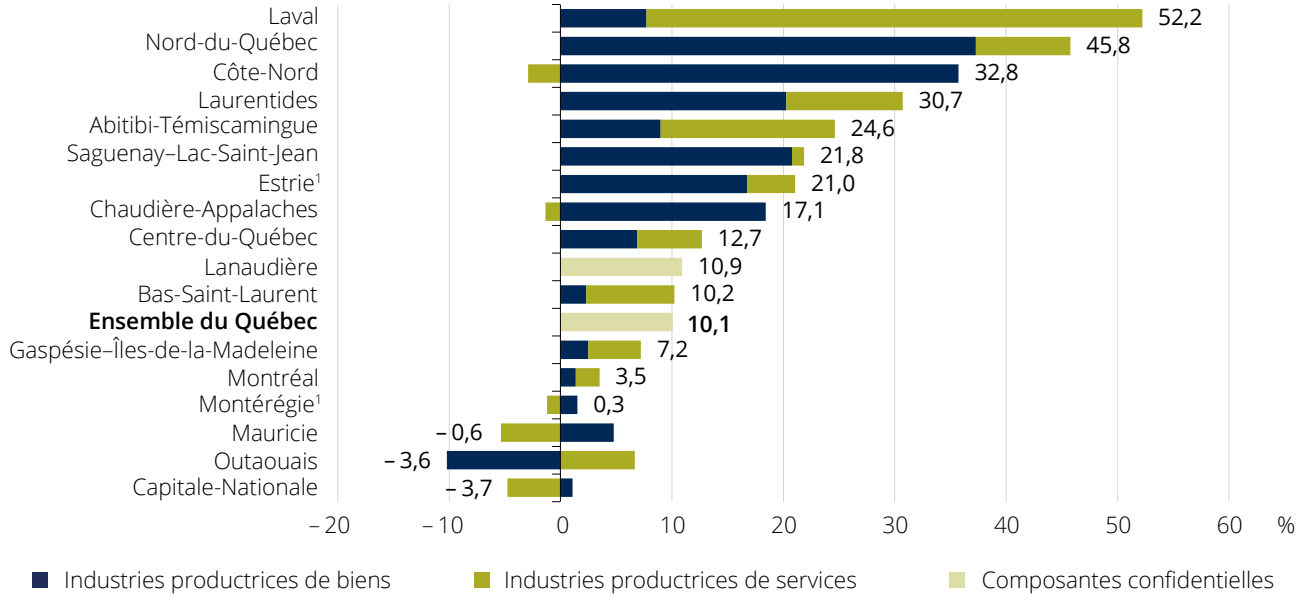
À Montréal, la variation de 2021 est principalement attribuable aux secteurs industriels suivants :

- Arts, spectacles et loisirs (+ 86,8 %) ;
- Industrie de l'information et industrie culturelle (+ 30,4 %) ;
- Administrations publiques provinciales et territoriales (+ 26,1 %) ;
- Fabrication (+ 24,6 %) ;
- Services d'enseignement (+ 24,3 %) ;
- Transport et entreposage (+ 7,0 %).

Laval est la région administrative qui a connu la plus importante hausse (+ 52,2 %), principalement due à une augmentation des dépenses dans les secteurs du commerce de gros (+ 213,7 %), des administrations publiques provinciales et territoriales (+ 207,4 %), des soins de santé et assistance sociale (+ 187,6 %) et des services d'enseignement (+ 62,3 %).

Figure 9.1

Variation annuelle des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Permis de bâtir* et *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Quatorze des dix-sept régions administratives du Québec ont affiché une hausse en 2021 (figure 9.1 et tableau 9.1). Outre Laval, dix autres régions ont noté une croissance supérieure à celle de l'ensemble du Québec : le Nord-du-Québec (+ 45,8 %), la Côte-Nord (+ 32,8 %), les Laurentides (+ 30,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 24,6 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 21,8 %), l'Estrie (+ 21,0 %), la Chaudière-Appalaches (+ 17,1 %), le Centre-du-Québec (+ 12,7 %), Lanaudière (+ 10,9 %) et le Bas-Saint-Laurent (+ 10,2 %). Les hausses proviennent principalement des secteurs industriels suivants :

- Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (Côte-Nord) ;
- Services publics (Saguenay–Lac-Saint-Jean, Nord-du-Québec, Chaudière-Appalaches et Laurentides) ;
- Fabrication (Estrie) ;
- Services d'enseignement (Centre-du-Québec) ;
- Soins de santé et assistance sociale (Bas-Saint-Laurent) ;
- Administrations publiques locales, municipales et régionales (Abitibi-Témiscamingue et Lanaudière).

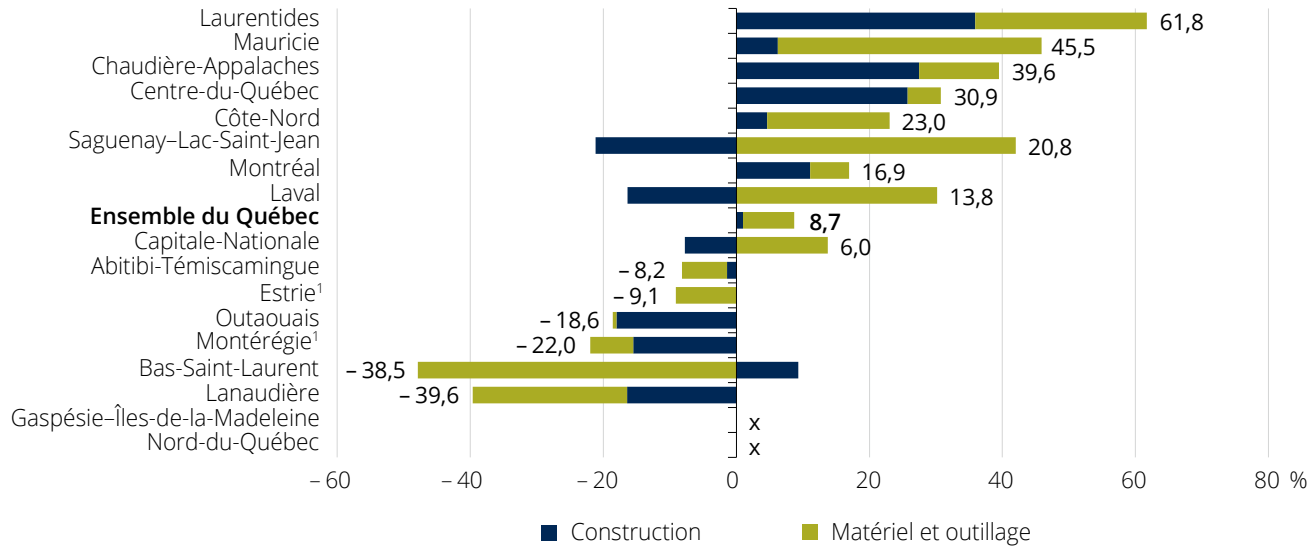
Dépenses en immobilisations des entreprises sous contrôle étranger

Au Québec, en 2021, les dépenses des entreprises sous contrôle étranger représentaient 20,5 % des dépenses en immobilisations des entreprises privées et 10,2 % de l'ensemble des dépenses en immobilisations non résidentielles. Pour l'année 2021, les entreprises sous contrôle étranger prévoyaient une hausse de 8,7 % de leurs dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées au Québec, pour un niveau de dépenses de 4,8 G$ (figure 9.2 et tableau 9.2). Du côté des entreprises privées sous contrôle québécois, la hausse a atteint 17,4 % et pour celles des entreprises sous le contrôle d'autres provinces canadiennes, la décroissance a été de 18,2 % avec des dépenses de 15,9 G$ et de 2,9 G$ respectivement.

En ce qui concerne les dépenses des entreprises sous contrôle étranger, la hausse au Québec provient essentiellement des régions de Montréal, des Laurentides, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.

Figure 9.2

Variation annuelle des dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles privées des entreprises sous contrôle étranger, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Permis de bâtir* et *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

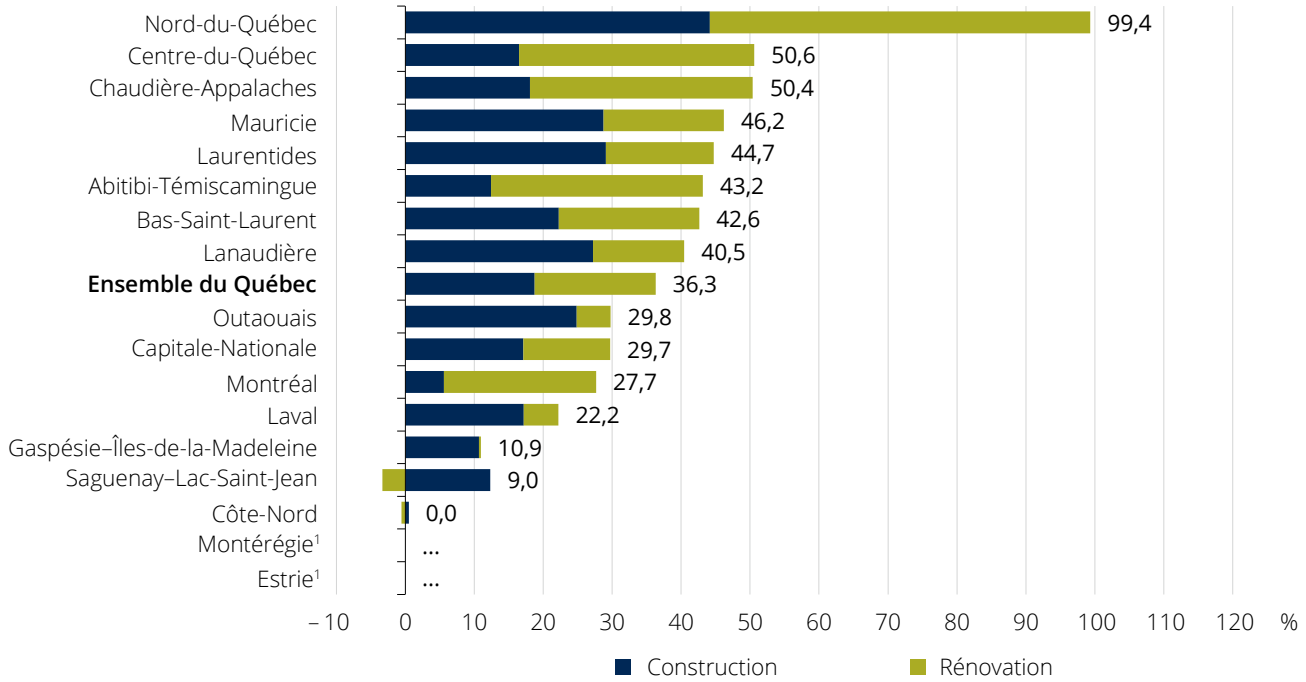
Construction résidentielle

Les dépenses en constructions résidentielles sont en forte croissance au Québec (+ 36,3 %) pour atteindre 36,1 G$ en 2021 (figure 9.3 et tableau 9.2). Cette hausse est attribuable tant aux nouvelles constructions, qu'elles soient unifamiliales ou multifamiliales, qu'aux rénovations.

Dans presque toutes les régions administratives, les dépenses en construction résidentielle sont en hausse. La région du Nord-du-Québec (+ 99,4 %) a enregistré le plus fort taux de croissance annuel. Le Centre-du-Québec (+ 50,6 %), la Chaudière-Appalaches (+ 50,4 %), la Mauricie (+ 46,2 %), les Laurentides (+ 44,7 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 43,2 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 42,9 %) et Lanaudière (+ 40,5 %) affichaient des taux de croissance supérieurs à celui de l'ensemble du Québec.

Figure 9.3

Variation annuelle des dépenses en construction résidentielle, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



1. Le changement aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entré officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021 a entraîné un bris de série rendant impossible la comparaison des données sur les dépenses en construction résidentielle de 2020 avec celles de 2021 relatives à ces deux régions administratives.

Sources : Statistique Canada, *Investissement en construction de bâtiment* et *Permis de bâtir*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Pour l'ensemble du Québec, des régions administratives et des régions métropolitaines de recensement, les données détaillées relatives aux dépenses en immobilisations sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) sous le thème Investissements.

Tableau 9.1

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon l'industrie, la propriété et l'actif, régions administratives[1] et ensemble du Québec, provisoires 2021

Région administrative	Unité	Industrie (SCIAN)		Propriété		Actif		**Total**
		Biens	Services	Privé	Public	Construction	Matériel et outillage	
Bas-Saint-Laurent	M$	255,1	822,7	355,1	722,6	743,3	334,4	**1 077,8**
	TCA (%)	9,7	10,4	– 6,4	20,7	14,8	1,3	**10,2**
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	1 324,2	874,4	1 252,6	946,1	1 152,9	1 045,7	**2 198,6**
	TCA (%)	39,4	2,3	17,6	28,0	13,8	32,1	**21,8**
Capitale-Nationale	M$	698,3	3 163,7	1 693,6	2 168,3	2 197,4	1 664,5	**3 861,9**
	TCA (%)	6,5	– 5,7	0,1	– 6,5	– 9,5	5,2	**– 3,7**
Mauricie	M$	537,6	496,6	420,5	613,7	650,1	384,1	**1 034,2**
	TCA (%)	10,2	– 10,1	1,9	– 2,2	– 8,7	17,1	**– 0,6**
Estrie[1]	M$	903,0	1 009,5	1 162,3	750,2	995,1	917,5	**1 912,6**
	TCA (%)	41,4	7,2	18,1	26,0	23,7	18,3	**21,0**
Montréal	M$	1 943,5	12 624,6	6 932,9	7 635,1	9 350,2	5 217,8	**14 568,0**
	TCA (%)	10,9	2,4	7,0	0,5	2,3	5,7	**3,5**
Outaouais	M$	420,4	1 049,0	499,6	969,8	1 051,0	418,4	**1 469,4**
	TCA (%)	– 27,0	10,7	– 35,8	30,1	0,2	– 11,9	**– 3,6**
Abitibi-Témiscamingue	M$	1 254,7	657,8	1 235,5	676,9	1 496,4	416,0	**1 912,4**
	TCA (%)	12,3	57,4	9,5	66,4	31,3	5,2	**24,6**
Côte-Nord	M$	1 838,0	680,3	1 130,1	1 388,3	1 986,2	532,2	**2 518,4**
	TCA (%)	58,4	– 7,5	55,3	18,8	27,5	57,0	**32,8**
Nord-du-Québec	M$	1 169,5	194,9	605,3	759,1	1 087,5	277,0	**1 364,5**
	TCA (%)	42,5	68,6	25,0	68,0	45,3	47,6	**45,8**
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	168,1	573,3	222,7	518,7	496,3	245,0	**741,4**
	TCA (%)	11,4	6,0	38,3	– 2,2	8,6	4,6	**7,2**
Chaudière-Appalaches	M$	1 109,0	970,0	1 118,2	960,9	1 334,8	744,3	**2 079,1**
	TCA (%)	41,8	– 2,4	24,1	9,9	18,0	15,5	**17,1**
Laval	M$	339,0	1 417,5	835,7	920,8	1 112,9	643,6	**1 756,5**
	TCA (%)	35,6	56,8	32,9	75,4	56,6	45,1	**52,2**
Lanaudière	M$	x	x	716,8	742,9	957,6	502,0	**1 459,7**
	TCA (%)	…	…	– 10,1	43,1	15,7	2,7	**10,9**
Laurentides	M$	987,6	1 456,7	1 317,9	1 126,4	1 460,9	983,4	**2 444,3**
	TCA (%)	62,3	15,5	42,9	18,8	23,3	43,5	**30,7**
Montérégie[1]	M$	2 331,4	3 676,0	3 441,3	2 566,1	3 480,1	2 527,3	**6 007,4**
	TCA (%)	4,1	– 1,9	2,0	– 1,9	– 0,6	1,6	**0,3**
Centre-du-Québec	M$	570,9	548,5	661,1	458,3	666,4	453,0	**1 119,4**
	TCA (%)	13,6	11,7	9,5	17,6	18,4	5,1	**12,7**
Ensemble du Québec	**M$**	**x**	**x**	**23 601,2**	**23 924,3**	**30 219,1**	**17 306,4**	**47 525,5**
	TCA (%)	**…**	**…**	**9,7**	**10,5**	**9,4**	**11,2**	**10,1**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.

Notes : TCA (%) : Taux de croissance annuel.
SCIAN : Système de classification des industries de l'Amérique du Nord de Statistique Canada.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec*, exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Permis de bâtir* et *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 9.2

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles selon le pays de contrôle, dépenses en construction résidentielle, régions administratives[1,2] et ensemble du Québec, 2021

Région administrative	Unité	Dépenses en immobilisations			
		Corporelles non résidentielles		Construction résidentielle	
		Pays de contrôle			
		2021[p]		2021	
		Canada	Étranger	Construction	Rénovation
Bas-Saint-Laurent	M$	339,3	15,8	202,9	400,2
	TCA (%)	– 4,1	– 38,5	86,8	27,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	M$	747,2	505,3	267,2	533,8
	TCA (%)	15,5	20,8	51,6	– 4,4
Capitale-Nationale	M$	1 288,3	405,3	1 538,1	1 230,8
	TCA (%)	– 1,7	6,0	31,1	27,9
Mauricie	M$	378,3	42,2	385,5	566,9
	TCA (%)	– 1,4	45,5	94,6	25,1
Estrie[1,2]	M$	1 016,8	145,6	1 412,1	1 359,5
	TCA (%)[2]	23,3	– 9,1	...	...
Montréal	M$	5 688,6	1 244,3	2 561,6	5 801,9
	TCA (%)	5,1	16,9	16,7	33,2
Outaouais	M$	470,2	29,4	963,3	617,6
	TCA (%)	– 36,7	– 18,6	45,8	10,7
Abitibi-Témiscamingue	M$	1 163,6	71,9	135,9	386,3
	TCA (%)	10,9	– 8,2	50,3	40,8
Côte-Nord	M$	680,7	449,3	14,2	81,1
	TCA (%)	87,8	23,0	3,6	– 0,6
Nord-du-Québec	M$	x	x	15,9	45,5
	TCA (%)	...	...	591,3	59,6
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	M$	x	x	89,1	191,7
	TCA (%)	..	..	43,9	0,4
Chaudière-Appalaches	M$	922,1	196,1	868,7	1 266,0
	TCA (%)	21,2	39,6	41,9	56,9
Laval	M$	719,5	116,1	783,3	538,9
	TCA (%)	36,5	13,8	31,1	11,3
Lanaudière	M$	665,6	51,2	1 580,8	1 042,2
	TCA (%)	– 6,6	– 39,6	47,4	31,1
Laurentides	M$	1 066,9	251,1	2 205,9	1 571,3
	TCA (%)	39,1	61,8	52,4	35,2
Montérégie[1,2]	M$	2 648,7	792,6	2 988,2	3 455,5
	TCA (%)[2]	12,4	– 22,0	...	...
Centre-du-Québec	M$	571,2	89,9	378,6	598,3
	TCA (%)	6,7	30,9	39,6	58,6
Ensemble du Québec	**M$**	**18 768,2**	**4 833,0**	**16 230,1**	**20 422,1**
	TCA (%)	**9,9**	**8,7**	**43,0**	**37,5**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Le changement aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie a entraîné un bris de série rendant impossible la comparaison des données sur les dépenses en construction résidentielle de 2020 avec celles de 2021 relatives à ces deux régions administratives.

Note : TCA (%) : Taux de croissance annuel.

Sources : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada, du Registraire des entreprises et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Liens de parenté entre sociétés*, *Permis de bâtir*, *Recensement de l'agriculture* et *Investissement en construction résidentiel*le. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 10

Hébergement touristique

Laurent O'Connor-Blanchard, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2021, après une année éprouvante pour les établissements d'hébergement de la province en raison de l'onde de choc causée par le début de la pandémie de COVID-19, la reprise s'amorce de façon variable dans les régions. L'analyse qui suit se divise en deux parties. Dans la première, on fait le point sur les performances de l'hébergement touristique et les variations annuelles observées, et dans la seconde, on brosse le portrait de la fréquentation des terrains de camping dans les différentes régions touristiques du Québec.

Précautions dans la lecture des résultats

Dans le cadre de cette analyse, il faut préciser que le total de l'ensemble du Québec ne correspond pas nécessairement à la somme des régions touristiques. Les données pour le Québec et ses régions sont estimées de manière indépendante pour des raisons de précision statistique.

Les différences entre les estimations qui sont mentionnées dans ce chapitre sont statistiquement significatives avec un seuil minimum de 5 %.

10.1 Établissements hôteliers et résidences de tourisme

Cette section présente une analyse des résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec* réalisée par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Depuis 1983, l'enquête a pour objectif de recueillir des renseignements sur le nombre d'unités de location disponibles, le nombre d'unités louées, le revenu brut de location ainsi que le nombre de jours d'ouverture dans le mois des établissements hôteliers et des résidences de tourisme[1]. Pour l'année 2021, l'ISQ a sollicité mensuellement en moyenne 1 670 établissements[2], et seuls les établissements touristiques offrant quatre unités de location ou plus étaient admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques, soit celui utilisé aux fins de l'enquête en 2021, diffère de celui des régions administratives. En effet, selon la division établie par le ministère du Tourisme en 2007, le Québec compte 22 régions touristiques, lesquelles sont différentes des régions administratives tant par les limites qui les définissent que par leur désignation. Tout d'abord, les régions administratives du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se divisent en trois régions touristiques, soit la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent et les Îles-de-la-Madeleine, et la région de la Capitale-Nationale est constituée des régions touristiques de Québec et de Charlevoix. La Côte-Nord

1. Voir la section Concepts et définitions à la fin du document.
2. Les établissements hôteliers et les résidences de tourisme doivent avoir un permis et un numéro d'établissement délivré par la Corporation de l'industrie touristique du Québec afin de pouvoir offrir de l'hébergement touristique au Québec. Cela inclut entre autres les établissements du réseau de la SEPAQ.

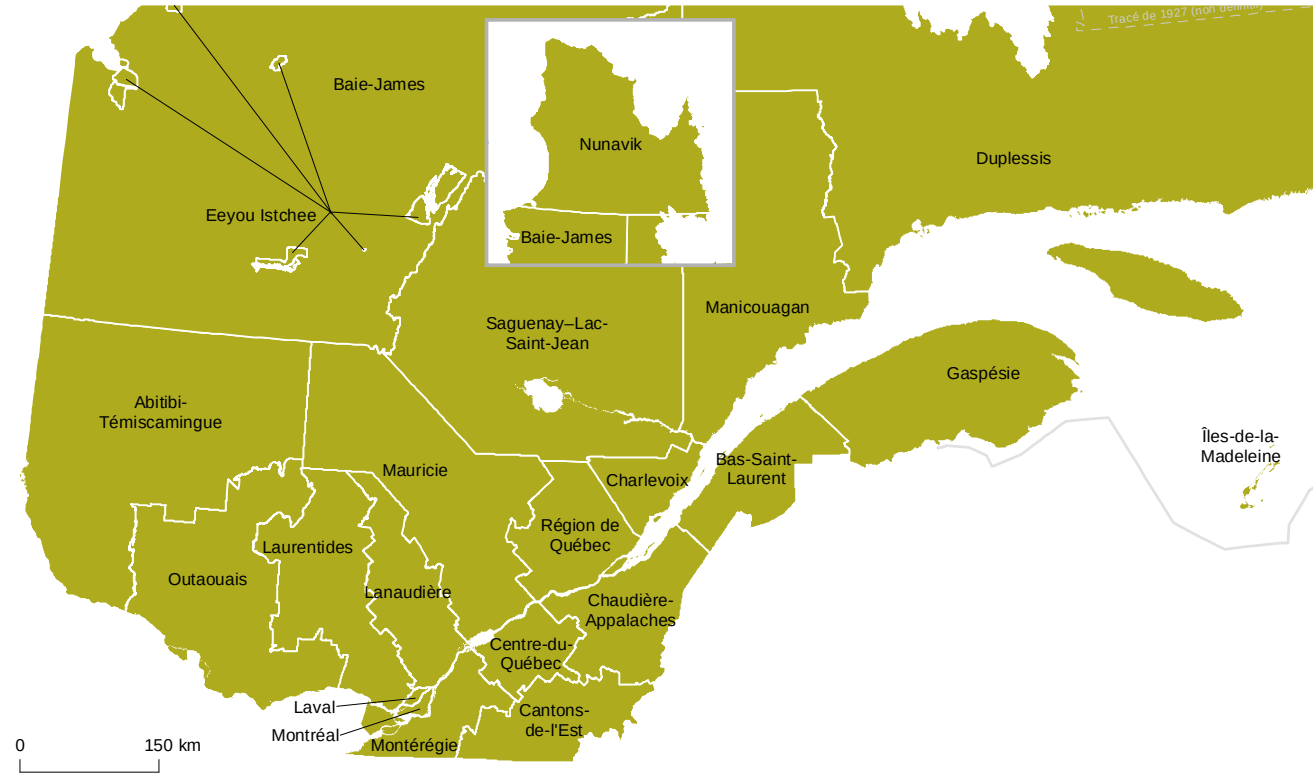
est composée de deux régions touristiques : celle de Duplessis à l'est et celle de Manicouagan à l'ouest. La région du Nord-du-Québec comprend quant à elle trois régions touristiques : le Nunavik, la Baie-James et Eeyou Istchee[3], laquelle regroupe les territoires de plusieurs communautés cries. Ce découpage géographique a été adopté afin de favoriser le développement et la valorisation des attraits touristiques régionaux.

En 2021, le nombre d'établissements admissibles à l'enquête était de 1 824 dans l'ensemble du Québec et est demeuré stable par rapport à 2020 (1 833). La variation assez modeste au niveau provincial se reflète d'ailleurs à l'échelle régionale, puisque seuls les totaux des Laurentides (– 7) et de Québec (+ 6) ont varié de façon un peu plus marquée.

Les régions les plus représentées en nombre d'établissements à l'échelle de la province restent inchangées par rapport à l'année précédente : il s'agit toujours de Montréal (244), de Québec (208), de la Gaspésie (158), des Laurentides (152) et des Cantons-de-l'Est (131).

Carte 10.1.1

Régions touristiques du Québec, 2021



Sources : Ministère du Tourisme (données sur les limites des régions touristiques).
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (données sur l'hydrographie).

3. Territoire situé entre les 49e et 55e parallèles.

Léger rebond de l'offre d'hébergement touristique

L'offre d'hébergement, c'est-à-dire le nombre d'unités de location disponibles au courant de l'année, a été de près de 25,9 millions d'unités en 2021 et se rapproche du sommet historique de 26 millions d'unités atteint en 2019, avant la crise sanitaire, comme le montre le tableau 10.1.2. Plusieurs éléments peuvent expliquer ce « rattrapage » dans la province en 2021, comme la réouverture de plusieurs établissements fermés temporairement ou partiellement en 2020 ainsi que l'assouplissement de plusieurs mesures sanitaires.

Au niveau régional, seules les régions touristiques de Québec et des Laurentides ont connu des variations significatives sur le plan statistique de leur offre d'hébergement avec des hausses respectives de 10,4 % et de 5,2 % en 2021 par rapport à 2020. Grâce à cette croissance marquée, le nombre d'unités de location disponibles dans la région de Québec est revenu aux niveaux observés avant la pandémie de COVID-19.

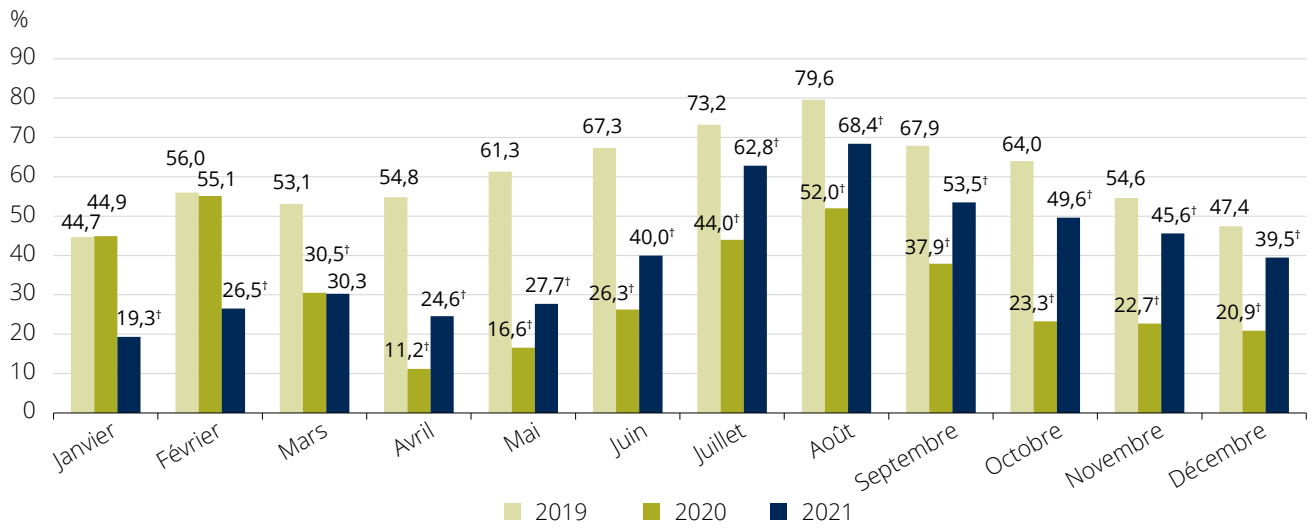
Achalandage en hausse pour 2021 dans certaines régions

En 2021, plusieurs territoires ont affiché des hausses de leur nombre d'unités louées. C'est notamment le cas des régions du Centre-du-Québec (53,6 %), de la Montérégie (41,3 %), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (39,5 %), de la Chaudière-Appalaches (36,8 %), de Québec (35,9 %) et de l'Outaouais (34,0 %). Après une année marquée par différentes fermetures et restrictions sanitaires, les variations annuelles sont par ailleurs importantes dans plusieurs autres régions du Québec, signe d'un retour progressif vers l'achalandage connu avant la COVID-19 pour l'industrie touristique.

En dépit de la hausse observée en 2021, le nombre d'unités louées dans l'ensemble du Québec n'est toutefois pas revenu au niveau de 2019, soit avant la pandémie. En effet, l'achalandage touristique pour l'ensemble de la province a baissé (– 32,3 %) en 2021, comparativement à 2019. Au niveau régional, les régions de Québec (– 42,5 %), de Laval (– 39,2 %), de l'Outaouais (– 35,8 %) et de la Montérégie (– 30,0 %) présentent d'importantes variations dans le nombre d'unités louées entre 2019 et 2021.

Figure 10.1.1

Taux d'occupation des établissements d'hébergement par mois, ensemble du Québec, 2019, 2020 et 2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % pour le même mois par rapport à l'année précédente.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Taux d'occupation : retour vers la normale pour certaines régions touristiques

En 2021, le taux d'occupation des établissements d'hébergement de la province s'est établi à 41,3 %, ce qui demeure assez loin des taux d'occupation de plus de 60 % observés en 2017, 2018 et 2019, soit avant la pandémie. Toutefois, comme il est possible de constater à la figure 10.1.1, les taux d'occupation dans l'ensemble du Québec lors de la deuxième moitié de l'année 2021, comparativement à la même période en 2020, sont une source d'optimisme pour l'hébergement touristique.

À l'échelle régionale, plusieurs régions présentent des augmentations de leur taux d'occupation en 2021, comme le montre le tableau 10.1.3. C'est notamment le cas du Nunavik (16,4 points de pourcentage), du Centre-du-Québec (13,5 points), du Saguenay–Lac-Saint-Jean (12,2 points), de la Chaudière-Appalaches (11,3 points) et de la Montérégie (9,8 points). Il est intéressant de noter que certaines régions ont des taux d'occupation semblables à ceux observés avant la crise sanitaire. Parmi celles-ci, on note la Gaspésie, le Bas-Saint-Laurent, le Saguenay–Lac-Saint-Jean, Lanaudière et les Îles-de-la-Madeleine.

En revanche, certaines régions touristiques sont loin d'avoir retrouvé leur niveau d'avant la pandémie. C'est le cas, entre autres, de Montréal (– 35,5 points de pourcentage), de Laval (– 33,4 points), de Québec (– 30,0 points), de l'Outaouais (– 20,7 points) et de la Montérégie (– 17,5 points), qui présentent en 2021 un taux d'occupation des établissements d'hébergement bien inférieur à celui observé en 2019. On remarque que les régions les plus touchées par le recul du taux d'occupation entre 2019 et 2021 sont également parmi les plus populeuses de la province.

Hausse marquée des revenus bruts de location

En 2021, les revenus bruts de location se sont chiffrés à un peu plus de 1,5 milliard de dollars pour l'ensemble de la province, comparativement à environ 1 milliard en 2020, une hausse de 49,2 %. Cette variation annuelle n'est cependant pas assez forte pour atteindre les sommets de revenus bruts de location de 2,3 et 2,4 G$ observés respectivement en 2017 et 2018 (tableau 10.1.4).

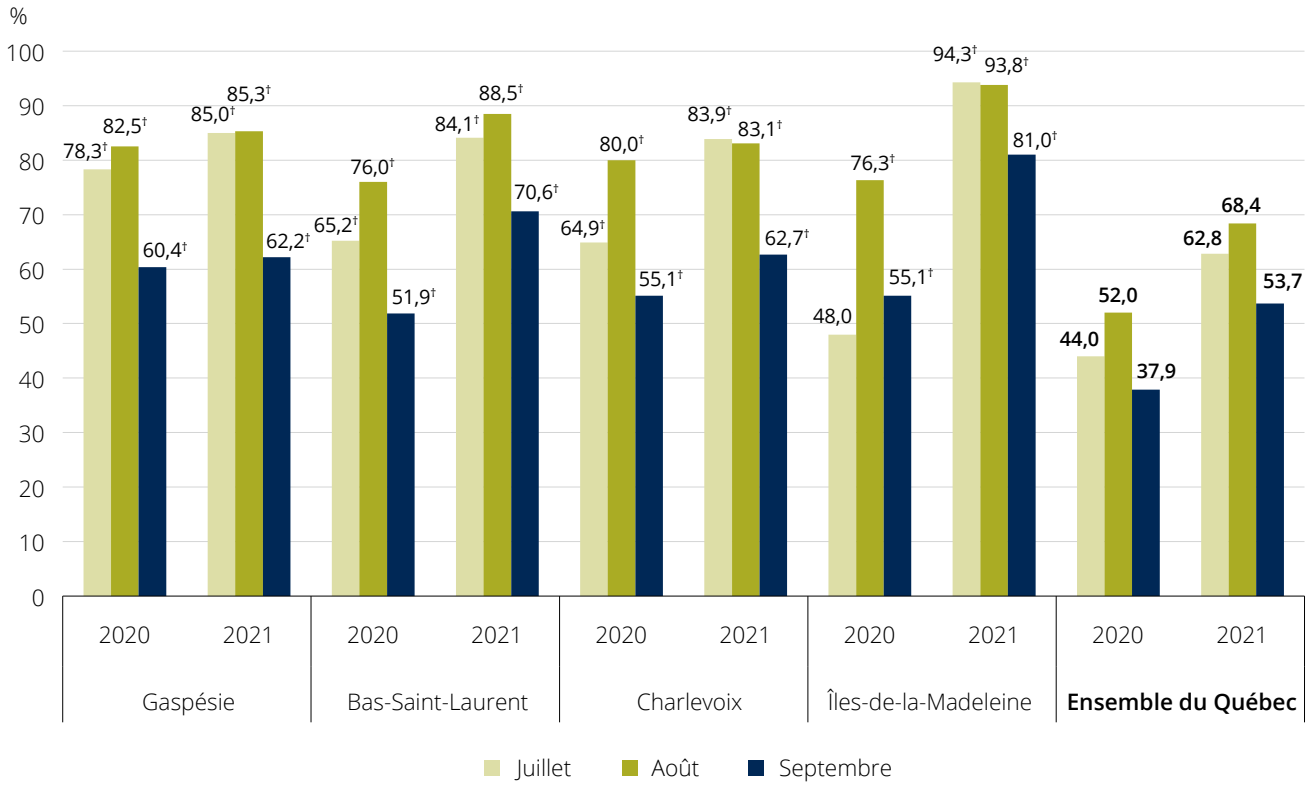
À l'échelle régionale, plusieurs régions touristiques ont vu leurs revenus bruts de location rebondir considérablement après une année difficile en 2020. C'est notamment le cas de la région de Québec (65,5 %), du Centre-du-Québec (64,2 %), de l'Outaouais (56,4 %), de la Chaudière-Appalaches (56,2 %), du Bas-Saint-Laurent (48,5 %) et des Cantons-de-l'Est (48,2 %).

Par ailleurs, les établissements d'hébergement de la région touristique de Montréal, qui avaient généré 39,4 % des revenus bruts de location au Québec en 2019, ont vu leur part de recettes tirées de la location d'unités d'hébergement touristique fondre à près de 25,0 % en 2021. La région continue néanmoins à présenter la part la plus importante au Québec. Quant à la région touristique de Québec, elle arrive au deuxième rang en 2021 avec une part des revenus bruts de location de la province de 17,0 %, ce qui correspond à 258 millions de dollars.

En ce qui a trait au prix moyen par unité louée, il est intéressant de noter que les régions du Nunavik (195,08 $), des Laurentides (182,74 $) et de Charlevoix (179,97 $) arrivent en tête du palmarès. À titre de comparaison, la région de Québec, qui suit le trio énoncé plus haut, a un prix moyen par unité louée de 158,88 $, une hausse de 21,7 % entre 2020 et 2021. À l'inverse, les régions les plus abordables selon le prix moyen par unité louée sont Duplessis (110,47 $), la Montérégie (112,71 $), les Îles-de-la-Madeleine (114,30 $) et la Chaudière-Appalaches (117,17 $).

Figure 10.1.2

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques de la Gaspésie, du Bas-Saint-Laurent, de Charlevoix et des Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec, juillet à septembre 2020-2021



† Différence statistiquement significative au seuil de 5 % entre la région et l'ensemble du Québec.
Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Saison estivale achalandée dans plusieurs régions de l'est du Québec

Dans certaines régions, la saison estivale 2021 a fait grimper le taux d'occupation des établissements d'hébergement bien au-dessus du taux observé pour l'ensemble de la province. C'est notamment le cas en Gaspésie, où le taux d'occupation a été de 85,0 % en juillet, de 85,3 % en août et de 62,2 % en septembre. À titre de comparaison, ces taux, lors de l'été 2021 pour l'ensemble du Québec, ont été de 62,8 % en juillet, de 68,4 % en août et de 53,7 % en septembre. Comme il est possible de constater dans la figure 10.1.2, les régions du Bas-Saint-Laurent et de Charlevoix ont enregistré des taux d'occupation assez semblables lors des mêmes périodes de référence.

Il faut cependant noter que la région touristique des Îles-de-la-Madeleine s'est illustrée au niveau régional en 2021. En effet, les taux d'occupation des établissements d'hébergement de la région ont été de 94,3 % en juillet, de 93,8 % en août et de 81,0 % en septembre.

Tableau 10.1.1

Répartition des résidences de tourisme et des établissements hôteliers, régions touristiques et ensemble du Québec, 2020 et 2021

Région touristique	Résidences de tourisme		Établissements hôteliers		Total		
	2020	2021	2020	2021	2020	2021	Variation 2021/2020
	n						
Îles-de-la-Madeleine	16	15	11	10	27	25	– 2
Gaspésie	45	45	116	113	161	158	– 3
Bas-Saint-Laurent	26	29	79	78	105	107	2
Québec	43	44	159	164	202	208	6
Charlevoix	24	25	65	64	89	89	–
Chaudière-Appalaches	19	19	71	68	90	87	– 3
Mauricie	19	19	54	53	73	72	– 1
Cantons-de-l'Est	32	30	100	101	132	131	– 1
Montérégie	9	9	92	91	101	100	– 1
Lanaudière	23	21	47	45	70	66	– 4
Laurentides	43	42	116	110	159	152	– 7
Montréal	66	65	179	179	245	244	– 1
Outaouais	17	20	52	49	69	69	–
Abitibi-Témiscamingue	11	13	41	42	52	55	3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	34	36	65	65	99	101	2
Manicouagan	11	11	34	33	45	44	– 1
Duplessis	3	4	27	27	30	31	1
Baie-James	3	3	13	13	16	16	–
Laval	1	1	15	15	16	16	–
Centre-du-Québec	3	4	25	25	28	29	1
Nunavik	–	–	17	16	17	16	– 1
Eeyou Istchee	–	–	7	7	7	7	–
Ensemble du Québec	**448**	**456**	**1 385**	**1 368**	**1 833**	**1 824**	**– 9**

Source : Tourisme Québec, données administratives.

Tableau 10.1.2

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région touristique	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	Variation 2021/2019	Variation 2021/2017
	n					%		
Unités disponibles								
Îles-de-la-Madeleine	96 326	91 358	90 124	96 219	94 839	– 1,4	5,2	– 1,5
Gaspésie	853 526	850 166	829 459	822 800	843 698	2,5	1,7	– 1,2
Bas-Saint-Laurent	816 130	841 683	842 320	798 777	816 016	2,2	– 3,1	– 0,0
Québec	4 071 345	4 102 993	4 126 849	3 823 036	4 220 665	10,4†	2,3†	3,7†
Charlevoix	693 377	686 473	698 852	683 749	710 936	4,0	1,7	2,5
Chaudière-Appalaches	854 461	866 285	891 658	839 835	849 707	1,2	– 4,7†	– 0,6
Mauricie	776 276	829 971	857 543	808 149	838 686	3,8	– 2,2	8,0†
Cantons-de-l'Est	1 300 365	1 270 413	1 255 086	1 168 733	1 227 877	5,1	– 2,2	– 5,6
Montérégie	1 525 816	1 608 540	1 683 351	1 655 468	1 729 528	4,5	2,7	13,4†
Lanaudière	521 650	491 906	497 063	475 539	467 697	– 1,6	– 5,9	– 10,3†
Laurentides	1 940 855	1 932 081	1 926 034	1 732 080	1 821 889	5,2†	– 5,4†	– 6,1†
Montréal	7 022 499	7 457 739	7 688 901	7 558 654	7 708 799	2,0	0,3	9,8†
Outaouais	1 052 336	1 035 583	990 084	895 046	952 876	6,5	– 3,8	– 9,5†
Abitibi-Témiscamingue	518 653	538 765	551 438	549 905	571 362	3,9	3,6	10,2†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	995 702	976 941	975 825	944 761	963 729	2,0	– 1,2	– 3,2
Manicouagan	372 663	364 096	360 663	335 543	340 571	1,5	– 5,6	– 8,6†
Duplessis	395 537	387 292	376 833	365 716	360 292	– 1,5	– 4,4	– 8,9†
Baie-James	138 791	137 523	133 118	133 856	138 041	3,1	3,7†	– 0,5
Laval	547 073	548 725	548 517	539 661	571 374	5,9	4,2	4,4
Centre-du-Québec	523 931	514 623	510 691	489 069	496 738	1,6	– 2,7	– 5,2
Nunavik	120 917	120 171	121 168	121 159	118 298	– 2,4	– 2,4	– 2,2
Eeyou Istchee	54 226	52 498	56 185	56 097	58 712	4,7	4,5	8,3
Ensemble du Québec	**25 194 783**	**25 711 500**	**26 015 308**	**24 914 327**	**25 916 906**	**4,0†**	**– 0,4**	**2,9†**

Suite à la page 128

Tableau 10.1.2 (suite)

Unités d'hébergement disponibles et louées, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région touristique	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	Variation 2021/2019	Variation 2021/2017
	n					%		
Unités louées								
Îles-de-la-Madeleine	45 469	46 823	49 453	37 077*	56 515	52,4†	14,3	24,3
Gaspésie	412 027	421 362	421 596	361 697	425 466	17,6	0,9	3,3
Bas-Saint-Laurent	424 666	426 436	423 814	300 215	407 940	35,9†	– 3,7	– 3,9
Québec	2 761 796	2 821 052	2 826 906	1 196 724	1 626 850	35,9†	– 42,5†	– 41,1†
Charlevoix	343 484	360 011	345 172	250 309	312 978	25,0†	– 9,3	– 8,9
Chaudière-Appalaches	416 570	434 119	459 696	268 888	367 966	36,8†	– 20,0†	– 11,7†
Mauricie	395 884	407 826	429 750	269 874	357 094	32,3†	– 16,9†	– 9,8†
Cantons-de-l'Est	574 569	564 210	581 025	389 267	518 837	33,3†	– 10,7†	– 9,7†
Montérégie	816 920	880 459	924 890	458 274	647 472	41,3†	– 30,0†	– 20,7†
Lanaudière	215 917	208 802	220 531	175 070	198 336	13,3	– 10,1	– 8,1
Laurentides	953 328	972 246	999 052	714 813	814 820	14,0	– 18,4†	– 14,5†
Montréal	5 301 802	5 433 783	5 504 674	1 955 292**	2 783 370**	42,4	– 49,4†	– 47,5†
Outaouais	651 181	655 666	614 602	294 599	394 642	34,0†	– 35,8†	– 39,4†
Abitibi-Témiscamingue	297 194	303 630	307 551	242 998**	335 120*	37,9	9,0	12,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	463 076	466 199	474 819	313 329	437 046	39,5†	– 8,0	– 5,6
Manicouagan	191 768	189 852	182 761	131 955	168 012	27,3†	– 8,1	– 12,4
Duplessis	143 538	152 956	163 373	132 110	181 603	37,5†	11,2	26,5
Baie-James	67 461	73 081	69 284	55 898	66 697	19,3	– 3,7	– 1,1
Laval	442 764	451 048	440 590	241 297**	267 854	11,0	– 39,2†	– 39,5†
Centre-du-Québec	265 070	267 920	259 311	129 376	198 697	53,6†	– 23,4†	– 25,0†
Nunavik	56 871	64 929	70 877	61 915	79 851	29,0†	12,7	40,4†
Eeyou Istchee	20 572*	21 377	24 332	12 796**	20 007**	56,4	– 17,8	– 2,7
Ensemble du Québec	**15 256 797**	**15 658 037**	**15 807 360**	**8 069 174**	**10 696 707**	**32,6**	**– 32,3†**	**– 29,9†**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 10.1.3

Taux d'occupation des établissements d'hébergement, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région touristique	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	Variation 2021/2019	Variation 2021/2017
	%					points de pourcentage		
Îles-de-la-Madeleine	47,2	51,3	54,9	38,5*	59,6	21,1†	4,7	12,4
Gaspésie	48,3	49,6	50,8	44,0	50,4	6,5	– 0,4	2,2
Bas-Saint-Laurent	52,0	50,7	50,3	37,6	50,0	12,4†	– 0,3	– 2,0
Québec	67,8	68,8	68,5	31,3	38,5	7,2†	– 30,0†	– 29,3†
Charlevoix	49,5	52,4	49,4	36,6	44,0	7,4†	– 5,4	– 5,5
Chaudière-Appalaches	48,8	50,1	51,6	32,0	43,3	11,3†	– 8,3†	– 5,4†
Mauricie	51,0	49,1	50,1	33,4	42,6	9,2†	– 7,5†	– 8,4†
Cantons-de-l'Est	44,2	44,4	46,3	33,3	42,3	8,9†	– 4,0†	– 1,9
Montérégie	53,5	54,7	54,9	27,7	37,4	9,8†	– 17,5†	– 16,1†
Lanaudière	41,4	42,4	44,4	36,8	42,4	5,6	– 2,0	1,0
Laurentides	49,1	50,3	51,9	41,3	44,7	3,5	– 7,1†	– 4,4†
Montréal	75,5	72,9	71,6	25,9**	36,1*	10,2	– 35,5†	– 39,4†
Outaouais	61,9	63,3	62,1	32,9	41,4	8,5	– 20,7†	– 20,5†
Abitibi-Témiscamingue	57,3	56,4	55,8	44,2**	58,7	14,5	2,9	1,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	46,5	47,7	48,7	33,2	45,3	12,2†	– 3,3	– 1,2
Manicouagan	51,5	52,1	50,7	39,3	49,3	10,0†	– 1,3	– 2,1
Duplessis	36,3	39,5	43,4	36,1	50,4	14,3†	7,1	14,1†
Baie-James	48,6	53,1	52,0	41,8	48,3	6,6	– 3,7	– 0,3
Laval	80,9	82,2	80,3	44,7**	46,9	2,2	– 33,4†	– 34,1†
Centre-du-Québec	50,6	52,1	50,8	26,5	40,0	13,5†	– 10,8†	– 10,6†
Nunavik	47,0	54,0	58,5	51,1	67,5	16,4†	9,0†	20,5†
Eeyou Istchee	37,9*	40,7	43,3*	22,8**	34,1**	11,3	– 9,2	– 3,9
Ensemble du Québec	**60,6**	**60,9**	**60,8**	**32,4**	**41,3**	**8,9**	**– 19,5†**	**– 19,3†**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 10.1.4

Revenus bruts de location, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région touristique	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	Variation 2021/2019	Variation 2021/2017
	$					%		
Îles-de-la-Madeleine	4 646 066	5 226 422	5 521 167*	4 120 876	6 459 885	56,8†	17,0	39,0†
Gaspésie	44 414 432	47 701 302	49 835 750	45 256 846	55 546 743	22,7†	11,5	25,1†
Bas-Saint-Laurent	48 557 352*	48 582 901	50 232 730	35 728 121	53 073 251	48,5†	5,7	9,3
Québec	416 447 704	444 565 728	452 351 915	156 171 416	258 476 434	65,5†	– 42,9†	– 37,9†
Charlevoix	48 409 698	55 482 159	54 461 992	40 294 731	56 327 562	39,8†	3,4	16,4
Chaudière-Appalaches	43 798 318	47 711 471	51 286 392	27 608 465	43 115 396	56,2†	– 15,9†	– 1,6
Mauricie	44 199 622	46 800 164	51 455 682	31 569 451	46 099 232	46,0†	– 10,4	4,3
Cantons-de-l'Est	75 128 822	75 777 569	79 555 705	54 816 629	81 231 679	48,2†	2,1	8,1
Montérégie	91 484 679	100 633 252	110 419 047	49 494 037	72 979 801	47,5†	– 33,9†	– 20,2†
Lanaudière	23 625 907	23 903 695	26 666 925	21 038 861	25 338 619	20,4†	– 5,0	7,2
Laurentides	150 650 339	162 213 649	168 211 965	119 006 440	148 899 498	25,1†	– 11,5	– 1,2
Montréal	895 627 111	894 857 970	931 191 305	230 826 733**	386 246 898*	67,3	– 58,5†	– 56,9†
Outaouais	91 147 963	92 518 643	87 318 076	38 113 246	59 600 971	56,4†	– 31,7†	– 34,6†
Abitibi-Témiscamingue	34 916 220	35 780 687*	37 783 524*	29 133 124**	41 482 902*	42,4	9,8	18,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	50 202 357	52 772 980	54 215 881	34 976 486	51 689 804	47,8†	– 4,7	3,0
Manicouagan	20 120 648	21 054 860	21 263 799	15 121 477	21 816 549	44,3†	2,6	8,4
Duplessis	15 129 211	15 761 077	17 176 463	14 043 612	20 061 585	42,9†	16,8	32,6†
Baie-James	7 549 074	8 984 433	8 567 301	7 041 420	8 523 253	21,0	– 0,5	12,9
Laval	52 332 613	54 792 140	57 338 449	23 191 076*	32 862 459	41,7	– 42,7†	– 37,2†
Centre-du-Québec	29 743 526	30 472 515	30 114 255	14 542 731	23 878 983	64,2†	– 20,7	– 19,7†
Nunavik	11 202 275	12 865 018	14 175 717	12 317 160	15 577 731	26,5†	9,9	39,1†
Eeyou Istchee	3 215 575*	3 330 715	3 802 911	1 941 927**	3 404 685**	75,3	– 10,5	5,9
Ensemble du Québec	**2 196 980 000**	**2 288 810 000**	**2 363 520 000**	**1 018 228 191**	**1 519 584 412**	**49,2†**	**– 35,7†**	**– 30,8†**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

Tableau 10.1.5

Prix moyen par unité louée, régions touristiques et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Région touristique	2017	2018	2019	2020	2021	Variation 2021/2020	Variation 2021/2019	Variation 2021/2017
	$					%		
Îles-de-la-Madeleine	102,20	111,60	111,60*	111,14*	114,30*	2,8	2,4	11,8
Gaspésie	107,80	113,20	118,20	125,12	130,56	4,3	10,5	21,1
Bas-Saint-Laurent	114,30*	113,90	118,50	119,01	130,10	9,3	9,8	13,8
Québec	150,80	157,60	160,00	130,50	158,88	21,7†	– 0,7	5,4
Charlevoix	140,90	154,10	157,80	160,98	179,97	11,8	14,1	27,7†
Chaudière-Appalaches	105,10	109,90	111,60	102,68	117,17	14,1	5,0	11,5
Mauricie	111,60	114,80	119,70	116,98	129,10	10,4	7,8	15,7
Cantons-de-l'Est	130,80	134,30	136,90	140,82*	156,56	11,2	14,4†	19,7†
Montérégie	112,00	114,30	119,40	108,00	112,71	4,4	– 5,6	0,6
Lanaudière	109,40	114,50	120,90	120,17	127,76	6,3	5,7	16,8
Laurentides	158,00	166,80	168,40	166,49*	182,74	9,8	8,5	15,7
Montréal	168,90	164,70	169,20	118,05**	138,77**	17,5	– 18,0	– 17,8
Outaouais	140,00	141,10	142,10	129,37	151,03	16,7	6,3	7,9
Abitibi-Témiscamingue	117,50	117,80*	122,90*	119,89**	123,79*	3,2	0,7	5,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	108,40	113,20	114,20	111,63	118,27	6,0	3,6	9,1
Manicouagan	104,90	110,90	116,30	114,60	129,85	13,3	11,7	23,8
Duplessis	105,40	103,00	105,10	106,30*	110,47	3,9	5,1	4,8
Baie-James	111,90	122,90	123,70	125,97	127,79*	1,4	3,3	14,2
Laval	118,20	121,50	130,10	96,11**	122,69	27,7	– 5,7	3,8
Centre-du-Québec	112,20	113,70	116,10	112,41	120,18	6,9	3,5	7,1
Nunavik	197,00	198,10	200,00	198,94	195,08	– 1,9	– 2,5	– 1,0
Eeyou Istchee	156,30**	155,80*	156,30*	151,76**	170,17**	12,1	8,9	8,9
Ensemble du Québec	**144,00**	**146,20**	**149,50**	**126,19****	**142,06**	**12,6**	**– 5,0**	**– 1,3**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.

** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.

† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*.

10.2 Terrains de camping

Cette section présente une analyse des résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec* réalisée par l'ISQ lors de la période estivale de 2021. Contrairement aux établissements hôteliers et aux résidences de tourisme, le camping n'a pas encaissé d'importantes baisses d'achalandage en 2020, lequel est resté stable par rapport aux niveaux prépandémiques.

Au cours de l'été 2021, l'ISQ a sollicité au total 1 025 terrains de camping[4] afin de recueillir des renseignements sur le nombre d'emplacements disponibles, le nombre d'emplacements loués à des campeurs saisonniers ou à des campeurs de passage en tente ou en véhicule récréatif (VR), le nombre d'emplacements disponibles et loués de type prêt-à-camper ainsi que le nombre de jours d'ouverture dans le mois. Seuls les terrains de camping en activité au moins 15 jours ou plus par mois étaient admissibles à l'enquête.

Le découpage géographique des régions touristiques demeure le même que pour l'*Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec*. La seule différence dans la consultation des résultats est l'ajout d'un regroupement de territoires au nord du 49e parallèle. Cette entité géographique ajoutée aux tableaux de résultats de l'*Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec* regroupe, comme son nom l'indique, les terrains situés au nord du 49e parallèle. Certaines régions sont soumises à des règles de confidentialité, et ce découpage permet la consultation d'estimations pour ce territoire touristique d'intérêt.

En 2021, le nombre de terrains de camping admissibles à l'enquête s'est établi à 992 en moyenne mensuellement lors des mois de juin, juillet et août[5], ce qui correspond à une différence de 38 établissements par rapport à la moyenne mensuelle de 2020 (954).

À l'échelle provinciale, les régions touristiques qui comptent le plus grand nombre de terrains de camping sont la Gaspésie (111), les Cantons-de-l'Est (104), les Laurentides (96), la Montérégie (83) et le Saguenay–Lac-Saint-Jean (83).

Le nombre d'emplacements de camping disponibles en hausse

Au tableau 10.2.1, on constate que le nombre total d'emplacements disponibles (mis à part les prêts-à-camper) pour l'ensemble du Québec est en hausse de 6,1 % en 2021 par rapport à 2020. L'offre totale se situe alors à 121 822 emplacements disponibles par jour, soit un total d'environ 3,7 millions d'emplacements offerts mensuellement dans l'ensemble du Québec.

Certaines régions touristiques ont contribué de manière importante à cette hausse significative statistiquement : c'est notamment le cas de la région de la Gaspésie (16,8 %), de Duplessis (11,8 %), de l'Outaouais (11,6 %), de Charlevoix (11,4 %), des Laurentides (10,8 %) et du Bas-Saint-Laurent (10,3 %).

Augmentation des emplacements loués durant la saison estivale 2021

En 2021, le nombre d'emplacements loués (mis à part les prêts-à-camper) s'est établi à 95 511 par jour en moyenne au cours des mois de juin à août[6]. Sur une base mensuelle, cela correspond à un total d'environ 2,9 millions d'emplacements loués[7] à travers les terrains de camping du Québec, une hausse de 11,3 % par rapport à la moyenne mensuelle de 2020 (2,6 millions d'emplacements loués, soit 86 453 par jour).

La grande majorité des régions touristiques du Québec ont vu l'achalandage de leurs terrains de camping augmenter de manière importante par rapport à 2020 : c'est notamment le cas de la Gaspésie (16,2 %), de Manicouagan (15,8 %), de l'Outaouais (14,9 %), des Laurentides (14,6 %)

4. Les terrains de camping de la SEPAQ, de Parcs Canada et des différents parcs régionaux ou municipaux du Québec font partie de la population de l'enquête.
5. Certains terrains de camping ont de 0 à 39 emplacements, tandis que d'autres peuvent en compter 200 et plus. Voir Concepts et définitions.
6. Du total des 95 511 emplacements loués par jour, 69 098 sont de type saisonnier, tandis que 21 355 ont été loués à des campeurs de passage (16 195 en véhicule récréatif et 5 159 en tente).
7. Moyenne calculée à partir des estimations des mois de juin, juillet et août. Le nombre total d'emplacements loués lors de la saison estivale de 2021 est donc d'environ 8,7 millions.

et du Bas-Saint-Laurent (14,1 %). Ailleurs au Québec, les terrains de camping au nord du 49e parallèle ont enregistré une hausse de 17,7 % en 2021 par rapport à 2020. Les hausses ont également été plutôt importantes dans Charlevoix (13,7 %), au Saguenay–Lac-Saint-Jean (12,6 %) et en Montérégie (11,8 %).

La région de Duplessis présente la même tendance que les autres régions, mais la puissance statistique ne permet pas de détecter une différence significative entre 2020 et 2021.

Achalandage des terrains de camping en hausse au Québec

En 2021, le taux d'occupation dans les terrains de camping de l'ensemble du Québec (sauf pour les prêts-à-camper) se situe à 78,6 %, une hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à 2020 (74,9 %). Cette augmentation entre 2020 et 2021 montre bien la vitalité du camping au Québec et survient d'ailleurs dans un contexte d'augmentation de l'offre en emplacement (6,1 %) et du nombre d'emplacements loués (11,3 %).

À l'échelle régionale, les régions touristiques du Saguenay–Lac-Saint-Jean (5,8 points de pourcentage), de la Mauricie (5,7 points), de Manicouagan (5,1 points) et du Centre-du-Québec (5,1 points) ont affiché une hausse de leur taux d'occupation entre 2020 et 2021. On observe également des hausses significatives sur le plan statistique du taux d'occupation à Québec (4,7 points de pourcentage), en Abitibi-Témiscamingue (4,6 points) et dans Chaudière-Appalaches (4,4 points).

Camping de prêt-à-camper : offre et achalandage en hausse

Au tableau 10.2.2, on constate que le nombre d'emplacements disponibles et loués de prêt-à-camper varie de manière significative en 2021. En effet, pour l'ensemble du Québec, les emplacements disponibles de prêt-à-camper ont connu une hausse de 33,6 % en 2021 par rapport à 2020, tandis que les emplacements loués de prêt-à-camper ont augmenté de 44,1 % lors de la même période.

À l'échelle régionale, le Saguenay–Lac-Saint-Jean (90,0 %), les Laurentides (59,4 %), Lanaudière (48,8 %), la Gaspésie (46,6 %) et le Bas-Saint-Laurent (46,5 %) ont enregistré des augmentations du nombre d'emplacements disponibles de prêt-à-camper en 2021.

En ce qui concerne les emplacements loués de prêt-à-camper, ils ont également été en hausse dans les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean (135,1 %), de la Gaspésie (55,6 %), du Centre-du-Québec (53,6 %), du Bas-Saint-Laurent (51,0 %), de Lanaudière (42,9 %) et de la Montérégie (40,2 %).

Tableau 10.2.1

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2019, 2020 et 2021

Région touristique	Emplacements disponibles				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	n			%	
Îles-de-la-Madeleine	x	x	18 909	…	…
Gaspésie	185 263	171 132	199 891	7,9	16,8†
Bas-Saint-Laurent	127 227	117 700	129 783	2,0	10,3†
Québec	177 190	170 540	174 195	– 1,7	2,1
Charlevoix	63 065	60 502	67 380	6,8	11,4†
Chaudière-Appalaches	306 604	299 843	306 465	– 0,0	2,2†
Mauricie	247 354	240 228	246 932	– 0,2	2,8†
Cantons-de-l'Est	443 489	435 254	452 519	2,0	4,0†
Montérégie	579 638	548 109	577 015	– 0,5	5,3†
Lanaudière	303 064	301 333	310 921	2,6	3,2†
Laurentides	313 029	305 523	338 640	8,2	10,8†
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	191 937	188 603	210 499	9,7	11,6†
Abitibi-Témiscamingue	122 289	118 457	125 124	2,3	5,6†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	214 899	206 861	215 503	0,3	4,2†
Manicouagan	61 920	58 862	63 916	3,2	8,6†
Duplessis	35 435	30 909	34 541	– 2,5	11,8†
Baie-James	x	x	19 818	…	…
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	226 538	225 207	228 963	1,1	1,7†
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	84 912	77 293	89 324		15,6†
Ensemble du Québec	**3 632 179**	**3 508 113**	**3 720 978**	**2,4**	**6,1†**

Suite à la page 135

Tableau 10.2.1 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2019, 2020 et 2021

Région touristique	Emplacements loués				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	n			%	
Îles-de-la-Madeleine	x	x	13 291	...	...
Gaspésie	109 003	117 272	136 220	25,0†	16,2†
Bas-Saint-Laurent	83 354	81 529	93 023	11,6	14,1†
Québec	123 669	120 291	130 945	5,9	8,9†
Charlevoix	37 575	43 631	49 604	32,0†	13,7†
Chaudière-Appalaches	234 305	223 903	242 473	3,5	8,3†
Mauricie	169 976	167 659	186 515	9,7	11,2†
Cantons-de-l'Est	325 666	344 675	371 145	14,0†	7,7†
Montérégie	461 959	420 600	470 200	1,8	11,8†
Lanaudière	243 649	248 624	263 705	8,2	6,1†
Laurentides	228 692	235 271	269 533	17,9	14,6†
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	137 026	144 455	165 942	21,1	14,9†
Abitibi-Témiscamingue	92 131	94 095	105 071	14,0	11,7†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	146 067	149 080	167 848	14,9†	12,6†
Manicouagan	42 251	45 053	52 188	23,5	15,8†
Duplessis	25 991	25 064	28 405	9,3	13,3†
Baie-James	x	x	14 722	...	...
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	153 172	149 885	164 065	7,1	9,5†
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	59 959	61 414	72 294	20,6†	17,7†
Ensemble du Québec	**2 635 313**	**2 628 868**	**2 925 142**	**11,0**	**11,3†**

Suite à la page 136

Tableau 10.2.1 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation (mis à part les prêts-à-camper), régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 2019, 2020 et 2021

Région touristique	Taux d'occupation				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	%			Points de pourcentage	
Îles-de-la-Madeleine	x	x	70,3	…	…
Gaspésie	58,8	68,5	68,1	9,3†	– 0,4
Bas-Saint-Laurent	65,5	69,3	71,7	6,2	2,4
Québec	69,8	70,5	75,2	5,4	4,7†
Charlevoix	59,6	72,1	73,6	14,0†	1,5
Chaudière-Appalaches	76,4	74,7	79,1	2,7	4,4†
Mauricie	68,7	69,8	75,5	6,8	5,7†
Cantons-de-l'Est	73,4	79,2	82,0	8,6†	2,8†
Montérégie	79,7	76,7	81,5	1,8	4,8†
Lanaudière	80,4	82,5	84,8	4,4	2,3†
Laurentides	73,1	77,0	79,6	6,5	2,6
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	71,4	76,6	78,8	7,4	2,2
Abitibi-Témiscamingue	75,3	79,4	84,0	8,7	4,6†
Saguenay–Lac-Saint-Jean	68,0	72,1	77,9	9,9†	5,8†
Manicouagan	68,2	76,5	81,6	13,4	5,1†
Duplessis	73,3	81,1	82,2	8,9	1,1
Baie-James	x	x	74,3	…	…
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	67,6	66,6	71,7	4,1	5,1†
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	70,6	79,5	80,9	10,3†	1,4
Ensemble du Québec	**72,6**	**74,9**	**78,6**	**6,0†**	**3,7†**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec*.

Tableau 10.2.2

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 1019, 2020 et 2021

Région touristique	Emplacements disponibles				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	n			%	
Îles-de-la-Madeleine	433	x	x	…	…
Gaspésie	5 247	5 585	8 187	56,0†	46,6†
Bas-Saint-Laurent	2 961	2 354	3 448	16,4†	46,5†
Québec	2 929	3 232	3 861	31,8†	19,5
Charlevoix	2 936	3 388	4 303	46,6†	27,0
Chaudière-Appalaches	5 052	4 968	5 521	9,3	11,1
Mauricie	5 534	5 705	6 483	17,1	13,6
Cantons-de-l'Est	8 813	11 389	12 830	45,6†	12,7
Montérégie	4 605	4 294	5 459	18,5	27,1†
Lanaudière	5 966	4 649	6 916	15,9	48,8†
Laurentides	9 254	8 031	12 800	38,3†	59,4†
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	4 507	4 186	5 909	31,1	41,2
Abitibi-Témiscamingue	2 954	3 186	3 219	9,0	1,0
Saguenay–Lac-Saint-Jean	4 018	4 218	8 015	99,5†	90,0†
Manicouagan	1 953	1 942	2 297	17,6	18,3
Duplessis	x	x	x	…	…
Baie-James	x	x	x	…	…
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	4 246	3 703	4 641	9,3	25,3†
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	942*	1 354	2 001	112,4†	47,8†
Ensemble du Québec	**72 111**	**72 354**	**96 647**	**34,0**	**33,6†**

Suite à la page 138

Tableau 10.2.2 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 1019, 2020 et 2021

Région touristique	Emplacements loués				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	n			%	
Îles-de-la-Madeleine	319	x	x	…	…
Gaspésie	3 040	3 321	5 167	70,0†	55,6†
Bas-Saint-Laurent	1 710	1 489	2 248	31,5†	51,0†
Québec	1 642	1 878	2 431	48,1†	29,4
Charlevoix	2 087	2 551	x	…	…
Chaudière-Appalaches	2 504	2 987	3 641	45,4†	21,9†
Mauricie	2 491	2 743	3 332	33,8†	21,5
Cantons-de-l'Est	5 065	7 287	9 025	78,2†	23,9†
Montérégie	2 016	2 084	2 921	44,9†	40,2†
Lanaudière	3 567	2 897	4 141	16,1	42,9†
Laurentides	5 558	5 595*	8 502	53,0†	52,0†
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	3 059	2 761	4 470	46,1	61,9†
Abitibi-Témiscamingue	870	1 197	1 323	52,1†	10,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	2 249	2 251	5 291	135,3†	135,1†
Manicouagan	1 492	x	1 730	16,0	…
Duplessis	x	x	668*	…	…
Baie-James	x	x	x	…	…
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	1 332	1 496	2 298	72,5†	53,6†
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	575	x	x	…	…
Ensemble du Québec	**39 454**	**42 906**	**61 844**	**56,7†**	**44,1†**

Suite à la page 139

Tableau 10.2.2 (suite)

Emplacements disponibles et loués en moyenne mensuellement, et taux d'occupation dans les prêts-à-camper, régions touristiques et ensemble du Québec, juin à août, 1019, 2020 et 2021

Région touristique	Taux d'occupation				
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	Variation 2021/2020
	%			Points de pourcentage	
Îles-de-la-Madeleine	73,8	x	x	...	...
Gaspésie	57,9	59,5	63,1	5,2	3,6
Bas-Saint-Laurent	57,8	63,3	65,2	7,4	1,9
Québec	56,1	58,1	63,0	6,9	4,9
Charlevoix	71,1	75,3	x	...	...
Chaudière-Appalaches	49,6	60,1	66,0	16,4†	5,9
Mauricie	45,0	48,1	51,4	6,4	3,3
Cantons-de-l'Est	57,5	64,0	70,3	12,8	6,3
Montérégie	43,8	48,5	53,5	9,7	5,0
Lanaudière	59,8	62,3	59,9	0,1	– 2,4
Laurentides	60,1	69,7*	66,4	6,3	– 3,3
Montréal	–	–	–	–	–
Outaouais	67,9*	66,0*	75,6*	7,7	9,6
Abitibi-Témiscamingue	29,4	37,6	41,1	11,7†	3,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	56,0	53,4	66,0	10,0	12,6
Manicouagan	76,4	x	75,3	– 1,1	...
Duplessis	x	x	x	...	...
Baie-James	x	x	x	...	...
Laval	–	–	–	–	–
Centre-du-Québec	31,4	40,4	49,5	18,1†	9,1
Nunavik	–	–	–	–	–
Eeyou Istchee	–	–	–	–	–
Nord du 49e parallèle	61,1*	x	x	...	...
Ensemble du Québec	**54,7**	**59,3**	**64,0**	**9,3†**	**4,7**

* Coefficient de variation entre 15 % et 25 % ; interpréter avec prudence.
** Coefficient de variation supérieur à 25 % ; estimation imprécise, fournie à titre indicatif seulement.
† Différence statistiquement significative au seuil de 5 %.

Source : Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec*.

Chapitre 11

Transport électrique

Sophie Brehain, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable de l'Institut de la statistique du Québec, avec la collaboration de la Direction du développement durable et des mobilités innovantes du ministère des Transports du Québec

Les données présentées dans ce chapitre portent principalement sur les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux. Elles incluent les taxis et quelques véhicules à basse vitesse autorisés à circuler sur le réseau routier. Les véhicules légers regroupent les automobiles et les camions légers[1].

Seuls les véhicules entièrement électriques, y compris les véhicules électriques à basse vitesse, ainsi que les véhicules hybrides rechargeables sont pris en compte dans l'analyse. Les véhicules hybrides qui ne sont pas rechargeables à partir d'une source externe d'électricité sont exclus.

Sauf indication contraire, l'analyse s'appuie sur les données d'immatriculation des véhicules électriques extraites en date du 31 mars de chaque année et fournies par la Société d'assurance automobile du Québec.

1. Pour les définitions, voir la section Concepts et définitions à la fin du document.

Ce chapitre atteste de l'engouement de la population québécoise pour les véhicules électriques, et ce, dans l'ensemble des régions du Québec. L'augmentation continue du nombre des véhicules électriques est tout d'abord abordée, suivie par une analyse de l'implantation des bornes de recharge mises à la disposition des conducteurs lorsqu'ils quittent leur domicile. Enfin, une première présentation du nombre d'autobus électriques en région termine le chapitre.

Les véhicules électriques en 2022

Au 31 mars 2022, près de 137 000 véhicules électriques légers étaient immatriculés au Québec. L'augmentation du nombre de véhicules électriques est, depuis quelques années, très rapide, encouragée notamment par différentes initiatives[1] visant à soutenir l'électrification du parc automobile, dont le programme Roulez Vert au Québec. Bien que leur nombre demeure limité dans le parc de véhicules du Québec, soit environ 2 % de l'ensemble des véhicules légers immatriculés au Québec, la proportion des véhicules électriques parmi les nouveaux véhicules qui s'ajoutent annuellement est significative (42 % au 31 décembre 2019 et 29 % en 2020[2]).

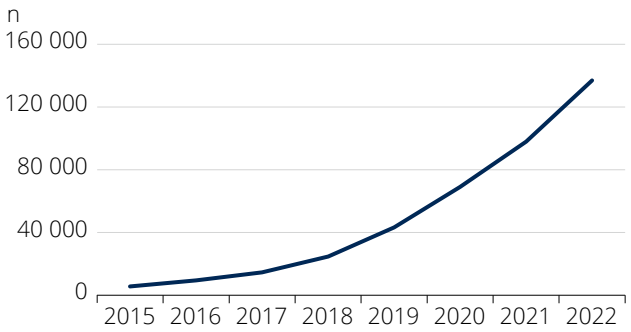
1. GOUVERNEMENT DU QUÉBEC (2022), *Électrification des transports*, [En ligne], [www.quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/electrification-des-transports] (Consulté le 25 mai 2022). Le gouvernement du Canada offre depuis le 1er mai 2019 des incitatifs pour l'achat d'un véhicule zéro émission, dont une remise pouvant aller jusqu'à 5 000 $. (Source : TRANSPORTS CANADA (2022), *Véhicules zéro émission*, [En ligne], [tc.canada.ca/fr/transport-routier/technologies-novatrices/vehicules-zero-emission] (Consulté le 30 mai 2022).
2. Calculé sur la base de l'augmentation du nombre de véhicules électriques immatriculés divisée par l'augmentation de l'ensemble du parc automobile, exprimé en pourcentage, et non sur la base des ventes de véhicules automobiles neufs.

Parmi l'ensemble des véhicules électriques en circulation, environ les deux tiers sont des automobiles tandis que l'autre tiers est constitué de camions légers (fourgonnettes, camionnettes, véhicules utilitaires, etc.). Par ailleurs, 90 % des véhicules électriques sont des véhicules de promenade alors que 10 % sont classés dans la catégorie des véhicules institutionnels, professionnels et commerciaux.

En 2022, le Model 3 de Tesla est la voiture entièrement électrique la plus populaire (17 062 véhicules) devant la Bolt EV de Chevrolet (10 901) et la Leaf de Nissan (10 317). Du côté des modèles hybrides rechargeables, la Prius Prime de Toyota est le modèle hybride rechargeable le plus courant sur les routes (12 534), suivi de près par la Volt de Chevrolet (11 954). Au Québec, ces cinq modèles sont les plus populaires, et ce, dans la grande majorité des régions.

Figure 11.1

Évolution du nombre de véhicules électriques immatriculés, ensemble du Québec, 2015 à 2022



Note : Données au 31 mars de chaque année.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

L'augmentation du nombre de véhicules électriques légers se poursuit entre 2021 et 2022

En 2015, on comptait moins de 6 000 véhicules électriques sur les routes du Québec (figure 11.1). La hausse survenue depuis est fulgurante. Entre 2021 et 2022 seulement, près de 39 000 voitures électriques se sont ajoutées sur les routes du Québec, ce qui correspond à une croissance de la présence de cette catégorie de véhicules de 40 %. L'augmentation était de 42 % (29 000 véhicules) entre mars 2020 et 2021. Le léger ralentissement observé en 2022 est dû notamment à une problématique mondiale d'approvisionnement de composantes électroniques pour véhicules qui a allongé de façon importante les délais de livraison des véhicules électriques. Il n'est pas rare de devoir attendre son véhicule une année et plus.

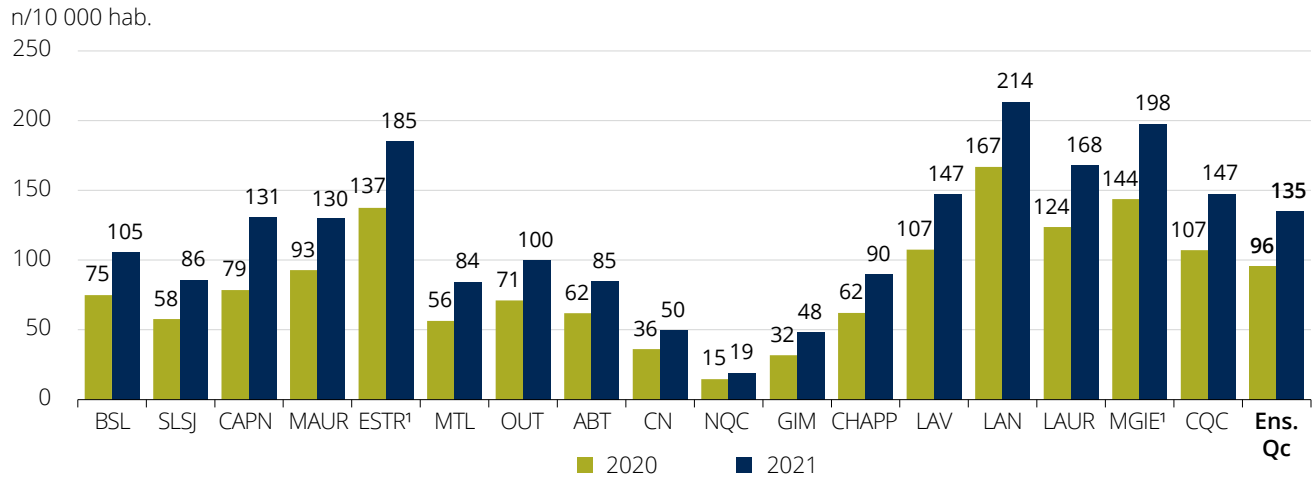
À l'échelle régionale, l'augmentation des véhicules électriques légers se reflète sur tout le territoire, quoique d'ampleur variable

Le tableau 11.1 indique que ce sont les régions du Nord-du-Québec (+ 30 %), de Lanaudière (+ 33 %), de la Capitale-Nationale (+ 35 %) et de la Mauricie (+ 36 %) qui ont connu les croissances les moins élevées en 2022. En revanche, le nombre de véhicules électriques a crû de manière plus importante dans les régions de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (+ 55 %), de la Côte-Nord (+ 53 %) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (+ 50 %).

Malgré le rétrécissement de ses limites territoriales, c'est encore la Montérégie qui compte le plus grand nombre de véhicules électriques. En effet, près du quart des véhicules électriques du Québec, soit plus de 32 700, se trouvent dans cette région. Elle est suivie en importance par la région de Montréal qui en compte plus de 21 000.

Figure 11.2

Nombre de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2020 et 2021



1. Selon le découpage géographique des régions administratives qui était en vigueur le 31 mars 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

Note : Données sur la population au 1er juillet ; données sur les véhicules électriques au 31 mars.
Sources : Institut de la statistique du Québec et Société de l'assurance automobile du Québec.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Lanaudière se distingue par un nombre élevé de véhicules électriques par 10 000 habitants

Entre 2015 et 2021, le nombre de véhicules électriques par 10 000 habitants de 15 ans et plus est passé de 8 à 135 au Québec. La hausse s'est reflétée partout sur le territoire. Comme en témoigne la figure 11.2, cette progression importante continue d'être observée dans l'ensemble des régions pour la période 2020-2021.

Certaines régions se distinguent par des ratios plus élevés en 2021. C'est le cas de Lanaudière, où l'on compte 214 voitures électriques pour 10 000 habitants, ainsi que de la Montérégie et de l'Estrie[3], où les ratios sont respectivement de 198 et de 185. Les voitures électriques sont, à l'autre bout du spectre, beaucoup moins nombreuses par rapport au nombre d'habitants du Nord-du-Québec (19), de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (48) et de la Côte-Nord (50). On remarquera finalement que le ratio de ces véhicules par habitant est plus grand dans la Capitale-Nationale (131) qu'à Montréal (84). Fait intéressant à noter : lorsqu'on calcule le ratio pour l'ensemble des véhicules, qu'ils soient électriques ou non, les régions de la Gaspésie–Iles-de-la-Madeleine, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Centre-du-Québec sont celles qui présentent le nombre de véhicules par 10 000 habitants de 15 ans et plus le plus élevé.

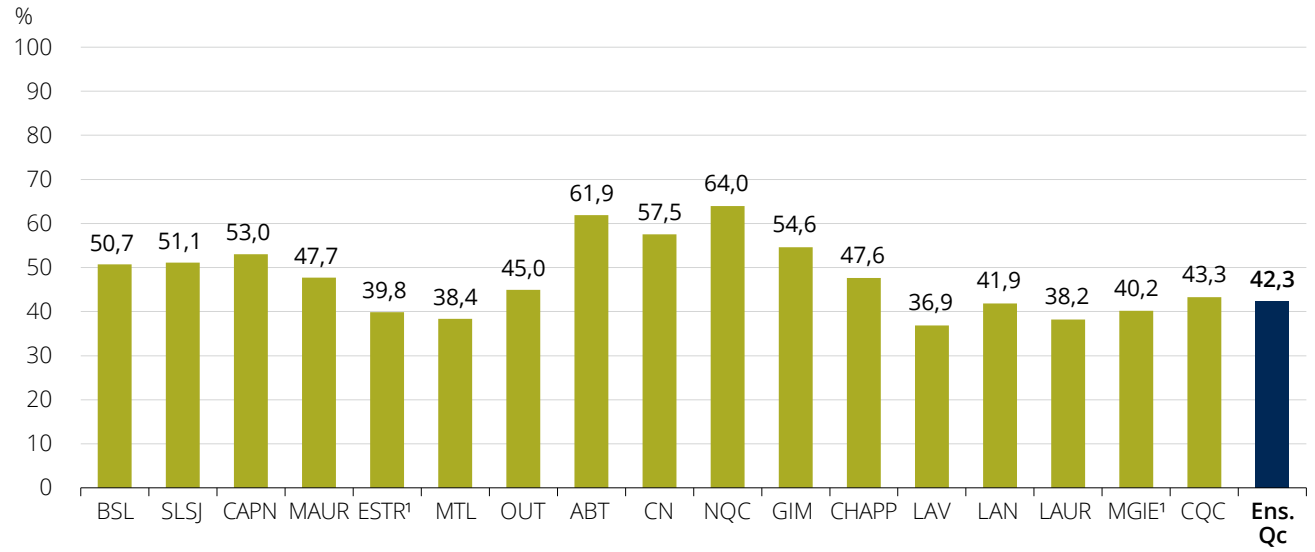
Les véhicules hybrides rechargeables sont moins présents dans certaines régions

Majoritaires par le passé, les véhicules hybrides rechargeables représentent, depuis trois ans, moins de la moitié des véhicules électriques immatriculés au Québec (42 %), et cette proportion est en baisse constante. Dans 7 des 17 régions, ces véhicules demeurent toutefois majoritaires. On observe notamment que le Nord-du-Québec (64 %), l'Abitibi-Témiscamingue (62 %) et la Côte-Nord (58 %) en comptent davantage (figure 11.3). À l'inverse, ils ont une présence moindre à Laval (37 %), à Montréal et dans Lanaudière (38 %).

3. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur le 31 mars 2021, soit avant le décret 961-2021 publié le 28 juillet 2021 modifiant les limites de la Montérégie et de l'Estrie.

Figure 11.3

Proportion de véhicules hybrides rechargeables par rapport à l'ensemble des véhicules électriques, régions administratives[1] d'immatriculation et ensemble du Québec, 2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Données au 31 mars 2022.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les bornes de recharge

Selon Hydro-Québec, près de 90 % des besoins de recharge des véhicules électriques sont comblés à la maison ou sur les lieux de travail[4]. Les véhicules électriques peuvent être rechargés à partir d'une prise de courant de 120 volts, d'une borne de recharge de 240 volts dite « de niveau 2 », ou encore d'une borne de recharge rapide à courant continu dite « de niveau 3 ».

Des bornes de niveau 2 et 3 sont mises à la disposition des conducteurs de véhicules électriques par l'entremise de quelques réseaux publics et privés.

Le réseau public Circuit électrique, inauguré en mars 2012 et opéré par Hydro-Québec, compte 46 % des bornes de recharge de niveau 2 et 3 du Québec. Les bornes sont installées dans les stationnements de partenaires privés et institutionnels et se déploient tant le long des grands axes routiers que dans les villes et villages. Les réseaux de bornes privés, par exemple ceux des compagnies québécoises AddÉnergie (réseau de recharge FLO) et Elmec (EVduty) ou de la société canadienne Sun Country Highway, sont également mis à la disposition des utilisateurs. Ces entreprises travaillent parfois en partenariat avec les municipalités. Quant au constructeur automobile Tesla, il développe son propre réseau de bornes rapides appelées « Superchargeurs ». Initialement, ces bornes étaient réservées exclusivement aux propriétaires de véhicules Tesla, mais l'entreprise compte les rendre progressivement accessibles aux autres marques de véhicules électriques.

4. HYDRO-QUÉBEC, « Durée et lieux de recharge des véhicules électriques », *Électrification des transports*, [En ligne], [www.hydroquebec.com/electrification-transport/voitures-electriques/recharge.html] (Consulté le 30 mai 2022).

Des bornes de recharge dans toutes les régions du Québec

Au 31 mars 2022, 7 531 bornes étaient installées dans la province (excluant les bornes installées à domicile), dont une majorité de bornes de 240 volts (6 486 unités) (carte 11.1). Les réseaux publics et privés s'étendent à l'ensemble des régions du Québec, y compris le Nord-du-Québec, où l'on trouve douze bornes. C'est toujours à Montréal que se trouve le plus grand nombre de bornes de recharge (2 103), alors que les régions de la Montérégie, selon ses nouvelles limites territoriales (1 053), de la Capitale-Nationale (602) et de l'Estrie (586) suivent en importance.

La croissance du nombre de bornes de recharge installées est plus faible que la croissance du nombre de véhicules électriques en circulation

À l'échelle provinciale, le nombre de bornes a crû entre mars 2021 et mars 2022 (+ 15 %), mais de façon moins importante que le nombre de véhicules électriques (+ 40 %). Une augmentation du nombre de bornes de recharge est observée dans la majorité des régions[5] (tableau 11.2). Cependant, même dans les régions où l'augmentation relative du nombre de bornes installées est importante, comme dans Chaudière-Appalaches (+ 28 %) ou sur la Côte-Nord (+ 26 %), cette hausse ne rivalise pas avec l'accroissement du nombre de véhicules électriques (+ 42 % et + 53 % respectivement ; voir tableau 11.1). Par ailleurs, les mises en service de nouvelles bornes de recharge ont été moins nombreuses dans la région de la Capitale-Nationale (seulement + 9 %), qui a vu son parc de véhicules électriques progresser de 35 % en un an. Il faut toutefois noter que si l'augmentation du nombre de bornes n'arrive pas à suivre la cadence de l'augmentation du nombre de véhicules électriques, l'augmentation plus spécifique du nombre de bornes de niveau 3 est, quant à elle, beaucoup plus conséquente (+ 44,9 %). De plus, la puissance des bornes de niveau 3 augmente également, offrant une vitesse de chargement plus rapide, ce qui aide à répondre aux besoins de recharge des électromobilistes.

Les bornes de 240 volts représentent la vaste majorité des bornes accessibles au public

Comme le montre la carte 11.1, les bornes de recharge de 240 volts représentent la vaste majorité des bornes accessibles au public. Les bornes de recharge rapide (400 volts) comptent quant à elles pour 14 % de l'ensemble des bornes installées actuellement, et leur croissance est importante (+ 45 % par rapport à l'année précédente). On en trouve dans chacune des régions. À Montréal, elles ne représentent que 5 % de l'ensemble des bornes de recharge. À l'opposé, au moins une borne sur quatre dans les régions du Centre-du-Québec (25 %), de la Côte-Nord (28 %) et du Nord-du-Québec (50 %) est une borne de recharge rapide.

Le ratio de véhicules électriques par borne est inégal d'une région à l'autre

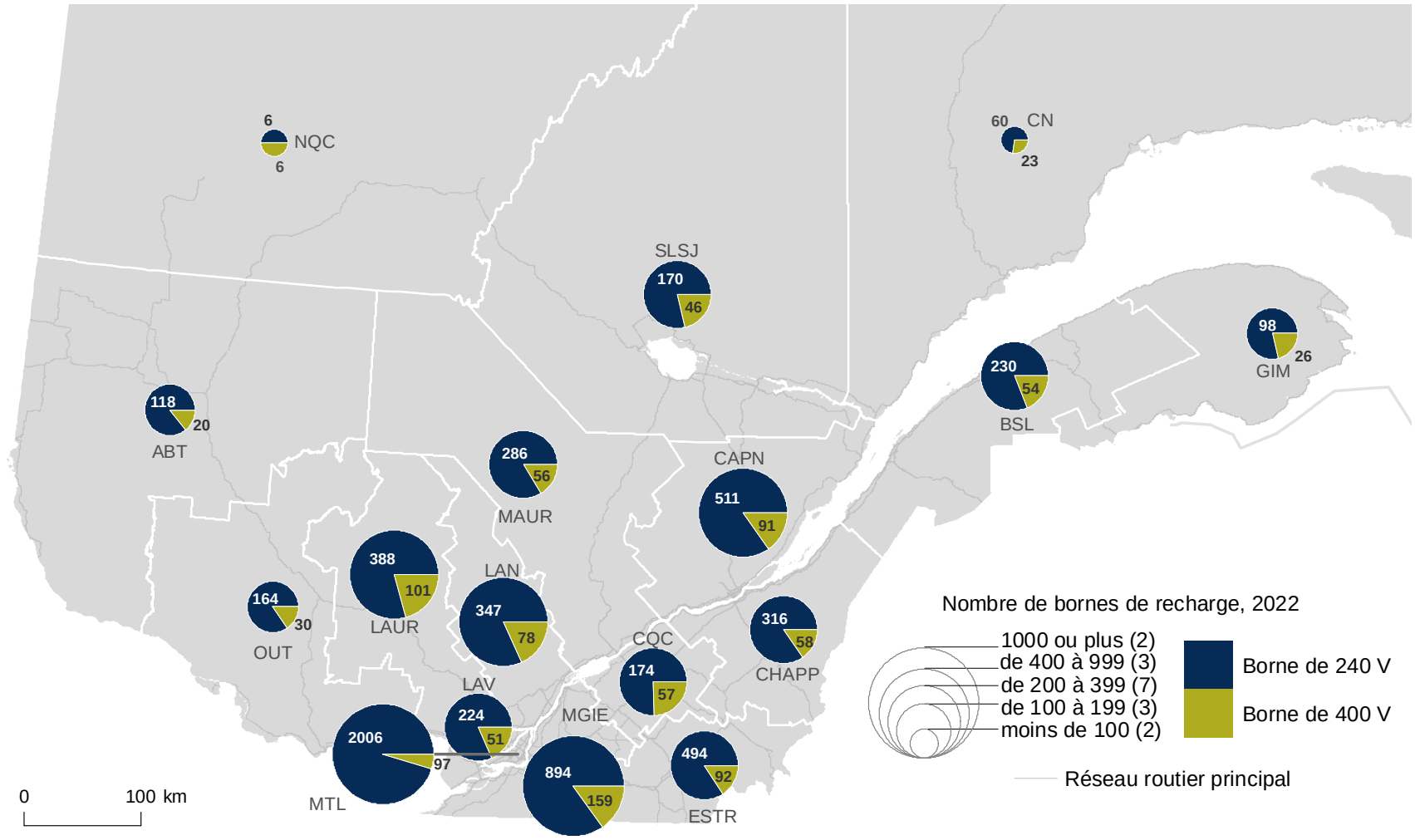
Dans l'ensemble, on compte 18,2 véhicules électriques pour chaque borne présente sur le territoire québécois en mars 2022. Supérieur à celui observé l'an dernier (14,9), ce ratio s'inscrit ainsi dans une tendance générale à la hausse observée les dernières années dans pratiquement toutes les régions.

En Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (4,9), sur la Côte-Nord (7,0) et dans le Nord-du-Québec (7,2), le nombre de véhicules électriques par borne est inférieur à 8. À Montréal, le nombre de véhicules par borne est également faible, comparativement à ce que l'on observe pour l'ensemble de la province (10,1 contre 18,2). En Montérégie, région où l'on trouve un nombre élevé de véhicules électriques, on compte plus de 31 véhicules pour chaque borne. Ce nombre est également élevé dans Lanaudière (29,6), à Laval (28,4) et en Outaouais (24,4).

5. Les données 2021 et 2022 pour l'Estrie et la Montérégie ne sont pas comparables dans le temps à la suite du changement des limites territoriales de ces deux régions.

Carte 11.1

Répartition des bornes selon la rapidité de la recharge, régions administratives[1], Québec, mars 2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Mogile technologies inc. (mogiletech.com) (données sur les bornes) ; Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs, 2022 (données sur les découpages administratifs) et Adresses Québec, 2022 (données sur le réseau routier principal).

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

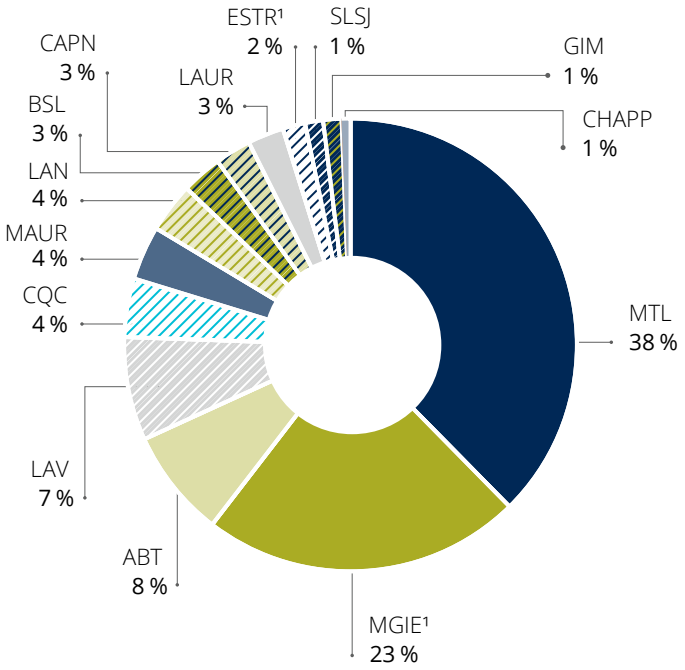
Autobus électriques

Depuis 2019, on constate la mise en circulation d'autobus électriques, principalement des autobus scolaires, dans plusieurs régions du Québec. Leur nombre est en constante augmentation, passant de 63 autobus au 31 mars 2019 à 311 en 2022. Ces autobus sont principalement dédiés au transport des élèves (80 %) et sont entièrement électriques (pas d'hybrides rechargeables).

Les régions administratives ne sont pas toutes dotées d'autobus électriques. Ainsi, l'Outaouais, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec n'en possèdent pas. Le parc de véhicules le plus important est établi dans la région de Montréal (117 autobus, soit 38 %) et en Montérégie (71 autobus, soit 23 %).

Figure 11.4

Répartition des autobus électriques, régions administratives[1] d'immatriculation, Québec, 2022



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Note : Données au 31 mars 2022.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Tableau 11.1

Nombre de véhicules électriques immatriculés, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2015 à 2022

Région administrative	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/2021
	n								%
Bas-Saint-Laurent	114	174	257	431	751	1 277	1 810	2 505	38
Saguenay–Lac-Saint-Jean	92	155	229	402	793	1 372	2 051	3 071	50
Capitale-Nationale	781	1 171	1 635	2 565	4 056	5 068	8 465	11 426	35
Mauricie	201	346	526	865	1 377	2 197	3 107	4 214	36
Estrie[1]	245	445	741	1 329	2 365	3 891	5 326	11 112	...
Montréal	853	1 562	2 379	3 859	6 491	9 904	14 547	21 193	46
Outaouais	172	282	414	729	1 295	2 369	3 346	4 740	42
Abitibi-Témiscamingue	70	99	170	290	502	763	1 046	1 469	40
Côte-Nord	28	40	70	113	191	275	379	579	53
Nord-du-Québec	x	5	9	16	25	50	66	86	30
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	13	21	46	80	147	253	389	604	55
Chaudière-Appalaches	185	313	431	766	1 324	2 261	3 299	4 696	42
Laval	292	478	762	1 289	2 386	3 965	5 449	7 822	44
Lanaudière	511	954	1 558	2 605	4 573	7 246	9 460	12 582	33
Laurentides	542	901	1 397	2 253	3 994	6 559	9 124	13 035	43
Montérégie[1]	1 390	2 314	3 575	6 265	11 492	19 206	26 743	32 782	...
Centre-du-Québec	161	268	410	755	1 377	2 267	3 168	4 409	39
Indéterminée et hors Québec[2]	31	22	15	82	83	81	167	588	252
Ensemble du Québec	**5 684**	**9 550**	**14 624**	**24 694**	**43 222**	**69 004**	**97 942**	**136 913**	**40**

1. Les données présentées portent sur deux portraits différents des régions administratives du Québec. En effet, le découpage géographique des régions de la Montérégie et de l'Estrie a été modifié le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Cette modification entraîne un bris de série rendant impossible la comparaison des données relatives à ces deux régions administratives avant et après 2021. Le nombre de véhicules électriques qui sont passés de la Montérégie à l'Estrie en raison du changement de découpage des régions administratives est de 3 762 au 31 mars 2022.
2. La région est indéterminée notamment lorsque le véhicule est immatriculé au Québec, mais acheté par un individu ou une entreprise établis à l'extérieur de la province.

Note : Données au 31 mars de chaque année.

Source : Société de l'assurance automobile du Québec.

Tableau 11.2

Nombre de bornes de recharge, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2022

Région administrative	2019	2020	2021[r]	2022	Variation 2022/2021	2022
	n				%	nombre de véhicules / borne
Bas-Saint-Laurent	170	223	255	284	11	8,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	102	169	189	216	14	14,2
Capitale-Nationale	407	507	552	602	9	19,0
Mauricie	179	306	303	342	13	12,3
Estrie[1]	247	285	329	586	…	19,0
Montréal	1 236	1 570	1 838	2 103	14	10,1
Outaouais	106	142	164	194	18	24,4
Abitibi-Témiscamingue	46	98	114	138	21	10,6
Côte-Nord	33	56	66	83	26	7,0
Nord-du-Québec	–	6	10	12	20	7,2
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	42	84	108	124	15	4,9
Chaudière-Appalaches	160	237	292	374	28	12,6
Laval	161	196	228	275	21	28,4
Lanaudière	249	353	383	425	11	29,6
Laurentides	306	397	441	489	11	26,7
Montérégie[1]	691	953	1 089	1 053	…	31,1
Centre-du-Québec	139	182	202	231	14	19,1
Ensemble du Québec	**4 274**	**5 764**	**6 563**	**7 531**	**15**	**18,2**

1. Les données présentées portent sur deux portraits différents des régions administratives du Québec. Le 28 juillet 2021, date de publication du décret 961-2021, les MRC de Brome-Missisquoi et de La Haute-Yamaska ont changé officiellement de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Ainsi, les données statistiques pour les régions de la Montérégie et de l'Estrie sont à exploiter avec prudence, car elles ne sont plus comparables entre elles dans le temps lorsque la période de référence couvre ce changement.

Note : Données au 31 mars de chaque année.

Source : Ministère des Transports du Québec.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Chapitre 12

Culture

Claude Fortier, avec la collaboration de Mélanie Trudel, Observatoire de la culture et des communications du Québec

Entre mars 2020 et février 2022, les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre la pandémie ont nécessité, à quelques reprises, la fermeture des lieux culturels comme les salles de spectacles, les salles de cinéma et les institutions muséales[1]. Ces fermetures des deux dernières années ont eu d'importantes répercussions sur la fréquentation de ces établissements. Le public est-il de retour dans ces lieux depuis la fin des mesures ? Les fermetures et la reprise de 2021 s'observent-elles dans l'ensemble des régions administratives ? L'analyse des données des trois dernières années permet non seulement de mesurer les effets de ces fermetures, mais aussi de nous donner une première idée du temps qu'il faudra pour revenir à une fréquentation semblable à celle d'avant la pandémie. Dans le présent chapitre, l'évolution de l'offre et de la demande culturelle entre 2019 et 2021 sera déterminée à partir d'une série d'indicateurs culturels tirés des données des enquêtes de l'Observatoire de la culture et des communications du Québec (OCCQ).

Pour l'analyse des conséquences des mesures sanitaires sur l'offre et la consommation culturelle, les trois domaines de la culture suivants ont été ciblés : les arts de la scène, le cinéma et les institutions muséales. Pour chacun des domaines, un indicateur de l'offre culturelle et un indicateur de la demande culturelle ont été sélectionnés.

Note méthodologique

Les données présentées dans ce texte sont issues de trois enquêtes récurrentes menées par l'OCCQ, soit : l'*Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*, l'*Enquête sur les projections cinématographiques* et l'*Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*. Elles ont comme objectif de mesurer l'offre et la fréquentation des salles de spectacles, des cinémas et des institutions muséales.

Ces trois enquêtes sont des recensements et non des enquêtes par échantillonnage, c'est-à-dire que tous les établissements constituant l'univers d'enquête sont sollicités à titre de répondants. Les résultats statistiques diffusés par l'OCCQ proviennent de la compilation des données fournies par les établissements ayant répondu au questionnaire d'enquête.

Les 17 régions administratives ont été regroupées en quatre blocs régionaux en fonction de leur emplacement géographique par rapport aux villes de Montréal et de Québec : les régions centrales, les régions périphériques (situées en périphéries des régions centrales), les régions intermédiaires et les régions éloignées.

1. Une majorité de lieux culturels ont dû fermer leur porte de mars à juin 2020, d'octobre 2020 à février 2021 et de la fin décembre 2021 au début de février 2022.

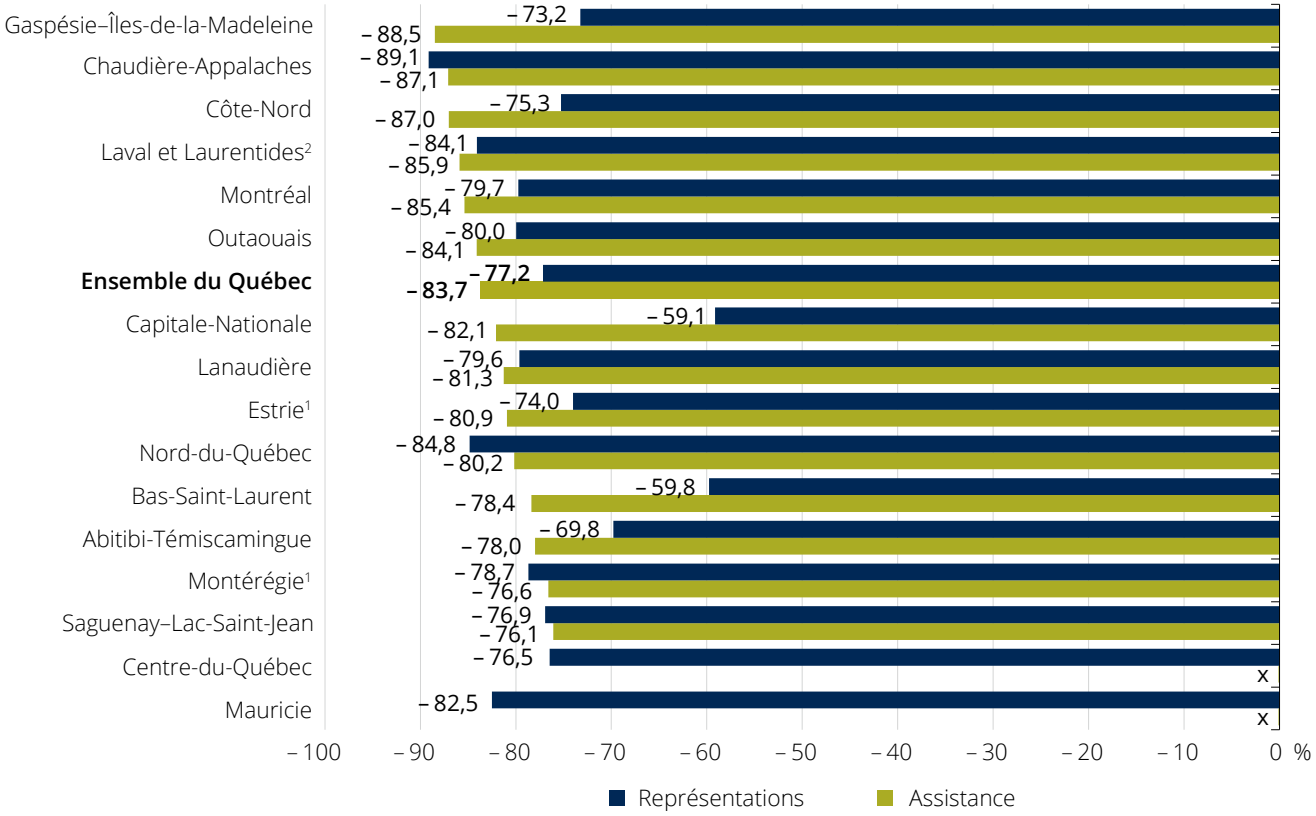
La fréquentation des arts de la scène

L'offre de spectacles est mesurée par le nombre de représentations et de billets disponibles. Ces dernières années, on a observé une tendance à la hausse de cette offre ; elle a atteint un sommet en 2019 avec 21 600 représentations (une hausse de 9 % par rapport à 2018) et avec 11,5 M de billets disponibles (une augmentation de 12 % comparativement à 2018). La fermeture des salles durant plusieurs semaines en 2020 et la diminution de la capacité d'accueil des salles pour favoriser la distanciation sociale ont conduit à une baisse sans précédent de l'offre dans les salles du Québec. Pour l'ensemble du Québec, le nombre de représentations et le nombre de billets disponibles ont respectivement chuté de 77 % et de 84 % après la première année de pandémie (tableau 12.1).

La baisse du nombre de billets disponibles a touché toutes les régions ; le taux a oscillé entre – 75 % (en Abitibi-Témiscamingue) et – 91 % (en Mauricie). Quant à la baisse de l'offre en 2020, elle a été moins importante dans les régions éloignées (– 79 %) que dans les régions centrales (– 85 %). D'une part, cette baisse moins prononcée s'expliquerait par le maintien prolongé de l'offre de spectacles dans les régions éloignées. En effet, lors de la deuxième vague, à l'automne 2020, les salles de spectacles de ces régions ont fermé leurs portes plus tard que dans les grands centres. D'autre part, l'écart entre les régions pourrait aussi s'expliquer par la capacité des diffuseurs, dans certaines régions, à offrir une programmation et à fonctionner dans un contexte où, malgré la réouverture,

Figure 12.1

Taux de variation des représentations et de l'assistance des spectacles en arts de la scène, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019-2020



1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

des mesures sanitaires sont demeurées en place afin de restreindre le nombre de spectateurs pouvant être présents en même temps dans une salle.

La chute de l'offre en 2020 a eu des conséquences directes sur l'assistance, qui a diminué de 84 %, et sur les revenus de billetterie, qui ont reculé de 87 % (tableau 12.2). En chiffres absolus, l'assistance est ainsi passée de 8,7 M de spectateurs en 2019 à 1,4 M en 2020, et les revenus de billetterie, de 337,0 M$ à 44,5 M$. La baisse de l'assistance en salle a varié de – 76 % pour le Saguenay–Lac-Saint-Jean à – 88 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les régions éloignées ont connu une baisse légèrement moins forte ; elle a quand même été de – 80 % pour l'assistance et de – 82 % pour les revenus de billetterie.

Malgré la forte chute de l'offre et de la demande en 2020, le taux d'occupation[2] est demeuré relativement stable pour l'ensemble du Québec : il est passé de 76 % en 2019 à 77 % en 2020. Année après année, ce taux a tendance à être plus élevé dans les régions centrales (79 %) et périphériques (77 %) que dans les régions intermédiaires (72 %) et éloignées (65 %). Cette tendance s'expliquerait majoritairement par le fait qu'il y a un nombre plus élevé de grandes et très grandes salles de spectacles dans les principales agglomérations urbaines du Québec. En outre, ces salles ont la capacité de présenter des spectacles d'artistes étrangers ou des spectacles à grand déploiement pour lesquels, les taux d'occupation sont très élevés en raison d'un phénomène de rareté.

Les résultats présentés dans ce chapitre font état d'une baisse de fréquentation des salles de spectacles de l'ordre de 70 %, voire de 80 % pour l'ensemble du Québec en 2020. C'est du jamais-vu depuis que des données à ce sujet sont compilées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ). Selon les années, la variation de la fréquentation des salles de spectacles, et même des institutions muséales ou des salles de cinéma, se situe habituellement entre – 10 % et + 10 % pour l'ensemble du Québec, sauf lors d'une année exceptionnelle (par exemple, l'assistance pour les arts de la scène a connu une hausse de 13 % en 2019). Durant une année typique, si l'on étudie chacune des régions séparément plutôt que le Québec dans son ensemble, on peut parfois constater de plus fortes variations en raison de situations particulières propres à chacune d'elles. Or, même si l'on se penche sur les situations particulières de chaque région en 2020, on observe qu'il y a tout de même des différences dans les taux de variation ; elles sont toutefois minimes comparativement à la variation négative enregistrée dans l'ensemble du Québec.

La fréquentation des cinémas

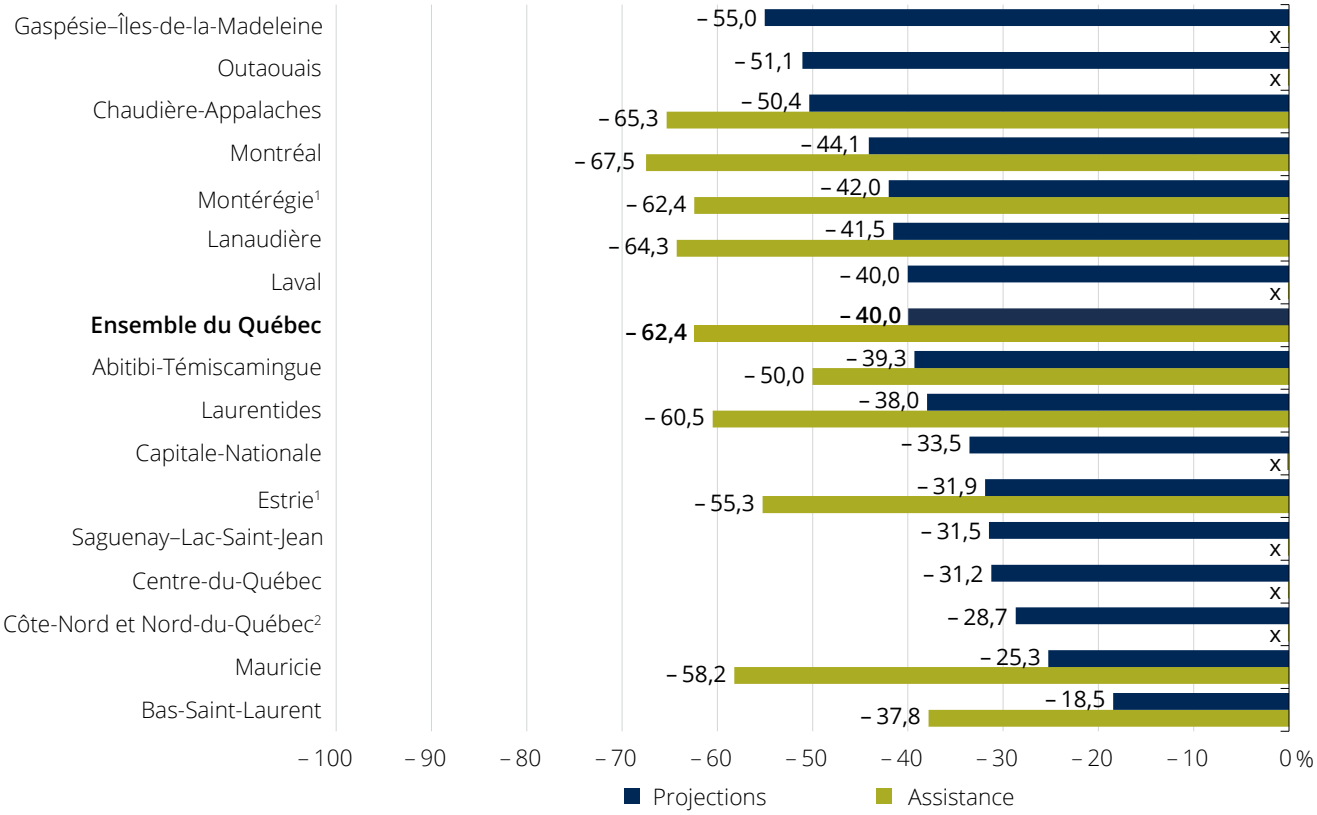
Tout comme les salles de spectacles, les salles de cinéma, pour les mêmes raisons, ont dû fermer leurs portes à quelques reprises en 2020, en 2021 et au début de 2022, ce qui a eu un effet direct sur les résultats d'exploitation.

Le nombre de projections en salle sur une période donnée est un bon indicateur de l'offre cinématographique. Cette offre, qui se situait autour de 950 000 projections depuis une décennie, a chuté à 377 000 en 2020 (– 60 %), avant de remonter à 570 000 (+ 51 %) en 2021. Même si le résultat de 2021 peut sembler encourageant, celui-ci est demeuré 40 % inférieur à celui de 2019 (tableau 12.3). La variation entre 2019 et 2021 oscille entre + 18 % pour le Bas-Saint-Laurent et + 55 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. La baisse du nombre de projections entre 2019 et 2021 est légèrement plus marquée dans les régions centrales (– 42 %) et périphériques (– 42 %) que dans les régions intermédiaires (– 35 %) et éloignées (– 31 %). Même si l'année 2021 a connu une forte hausse du nombre de projections, il reste encore un écart important par rapport à 2019 dans toutes les régions du Québec, qui s'explique en bonne partie par les fermetures ordonnées par le gouvernement en 2021. Les premiers résultats de 2022 suivent cette tendance. Si l'on exclut les six premières semaines de 2022 (lorsque les cinémas étaient fermés) et que l'on conserve seulement les semaines sept à dix-sept (de la mi-février à la fin avril), on remarque que, par rapport à la même période de 2019, le nombre de projections a baissé de 23 %. La baisse de ce nombre, qui se poursuit en 2022, peut s'expliquer par la réouverture tardive de certains cinémas et par la fermeture définitive d'autres durant la pandémie, ce qui engendre inévitablement une diminution de l'offre.

2. Voir la section Concepts et définitions, à la fin du document.

Figure 12.2

Taux de variation du nombre de projections cinématographiques et de l'assistance dans les cinémas, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019-2021



1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Même si l'Amérique du Nord utilise les recettes de billetterie comme principal indicateur de la demande pour la fréquentation des cinémas, c'est l'assistance qui est principalement utilisée au Québec et en Europe. En effet, cet indicateur est comparable dans le temps et n'est pas tributaire de la hausse des prix des billets attribuable à l'inflation et aux différentes options offertes aux consommateurs (3D, UltraAVX, D-BOX, etc.).

L'assistance a également connu une chute importante en 2020 (– 77 %), pour ensuite effectuer une forte remontée en 2021 (+ 62 %). En chiffres absolus, l'assistance a été de 18,7 M en 2019, de 4,3 M en 2020 et de 7,0 M en 2021, ce qui représente un écart de 62 % entre 2019 et 2021. Mentionnons que les données de sept régions sont confidentielles. Pour les autres régions, l'écart entre 2019 et 2021 varie entre – 38 % (dans le Bas-Saint-Laurent) et – 67 % (dans la région administrative de Montréal). Même si les résultats pour l'assistance ne sont disponibles que pour neuf régions, il semble que, tout comme pour les projections, ce sont les régions centrales et périphériques qui accusent le plus grand retard par rapport à 2019.

Même si une partie de l'écart entre 2021 et 2019 s'expliquerait par les fermetures temporaires ou définitives de certains cinémas, on constate un l'écart plus grand pour l'assistance que pour les projections (– 62 % et – 40 %), et ce, en raison des films offerts en salle et de la volonté ou non des consommateurs de reprendre leurs habitudes d'avant la pandémie. Il faudra attendre quelques années

avant de savoir si la fréquentation des salles reviendra au niveau de celui d'avant la pandémie. Avant même la fermeture temporaire des salles, la fréquentation suivait une tendance à la baisse depuis une dizaine d'années. Le développement des services de vidéo sur demande, une solution de rechange au cinéma durant la pandémie, ainsi que la diminution du délai entre la projection en salle d'un film et sa disponibilité sur ces services ont certainement eu une incidence sur la fréquentation des salles. De plus, la pandémie a probablement contribué à cette montée en popularité des services de vidéo sur demande.

La fréquentation des musées

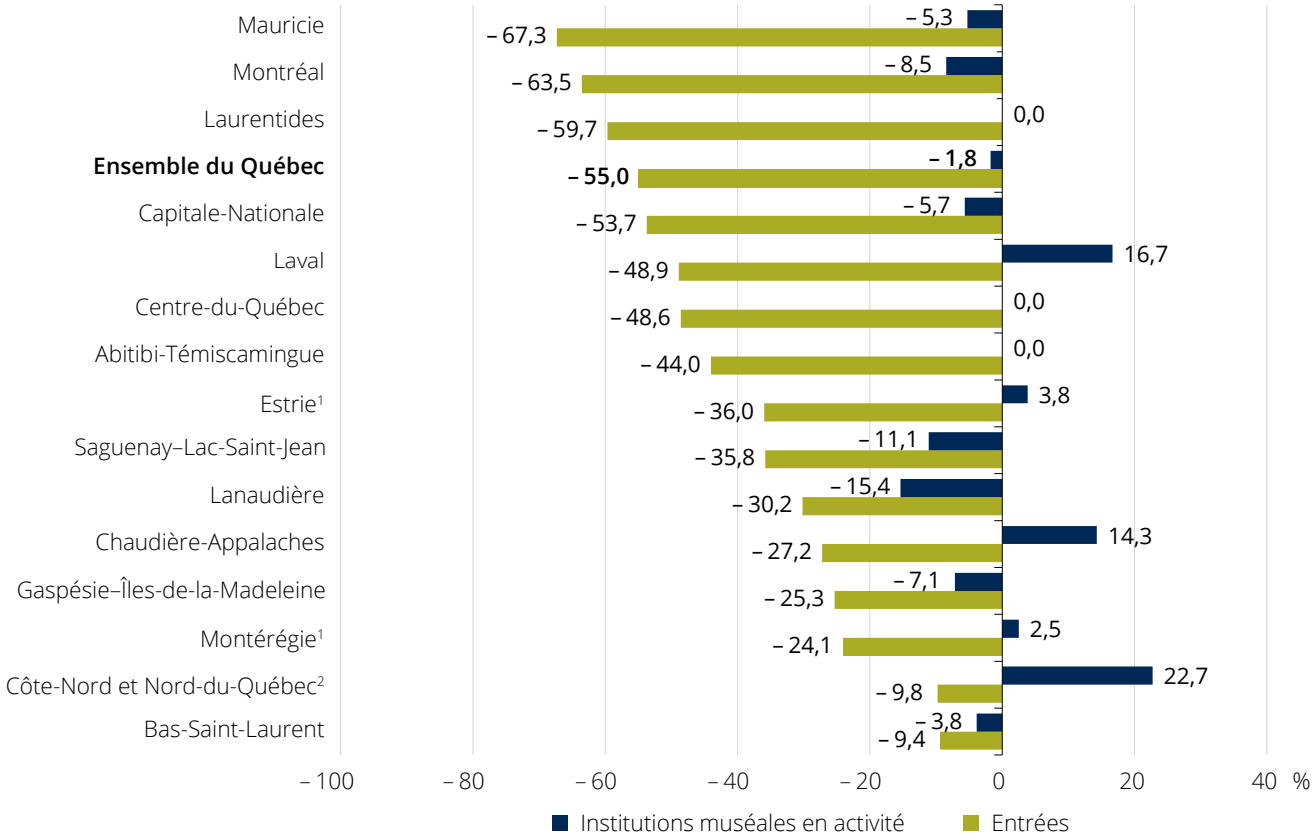
Contrairement à l'offre des salles de spectacles et de cinéma, celle des institutions muséales ne peut pas se mesurer par le nombre d'expositions ou le nombre de billets disponibles ; l'indicateur utilisé est celui du nombre d'institutions muséales en activité. Ce nombre, en baisse depuis le sommet de 442 en 2011, s'est établi à 399 en 2019. En raison des mesures sanitaires mises en place, certains musées, qui ne sont habituellement ouverts que l'été, sont demeurés fermés. Le nombre d'institutions muséales en activité est ainsi descendu à 328 en 2020, pour ensuite remonter près du nombre de 2021, soit 392 (tableau 12.4). Entre 2019 et 2021, la variation du nombre d'établissements par région se situe entre – 15 % (dans la région de Lanaudière) (de 13 à 11 établissements) et + 23 % (dans le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec) (de 22 à 27 établissements). Les régions centrales de Montréal et de la Capitale-Nationale sont les plus touchées, lesquelles ont enregistré une baisse de 7 % du nombre d'institutions muséales actives entre 2019 et 2021 (de 124 à 115 établissements). Il est encore trop tôt pour savoir si la tendance à la baisse du nombre d'institutions muséales en activité se poursuivra au cours des prochaines années. Pour l'instant, les répercussions de la pandémie n'ont pas freiné cette tendance, mais ne l'ont pas accélérée pour autant.

La demande pour les institutions muséales se mesure par le nombre d'entrées dans les établissements. Tout comme les salles de spectacles et de cinéma, les institutions muséales ont également été contraintes de fermer leurs portes à quelques reprises en 2020 et en 2021, ce qui a eu un effet direct sur leur fréquentation. Cependant, en raison de la configuration des lieux et de l'espace disponible, les institutions muséales ont su adapter leur offre de service aux mesures sanitaires, notamment en instaurant un système de réservation des plages de visites et une limitation du nombre de visiteurs.

Pour l'ensemble du Québec, la fréquentation totale des institutions muséales a baissé de 74 % entre 2019 et 2020 avant d'augmenter de 72 % en 2021. En chiffres absolus, le nombre d'entrées est passé de 15,1 M en 2019 à 3,9 M en 2020 et à 6,8 M en 2021 (tableau 12.4). L'écart entre 2019 et 2021 était ainsi de 55 % ; il varie entre 90 % (pour l'Outaouais) et 9 % (pour le Bas-Saint-Laurent). Les régions éloignées ont été les moins touchées, la baisse du nombre 'entrées y ayant été de 26 % entre 2019 et 2021. Quant aux régions centrales, elles ont vu leurs entrées diminuer de 61 %. Dans la région administrative de Montréal, notamment, la baisse a été de 64 %. Les entrées dans les institutions muséales de cette région représentaient 47 % du total québécois en 2019, comparativement à 38 % en 2021. Au cours des prochaines années, il faudra surveiller les effets à long terme que la pandémie aura sur la fréquentation des institutions muséales.

Figure 12.3

Taux de variation du nombre d'institutions muséales actives et de la fréquentation des institutions muséales, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019-2021



1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des institutions muséales.*

Conclusion

De toute évidence, les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre la pandémie ont eu d'importantes répercussions sur l'offre et la demande dans de nombreux secteurs d'activités, notamment les arts de la scène, le cinéma en salle et les expositions dans les institutions muséales. Grâce à l'allègement des mesures sanitaires annoncé principalement en 2021, une partie du public a recommencé à fréquenter les salles et les musées. Cependant, il est encore trop tôt pour savoir combien d'années il faudra pour revenir à la fréquentation prépandémique et pour mesurer l'ampleur des conséquences durables sur le comportement et les habitudes du public que cette pandémie a entraînées.

Informations statistiques complémentaires

Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec :
statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-la-frequentation-des-spectacles-au-quebec

Publication sur la fréquentation des salles de spectacles :
statistique.quebec.ca/fr/fichier/no-79-novembre-2021-la-frequentation-des-arts-de-la-scene-au-quebec-en-2019-et-2020.pdf

Enquête sur les projections cinématographiques :
statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-les-projections-cinematographiques

Publications sur la fréquentation des cinémas :
statistique.quebec.ca/fr/fichier/frequentation-cinemas-2021.pdf

Enquête sur la fréquentation des institutions muséales :
statistique.quebec.ca/fr/enquetes/realisees/enquete-sur-la-frequentation-des-institutions-museales

Publication sur la fréquentation des institutions muséales :
statistique.quebec.ca/fr/fichier/no-81-fevrier-2022-frequentation-institutions-museales-2020.pdf

Tableau 12.1

Nombre de représentations et de billets disponibles pour les spectacles en arts de la scène, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 et 2020

Région administrative	Représentations			Billets disponibles		
	2019	2020	Variation 2020/2019	2019	2020	Variation 2020/2019
	n		%	k		%
Régions centrales	**12 418**	**2 987**	**– 75,9**	**6 789,2**	**1 018,0**	**– 85,0**
Capitale-Nationale	2 290	936	– 59,1	1 524,8	270,0	– 82,3
Montréal	10 128	2 051	– 79,7	5 264,3	748,0	– 85,8
Régions périphériques	**4 972**	**899**	**– 81,9**	**2 488,0**	**445,0**	**– 82,1**
Chaudière-Appalaches	792	86	– 89,1	246,8	34,4	– 86,1
Laval et Laurentides[2]	1 294	206	– 84,1	795,1	112,1	– 85,9
Lanaudière	859	175	– 79,6	521,5	86,6	– 83,4
Montérégie[1]	2 027	432	– 78,7	924,5	211,9	– 77,1
Régions intermédiaires	**2 290**	**496**	**– 78,3**	**1 460,4**	**235,6**	**– 83,9**
Mauricie	589	103	– 82,5	406,7	38,4	– 90,6
Estrie[1]	627	163	– 74,0	398,9	76,8	– 80,7
Outaouais	649	130	– 80,0	402,5	64,8	– 83,9
Centre-du-Québec	425	100	– 76,5	252,4	55,6	– 78,0
Régions éloignées	**1 967**	**564**	**– 71,3**	**752,2**	**156,1**	**– 79,2**
Bas-Saint-Laurent	415	167	– 59,8	175,1	39,7	– 77,3
Saguenay–Lac-Saint-Jean	542	125	– 76,9	205,0	48,0	– 76,6
Abitibi-Témiscamingue	321	97	– 69,8	150,9	37,2	– 75,3
Côte-Nord	271	67	– 75,3	115,0	17,6	– 84,7
Nord-du-Québec	33	5	– 84,8	11,1	2,0	– 82,4
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	385	103	– 73,2	95,1	11,7	– 87,7
Ensemble du Québec	**21 647**	**4 946**	**– 77,2**	**11 489,8**	**1 854,8**	**– 83,9**

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Tableau 12.2

Assistance et revenus de billetterie des spectacles en arts de la scène, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 et 2020

Région administrative	Assistance			Revenus de billetterie			Taux d'occupation[3]
	2019	2020	Variation 2020/2019	2019	2020	Variation 2020/2019	2020
	k		%	k$		%	%
Régions centrales	**5 266,1**	**808,7**	**– 84,6**	**230 730,0**	**28 801,3**	**– 87,5**	**79,4**
Capitale-Nationale	1 170,6	209,8	– 82,1	51 828,3	6 846,6	– 86,8	77,7
Montréal	4 095,5	598,9	– 85,4	178 901,7	21 954,7	– 87,7	80,1
Régions périphériques	**1 857,4**	**341,7**	**– 81,6**	**55 043,8**	**9 012,0**	**– 83,6**	**76,8**
Chaudière-Appalaches	188,6	24,4	– 87,1	4 887,9	572,3	– 88,3	70,8
Laval et Laurentides[2]	611,7	86,3	– 85,9	20 561,2	2 479,5	– 87,9	77,0
Lanaudière	352,2	66,0	– 81,3	10 608,1	1 692,1	– 84,0	76,2
Montérégie[1]	704,9	165,0	– 76,6	18 986,7	4 268,2	– 77,5	77,9
Régions intermédiaires	**1 185,6**	**170,0**	**– 85,7**	**38 837,1**	**4 406,1**	**– 88,7**	**72,2**
Mauricie	x	x	x	x	x	x	x
Estrie[1]	269,8	51,4	– 80,9	6 969,5	1 168,7	– 83,2	66,9
Outaouais	323,2	51,3	– 84,1	13 780,7	1 522,0	– 89,0	79,3
Centre-du-Québec	x	x	x	x	x	x	x
Régions éloignées	**511,0**	**101,6**	**– 80,1**	**12 417,1**	**2 258,3**	**– 81,8**	**65,1**
Bas-Saint-Laurent	114,9	24,9	– 78,4	2 822,6	483,9	– 82,9	62,6
Saguenay–Lac-Saint-Jean	156,4	37,4	– 76,1	3 981,2	911,0	– 77,1	78,0
Abitibi-Témiscamingue	95,4	21,0	– 78,0	2 489,9	522,6	– 79,0	56,4
Côte-Nord	71,6	9,3	– 87,0	1 739,9	176,1	– 89,9	52,8
Nord-du-Québec	7,8	1,5	– 80,2	182,6	31,7	– 82,6	78,7
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	65,1	7,5	– 88,5	1 200,9	133,0	– 88,9	64,1
Ensemble du Québec	**8 730,0**	**1 422,0**	**– 83,7**	**337 028,0**	**44 477,7**	**– 86,8**	**76,7**

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de Laval et des Laurentides sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans l'une de ces régions.
3. Voir la section Concepts et définitions, à la fin du document.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Tableau 12.3

Résultats d'exploitation des cinémas, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

Région administrative	Projections				Assistance			
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	2019	2020	2021	Variation 2021/2019
	n			%	k			%
Régions centrales	**370 195**	**140 795**	**215 699**	**– 41,7**	**7 560,3**	**1 667,2**	**x**	**x**
Capitale-Nationale	82 868	34 369	55 073	– 33,5	2 000,8	509,3	x	x
Montréal	287 327	106 426	160 626	– 44,1	5 559,5	1 157,9	1 808,1	– 67,5
Régions périphériques	**368 488**	**148 849**	**214 823**	**– 41,7**	**x**	**x**	**x**	**x**
Chaudière-Appalaches	29 523	12 985	14 656	– 50,4	508,3	116,4	176,2	– 65,3
Laval	51 046	20 923	30 628	– 40,0	x	x	x	x
Lanaudière	48 140	20 272	28 141	– 41,5	1 060,3	248,7	379,0	– 64,3
Laurentides	58 747	24 591	36 431	– 38,0	1 354,8	359,6	535,3	– 60,5
Montérégie[1]	181 032	70 078	104 967	– 42,0	3 320,5	774,6	1 248,1	– 62,4
Régions intermédiaires	**147 853**	**59 267**	**96 095**	**– 35,0**	**2 564,7**	**649,9**	**1 065,4**	**– 58,5**
Mauricie	38 356	16 404	28 670	– 25,3	560,0	137,9	234,0	– 58,2
Estrie[1]	46 501	20 469	31 673	– 31,9	754,4	238,7	337,5	– 55,3
Outaouais	38 153	11 761	18 671	– 51,1	x	x	x	x
Centre-du-Québec	24 843	10 633	17 081	– 31,2	x	x	x	x
Régions éloignées	**63 034**	**28 297**	**43 461**	**– 31,1**	**x**	**x**	**495,2**	**x**
Bas-Saint-Laurent	12 747	4 782	10 395	– 18,5	200,2	38,5	124,5	– 37,8
Saguenay–Lac-Saint-Jean	25 547	10 954	17 504	– 31,5	x	109,4	198,6	x
Abitibi-Témiscamingue	14 157	7 154	8 590	– 39,3	216,9	65,7	108,4	– 50,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec[2]	8 400	4 464	5 990	– 28,7	x	x	x	x
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 183	943	982	– 55,0	35,3	10,6	x	x
Ensemble du Québec	**949 570**	**377 208**	**570 078**	**– 40,0**	**18 702,3**	**4 345,8**	**7 024,3**	**– 62,4**

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur les projections cinématographiques*.

Tableau 12.4

Statistiques sur les institutions muséales en activité, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2019 à 2021

Région administrative	Institutions muséales en activité				Entrées			
	2019	2020	2021	Variation 2021/2019	2019	2020	2021	Variation 2021/2019
	n			%	k			%
Régions centrales	**124**	**109**	**115**	**– 7,3**	**9 648,5**	**x**	**3 767,8**	**– 60,9**
Capitale-Nationale	53	47	50	– 5,7	2 550,2	x	1 179,8	– 53,7
Montréal	71	62	65	– 8,5	7 098,3	1 267,9	2 588,1	– 63,5
Régions périphériques	**90**	**80**	**93**	**3,3**	**2 153,5**	**934,4**	**1 505,6**	**– 30,1**
Chaudière-Appalaches	21	19	24	14,3	150,2	x	109,3	– 27,2
Laval	6	6	7	16,7	306,5	107,4	156,7	– 48,9
Lanaudière	13	10	11	– 15,4	67,5	23,9	47,1	– 30,2
Laurentides	10	9	10	–	125,5	21,8	50,6	– 59,7
Montérégie[1]	40	36	41	2,5	1 503,8	x	1 141,9	– 24,1
Régions intermédiaires	**70**	**56**	**69**	**– 1,4**	**1 939,6**	**375,4**	**527,1**	**– 72,8**
Mauricie	19	15	18	– 5,3	341,5	64,7	111,6	– 67,3
Estrie[1]	26	19	27	3,8	247,1	88,1	158,2	– 36,0
Outaouais	11	8	10	– 9,1	1 062,4	125,4	108,8	– 89,8
Centre-du-Québec	14	14	14	–	288,7	97,2	148,5	– 48,6
Régions éloignées	**115**	**83**	**115**	**–**	**1 312,1**	**x**	**973,1**	**– 25,8**
Bas-Saint-Laurent	26	15	25	– 3,8	241,4	101,6	218,7	– 9,4
Saguenay–Lac-Saint-Jean	18	14	16	– 11,1	499,7	x	320,7	– 35,8
Abitibi-Témiscamingue	21	13	21	–	112,3	26,5	62,9	– 44,0
Côte-Nord et Nord-du-Québec[2]	22	17	27	22,7	182,0	85,4	164,2	– 9,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	28	24	26	– 7,1	276,7	153,5	206,6	– 25,3
Ensemble du Québec	**399**	**328**	**392**	**– 1,8**	**15 053,8**	**3 937,7**	**6 773,6**	**– 55,0**

1. Selon le découpage géographique des régions administratives en vigueur en janvier 2021. Ce découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec sont regroupées en raison du petit nombre de répondants dans ces régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des institutions muséales*.

Chapitre 13

Statistiques par MRC

Ce chapitre du *Panorama des régions du Québec* offre une analyse à l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC). Recourir à cette unité territoriale qu'est la MRC permet la comparaison entre des territoires d'une même région ou appartenant à des régions limitrophes. De cette manière, il devient possible d'apporter des nuances au portrait d'une région administrative ou de faire ressortir les territoires supralocaux qui se démarquent.

Au Québec, le territoire se divise en 104 MRC géographiques. La version géographique[1] des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

Comme par les années passées, sont examinés à l'échelle de ces territoires la démographie, le revenu disponible par habitant, le taux de travailleurs et la valeur foncière des résidences unifamiliales.

À noter

La MRC d'Eeyou Istchee désigne un espace géostatistique pour les Cris dans le Nord-du-Québec[1]. Même si ce n'est pas systématiquement mentionné dans le texte, ce toponyme n'est pas officiel.

Les régions administratives de Montréal et Laval sont respectivement composées d'une MRC identique au territoire régional. Certaines MRC ne comprennent qu'une seule ville, comme c'est le cas pour Laval, Gatineau, Sherbrooke, Trois-Rivières, Shawinigan, Lévis, Mirabel, Rouyn-Noranda et Saguenay. D'autres englobent, en plus du principal centre urbain, au moins une autre ville ; c'est le cas de Montréal, Québec et Longueuil.

Les variables sont analysées suivant le découpage géographique et la dénomination des MRC au 1er juillet 2021 pour la démographie, tandis que, pour le revenu disponible par habitant, le taux de travailleurs et la valeur foncière, l'analyse est faite selon le découpage géographique et la dénomination au 31 décembre 2021.

1. Ce territoire géostatistique comprend les terres réservées aux Cris (TC) et les villages cris (VC).

1. La version géographique des MRC est un découpage territorial établi par l'ISQ pour des fins statistiques. En comparaison des MRC définies juridiquement, les MRC géographiques offrent une couverture exhaustive de la province. Pour en savoir plus sur les différences entre les MRC géographiques et celles définies juridiquement, veuillez consulter le *Système du code géographique du Québec – Guide explicatif et lexique*.

13.1 Démographie

Direction des statistiques sociodémographiques

Évolution de la population

La dynamique démographique varie grandement non seulement d'une région administrative à l'autre, mais également à l'intérieur de chaque région. Pour illustrer ces contrastes, la carte 13.1.1 présente les taux d'accroissement annuels de la population des MRC entre le 1er juillet 2020 et le 1er juillet 2021. Ce bilan est le premier qui s'inscrit entièrement dans le contexte de pandémie de COVID-19, qui frappe le Québec depuis mars 2020. Le tableau 13.1.1 montre quant à lui l'évolution de la population de chaque MRC de 2017 à 2021, et permet donc de remonter à la période prépandémique.

Selon les estimations provisoires, 92 des 104 MRC du Québec ont vu leur population s'accroître entre 2020 et 2021. De ce nombre, 18 ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 25 pour mille (ou 2,5 %), des niveaux rarement atteints au cours des années précédentes. Ces MRC à forte croissance se concentrent principalement dans les régions des Laurentides (5 MRC), de Lanaudière (3 MRC) et de la Montérégie (3 MRC), mais aucune n'est directement adjacente à Montréal ; elles se situent plutôt au-delà de la première ceinture de MRC qui entoure Montréal. C'est notamment le cas de Mirabel et de Montcalm, où les taux s'élevaient à plus de 40 pour mille (ou 4 %), soit les plus élevés à l'échelle des MRC. Les autres MRC ayant enregistré une forte croissance sont réparties dans les régions de l'Estrie (2 MRC), de l'Outaouais (2 MRC), de la Mauricie (1 MRC), de la Capitale-Nationale (1 MRC) et du Saguenay–Lac-Saint-Jean (1 MRC). Elles sont généralement à proximité du centre urbain principal de ces régions, comme par exemple Memphrémagog, Les Collines-de-l'Outaouais, Les Chenaux, La Jacques-Cartier et Le Fjord-du-Saguenay.

À l'inverse, la population a diminué dans seulement 12 MRC en 2020-2021. La baisse la plus notable a été enregistrée dans la MRC de Montréal ; le taux d'accroissement pour cette période est de – 22,8 pour mille (ce qui représente environ 47 000 personnes en moins). Tout juste à côté, la MRC de Longueuil a aussi vu sa population diminuer. La majorité des autres MRC ayant enregistré une décroissance se trouvent dans les régions les plus éloignées des grands centres urbains, soit la Côte-Nord (3 MRC), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (2 MRC), le Nord-du-Québec (1 MRC), l'Abitibi-Témiscamingue (1 MRC) et le Bas-Saint-Laurent (1 MRC). Les deux autres MRC de ce groupe se situent dans la Capitale-Nationale et la Chaudière-Appalaches.

On remarque qu'en 2020-2021, la croissance de la population a ralenti de manière importante, voire s'est arrêtée, dans les MRC où se trouvent les centres urbains les plus populeux[2], ce qui indique une poursuite de la tendance amorcée en 2019-2020, une année qui porte la trace des premiers mois de la crise sanitaire. Montréal, dont la population a décliné en 2020-2021, est la MRC où le contraste par rapport à la situation prépandémique est le plus marqué ; elle enregistrait alors des taux d'accroissement parfois assez élevés. Les taux ont également reculé dans les MRC de Longueuil, Québec, Laval, Gatineau et, dans une moindre mesure, dans celles de Sherbrooke et Trois-Rivières. Dans tous les cas, c'est principalement une détérioration du bilan migratoire interne et externe qui explique cette évolution.

En contrepartie, 50 des 104 MRC, réparties dans tout le Québec, ont enregistré en 2020-2021 leur taux d'accroissement démographique le plus élevé depuis 1996-1997 (plus anciennes données disponibles). On trouve notamment parmi celles-ci des MRC éloignées des grands centres qui, auparavant, affichaient souvent des taux d'accroissement négatifs. Plusieurs d'entre elles avaient déjà renoué avec la croissance au cours des années précédant la pandémie, mais le contexte pandémique semble avoir amplifié cette tendance.

2. Dans certains cas, la MRC est formée d'une seule ville, qui est aussi un grand centre urbain, notamment Laval, Gatineau et Sherbrooke. Dans d'autres cas, comme Montréal, Québec et Longueuil, la MRC englobe le principal centre urbain ainsi qu'au moins une autre ville.

Structure par âge

La figure 13.1.1 montre la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus par région administrative et par MRC. Les régions sont classées en ordre décroissant en fonction de la proportion qui leur est associée, et la distribution des MRC à l'intérieur de chaque région est illustrée.

En 2021, la part des personnes âgées de 65 ans et plus au sein de la population s'établit à 20,3 % dans l'ensemble du Québec. Près des trois quarts des MRC, soit 77 sur 104, présentent toutefois une proportion plus élevée. Dans 42 d'entre elles, la part est d'au moins 25 %, et dans 12 MRC, elle s'élève à 30 % ou plus. Les trois MRC où les parts des personnes de 65 ans et plus sont les plus importantes sont Mékinac (33,9 %), en Mauricie, Les Basques (33,4 %), dans le Bas-Saint-Laurent, et la Haute-Gaspésie (32,4 %), en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. Les autres MRC où les proportions atteignent aussi le seuil de 30 % se situent dans les régions de la Mauricie, de la Chaudière-Appalaches et de la Capitale-Nationale.

Sans faire partie des MRC dont la population figure parmi les plus âgées au Québec, certaines MRC se démarquent par une proportion de personnes âgées de 65 ans et plus beaucoup plus élevée que celle dans la région où elles se trouvent. C'est notamment le cas des MRC d'Antoine-Labelle, dans les Laurentides, de Pierre-De-Saurel, en Montérégie, et de Pontiac, en Outaouais. Parmi les facteurs qui peuvent expliquer que le vieillissement soit plus avancé dans certaines MRC, mentionnons la faible fécondité, les pertes migratoires chez les jeunes adultes et l'attrait exercé par les MRC auprès des personnes qui atteignent l'âge de la retraite.

À l'inverse, dans 27 MRC, la proportion de personnes âgées de 65 ans et plus est plus basse que dans l'ensemble du Québec en 2021. La proportion est de moins de 15 % dans six d'entre elles, et c'est la MRC de Caniapiscau, sur la Côte-Nord, qui affiche la part la plus faible (4,2 %). Soulignons qu'en contrepartie, cette MRC est celle où la part des 20-64 ans, considérés comme des personnes d'âge actif, est la plus importante (tableau 13.1.2 à la fin de cette section), ce qui laisse supposer que plusieurs des personnes qui travaillent dans cette MRC n'y restent pas une fois arrivées à l'âge de la retraite.

La part des personnes âgées est également très faible dans l'Administration régionale Kativik (4,8 %) et Eeyou Istchee (6,5 %), deux MRC du Nord-du-Québec. Ces deux MRC se distinguent par une forte proportion de jeunes de moins de 20 ans au sein de leur population, proportion qui est notamment associée à la forte fécondité enregistrée dans le Nord-du-Québec. La part des 65 ans et plus n'est pas aussi faible dans la MRC de Jamésie (17,1 %), mais est tout de même inférieure à celle dans l'ensemble du Québec.

Enfin, la part des personnes de 65 ans et plus est aussi relativement faible dans certaines MRC situées en périphérie des grands centres urbains, notamment La Jacques-Cartier, dans la Capitale-Nationale, Mirabel, dans les Laurentides et Les Collines-de-l'Outaouais, en Outaouais, qui affichent toutes une proportion inférieure à 15 % en 2021. Ces MRC se caractérisent par l'attrait qu'elles exercent auprès des familles avec enfants.

Les estimations de la population

Les estimations de la population des différents découpages géographiques du Québec sont le produit d'une collaboration entre Statistique Canada et l'Institut de la statistique du Québec. Elles sont fondées sur les comptes des recensements qui sont rajustés afin de tenir compte du sous-dénombrement net des recensements et des réserves partiellement dénombrées.

Les estimations de population de la période 2016-2021 doivent être considérées comme provisoires. Elles ont comme point de départ les comptes rajustés du Recensement de 2016, auxquels est ajoutée une estimation du bilan des différents événements démographiques enregistrés par la suite (naissances, décès et mouvements migratoires). Comme plusieurs de ces composantes ne sont pas définitives (obtenues par modélisation ou tirées de sources disponibles rapidement, mais moins précises), les estimations peuvent changer au fil des révisions. De plus, les données infraprovinciales feront l'objet d'une révision en 2024 pour s'arrimer aux comptes rajustés du Recensement de 2021 ; c'est alors que les estimations des années 2016 et suivantes deviendront définitives. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'interprétation de ces résultats récents.

Informations statistiques complémentaires

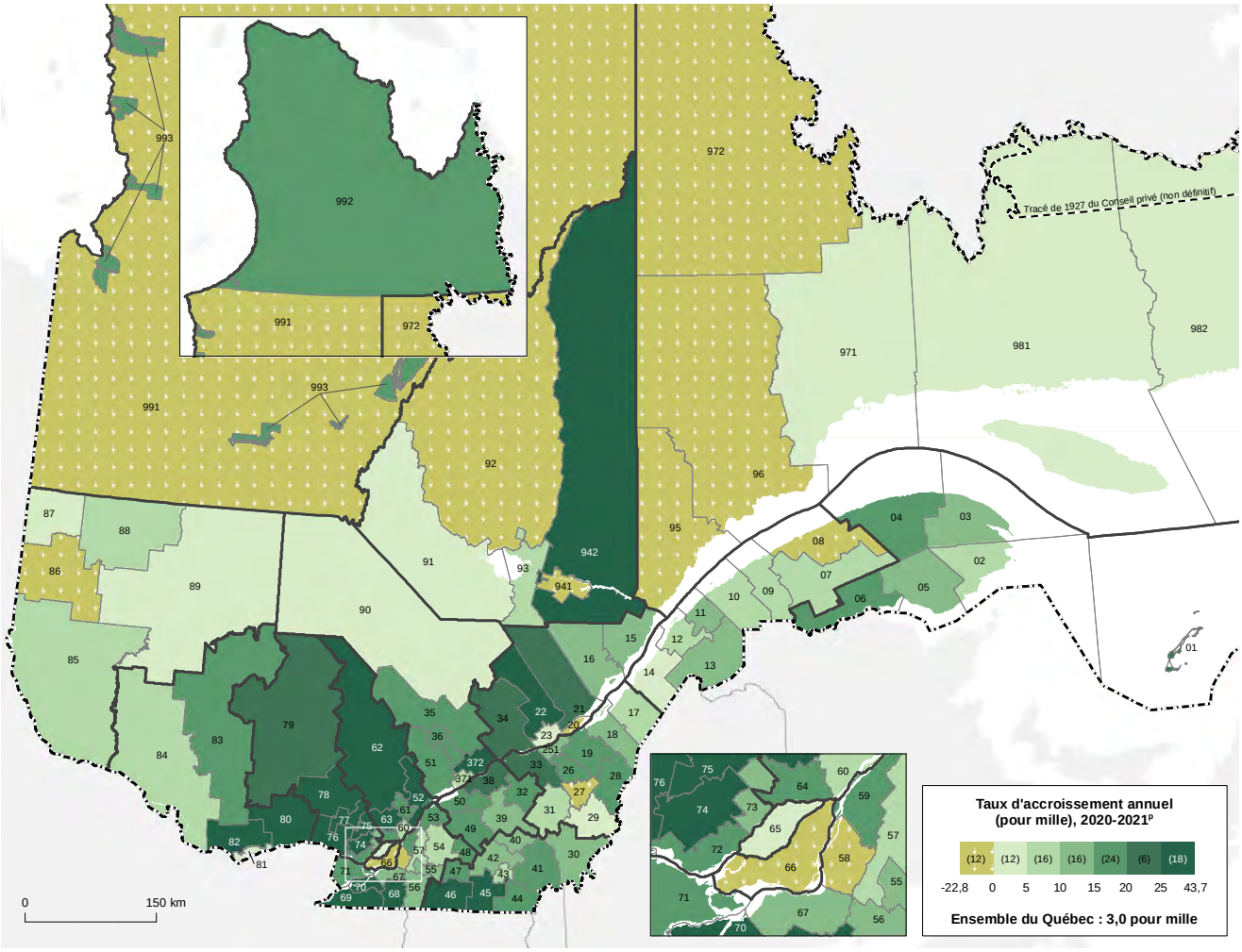
Des tableaux détaillés de données sur la population et la structure par âge et sexe du Québec, des régions administratives, des MRC, des municipalités et des régions métropolitaines de recensement sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Démographie et population*. D'autres données y sont également consultables, notamment celles concernant les composantes démographiques qui façonnent la taille et la structure de la population (naissances, décès et migrations internes ou internationales et interprovinciales). De plus, les résultats des projections démographiques de 2021 à 2041 sont également disponibles.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Fiches démographiques – Les régions administratives du Québec en 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, 46 p. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/fiches-demographiques-regions-administratives-quebec-2021.pdf]

Carte 13.1.1

Taux d'accroissement annuel de la population, MRC du Québec, 2020-2021



Notes : Données provisoires.

La correspondance entre le code et le nom des MRC ainsi que les résultats détaillés se trouvent dans le tableau 13.1.1.

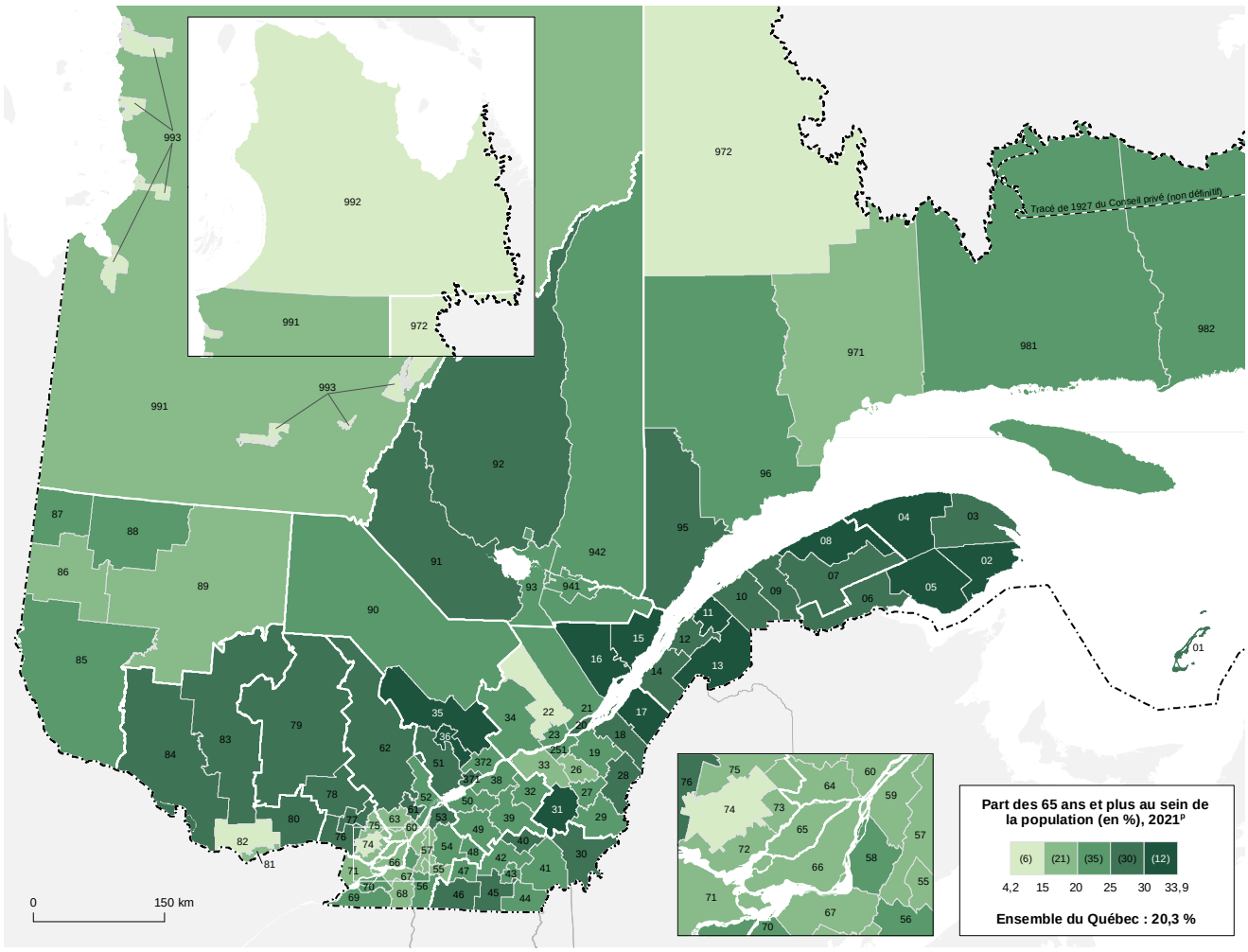
Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Données sur la démographie :
Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Données sur les limites administratives :
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021.

Carte 13.1.2

Part des 65 ans et plus au sein de la population, MRC du Québec, 2021



Notes : Population au 1er juillet. Données provisoires.
La correspondance entre le code et le nom des MRC ainsi que les résultats détaillés se trouvent dans le tableau 13.1.2.

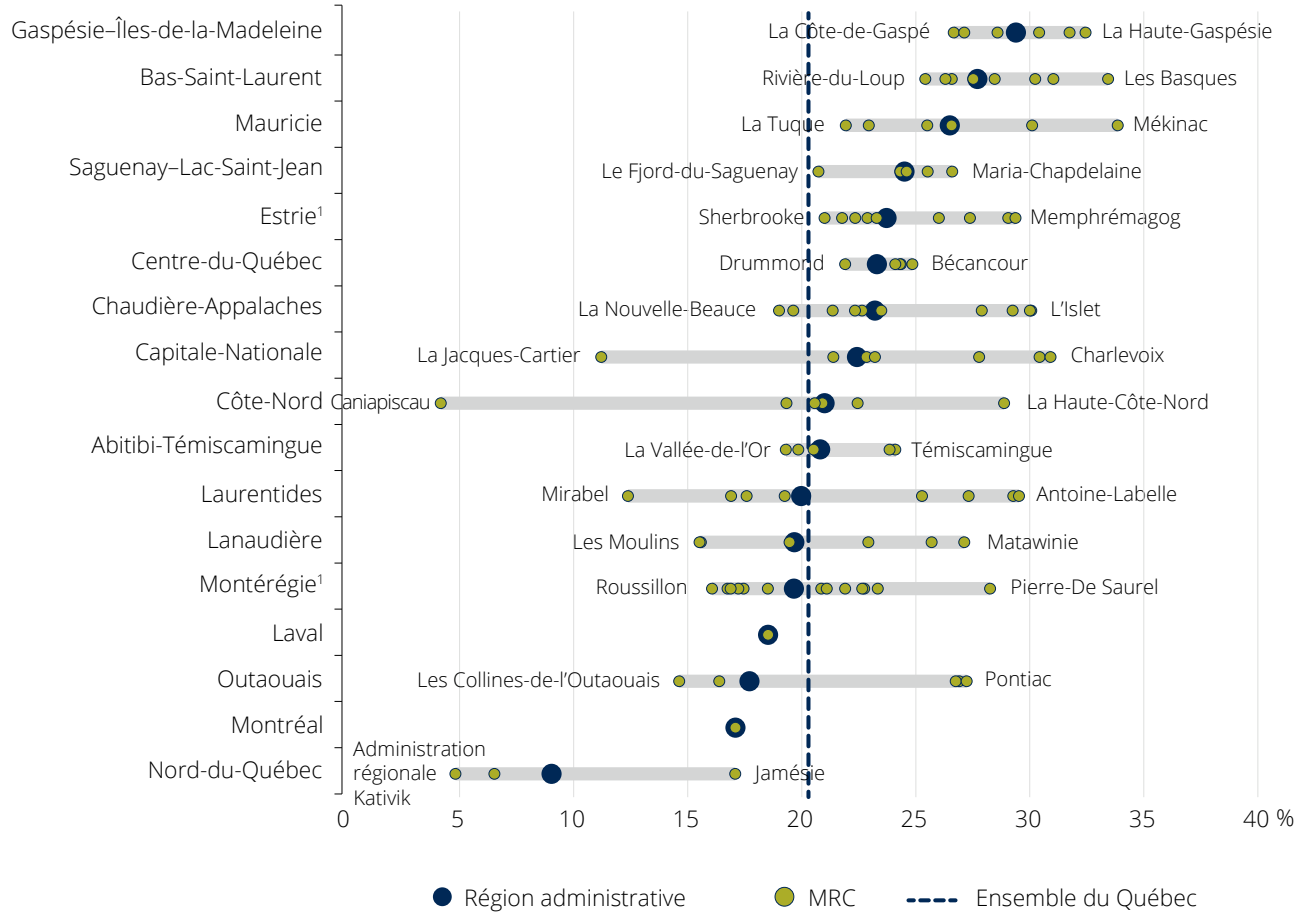
Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Données sur la démographie :
Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Données sur les limites administratives :
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021.

Figure 13.1.1

Part des 65 ans et plus au sein de la population, MRC, régions administratives[1] et ensemble du Québec, 2021



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Notes : Données provisoires.

Dans une région donnée, deux MRC ayant la même valeur verront leur point se superposer.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.1.1

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Code	MRC par régions administratives	Population au 1er juillet					Taux d'accroissement annuel[3]			
		2017	2018	2019r	2020r	2021p	2017-2018	2018-2019r	2019-2020r	2020-2021p
		n					pour 1 000			
01	**Bas-Saint-Laurent**	**197 550**	**197 291**	**197 530**	**198 063**	**199 097**	**– 1,3**	**1,2**	**2,7**	**5,2**
07	La Matapédia	17 772	17 644	17 638	17 655	17 804	– 7,2	– 0,3	1,0	8,4
08	La Matanie	21 155	21 051	20 902	20 875	20 783	– 4,9	– 7,1	– 1,3	– 4,4
09	La Mitis	18 156	18 056	18 027	18 078	18 179	– 5,5	– 1,6	2,8	5,6
10	Rimouski-Neigette	56 950	57 078	57 475	57 715	58 008	2,2	6,9	4,2	5,1
11	Les Basques	8 658	8 647	8 576	8 594	8 716	– 1,3	– 8,2	2,1	14,1
12	Rivière-du-Loup	34 328	34 564	34 806	34 963	35 195	6,9	7,0	4,5	6,6
13	Témiscouata	19 454	19 300	19 245	19 276	19 481	– 7,9	– 2,9	1,6	10,6
14	Kamouraska	21 077	20 951	20 861	20 907	20 931	– 6,0	– 4,3	2,2	1,1
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**277 174**	**277 388**	**278 032**	**278 946**	**279 949**	**0,8**	**2,3**	**3,3**	**3,6**
91	Le Domaine-du-Roy	31 268	31 135	31 203	31 168	31 308	– 4,3	2,2	– 1,1	4,5
92	Maria-Chapdelaine	24 629	24 647	24 505	24 502	24 469	0,7	– 5,8	– 0,1	– 1,3
93	Lac-Saint-Jean-Est	52 931	52 830	52 981	53 134	53 602	– 1,9	2,9	2,9	8,8
941	Saguenay	146 426	146 634	146 943	147 366	147 174	1,4	2,1	2,9	– 1,3
942	Le Fjord-du-Saguenay	21 920	22 142	22 400	22 776	23 396	10,1	11,6	16,6	26,9
03	**Capitale-Nationale**	**738 620**	**744 399**	**751 442**	**757 031**	**761 029**	**7,8**	**9,4**	**7,4**	**5,3**
15	Charlevoix-Est	15 411	15 360	15 303	15 350	15 550	– 3,3	– 3,7	3,1	12,9
16	Charlevoix	12 924	12 911	12 967	13 041	13 201	– 1,0	4,3	5,7	12,2
20	L'Île-d'Orléans	7 322	7 604	7 534	7 513	7 507	37,8	– 9,2	– 2,8	– 0,8
21	La Côte-de-Beaupré	28 656	28 923	29 266	29 787	30 482	9,3	11,8	17,6	23,1
22	La Jacques-Cartier	44 635	45 512	46 165	46 918	48 317	19,5	14,2	16,2	29,4
23	Québec	576 028	579 984	585 773	589 317	589 614	6,8	9,9	6,0	0,5
34	Portneuf	53 644	54 105	54 434	55 105	56 358	8,6	6,1	12,3	22,5
04	**Mauricie**	**268 434**	**269 455**	**271 244**	**274 106**	**277 384**	**3,8**	**6,6**	**10,5**	**11,9**
35	Mékinac	12 334	12 365	12 377	12 485	12 676	2,5	1,0	8,7	15,2
36	Shawinigan	49 335	49 360	49 447	49 857	50 786	0,5	1,8	8,3	18,5
371	Trois-Rivières	136 146	136 926	138 423	140 451	141 417	5,7	10,9	14,5	6,9
372	Les Chenaux	18 947	19 051	19 121	19 356	19 863	5,5	3,7	12,2	25,9
51	Maskinongé	36 604	36 667	36 822	36 858	37 513	1,7	4,2	1,0	17,6
90	La Tuque	15 068	15 086	15 054	15 099	15 129	1,2	– 2,1	3,0	2,0
05	**Estrie[2]**	**471 735**	**476 836**	**482 790**	**490 318**	**499 197**	**10,8**	**12,4**	**15,5**	**17,9**
30	Le Granit	21 467	21 445	21 405	21 581	21 886	– 1,0	– 1,9	8,2	14,0
40	Les Sources	14 278	14 311	14 301	14 427	14 602	2,3	– 0,7	8,8	12,1
41	Le Haut-Saint-François	22 512	22 592	22 726	22 936	23 340	3,5	5,9	9,2	17,5
42	Le Val-Saint-François	30 962	31 072	31 326	31 764	32 138	3,5	8,1	13,9	11,7
43	Sherbrooke	163 834	166 217	168 765	171 092	172 713	14,4	15,2	13,7	9,4
44	Coaticook	18 504	18 572	18 707	18 818	19 131	3,7	7,2	5,9	16,5
45	Memphrémagog	51 107	51 624	52 124	53 075	54 564	10,1	9,6	18,1	27,7
46	Brome-Missisquoi	59 473	60 440	61 626	63 493	66 024	16,1	19,4	29,8	39,1
47	La Haute-Yamaska	89 598	90 563	91 810	93 132	94 799	10,7	13,7	14,3	17,7

Suite à la page 171

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Code	MRC par régions administratives	Population au 1er juillet					Taux d'accroissement annuel[3]			
		2017	2018	2019r	2020r	2021p	2017-2018	2018-2019r	2019-2020r	2020-2021p
		n					pour 1 000			
06	**Montréal**	**1 986 067**	**2 028 244**	**2 066 038**	**2 072 645**	**2 025 928**	**21,0**	**18,5**	**3,2**	**– 22,8**
66	Montréal	1 986 067	2 028 244	2 066 038	2 072 645	2 025 928	21,0	18,5	3,2	– 22,8
07	**Outaouais**	**388 330**	**392 200**	**397 007**	**401 280**	**404 265**	**9,9**	**12,2**	**10,7**	**7,4**
80	Papineau	22 923	23 069	23 247	23 752	24 534	6,3	7,7	21,5	32,4
81	Gatineau	280 669	283 827	287 648	290 143	290 534	11,2	13,4	8,6	1,3
82	Les Collines-de-l'Outaouais	50 044	50 589	51 401	52 564	53 910	10,8	15,9	22,4	25,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	20 489	20 528	20 550	20 683	21 074	1,9	1,1	6,5	18,7
84	Pontiac	14 205	14 187	14 161	14 138	14 213	– 1,3	– 1,8	– 1,6	5,3
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**147 609**	**147 607**	**147 634**	**147 960**	**148 242**	**– 0,0**	**0,2**	**2,2**	**1,9**
85	Témiscamingue	15 909	15 838	15 709	15 758	15 901	– 4,5	– 8,2	3,1	9,0
86	Rouyn-Noranda	42 851	42 965	43 075	43 117	43 053	2,7	2,6	1,0	– 1,5
87	Abitibi-Ouest	20 543	20 595	20 581	20 556	20 580	2,5	– 0,7	– 1,2	1,2
88	Abitibi	24 911	24 803	24 725	24 815	24 943	– 4,3	– 3,1	3,6	5,1
89	La Vallée-de-l'Or	43 395	43 406	43 544	43 714	43 765	0,3	3,2	3,9	1,2
09	**Côte-Nord**	**91 824**	**91 160**	**90 717**	**90 606**	**90 543**	**– 7,3**	**– 4,9**	**– 1,2**	**– 0,7**
95	La Haute-Côte-Nord	10 734	10 600	10 533	10 491	10 454	– 12,6	– 6,3	– 4,0	– 3,5
96	Manicouagan	30 870	30 503	30 335	30 211	30 205	– 12,0	– 5,5	– 4,1	– 0,2
971	Sept-Rivières	35 177	35 095	34 887	34 943	34 944	– 2,3	– 5,9	1,6	0,0
972	Caniapiscau	3 811	3 813	3 897	3 898	3 849	0,5	21,8	0,3	– 12,7
981	Minganie	6 543	6 494	6 439	6 438	6 458	– 7,5	– 8,5	– 0,2	3,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 689	4 655	4 626	4 625	4 633	– 7,3	– 6,2	– 0,2	1,7
10	**Nord-du-Québec**	**45 086**	**45 557**	**45 894**	**46 189**	**46 673**	**10,4**	**7,4**	**6,4**	**10,4**
991	Jamésie	13 851	13 836	13 648	13 480	13 418	– 1,1	– 13,7	– 12,4	– 4,6
992	Administration régionale Kativik	13 549	13 817	14 111	14 351	14 576	19,6	21,1	16,9	15,6
993	Eeyou Istchee[4]	17 686	17 904	18 135	18 358	18 679	12,3	12,8	12,2	17,3
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**90 537**	**90 615**	**90 456**	**90 721**	**92 072**	**0,9**	**– 1,8**	**2,9**	**14,8**
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	12 490	12 555	12 645	12 780	13 066	5,2	7,1	10,6	22,1
02	Le Rocher-Percé	17 268	17 175	17 086	17 096	17 243	– 5,4	– 5,2	0,6	8,6
03	La Côte-de-Gaspé	17 279	17 484	17 486	17 450	17 704	11,8	0,1	– 2,1	14,5
04	La Haute-Gaspésie	11 217	11 125	10 964	10 965	11 134	– 8,2	– 14,6	0,1	15,3
05	Bonaventure	17 597	17 570	17 579	17 730	17 989	– 1,5	0,5	8,6	14,5
06	Avignon	14 686	14 706	14 696	14 700	14 936	1,4	– 0,7	0,3	15,9

Suite à la page 172

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Code	MRC par régions administratives	Population au 1er juillet					Taux d'accroissement annuel[3]			
		2017	2018	2019r	2020r	2021p	2017-2018	2018-2019r	2019-2020r	2020-2021p
		n					pour 1 000			
12	**Chaudière-Appalaches**	**424 188**	**426 578**	**428 969**	**432 846**	**438 106**	**5,6**	**5,6**	**9,0**	**12,1**
17	L'Islet	17 781	17 670	17 670	17 694	17 835	– 6,3	0,0	1,4	7,9
18	Montmagny	22 670	22 640	22 558	22 541	22 776	– 1,3	– 3,6	– 0,8	10,4
19	Bellechasse	37 608	37 527	37 644	37 961	38 592	– 2,2	3,1	8,4	16,5
251	Lévis	144 996	146 374	147 762	150 045	152 058	9,5	9,4	15,3	13,3
26	La Nouvelle-Beauce	37 449	37 798	37 931	37 908	38 559	9,3	3,5	– 0,6	17,0
27	Robert-Cliche	19 178	19 221	19 303	19 325	19 288	2,2	4,3	1,1	– 1,9
28	Les Etchemins	16 510	16 465	16 475	16 580	16 843	– 2,7	0,6	6,4	15,7
29	Beauce-Sartigan	53 004	53 401	53 697	53 933	54 083	7,5	5,5	4,4	2,8
31	Les Appalaches	42 499	42 541	42 597	43 037	43 449	1,0	1,3	10,3	9,5
33	Lotbinière	32 493	32 941	33 332	33 822	34 623	13,7	11,8	14,6	23,4
13	**Laval**	**429 753**	**435 099**	**439 583**	**442 796**	**443 192**	**12,4**	**10,3**	**7,3**	**0,9**
65	Laval	429 753	435 099	439 583	442 796	443 192	12,4	10,3	7,3	0,9
14	**Lanaudière**	**502 991**	**508 958**	**515 727**	**524 452**	**535 230**	**11,8**	**13,2**	**16,8**	**20,3**
52	D'Autray	42 766	43 140	43 448	44 117	45 245	8,7	7,1	15,3	25,2
60	L'Assomption	125 847	126 578	127 608	128 690	129 972	5,8	8,1	8,4	9,9
61	Joliette	67 506	68 394	69 277	70 411	71 765	13,1	12,8	16,2	19,0
62	Matawinie	50 996	51 574	52 199	53 482	55 244	11,3	12,0	24,3	32,4
63	Montcalm	54 047	55 062	56 082	57 769	60 348	18,6	18,4	29,6	43,7
64	Les Moulins	161 829	164 210	167 113	169 983	172 656	14,6	17,5	17,0	15,6
15	**Laurentides**	**603 209**	**611 917**	**620 648**	**631 873**	**647 179**	**14,3**	**14,2**	**17,9**	**23,9**
72	Deux-Montagnes	101 654	102 636	103 569	104 518	106 129	9,6	9,0	9,1	15,3
73	Thérèse-De Blainville	159 474	160 856	162 699	164 629	166 978	8,6	11,4	11,8	14,2
74	Mirabel	53 052	55 228	57 557	59 656	62 131	40,2	41,3	35,8	40,6
75	La Rivière-du-Nord	131 584	134 150	136 470	139 100	142 822	19,3	17,1	19,1	26,4
76	Argenteuil	32 705	32 978	33 235	33 796	34 907	8,3	7,8	16,7	32,3
77	Les Pays-d'en-Haut	42 652	43 344	43 886	45 402	47 179	16,1	12,4	34,0	38,4
78	Les Laurentides	46 609	47 226	47 709	48 911	50 284	13,2	10,2	24,9	27,7
79	Antoine-Labelle	35 479	35 499	35 523	35 861	36 749	0,6	0,7	9,5	24,5

Suite à la page 173

Tableau 13.1.1 (suite)

Population totale et taux d'accroissement annuel, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2017 à 2021

Code	MRC par régions administratives	Population au 1er juillet					Taux d'accroissement annuel[3]			
		2017	2018	2019r	2020r	2021p	2017-2018	2018-2019r	2019-2020r	2020-2021p
		n					pour 1 000			
16	**Montérégie[2]**	**1 393 419**	**1 410 938**	**1 430 305**	**1 446 817**	**1 460 933**	**12,5**	**13,6**	**11,5**	**9,7**
48	Acton	15 577	15 638	15 716	15 972	16 273	3,9	5,0	16,2	18,7
53	Pierre-De Saurel	51 044	51 115	51 318	51 866	52 735	1,4	4,0	10,6	16,6
54	Les Maskoutains	87 903	88 348	88 918	89 751	90 565	5,0	6,4	9,3	9,0
55	Rouville	37 064	37 248	37 475	37 804	38 188	5,0	6,1	8,7	10,1
56	Le Haut-Richelieu	118 945	119 649	121 045	122 538	123 886	5,9	11,6	12,3	10,9
57	La Vallée-du-Richelieu	126 817	128 583	130 859	132 315	133 409	13,8	17,5	11,1	8,2
58	Longueuil	421 240	426 548	432 468	435 878	435 123	12,5	13,8	7,9	– 1,7
59	Marguerite-D'Youville	78 475	79 050	79 956	80 863	82 215	7,3	11,4	11,3	16,6
67	Roussillon	185 253	188 914	192 466	194 994	197 116	19,6	18,6	13,0	10,8
68	Les Jardins-de-Napierville	29 076	30 127	30 624	30 935	31 961	35,5	16,4	10,1	32,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	23 989	24 092	24 208	24 569	25 260	4,3	4,8	14,8	27,7
70	Beauharnois-Salaberry	65 347	66 045	66 978	67 945	69 905	10,6	14,0	14,3	28,4
71	Vaudreuil-Soulanges	152 689	155 581	158 274	161 387	164 297	18,8	17,2	19,5	17,9
17	**Centre-du-Québec**	**245 537**	**247 496**	**249 467**	**251 651**	**255 476**	**7,9**	**7,9**	**8,7**	**15,1**
32	L'Érable	23 510	23 480	23 736	23 973	24 362	– 1,3	10,8	9,9	16,1
38	Bécancour	20 470	20 557	20 799	21 095	21 579	4,2	11,7	14,1	22,7
39	Arthabaska	72 781	73 591	74 132	74 501	75 280	11,1	7,3	5,0	10,4
49	Drummond	105 219	106 181	107 132	108 268	110 035	9,1	8,9	10,5	16,2
50	Nicolet-Yamaska	23 557	23 687	23 668	23 814	24 220	5,5	– 0,8	6,1	16,9
Ensemble du Québec		**8 302 063**	**8 401 738**	**8 503 483**	**8 578 300**	**8 604 495**	**11,9**	**12,0**	**8,8**	**3,0**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur officiellement le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).
4. Toponyme non officiel.

Note : Les estimations présentées dans ce tableau sont basées sur les comptes rajustés du Recensement de 2016 et ne sont pas définitives. Elles feront l'objet d'une révision en 2024, lorsque les comptes corrigés du Recensement de 2021 seront disponibles à l'échelle infraprovinciale.

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Tableau 13.1.2

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2021

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	**Total**	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**199 097**	36 364	107 589	55 144	**100,0**	18,3	54,0	27,7	50,4	47,1
07	La Matapédia	**17 804**	3 326	9 579	4 899	**100,0**	18,7	53,8	27,5	51,9	47,3
08	La Matanie	**20 783**	3 371	10 962	6 450	**100,0**	16,2	52,7	31,0	54,8	49,5
09	La Mitis	**18 179**	3 594	9 753	4 832	**100,0**	19,8	53,6	26,6	50,4	46,4
10	Rimouski-Neigette	**58 008**	10 579	32 174	15 255	**100,0**	18,2	55,5	26,3	47,5	45,9
11	Les Basques	**8 716**	1 402	4 400	2 914	**100,0**	16,1	50,5	33,4	56,7	50,5
12	Rivière-du-Loup	**35 195**	6 900	19 349	8 946	**100,0**	19,6	55,0	25,4	46,8	45,4
13	Témiscouata	**19 481**	3 311	10 279	5 891	**100,0**	17,0	52,8	30,2	54,8	49,2
14	Kamouraska	**20 931**	3 881	11 093	5 957	**100,0**	18,5	53,0	28,5	51,0	47,6
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**279 949**	54 212	157 142	68 595	**100,0**	19,4	56,1	24,5	46,8	45,3
91	Le Domaine-du-Roy	**31 308**	6 087	17 231	7 990	**100,0**	19,4	55,0	25,5	48,9	46,0
92	Maria-Chapdelaine	**24 469**	4 771	13 190	6 508	**100,0**	19,5	53,9	26,6	50,2	46,6
93	Lac-Saint-Jean-Est	**53 602**	10 863	29 699	13 040	**100,0**	20,3	55,4	24,3	46,9	45,2
941	Saguenay	**147 174**	27 535	83 434	36 205	**100,0**	18,7	56,7	24,6	46,3	45,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	**23 396**	4 956	13 588	4 852	**100,0**	21,2	58,1	20,7	44,6	43,2
03	**Capitale-Nationale**	**761 029**	145 599	444 800	170 630	**100,0**	19,1	58,4	22,4	43,8	44,0
15	Charlevoix-Est	**15 550**	2 619	8 199	4 732	**100,0**	16,8	52,7	30,4	54,0	49,0
16	Charlevoix	**13 201**	2 150	6 971	4 080	**100,0**	16,3	52,8	30,9	54,2	49,2
20	L'Île-d'Orléans	**7 507**	1 278	4 144	2 085	**100,0**	17,0	55,2	27,8	50,3	47,3
21	La Côte-de-Beaupré	**30 482**	6 459	17 503	6 520	**100,0**	21,2	57,4	21,4	45,3	43,8
22	La Jacques-Cartier	**48 317**	13 166	29 732	5 419	**100,0**	27,2	61,5	11,2	37,7	37,0
23	Québec	**589 614**	108 565	346 333	134 716	**100,0**	18,4	58,7	22,8	43,8	44,2
34	Portneuf	**56 358**	11 362	31 918	13 078	**100,0**	20,2	56,6	23,2	46,1	44,6
04	**Mauricie**	**277 384**	49 891	154 007	73 486	**100,0**	18,0	55,5	26,5	48,9	46,5
35	Mékinac	**12 676**	1 909	6 476	4 291	**100,0**	15,1	51,1	33,9	57,5	51,4
36	Shawinigan	**50 786**	8 258	27 239	15 289	**100,0**	16,3	53,6	30,1	53,7	48,9
371	Trois-Rivières	**141 417**	25 468	79 886	36 063	**100,0**	18,0	56,5	25,5	46,5	45,6
372	Les Chenaux	**19 863**	3 991	11 315	4 557	**100,0**	20,1	57,0	22,9	45,7	44,2
51	Maskinongé	**37 513**	6 860	20 685	9 968	**100,0**	18,3	55,1	26,6	51,0	47,1
90	La Tuque	**15 129**	3 405	8 406	3 318	**100,0**	22,5	55,6	21,9	44,9	43,5
05	**Estrie[2]**	**499 197**	99 739	281 051	118 407	**100,0**	20,0	56,3	23,7	45,7	44,6
30	Le Granit	**21 886**	4 116	11 779	5 991	**100,0**	18,8	53,8	27,4	52,0	47,3
40	Les Sources	**14 602**	2 898	7 461	4 243	**100,0**	19,8	51,1	29,1	50,7	46,9
41	Le Haut-Saint-François	**23 340**	4 999	12 999	5 342	**100,0**	21,4	55,7	22,9	46,1	44,3
42	Le Val-Saint-François	**32 138**	7 051	18 089	6 998	**100,0**	21,9	56,3	21,8	44,7	43,5
43	Sherbrooke	**172 713**	35 210	101 221	36 282	**100,0**	20,4	58,6	21,0	41,2	42,4
44	Coaticook	**19 131**	4 374	10 482	4 275	**100,0**	22,9	54,8	22,3	44,1	43,3
45	Memphrémagog	**54 564**	9 211	29 325	16 028	**100,0**	16,9	53,7	29,4	54,1	48,9
46	Brome-Missisquoi	**66 024**	12 500	36 348	17 176	**100,0**	18,9	55,1	26,0	49,1	46,2
47	La Haute-Yamaska	**94 799**	19 380	53 347	22 072	**100,0**	20,4	56,3	23,3	46,2	44,6

Suite à la page 175

Tableau 13.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2021

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	**Total**	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
06	**Montréal**	**2 025 928**	**398 009**	**1 281 642**	**346 277**	**100,0**	**19,6**	**63,3**	**17,1**	**39,4**	**41,0**
66	Montréal	**2 025 928**	398 009	1 281 642	346 277	**100,0**	19,6	63,3	17,1	39,4	41,0
07	**Outaouais**	**404 265**	**89 556**	**243 111**	**71 598**	**100,0**	**22,2**	**60,1**	**17,7**	**41,9**	**41,5**
80	Papineau	**24 534**	4 109	13 825	6 600	**100,0**	16,7	56,4	26,9	53,0	47,8
81	Gatineau	**290 534**	65 994	176 938	47 602	**100,0**	22,7	60,9	16,4	40,3	40,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	**53 910**	13 131	32 891	7 888	**100,0**	24,4	61,0	14,6	41,8	40,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	**21 074**	3 699	11 737	5 638	**100,0**	17,6	55,7	26,8	53,2	47,7
84	Pontiac	**14 213**	2 623	7 720	3 870	**100,0**	18,5	54,3	27,2	51,7	47,0
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**148 242**	**31 939**	**85 452**	**30 851**	**100,0**	**21,5**	**57,6**	**20,8**	**44,0**	**43,0**
85	Témiscamingue	**15 901**	3 302	8 767	3 832	**100,0**	20,8	55,1	24,1	48,6	45,4
86	Rouyn-Noranda	**43 053**	9 090	25 417	8 546	**100,0**	21,1	59,0	19,8	42,3	42,4
87	Abitibi-Ouest	**20 580**	4 362	11 310	4 908	**100,0**	21,2	55,0	23,8	47,1	44,8
88	Abitibi	**24 943**	5 468	14 357	5 118	**100,0**	21,9	57,6	20,5	44,0	42,8
89	La Vallée-de-l'Or	**43 765**	9 717	25 601	8 447	**100,0**	22,2	58,5	19,3	42,7	42,1
09	**Côte-Nord**	**90 543**	**18 829**	**52 695**	**19 019**	**100,0**	**20,8**	**58,2**	**21,0**	**45,8**	**43,8**
95	La Haute-Côte-Nord	**10 454**	1 668	5 768	3 018	**100,0**	16,0	55,2	28,9	54,3	49,2
96	Manicouagan	**30 205**	5 767	17 656	6 782	**100,0**	19,1	58,5	22,5	47,9	45,2
971	Sept-Rivières	**34 944**	7 781	20 408	6 755	**100,0**	22,3	58,4	19,3	43,3	42,3
972	Caniapiscau	**3 849**	1 191	2 497	161	**100,0**	30,9	64,9	4,2	31,7	32,4
981	Minganie	**6 458**	1 435	3 673	1 350	**100,0**	22,2	56,9	20,9	45,6	43,2
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	**4 633**	987	2 693	953	**100,0**	21,3	58,1	20,6	47,9	44,0
10	**Nord-du-Québec**	**46 673**	**15 880**	**26 577**	**4 216**	**100,0**	**34,0**	**56,9**	**9,0**	**30,5**	**33,1**
991	Jamésie	**13 418**	2 941	8 184	2 293	**100,0**	21,9	61,0	17,1	42,4	41,7
992	Administration régionale Kativik	**14 576**	6 010	7 863	703	**100,0**	41,2	53,9	4,8	25,3	28,1
993	Eeyou Istchee[3]	**18 679**	6 929	10 530	1 220	**100,0**	37,1	56,4	6,5	27,9	30,8
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**92 072**	**14 665**	**50 345**	**27 062**	**100,0**	**15,9**	**54,7**	**29,4**	**53,9**	**49,0**
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	**13 066**	1 887	7 444	3 735	**100,0**	14,4	57,0	28,6	54,3	49,3
02	Le Rocher-Percé	**17 243**	2 422	9 347	5 474	**100,0**	14,0	54,2	31,7	55,7	50,7
03	La Côte-de-Gaspé	**17 704**	3 007	9 977	4 720	**100,0**	17,0	56,4	26,7	51,7	47,4
04	La Haute-Gaspésie	**11 134**	1 605	5 917	3 612	**100,0**	14,4	53,1	32,4	55,9	50,5
05	Bonaventure	**17 989**	2 905	9 614	5 470	**100,0**	16,1	53,4	30,4	54,1	49,4
06	Avignon	**14 936**	2 839	8 046	4 051	**100,0**	19,0	53,9	27,1	50,8	46,8

Suite à la page 176

Tableau 13.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2021

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	**Total**	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
12	**Chaudière-Appalaches**	**438 106**	90 955	245 450	101 701	**100,0**	20,8	56,0	23,2	**45,5**	**44,3**
17	L'Islet	**17 835**	3 086	9 388	5 361	**100,0**	17,3	52,6	30,1	54,0	48,9
18	Montmagny	**22 776**	3 914	12 200	6 662	**100,0**	17,2	53,6	29,3	52,8	48,3
19	Bellechasse	**38 592**	8 344	21 511	8 737	**100,0**	21,6	55,7	22,6	44,5	43,7
251	Lévis	**152 058**	31 817	87 770	32 471	**100,0**	20,9	57,7	21,4	44,2	43,4
26	La Nouvelle-Beauce	**38 559**	9 235	21 996	7 328	**100,0**	24,0	57,0	19,0	41,4	41,3
27	Robert-Cliche	**19 288**	4 364	10 393	4 531	**100,0**	22,6	53,9	23,5	44,5	43,8
28	Les Etchemins	**16 843**	3 122	9 023	4 698	**100,0**	18,5	53,6	27,9	51,9	47,5
29	Beauce-Sartigan	**54 083**	11 431	30 573	12 079	**100,0**	21,1	56,5	22,3	45,0	43,9
31	Les Appalaches	**43 449**	7 776	22 636	13 037	**100,0**	17,9	52,1	30,0	52,1	48,1
33	Lotbinière	**34 623**	7 866	19 960	6 797	**100,0**	22,7	57,6	19,6	41,7	41,8
13	**Laval**	**443 192**	97 823	263 258	82 111	**100,0**	22,1	59,4	18,5	**42,9**	**42,2**
65	Laval	**443 192**	97 823	263 258	82 111	**100,0**	22,1	59,4	18,5	42,9	42,2
14	**Lanaudière**	**535 230**	119 372	310 553	105 305	**100,0**	22,3	58,0	19,7	**43,4**	**42,5**
52	D'Autray	**45 245**	8 711	26 164	10 370	**100,0**	19,3	57,8	22,9	47,0	44,8
60	L'Assomption	**129 972**	30 037	74 634	25 301	**100,0**	23,1	57,4	19,5	43,0	42,2
61	Joliette	**71 765**	14 135	39 188	18 442	**100,0**	19,7	54,6	25,7	46,4	45,3
62	Matawinie	**55 244**	9 115	31 146	14 983	**100,0**	16,5	56,4	27,1	54,1	48,3
63	Montcalm	**60 348**	14 274	36 673	9 401	**100,0**	23,7	60,8	15,6	39,5	39,9
64	Les Moulins	**172 656**	43 100	102 748	26 808	**100,0**	25,0	59,5	15,5	40,9	40,0
15	**Laurentides**	**647 179**	136 933	380 945	129 301	**100,0**	21,2	58,9	20,0	**44,4**	**43,1**
72	Deux-Montagnes	**106 129**	24 662	62 807	18 660	**100,0**	23,2	59,2	17,6	42,1	41,4
73	Thérèse-De Blainville	**166 978**	38 712	100 036	28 230	**100,0**	23,2	59,9	16,9	42,1	41,2
74	Mirabel	**62 131**	15 847	38 592	7 692	**100,0**	25,5	62,1	12,4	37,4	37,7
75	La Rivière-du-Nord	**142 822**	30 823	84 504	27 495	**100,0**	21,6	59,2	19,3	42,8	42,3
76	Argenteuil	**34 907**	6 235	19 849	8 823	**100,0**	17,9	56,9	25,3	50,3	46,5
77	Les Pays-d'en-Haut	**47 179**	6 809	26 556	13 814	**100,0**	14,4	56,3	29,3	55,6	50,0
78	Les Laurentides	**50 284**	8 136	28 410	13 738	**100,0**	16,2	56,5	27,3	53,1	48,3
79	Antoine-Labelle	**36 749**	5 709	20 191	10 849	**100,0**	15,5	54,9	29,5	55,1	49,2

Suite à la page 177

Tableau 13.1.2 (suite)

Population selon le groupe d'âge, âge médian et âge moyen, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, 2021

Code	MRC par régions administratives	Groupe d'âge								Âge médian	Âge moyen
		Total	0-19	20-64	65 et plus	**Total**	0-19	20-64	65 et plus		
		n				%				ans	
16	**Montérégie[2]**	**1 460 933**	320 713	853 055	287 165	**100,0**	22,0	58,4	19,7	**43,0**	**42,4**
48	Acton	**16 273**	3 404	9 168	3 701	**100,0**	20,9	56,3	22,7	45,7	44,1
53	Pierre-De Saurel	**52 735**	8 978	28 853	14 904	**100,0**	17,0	54,7	28,3	51,4	47,7
54	Les Maskoutains	**90 565**	18 941	51 787	19 837	**100,0**	20,9	57,2	21,9	43,9	43,5
55	Rouville	**38 188**	8 725	22 393	7 070	**100,0**	22,8	58,6	18,5	41,8	41,7
56	Le Haut-Richelieu	**123 886**	26 153	71 894	25 839	**100,0**	21,1	58,0	20,9	43,8	43,1
57	La Vallée-du-Richelieu	**133 409**	32 179	77 953	23 277	**100,0**	24,1	58,4	17,4	41,9	41,0
58	Longueuil	**435 123**	89 577	253 751	91 795	**100,0**	20,6	58,3	21,1	43,5	43,2
59	Marguerite-D'Youville	**82 215**	19 531	48 913	13 771	**100,0**	23,8	59,5	16,7	41,6	40,9
67	Roussillon	**197 116**	48 400	117 034	31 682	**100,0**	24,6	59,4	16,1	41,2	40,4
68	Les Jardins-de-Napierville	**31 961**	6 907	19 549	5 505	**100,0**	21,6	61,2	17,2	40,7	41,2
69	Le Haut-Saint-Laurent	**25 260**	5 299	14 239	5 722	**100,0**	21,0	56,4	22,7	47,1	44,4
70	Beauharnois-Salaberry	**69 905**	13 558	40 033	16 314	**100,0**	19,4	57,3	23,3	45,1	44,4
71	Vaudreuil-Soulanges	**164 297**	39 061	97 488	27 748	**100,0**	23,8	59,3	16,9	42,3	41,1
17	**Centre-du-Québec**	**255 476**	53 112	142 839	59 525	**100,0**	20,8	55,9	23,3	**45,1**	**44,2**
32	L'Érable	**24 362**	5 049	13 380	5 933	**100,0**	20,7	54,9	24,4	46,3	44,7
38	Bécancour	**21 579**	4 214	12 003	5 362	**100,0**	19,5	55,6	24,8	47,2	45,4
39	Arthabaska	**75 280**	15 564	41 422	18 294	**100,0**	20,7	55,0	24,3	45,8	44,6
49	Drummond	**110 035**	23 428	62 508	24 099	**100,0**	21,3	56,8	21,9	43,8	43,3
50	Nicolet-Yamaska	**24 220**	4 857	13 526	5 837	**100,0**	20,1	55,8	24,1	46,6	45,0
Ensemble du Québec		**8 604 495**	**1 773 591**	**5 080 511**	**1 750 393**	**100,0**	**20,6**	**59,0**	**20,3**	**43,0**	**42,9**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Toponyme non officiel

Notes : Population au 1er juillet. Données provisoires.

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

13.2 Revenu disponible par habitant

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable[3]

En plus de comparer les données de 2020 avec celles de 2019 pour mieux cerner l'évolution récente du revenu disponible par habitant dans les MRC du Québec, la présente section met en évidence les disparités, souvent importantes, qui subsistent entre les territoires supralocaux d'une même région. Ce segment du *Panorama* se veut un complément au chapitre 6, dans lequel on fait ressortir les points saillants des données sur le revenu disponible par habitant à l'échelle des régions administratives.

L'année 2020 a été marquée par le début de la pandémie et par les restrictions sanitaires imposées par les gouvernements dans le but d'enrayer la propagation de la COVID-19. Dans ce contexte, l'administration fédérale a instauré différentes mesures de soutien au revenu afin de pallier les pertes de revenu d'emploi entraînées par l'interruption des activités de certains secteurs tels que les commerces et les services jugés non essentiels. Dans toutes les MRC du Québec, ces mesures d'aide financière ont généré une hausse sans précédent du revenu disponible par habitant.

Croissance du revenu disponible dans toutes les MRC en 2020

En 2020, le revenu disponible par habitant s'est accru par rapport à 2019 dans l'ensemble des MRC du Québec. Dans 48 d'entre elles, la progression est égale ou supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 8,2 %). La MRC de l'Administration régionale Kativik, située dans la partie septentrionale du Nord-du-Québec, est celle qui a connu la croissance la plus prononcée (+ 12,7 %). Cette croissance est attribuable pour une large part aux transferts des administrations publiques, qui sont passés de 6 947 $ à 10 489 $ par habitant (+ 51 %), soit la plus forte hausse de cette composante enregistrée au Québec. Malgré cette forte croissance, ce territoire se démarque par le revenu disponible par habitant (25 799 $) le plus bas de toutes les MRC en 2020.

Comme le montre le tableau 13.2.1, la plupart des MRC de la Mauricie, de l'Outaouais, des Laurentides et du Centre-du-Québec ont connu une croissance du revenu disponible par habitant supérieure à celle de la province en 2020. Les hausses les plus remarquables en Mauricie sont relevées dans les MRC de Maskinongé (+ 9,9 %), de Mékinac (+ 9,6 %), de Shawinigan (+ 9,2 %) et des Chenaux (+ 9,0 %). En Outaouais, on enregistre les plus fortes hausses dans La Vallée-de-la-Gatineau (+ 10,0 %), Les Collines-de-l'Outaouais (+ 9,0 %) et Pontiac (+ 9,0 %). Dans quatre des huit MRC que compte la région des Laurentides, la croissance du revenu disponible par habitant est supérieure à 10 % : Les Pays-d'en-Haut (+ 11,8 %), Argenteuil (+ 10,7 %), Les Laurentides (+ 10,3 %) et Antoine-Labelle (+ 10,0 %). Pour ce qui est des MRC du Centre-du-Québec, quatre d'entre elles ont connu une croissance plus rapide que celle du Québec; la plus forte hausse est notée dans Drummond (+ 9,3 %). Le revenu disponible par habitant s'est accru à un taux supérieur à 11 % dans d'autres MRC, entre autres Robert-Cliche, dans Chaudière-Appalaches, Les Jardins-de-Napierville, en Montérégie, Maria-Chapdelaine, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et Matawinie, dans Lanaudière.

À l'opposé, le revenu disponible par habitant a crû moins rapidement que celui de l'ensemble du Québec en 2020 dans toutes les MRC de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord et dans la majorité des MRC du Bas-Saint-Laurent et de la Montérégie. Dans la plupart de ces MRC, les transferts des administrations publiques ont augmenté moins fortement que dans l'ensemble du Québec. La MRC de Coaticook, en Estrie, est celle où l'augmentation du revenu disponible par habitant a été la plus modeste en 2020 (+ 3,2 %). Cette faible croissance s'explique par la stagnation de la rémunération des salariés et la diminution du revenu agricole net, lesquelles se sont conjuguées à une hausse des transferts gouvernementaux moins marquée que dans l'ensemble du Québec.

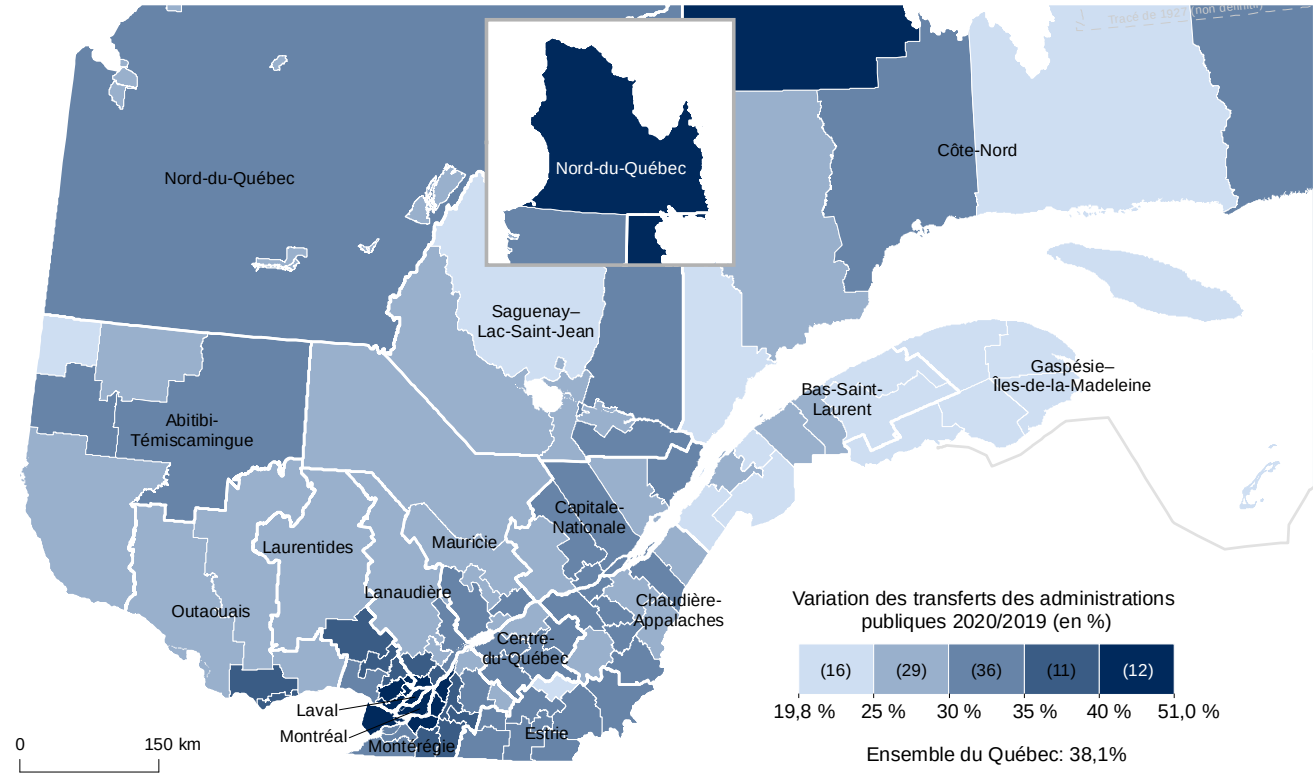
3. La mise à jour de cette section s'appuie sur l'analyse rédigée par Stéphane Ladouceur dans l'édition 2021 du *Panorama des régions du Québec*, section *Revenu disponible par habitant du chapitre Statistiques par MRC*, ainsi que sur le bulletin *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions* (ISQ, 2022).

Croissance marquée des transferts des administrations publiques dans l'ensemble des MRC

La pandémie a eu des répercussions sur la hausse du revenu disponible par habitant dans les MRC. De fait, des programmes d'aide gouvernementaux ont été mis en place afin de compenser les pertes de revenus de travail entraînées par la crise sanitaire, comme la Prestation canadienne d'urgence et la Prestation canadienne de la relance économique. En 2020, toutes les MRC ont connu une hausse importante des transferts en provenance des administrations publiques. Outre l'Administration régionale Kativik, les MRC où les transferts ont le plus bondi sont Montréal (+ 49,3 %) et celles situées dans sa périphérie : Laval (+ 50,4 %), Mirabel (+ 49,8 %), Thérèse-De Blainville (+ 45,9 %), Vaudreuil-Soulanges (+ 45,5 %) (carte 13.2.1). Dans la plupart des régions éloignées des grands centres urbains, la hausse des transferts gouvernementaux a été plus modeste, comme on peut le constater dans toutes les MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et du Bas-Saint-Laurent où elle n'excède pas 30 %.

Carte 13.2.1

Variation des transferts des administrations publiques par habitant, MRC du Québec, 2020/2019



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada (données sur le revenu disponible et les transferts).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021 (données sur les limites administratives).

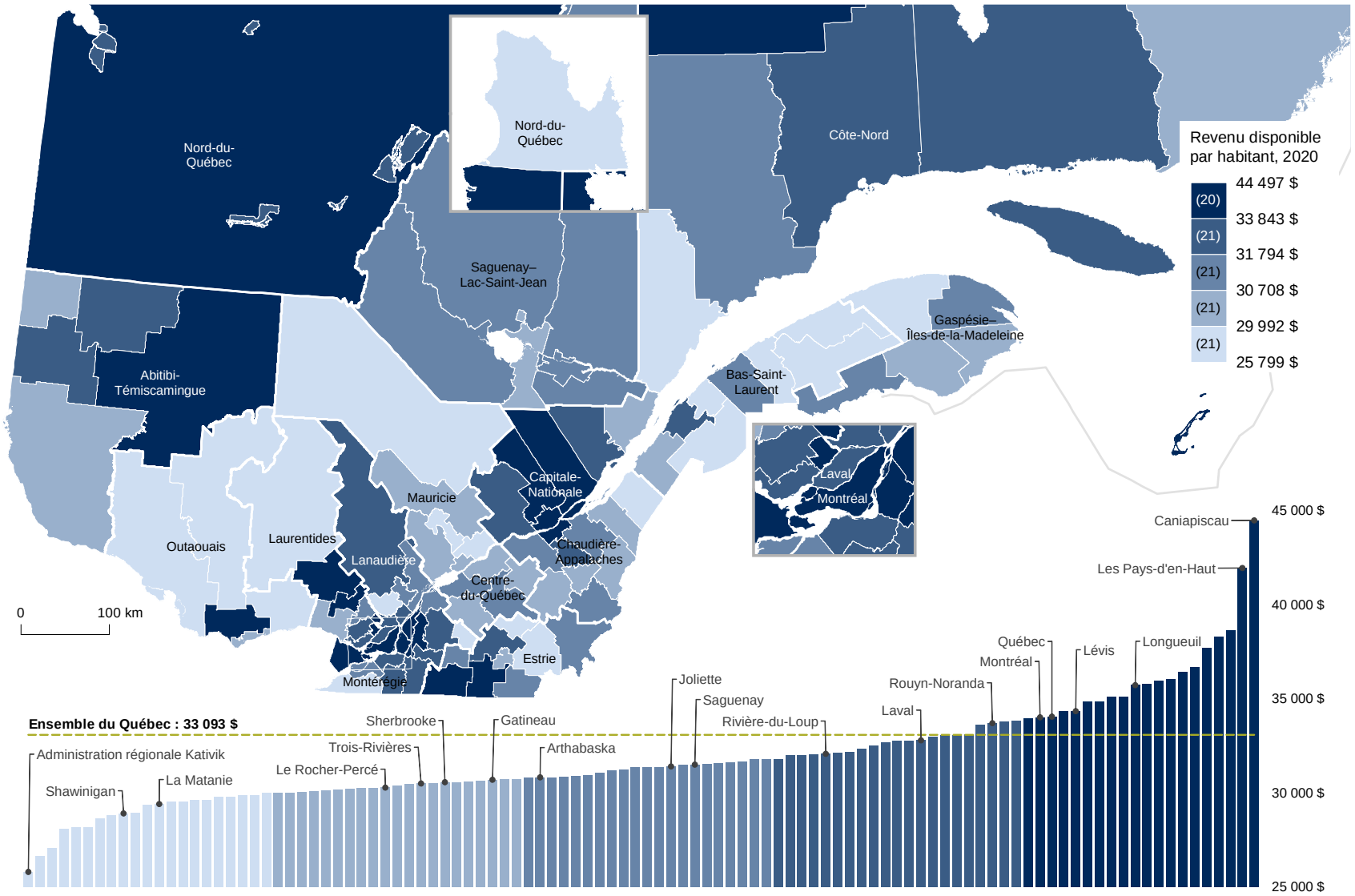
Caniapiscau toujours en tête

La plupart des MRC où les revenus disponibles par habitant sont les plus élevés se rangent dans deux catégories : celles dont l'économie repose en grande partie sur l'exploitation des ressources minières, bien que certaines d'entre elles tendent à se rapprocher de la moyenne québécoise, et celles qui se situent en périphérie de l'île de Montréal et de la ville de Québec. La MRC de Caniapiscau, sur la Côte-Nord, est celle qui présente le revenu disponible par habitant le plus élevé en 2020 (44 497 $). Cette position de tête, qui persiste depuis 2008, s'explique par les salaires versés à la main-d'œuvre du secteur minier, lesquels sont nettement plus élevés que la moyenne des salaires versés dans l'ensemble du Québec. Autour de Montréal, plusieurs MRC figurent aussi parmi celles qui affichent les revenus disponibles par habitant les plus élevés. C'est le cas de Thérèse-De Blainville (36 683 $), dans les Laurentides, ainsi que de La Vallée-du-Richelieu (37 711 $) et de Longueuil (35 730 $), en Montérégie. En périphérie de Québec, La Jacques-Cartier (38 324 $) et La Côte-de-Beaupré (36 421 $) font également partie des MRC qui se démarquent par un revenu disponible par habitant élevé. La carte de la figure 13.2.1 rend compte de cette distribution. Soulignons également la performance de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, qui ne cesse de grimper au classement, passant du 53e rang en 2010 au 14e rang en 2020. Elle est la seule MRC de sa région où le revenu disponible (34 870 $) dépasse celui de l'ensemble du Québec. Cette forte croissance est attribuable, notamment, à la hausse importante du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, laquelle a été stimulée par les activités de pêche.

En revanche, la majorité des MRC de la péninsule gaspésienne, du Bas-Saint-Laurent, de la Mauricie, celles de l'est de l'Estrie, du nord de l'Outaouais, des Laurentides et du Nord-du-Québec continuent d'afficher un revenu disponible par habitant en dessous de la moyenne québécoise.

Figure 13.2.1

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, MRC du Québec, 2020



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada (données sur le revenu disponible).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021 (données sur les limites administratives).

Disparités persistantes entre les MRC à l'intérieur des régions

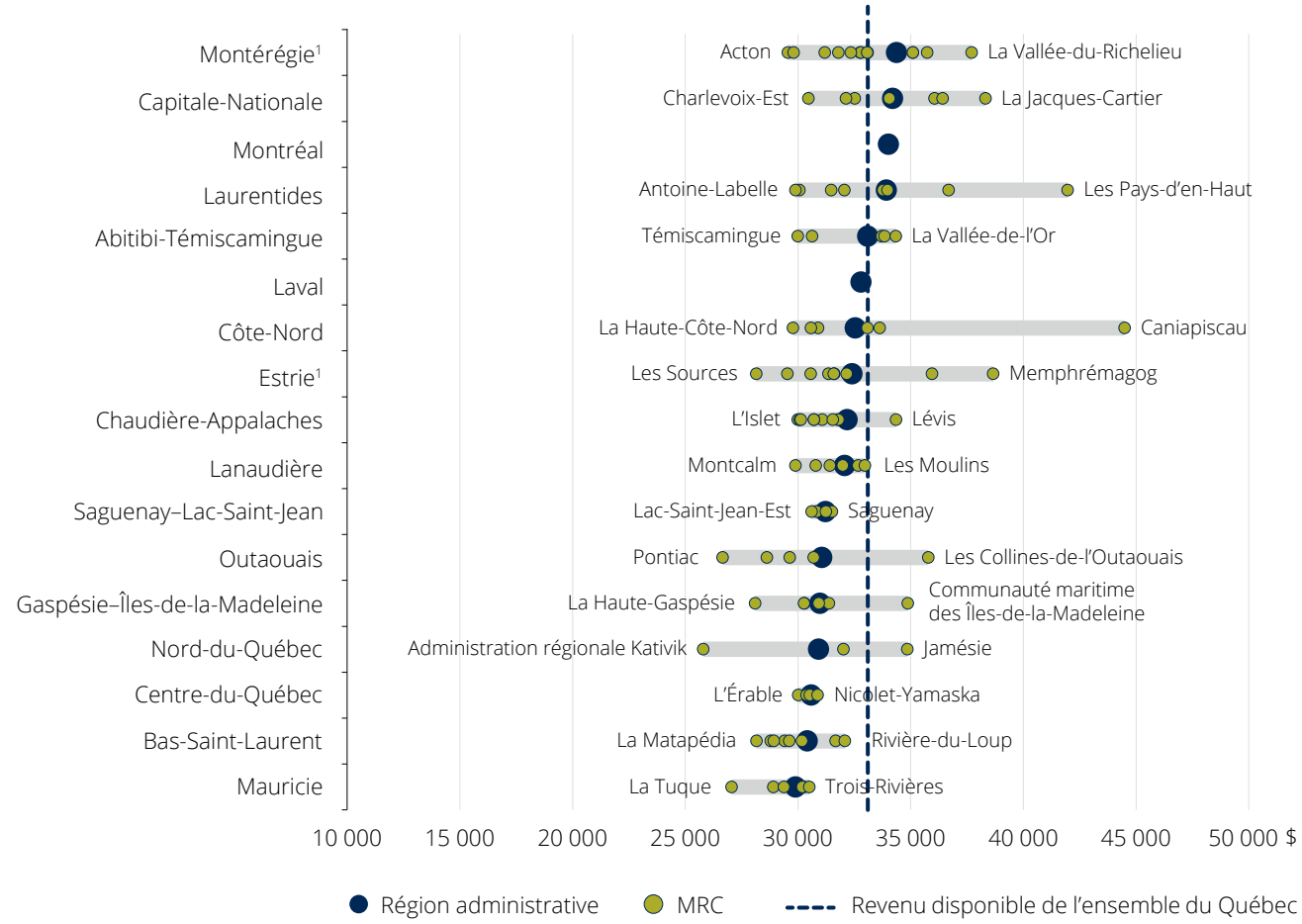
Les différences de revenu disponible par habitant entre les MRC d'une même région varient considérablement d'une région à l'autre, comme en témoigne la figure 13.2.2. En 2020, l'écart le plus important entre les MRC d'une même région est observé sur la Côte-Nord, où il s'est creusé par rapport à 2019. Dans cette région côtière, une différence de plus de 14 700 $ sépare la MRC où le revenu est le plus élevé, Caniapiscau (44 497 $), et celle où il est le plus faible, La Haute-Côte-Nord (29 775 $). Les Laurentides et l'Estrie se caractérisent aussi par un clivage important, mais dans une moindre mesure. Dans les Laurentides, une différence de l'ordre de 12 000 $ sépare la MRC des Pays-d'en-Haut, où le revenu est le plus élevé de la région (41 965 $), de celles d'Antoine-Labelle et d'Argenteuil (29 887 $ et 30 065 $, respectivement) qui se situent au bas de l'échelle. En Estrie, la différence entre le revenu des résidents de la MRC des Sources (28 152 $) et celui des résidents de la MRC de Memphrémagog (38 661 $) dépasse également 10 000 $. Dans cette dernière, le revenu disponible par habitant est supérieur à celui de l'ensemble du Québec, en raison notamment de l'importance des revenus nets de la propriété déclarés par les résidents, qui comptent pour plus du double de la moyenne québécoise.

Des différences marquées sont aussi observées entre les trois territoires de la région du Nord-du-Québec. En 2020, le revenu disponible par habitant de la Jamésie (34 858 $) est supérieur à la moyenne québécoise et dépasse celui de l'Administration régionale Kativik par près de 10 000 $ (25 799 $). Dans cette dernière MRC, la proportion de personnes en âge de travailler est plus faible que dans la Jamésie, ce qui pèse globalement sur leur niveau de revenu, puisque ce sont surtout les personnes âgées de 15 à 64 ans qui touchent des revenus de travail, principale source de revenus des particuliers.

À l'inverse, certaines régions, telles que le Centre-du-Québec et le Saguenay–Lac-Saint-Jean, se distinguent par un niveau de revenu relativement homogène. Dans ces deux régions, l'écart de revenu est inférieur à 1 000 $ entre la MRC qui affiche la valeur la plus élevée et celle qui présente la valeur la plus faible. Il est à noter que dans toutes les MRC de ces régions le revenu disponible est inférieur à celui de l'ensemble du Québec.

Figure 13.2.2

Écart entre la MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé et celle affichant le plus faible dans chacune des régions administratives[1], 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Les estimations des années les plus récentes doivent être interprétées avec prudence

Les estimations annuelles du revenu disponible par habitant font régulièrement l'objet de révisions afin qu'y soient intégrées les données les plus complètes provenant de différentes sources (enquêtes, données administratives, comptes publics, etc.). Généralement, au moment de la publication des données de l'année la plus récente, les estimations[2] des deux années précédentes sont révisées. Les estimations de l'année la plus récente sont d'ailleurs sujettes à des révisions de plus grande ampleur étant donné qu'elles reposent, en bonne partie, sur des données provisoires. Ces révisions peuvent entraîner des changements non négligeables sur les taux de croissance du revenu disponible par habitant. Par conséquent, une certaine prudence est de mise dans l'analyse de l'évolution récente du revenu disponible par habitant, tant à l'échelle des régions administratives qu'à celle des municipalités régionales de comté (MRC). Pour des notes méthodologiques plus complètes, consulter le bulletin *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions* (ISQ, 2022).

2. À l'occasion, soit environ deux à trois fois par décennie, les estimations du revenu disponible font l'objet de révisions historiques par Statistique Canada dont la portée est plus importante que les révisions effectuées chaque année. Les révisions historiques permettent d'améliorer les méthodes d'estimation et de modélisation, d'apporter des changements conceptuels et d'intégrer les dernières normes internationales en matière de comptabilité macroéconomique.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux de données détaillés sur le revenu disponible et ses composantes, à l'échelle des MRC, des régions administratives ainsi que pour l'ensemble du Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème Revenu disponible. Il est également possible d'y consulter des données qui concernent le Canada, les provinces et les territoires.

Références

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Revenu disponible par habitant. Bilan de l'année 2020 à l'échelle du Québec et de ses régions*, [En ligne], mai, L'Institut, p. 1-19. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/revenu-disponible-par-habitant-bilan-2020-quebec-regions.pdf]

LADOUCEUR, Stéphane (2021). « Revenu disponible par habitant », dans INSTITUT DE LA SATISTIQUE DU QUÉBEC, *Panorama des régions. Édition 2021*, [En ligne], Québec, L'Institut, p. 131-137. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/panorama-des-regions-du-quebec-edition-2021.pdf]

Tableau 13.2.1

Revenu disponible par habitant, régions administratives[1], MRC[2], et ensemble du Québec, 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
		$						%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**24 861**	**25 525**	**26 799**	**27 105**	**28 112**	**30 414**	**8,2**	**4,1**
07	La Matapédia	22 578	23 121	24 191	24 842	25 955	28 157	8,5	4,5
08	La Matanie	24 000	24 363	25 472	26 007	27 362	29 412	7,5	4,2
09	La Mitis	23 535	24 200	25 184	25 762	26 650	28 795	8,0	4,1
10	Rimouski-Neigette	26 509	27 004	28 256	28 447	29 338	31 666	7,9	3,6
11	Les Basques	24 412	25 411	25 737	25 953	27 376	29 614	8,2	3,9
12	Rivière-du-Loup	25 469	26 781	28 362	28 333	29 390	32 083	9,2	4,7
13	Témiscouata	23 445	24 091	25 502	26 148	26 812	28 923	7,9	4,3
14	Kamouraska	24 932	25 252	26 874	26 947	27 941	30 175	8,0	3,9
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**25 447**	**26 039**	**27 074**	**27 756**	**28 849**	**31 225**	**8,2**	**4,2**
91	Le Domaine-du-Roy	24 928	25 485	26 620	27 134	28 300	30 828	8,9	4,3
92	Maria-Chapdelaine	23 799	24 618	25 513	26 633	28 110	31 364	11,6	5,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	25 046	25 608	26 787	27 289	28 450	30 604	7,6	4,1
941	Saguenay	26 071	26 564	27 522	28 237	29 218	31 508	7,8	3,9
942	Le Fjord-du-Saguenay	24 853	25 969	27 179	27 818	28 943	31 241	7,9	4,7
03	**Capitale-Nationale**	**28 498**	**28 774**	**30 156**	**30 583**	**31 778**	**34 196**	**7,6**	**3,7**
15	Charlevoix-Est	24 669	25 300	26 201	26 905	27 957	30 466	9,0	4,3
16	Charlevoix	26 551	26 465	27 742	28 704	29 662	32 522	9,6	4,1
20	L'Île-d'Orléans	32 400	32 013	32 465	32 179	33 963	36 057	6,2	2,2
21	La Côte-de-Beaupré	29 899	30 345	31 504	32 478	34 160	36 421	6,6	4,0
22	La Jacques-Cartier	31 269	31 100	33 537	33 697	35 907	38 324	6,7	4,2
23	Québec	28 545	28 835	30 172	30 574	31 668	34 058	7,5	3,6
34	Portneuf	26 083	26 496	27 856	28 321	29 455	32 132	9,1	4,3
04	**Mauricie**	**24 614**	**25 315**	**26 454**	**26 593**	**27 531**	**29 892**	**8,6**	**4,0**
35	Mékinac	23 904	25 040	26 064	26 355	27 608	30 266	9,6	4,8
36	Shawinigan	23 307	24 096	25 323	25 410	26 466	28 910	9,2	4,4
371	Trois-Rivières	25 418	26 092	27 202	27 415	28 248	30 503	8,0	3,7
372	Les Chenaux	24 719	25 176	25 935	25 876	26 939	29 375	9,0	3,5
51	Maskinongé	24 697	25 208	26 565	26 457	27 478	30 201	9,9	4,1
90	La Tuque	22 016	23 008	24 104	24 442	25 257	27 053	7,1	4,2
05	**Estrie[1]**	**26 125**	**26 989**	**28 070**	**28 716**	**29 743**	**32 395**	**8,9**	**4,4**
30	Le Granit	25 382	26 601	27 701	28 466	29 120	31 613	8,6	4,5
40	Les Sources	23 445	23 400	24 255	24 661	26 503	28 152	6,2	3,7
41	Le Haut-Saint-François	23 588	24 237	25 460	26 553	27 555	29 532	7,2	4,6
42	Le Val-Saint-François	26 381	26 802	27 900	28 512	29 384	32 166	9,5	4,0
43	Sherbrooke	24 966	25 668	26 904	27 191	28 078	30 568	8,9	4,1
44	Coaticook	25 867	26 984	28 800	29 030	30 389	31 356	3,2	3,9
45	Memphrémagog	29 882	31 543	32 301	33 367	34 889	38 661	10,8	5,3
46	Brome-Missisquoi	28 886	29 498	30 642	31 517	32 542	35 953	10,5	4,5
47	La Haute-Yamaska	25 508	26 590	27 342	28 239	29 187	31 588	8,2	4,4

Suite à la page 186

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives[1], MRC[2], et ensemble du Québec, 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
		$						%	
06	**Montréal**	**28 639**	**28 816**	**29 658**	**30 158**	**31 392**	**34 019**	**8,4**	**3,5**
66	Montréal	28 639	28 816	29 658	30 158	31 392	34 019	8,4	3,5
07	**Outaouais**	**26 012**	**26 231**	**27 472**	**27 871**	**28 840**	**31 055**	**7,7**	**3,6**
80	Papineau	23 862	24 961	25 693	26 575	27 282	29 629	8,6	4,4
81	Gatineau	25 899	26 142	27 415	27 704	28 667	30 703	7,1	3,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	30 425	29 463	31 076	31 627	32 842	35 786	9,0	3,3
83	La Vallée-de-la-Gatineau	22 205	23 361	24 384	24 949	26 028	28 622	10,0	5,2
84	Pontiac	22 038	22 939	23 221	24 150	24 466	26 658	9,0	3,9
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**27 273**	**28 011**	**29 654**	**30 493**	**31 194**	**33 097**	**6,1**	**3,9**
85	Témiscamingue	24 726	25 253	26 497	27 243	27 944	29 993	7,3	3,9
86	Rouyn-Noranda	27 996	28 639	30 235	31 249	31 734	33 714	6,2	3,8
87	Abitibi-Ouest	25 218	25 842	27 402	28 182	28 905	30 631	6,0	4,0
88	Abitibi	27 553	28 417	30 030	31 083	32 001	33 843	5,8	4,2
89	La Vallée-de-l'Or	28 334	29 210	31 086	31 688	32 455	34 343	5,8	3,9
09	**Côte-Nord**	**27 125**	**27 523**	**28 815**	**29 434**	**30 452**	**32 540**	**6,9**	**3,7**
95	La Haute-Côte-Nord	24 051	25 058	25 628	26 508	28 056	29 775	6,1	4,4
96	Manicouagan	25 928	26 330	27 319	27 961	28 624	30 891	7,9	3,6
971	Sept-Rivières	28 235	28 283	29 791	30 257	31 478	33 622	6,8	3,6
972	Caniapiscau	36 730	37 045	39 721	41 237	42 458	44 497	4,8	3,9
981	Minganie	27 887	28 483	29 643	30 387	31 124	33 082	6,3	3,5
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	24 674	26 168	28 615	28 547	29 098	30 578	5,1	4,4
10	**Nord-du-Québec**	**24 236**	**25 645**	**27 099**	**27 269**	**28 226**	**30 914**	**9,5**	**5,0**
991	Jamésie	28 805	29 445	30 997	31 578	32 664	34 858	6,7	3,9
992	Administration régionale Kativik	20 125	21 233	22 439	22 461	22 886	25 799	12,7	5,1
993	Eeyou Istchee[3]	23 636	25 995	27 616	27 649	29 042	32 015	10,2	6,3
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**24 339**	**25 426**	**26 990**	**27 352**	**28 684**	**30 977**	**8,0**	**4,9**
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	26 088	26 925	30 648	30 730	32 248	34 870	8,1	6,0
02	Le Rocher-Percé	23 840	25 044	26 382	26 658	28 099	30 286	7,8	4,9
03	La Côte-de-Gaspé	25 551	26 619	27 680	28 120	28 963	31 375	8,3	4,2
04	La Haute-Gaspésie	21 790	22 946	23 805	24 360	25 915	28 104	8,4	5,2
05	Bonaventure	24 267	25 300	26 445	26 932	28 091	30 266	7,7	4,5
06	Avignon	24 099	25 268	26 869	27 131	28 738	30 922	7,6	5,1

Suite à la page 187

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives[1], MRC[2], et ensemble du Québec, 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
		$						%	
12	**Chaudière-Appalaches**	**26 938**	**27 199**	**28 465**	**28 931**	**29 834**	**32 178**	**7,9**	**3,6**
17	L'Islet	25 045	25 535	26 952	27 037	27 893	29 992	7,5	3,7
18	Montmagny	24 177	25 419	26 362	27 262	27 932	30 084	7,7	4,5
19	Bellechasse	26 005	26 993	28 112	27 930	28 955	31 072	7,3	3,6
251	Lévis	29 077	28 943	30 337	30 904	32 006	34 348	7,3	3,4
26	La Nouvelle-Beauce	26 096	26 668	28 129	28 575	29 306	31 795	8,5	4,0
27	Robert-Cliche	25 161	25 293	26 584	27 759	27 439	30 708	11,9	4,1
28	Les Etchemins	25 055	26 357	27 726	27 458	29 218	30 705	5,1	4,2
29	Beauce-Sartigan	27 548	26 830	28 050	28 442	29 184	31 794	8,9	2,9
31	Les Appalaches	24 586	25 459	26 374	26 895	27 623	30 124	9,1	4,1
33	Lotbinière	26 617	26 871	28 096	28 712	29 679	31 547	6,3	3,5
13	**Laval**	**26 897**	**27 371**	**28 322**	**28 944**	**30 093**	**32 800**	**9,0**	**4,0**
65	Laval	26 897	27 371	28 322	28 944	30 093	32 800	9,0	4,0
14	**Lanaudière**	**26 154**	**26 862**	**28 034**	**28 536**	**29 575**	**32 066**	**8,4**	**4,2**
52	D'Autray	24 763	25 490	26 750	26 998	28 504	30 793	8,0	4,5
60	L'Assomption	27 311	27 953	29 070	29 650	30 348	32 675	7,7	3,7
61	Joliette	25 451	26 246	27 290	27 556	28 796	31 410	9,1	4,3
62	Matawinie	25 080	25 897	27 177	27 604	28 801	31 987	11,1	5,0
63	Montcalm	23 612	24 685	25 902	26 490	27 757	29 887	7,7	4,8
64	Les Moulins	27 091	27 660	28 859	29 469	30 437	32 973	8,3	4,0
15	**Laurentides**	**27 742**	**28 426**	**29 651**	**30 205**	**31 268**	**33 927**	**8,5**	**4,1**
72	Deux-Montagnes	26 453	27 058	28 258	29 104	29 904	32 055	7,2	3,9
73	Thérèse-De Blainville	30 915	31 498	32 939	33 146	34 163	36 683	7,4	3,5
74	Mirabel	27 389	28 081	29 582	29 977	31 255	33 775	8,1	4,3
75	La Rivière-du-Nord	25 529	26 103	27 319	27 776	29 069	31 479	8,3	4,3
76	Argenteuil	23 872	25 048	25 741	26 295	27 163	30 065	10,7	4,7
77	Les Pays-d'en-Haut	32 679	34 107	35 310	36 318	37 548	41 965	11,8	5,1
78	Les Laurentides	27 717	28 039	28 814	29 773	30 795	33 973	10,3	4,2
79	Antoine-Labelle	23 467	24 438	25 524	26 335	27 168	29 887	10,0	5,0

Suite à la page 188

Tableau 13.2.1 (suite)

Revenu disponible par habitant, régions administratives[1], MRC[2], et ensemble du Québec, 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Variation 2020/2019	TCAM 2020/2015
		$						%	
16	**Montérégie[1]**	**28 397**	**28 898**	**30 169**	**30 744**	**31 872**	**34 369**	**7,8**	**3,9**
48	Acton	24 316	24 702	26 934	26 942	28 269	29 555	4,5	4,0
53	Pierre-De Saurel	26 023	26 307	27 662	28 489	29 423	31 789	8,0	4,1
54	Les Maskoutains	26 877	27 284	28 850	29 445	30 460	32 763	7,6	4,0
55	Rouville	27 118	28 035	29 178	29 681	31 049	32 783	5,6	3,9
56	Le Haut-Richelieu	26 834	27 463	28 911	29 374	30 545	33 098	8,4	4,3
57	La Vallée-du-Richelieu	31 470	31 651	33 147	33 838	34 917	37 711	8,0	3,7
58	Longueuil	29 602	30 133	31 286	31 941	33 018	35 730	8,2	3,8
59	Marguerite-D'Youville	29 801	30 072	31 635	32 209	32 902	35 103	6,7	3,3
67	Roussillon	27 223	27 806	28 829	29 578	30 744	33 076	7,6	4,0
68	Les Jardins-de-Napierville	27 061	27 525	28 342	27 877	28 944	32 350	11,8	3,6
69	Le Haut-Saint-Laurent	25 038	25 388	26 116	26 050	27 704	29 809	7,6	3,5
70	Beauharnois-Salaberry	25 282	25 993	27 045	27 523	28 516	31 188	9,4	4,3
71	Vaudreuil-Soulanges	28 997	29 552	30 959	31 399	32 853	35 101	6,8	3,9
17	**Centre-du-Québec**	**25 233**	**25 784**	**26 946**	**27 413**	**28 117**	**30 588**	**8,8**	**3,9**
32	L'Érable	25 188	26 006	26 759	27 494	28 046	30 010	7,0	3,6
38	Bécancour	25 547	26 600	27 383	27 041	27 868	30 386	9,0	3,5
39	Arthabaska	25 099	25 789	27 015	27 036	28 418	30 827	8,5	4,2
49	Drummond	25 225	25 466	26 824	27 425	27 930	30 526	9,3	3,9
50	Nicolet-Yamaska	25 451	26 250	27 083	28 766	28 311	30 875	9,1	3,9
Ensemble du Québec		**27 383**	**27 838**	**28 976**	**29 491**	**30 591**	**33 093**	**8,2**	**3,9**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
2. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
3. Toponyme non officiel.

Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

13.3 Taux de travailleurs

Stéphane Ladouceur et Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

Le taux de travailleurs[4] est un indicateur qui a été élaboré par l'ISQ, à partir des données fiscales des particuliers de Revenu Québec, dans le but de suivre annuellement l'évolution du marché du travail dans les MRC. Il correspond au nombre de personnes occupant un emploi, qu'elles soient employées ou travailleuses autonomes, exprimé en pourcentage de la population de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenus des particuliers[5].

La présente section brosse un portrait sommaire de l'évolution de ce taux dans les 104 MRC du Québec, en comparant les données de 2020 avec celles de 2019. Il sera également question de l'écart entre le taux de travailleurs chez les hommes et chez les femmes, lequel varie considérablement d'une MRC à l'autre.

Il importe de mentionner que les estimations de l'année la plus récente sont provisoires et sujettes à des révisions qui peuvent parfois être de plus grande ampleur. Elles doivent donc être interprétées avec une certaine prudence. Quant aux données des années 2018 à 2019, elles peuvent différer de celles présentées dans les éditions précédentes du *Panorama des régions du Québec*, puisqu'elles ont fait l'objet d'une révision en septembre 2022.

Fort recul en 2020

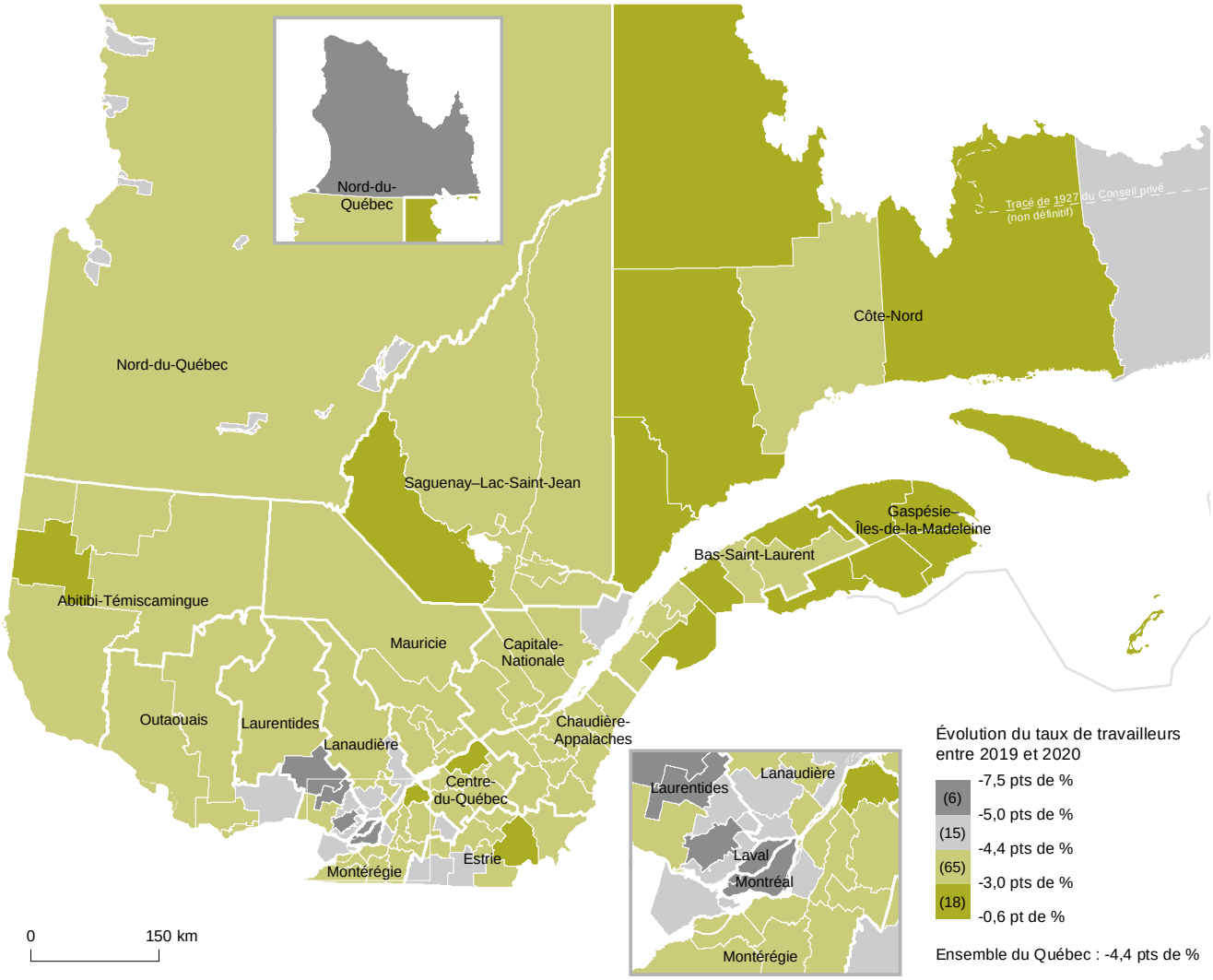
Les données de 2020 sur les travailleurs âgés de 25 à 64 ans témoignent de la brusque interruption dans la croissance du marché du travail qui régnait dans la province avant que la COVID-19 ne frappe le Québec. Après avoir progressé durant 10 années consécutives, le taux de travailleurs a chuté de 4,4 points de pourcentage en 2020 par rapport à 2019 dans l'ensemble du Québec, pour atteindre 74,9 %, soit un creux record depuis 2011. C'est la troisième fois seulement depuis le début de la série chronologique (2002) que le taux de travailleurs enregistre une baisse annuelle.

Cette diminution survenue en 2020 a touché la totalité des MRC, mais à des degrés divers. Dans 16 des 104 MRC, le taux de travailleurs a reculé avec plus de vigueur que dans l'ensemble de la province. Avec une baisse de 7,5 points de pourcentage, l'Administration régionale Kativik, dans le Nord-du-Québec, est le territoire supralocal qui a connu le déclin le plus prononcé en 2020. Il est immédiatement suivi par les MRC des Laurentides, de Laval, de Montréal, des Pays-d'en-Haut et de Mirabel, seules autres MRC à avoir vu leur taux de travailleurs fléchir de plus de cinq points de pourcentage entre 2019 et 2020.

4. Dans cette section, le terme *travailleur*, inclus dans le libellé officiel de l'indicateur *taux de travailleurs* et utilisé dans l'ensemble du texte, fait indifféremment référence aux femmes et aux hommes.
5. Malgré certaines différences conceptuelles et méthodologiques, le taux de travailleurs s'apparente au taux d'emploi de l'*Enquête sur la population active* (EPA) de Statistique Canada. Pour en savoir plus, veuillez consulter l'encadré portant sur les comparaisons avec les estimations annuelles de l'EPA présenté à la fin du *Bulletin sur l'évolution du marché du travail dans les MRC – Bilan de l'année 2020*.

Carte 13.3.1

Variation annuelle du taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2020



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (données sur les taux de travailleurs).Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021 (données sur les limites administratives).

Notons que plusieurs MRC situées dans les régions périphériques de Montréal et de Laval ont affiché une baisse du taux de travailleurs supérieure à celle observée au Québec. Les reculs les plus importants en Montérégie ont été relevés dans les MRC de Longueuil et de Vaudreuil-Soulanges. Dans la région laurentienne, en plus des MRC des Laurentides, des Pays-d'en-Haut et de Mirabel, celles de Deux-Montagnes et de La Rivière-du-Nord ont aussi accusé de fortes régressions. Enfin, dans la région de Lanaudière, ce sont les MRC de Montcalm et des Moulins qui ont connu les reculs les plus marqués, et ce, après trois années consécutives de croissance soutenue.

À l'inverse, dans toutes les MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Chaudière-Appalaches, du Centre-du-Québec et de la Mauricie, la diminution du taux de travailleurs a été moins forte que celle enregistrée dans l'ensemble du Québec. Les plus faibles baisses ont été observées dans les MRC de La Haute-Gaspésie, de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, de la Côte-de-Gaspé, d'Avignon et du Rocher-Percé, en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, ainsi que dans celles de Minganie, de Caniapiscau et de La Haute-Côte-Nord, dans la région nord-côtière.

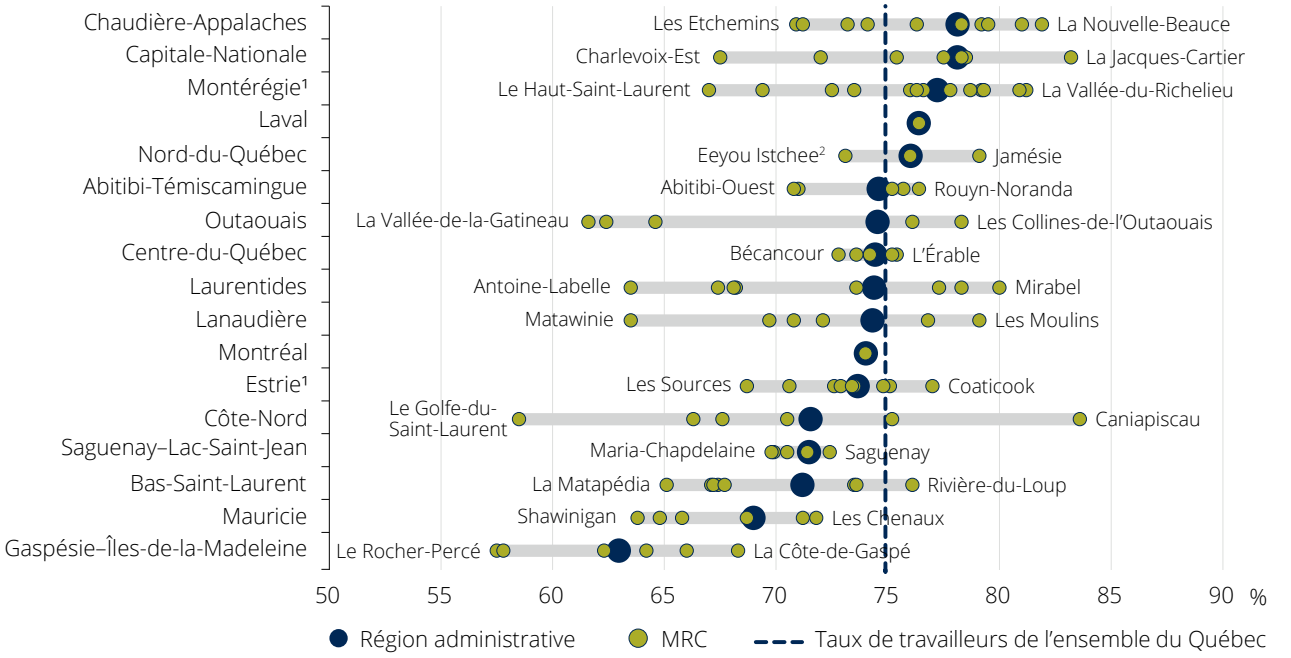
Note méthodologique

Les variations d'une année à l'autre du taux de travailleurs ne sont pas toujours influencées que par des changements touchant les conditions du marché du travail. Étant donné qu'elles sont établies en fonction de certains renseignements contenus dans la déclaration de revenus de Revenu Québec[1], dont notamment les montants déclarés au titre de l'assurance-emploi et de l'aide financière de dernier recours, les statistiques de l'ISQ sur les taux de travailleurs de 25 à 64 ans peuvent, occasionnellement, être affectées par les changements apportés à ces programmes sociaux (ex. critères d'admissibilité des programmes) ou par des modifications apportées aux procédures administratives ou fiscales.

1. Voir la définition sur le nombre de travailleurs de la section Concepts et définitions pour consulter les renseignements de la déclaration de revenus qui sont utilisés pour déterminer la situation d'emploi des déclarants.

Figure 13.3.1

Écarts entre les MRC affichant le plus bas et le plus haut taux de travailleurs de 25 à 64 ans pour chacune des régions administratives[1] 2020



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Taux élevé dans plusieurs MRC des régions métropolitaines de Montréal et de Québec

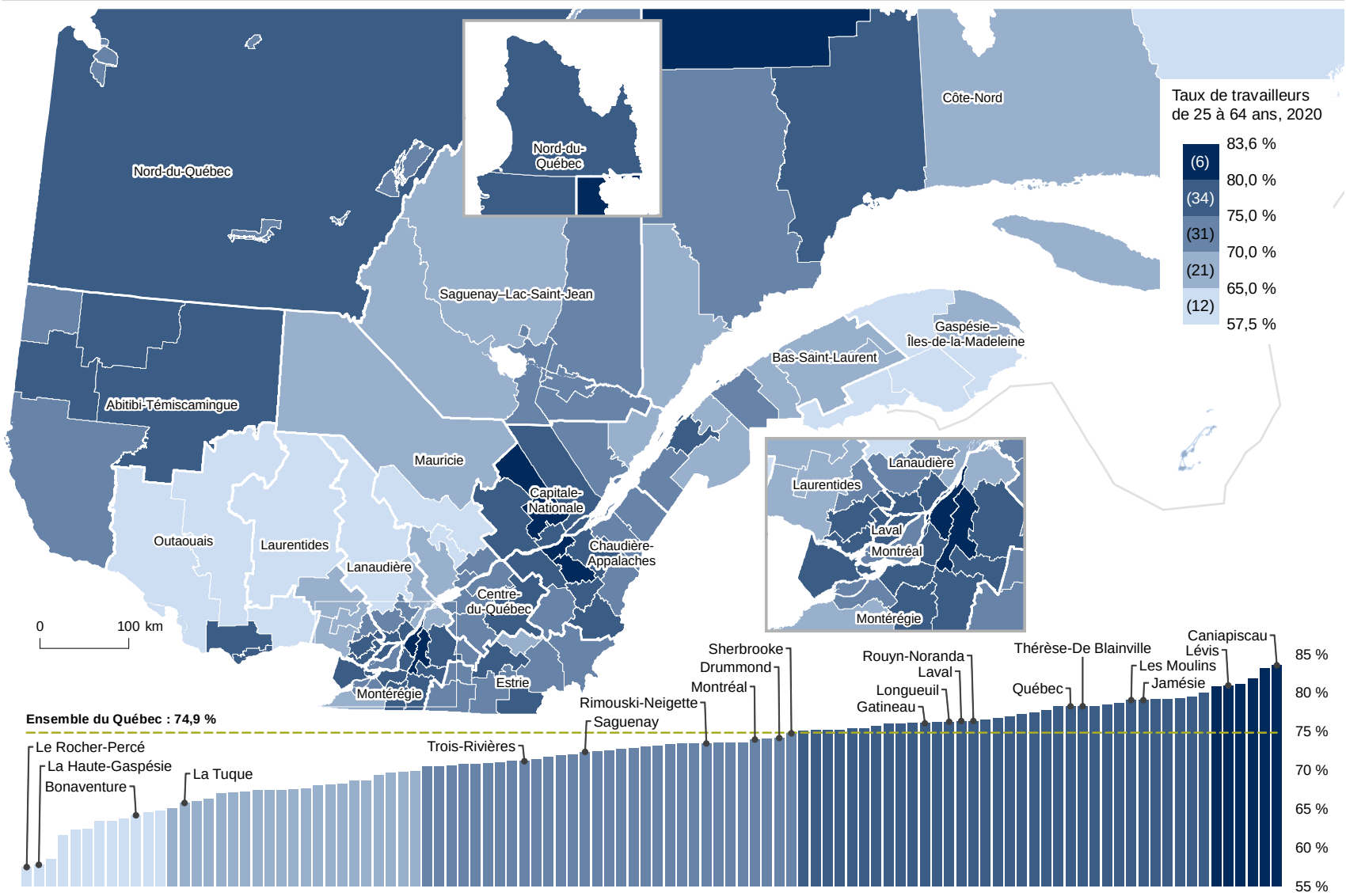
Les taux de travailleurs les plus élevés continuent d'être observés dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Montréal et de Québec. Parmi les dix MRC ayant les plus hauts taux de travailleurs en 2020, neuf sont situées en partie ou en totalité dans les RMR de Québec et de Montréal, dont La Jacques-Cartier et Lévis, dans la région de Québec, La Vallée-du-Richelieu, Marguerite-d'Youville et Mirabel, dans celle de Montréal. La MRC de Caniapiscau fait ainsi figure d'exception en étant la seule située dans une région éloignée des grands centres urbains à présenter un taux de travailleurs de 25 à 64 ans supérieur ou égal à 80 %.

En contrepartie, la majorité des MRC des régions du Bas-Saint-Laurent, du Saguenay–Lac-Saint-Jean, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et de la Mauricie se caractérisaient par des taux de travailleurs nettement plus faibles que le taux québécois. Quatre des six MRC de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine se classaient parmi les dix territoires présentant les taux les moins élevés en 2020. Ce sont d'ailleurs deux MRC de la péninsule gaspésienne qui présentaient les taux les plus bas au Québec, soit Le Rocher-Percé et La Haute-Gaspésie.

Dans les MRC les plus septentrionales de l'Outaouais, des Laurentides et de Lanaudière, les taux de travailleurs étaient, là aussi, parmi les plus faibles de la province. Ils étaient par exemple de plus de dix points inférieurs au taux québécois dans les MRC de La Vallée-de-la-Gatineau, de Pontiac, d'Antoine-Labelle et de Matawinie. Par contraste, dans ces mêmes régions, les MRC les plus méridionales montraient des taux généralement plus élevés, comme l'illustrent les figures 13.3.1 et 13.3.2.

Figure 13.3.2

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, MRC du Québec, 2020



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources: Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec (données sur les taux de travailleurs).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021 (données sur les limites administratives).

Écart entre les sexes en ce qui a trait au taux de travailleurs dans les MRC

Au Québec, en 2020, le taux de travailleurs des 25 à 64 ans chez les hommes a reculé de 4,6 points de pourcentage en regard de 2019 pour s'établir à 76,7 %. Du côté des femmes, la diminution a été légèrement moins forte, soit de 4,3 points de pourcentage, pour se fixer à 73,0 %. Depuis 2002, l'écart entre les sexes en ce qui a trait au taux de travailleurs s'est considérablement réduit dans la province : il est passé de 9,1 points de pourcentage en faveur des hommes, à 3,7 points en 2020. Par rapport à 2019, l'écart s'est encore resserré de 0,3 point.

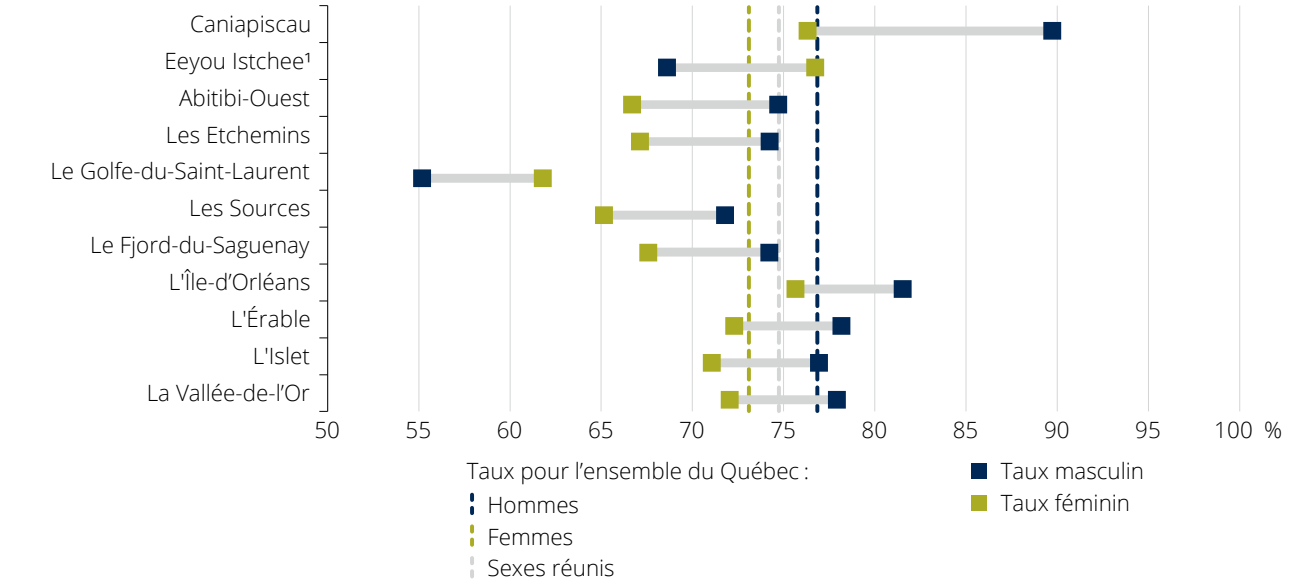
À l'échelle infraprovinciale, en 2020, le taux de travailleurs était plus faible chez les femmes que chez les hommes dans 95 des 104 MRC. La MRC de Caniapiscau ressort une nouvelle fois comme celle affichant l'écart le plus important entre les deux sexes en ce qui concerne le taux de travailleurs, soit une différence de 13,5 points de pourcentage à l'avantage des hommes (figure 13.3.3). Par rapport à 2019, l'écart s'est amplifié de 5,9 points, interrompant ainsi une tendance continue au resserrement observée depuis 2006, année où il atteignait 20,5 points de pourcentage.

Les MRC d'Abitibi-Ouest, des Etchemins et des Sources continuaient également de montrer de grandes disparités entre les hommes et les femmes. Dans ces territoires supralocaux, le taux de travailleurs chez les hommes dépassait de plus de 6 points de pourcentage celui des femmes en 2020.

En revanche, dans 9 MRC, majoritairement situées dans des régions éloignées des grands centres urbains, le taux de travailleurs chez les femmes était supérieur à celui des hommes (figure 13.3.4). Parmi ces MRC, six se trouvent en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et deux dans le Nord-du-Québec. L'écart en faveur des femmes en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine s'expliquerait essentiellement par la forte présence féminine dans les services, principal secteur d'emploi dans la région. En effet, selon le Recensement de 2016, la représentation des femmes dans ce secteur d'activité à prédominance féminine était nettement plus élevée en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine que dans le reste de la province (Statistique Canada, 2017). Cette particularité concorde avec l'importance de la part du secteur des soins de santé et assistance sociale, secteur caractérisé par la prépondérance féminine (Conseil du statut de la femme, 2020, p. 14) dans le PIB de la région (voir le chapitre 5). Enfin, notons que parmi les MRC où le taux de travailleurs était plus élevé chez les femmes que chez les hommes, les plus grands écarts ont été notés en 2020 dans Eeyou Istchee, Le Golfe-du-Saint-Laurent et Le Rocher-Percé.

Figure 13.3.3

MRC où l'écart entre les sexes est le plus élevé, taux de travailleurs de 25 à 64 ans, 2020

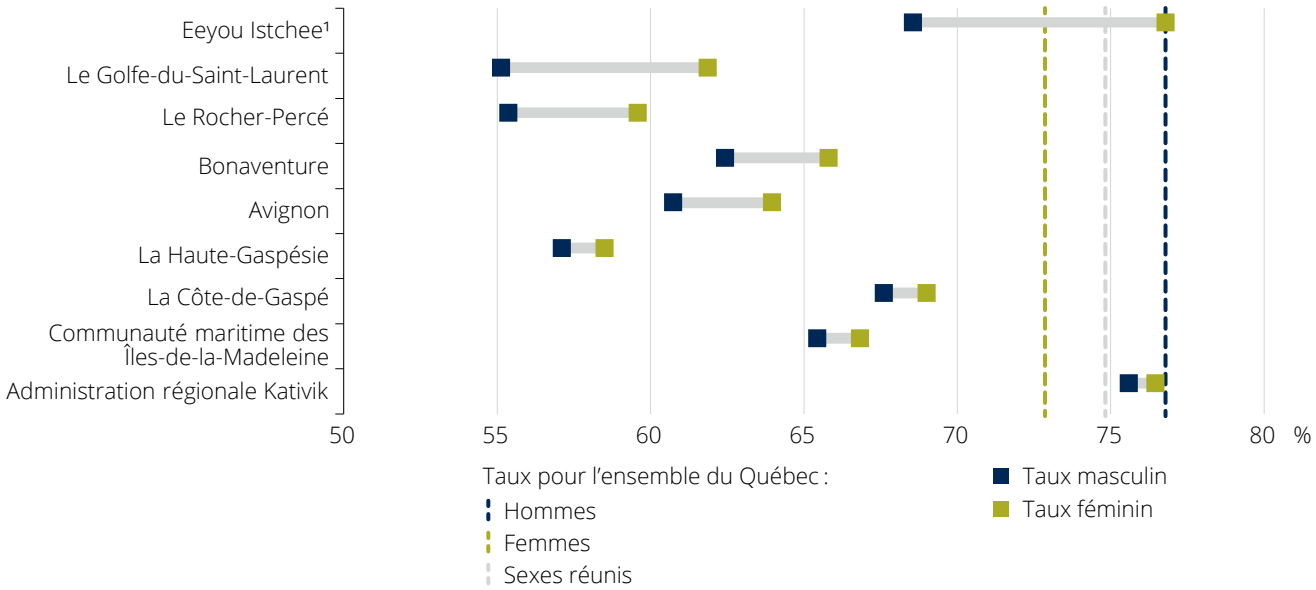


1. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales de Revenu Québec.

Figure 13.3.4

MRC où le taux féminin est supérieur au taux masculin, travailleurs de 25 à 64 ans, 2020



1. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales de Revenu Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des données détaillées par MRC sur le nombre et le taux de travailleurs ainsi que sur le revenu d'emploi sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec.

Références bibliographiques

CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME (2020). *Portrait des Québécoises. Édition 2020 – Femmes et économie*, [En ligne], Québec, Conseil du statut de la femme, 42 p. [csf.gouv.qc.ca/wp-content/uploads/portrait-quebecoises-2020-economie.pdf].

INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC (2022). *Évolution du marché du travail dans les MRC. Bilan de l'année 2020*, [En ligne], Québec, août, L'Institut, p. 1-18. [statistique.quebec.ca/fr/fichier/evolution-marche-travail-mrc-2020.pdf].

STATISTIQUE CANADA (2017). *Catégorie de lieu de travail, industrie – Système de classification des industries de l'Amérique du Nord 2012, profession – Classification nationale des professions 2016 et sexe pour la population active occupée âgée de 15 ans et plus dans les ménages privés du Canada, provinces et territoires, divisions de recensement et subdivisions de recensement, Recensement de 2016*, [En ligne], produit nº 98-400-X2016321 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada. [www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2016/dp-pd/dt-td/Rp-fra.cfm?LANG=F&APATH=3&DETAIL=0&DIM=0&FL=A&FREE=0&GC=0&GID=0&GK=0&GRP=1&PID=110710&PRID=10&PTYPE=109445&S=0&SHOWALL=0&SUB=0&Temporal=2017&THEME=124&VID=0&VNAMEE=&VNAMEF] (Consulté le 16 août 2021).

Tableau 13.3.1

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
01	Bas-Saint-Laurent	70,0	70,4	71,5	73,0	74,0	71,2	– 2,8	1,2
07	La Matapédia	64,5	64,8	66,3	67,3	68,1	65,1	– 3,0	0,6
	Hommes	65,0	65,5	67,2	68,2	68,8	65,7	– 3,1	0,7
	Femmes	64,0	64,1	65,4	66,3	67,3	64,4	– 2,9	0,4
08	La Matanie	65,4	65,3	66,5	68,1	69,4	67,1	– 2,3	1,7
	Hommes	66,3	66,4	67,6	69,3	70,7	68,5	– 2,2	2,2
	Femmes	64,4	64,2	65,4	66,9	68,2	65,6	– 2,6	1,2
09	La Mitis	65,9	66,5	68,0	69,4	70,5	67,4	– 3,1	1,5
	Hommes	66,0	66,6	68,8	70,5	71,6	68,4	– 3,2	2,4
	Femmes	65,7	66,5	67,0	68,1	69,4	66,3	– 3,1	0,6
10	Rimouski-Neigette	72,7	72,9	73,9	75,2	76,2	73,5	– 2,7	0,8
	Hommes	73,4	73,8	74,8	76,3	77,3	74,3	– 3,0	0,9
	Femmes	71,9	72,1	73,1	74,2	75,0	72,8	– 2,2	0,9
11	Les Basques	66,2	66,5	67,5	69,1	70,6	67,2	– 3,4	1,0
	Hommes	67,4	67,9	69,2	71,4	72,4	68,9	– 3,5	1,5
	Femmes	65,0	64,9	65,7	66,7	68,7	65,4	– 3,3	0,4
12	Rivière-du-Loup	74,5	75,1	76,3	78,0	79,3	76,1	– 3,2	1,6
	Hommes	76,7	77,3	78,5	79,8	81,0	78,1	– 2,9	1,4
	Femmes	72,2	72,8	74,1	76,1	77,5	74,1	– 3,4	1,9
13	Témiscouata	66,7	67,1	68,2	69,5	70,2	67,7	– 2,5	1,0
	Hommes	67,7	68,1	69,0	70,8	71,5	69,4	– 2,1	1,7
	Femmes	65,6	66,1	67,4	68,2	69,0	66,0	– 3,0	0,4
14	Kamouraska	72,9	73,5	74,3	75,9	76,8	73,6	– 3,2	0,7
	Hommes	75,2	75,3	76,5	78,0	78,8	75,6	– 3,2	0,4
	Femmes	70,5	71,7	72,1	73,6	74,8	71,6	– 3,2	1,1

Suite à la page 198

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
02	Saguenay–Lac-Saint-Jean	69,9	70,5	71,5	73,2	74,5	71,5	– 3,0	1,6
91	Le Domaine-du-Roy	68,8	69,5	70,1	71,8	72,8	69,9	– 2,9	1,1
	Hommes	70,1	70,7	71,4	73,2	74,2	71,9	– 2,3	1,8
	Femmes	67,4	68,3	68,7	70,3	71,3	67,8	– 3,5	0,4
92	Maria-Chapdelaine	68,8	68,9	70,0	71,5	72,9	69,8	– 3,1	1,0
	Hommes	70,1	70,6	71,6	73,6	74,6	72,3	– 2,3	2,2
	Femmes	67,3	67,0	68,3	69,3	71,0	67,2	– 3,8	– 0,1
93	Lac-Saint-Jean-Est	69,7	70,0	71,0	72,7	73,7	70,5	– 3,2	0,8
	Hommes	71,9	72,2	73,1	74,8	75,9	72,7	– 3,2	0,8
	Femmes	67,4	67,7	68,7	70,4	71,5	68,2	– 3,3	0,8
941	Saguenay	70,6	71,3	72,5	73,9	75,4	72,4	– 3,0	1,8
	Hommes	72,7	73,4	74,6	76,1	77,8	75,1	– 2,7	2,4
	Femmes	68,5	69,1	70,3	71,7	72,9	69,7	– 3,2	1,2
942	Le Fjord-du-Saguenay	68,3	69,2	70,6	72,9	74,6	71,4	– 3,2	3,1
	Hommes	70,8	71,9	73,0	75,4	77,2	74,5	– 2,7	3,7
	Femmes	65,5	66,3	68,0	70,1	71,7	68,0	– 3,7	2,5
03	Capitale-Nationale	78,2	78,8	79,7	80,7	81,8	78,1	– 3,7	– 0,1
15	Charlevoix-Est	68,1	68,5	70,0	71,2	72,0	67,5	– 4,5	– 0,6
	Hommes	69,6	70,2	71,7	72,8	73,4	69,5	– 3,9	– 0,1
	Femmes	66,6	66,9	68,4	69,7	70,6	65,5	– 5,1	– 1,1
16	Charlevoix	71,2	72,1	73,5	74,3	75,8	72,0	– 3,8	0,8
	Hommes	71,5	72,6	74,3	75,6	76,7	73,2	– 3,5	1,7
	Femmes	70,8	71,6	72,7	73,1	75,0	70,9	– 4,1	0,1
20	L'Île-d'Orléans	78,0	79,3	79,5	81,5	82,1	78,5	– 3,6	0,5
	Hommes	81,2	82,3	82,8	84,4[a]	85,0[a]	81,5[a]	– 3,5	0,3
	Femmes	74,9	76,3	76,2	78,6	79,3	75,6	– 3,7	0,7
21	La Côte-de-Beaupré	78,0	78,3	78,9	80,2	81,3	77,5	– 3,8	– 0,5
	Hommes	78,3	78,8	79,8	81,0	82,1	77,6	– 4,5	– 0,7
	Femmes	77,7	77,7	78,0	79,4	80,5	77,3	– 3,2	– 0,4
22	La Jacques-Cartier	83,9	84,3	84,9	85,5	86,4	83,2	– 3,2	– 0,7
	Hommes	84,4	84,7	85,4	85,9	86,6	83,2	– 3,4	– 1,2
	Femmes	83,5	83,9	84,4	85,1	86,2	83,1	– 3,1	– 0,4
23	Québec	78,5	79,0	79,9	81,0	82,1	78,3	– 3,8	– 0,2
	Hommes	79,8	80,2	81,2	82,3	83,5	79,5	– 4,0	– 0,3
	Femmes	77,2	77,8	78,7	79,7	80,7	77,1	– 3,6	– 0,1
34	Portneuf	75,6	75,9	76,8	77,9	79,0	75,4	– 3,6	– 0,2
	Hommes	77,2	77,6	78,7	80,0	80,9	77,3	– 3,6	0,1
	Femmes	73,8	74,0	74,8	75,7	76,9	73,5	– 3,4	– 0,3

Suite à la page 199

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
04	Mauricie	68,6	69,2	70,3	71,5	72,5	69,0	– 3,5	0,4
35	Mékinac	65,6	66,1	67,2	67,7	68,4	64,8	– 3,6	– 0,8
	Hommes	66,7	67,5	68,7	69,6	70,3	66,4	– 3,9	– 0,3
	Femmes	64,5	64,6	65,6	65,6	66,5	63,1	– 3,4	– 1,4
36	Shawinigan	62,8	63,4	64,4	65,9	67,0	63,8	– 3,2	1,0
	Hommes	63,1	63,4	65,0	66,5	67,8	64,6	– 3,2	1,5
	Femmes	62,5	63,4	63,8	65,4	66,2	62,9	– 3,3	0,4
371	Trois-Rivières	71,1	71,5	72,6	73,8	74,8	71,2	– 3,6	0,1
	Hommes	72,4	72,9	74,2	75,0	76,2	72,8	– 3,4	0,4
	Femmes	69,9	70,2	71,1	72,6	73,3	69,6	– 3,7	– 0,3
372	Les Chenaux	70,5	71,4	73,0	74,1	75,0	71,8	– 3,2	1,3
	Hommes	71,4	72,4	74,5	75,3	76,2	73,1	– 3,1	1,7
	Femmes	69,7	70,4	71,4	73,0	73,7	70,5	– 3,2	0,8
51	Maskinongé	69,0	69,7	70,7	71,8	72,9	68,7	– 4,2	– 0,3
	Hommes	70,4	71,0	72,4	73,4	74,6	70,3	– 4,3	– 0,1
	Femmes	67,5	68,3	68,9	70,1	71,1	67,1	– 4,0	– 0,4
90	La Tuque	64,6	65,6	66,6	68,1	69,1	65,8	– 3,3	1,2
	Hommes	64,2	65,2	66,9	68,1	69,2	66,5[a]	– 2,7	2,3
	Femmes	65,1	66,0	66,3	68,1	69,0	65,0	– 4,0	– 0,1
05	Estrie[2]	74,1	74,4	75,3	76,5	77,5	73,7	– 3,8	– 0,4
30	Le Granit	73,6	74,1	74,8	75,6	76,3	72,6	– 3,7	– 1,0
	Hommes	75,4	76,1	76,7	77,3	77,9	74,1	– 3,8	– 1,3
	Femmes	71,5	71,9	72,7	73,7	74,7	71,0	– 3,7	– 0,5
40	Les Sources	67,3	67,8	69,3	70,5	72,2	68,7	– 3,5	1,4
	Hommes	69,8	70,7	71,7	73,5	75,3	71,9	– 3,4	2,1
	Femmes	64,7	64,8	66,7	67,3	68,9	65,3	– 3,6	0,6
41	Le Haut-Saint-François	71,6	72,5	73,4	74,9	75,8	72,9	– 2,9	1,3
	Hommes	72,3	73,3	74,1	76,0	77,0	74,0	– 3,0	1,7
	Femmes	70,9	71,6	72,7	73,7	74,6	71,8	– 2,8	0,9
42	Le Val-Saint-François	76,1	75,9	76,4	77,8	78,4	75,1	– 3,3	– 1,0
	Hommes	77,4	77,4	77,6	79,3	79,9	76,3	– 3,6	– 1,1
	Femmes	74,8	74,4	75,1	76,2	76,7	73,8	– 2,9	– 1,0
43	Sherbrooke	74,2	74,7	75,7	77,1	78,3	74,8	– 3,5	0,6
	Hommes	75,1	75,6	76,7	78,4	79,7	76,2	– 3,5	1,1
	Femmes	73,3	73,9	74,7	75,9	76,8	73,5	– 3,3	0,2
44	Coaticook	79,3	79,3	79,8	80,8	81,1	77,0	– 4,1	– 2,3
	Hommes	80,8	80,9	81,9	82,4	83,0	79,5	– 3,5	– 1,3
	Femmes	77,7	77,7	77,7	79,1	79,2	74,4	– 4,8	– 3,3
45	Memphrémagog	72,4	72,5	73,5	74,2	75,0	70,6	– 4,4	– 1,8
	Hommes	73,9	73,8	75,3	76,1	77,1	72,9	– 4,2	– 1,0
	Femmes	70,9	71,2	71,8	72,4	73,0	68,5	– 4,5	– 2,4

Suite à la page 200

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
46	Brome-Missisquoi	74,4	74,8	75,7	77,0	77,9	73,5	– 4,4	– 0,9
	Hommes	76,6	77,0	77,7	79,0	79,9	75,4	– 4,5	– 1,2
	Femmes	72,2	72,6	73,8	75,0	76,0	71,8	– 4,2	– 0,4
47	La Haute-Yamaska	74,9	74,9	75,7	76,8	77,6	73,4	– 4,2	– 1,5
	Hommes	76,8	76,7	77,5	78,6	79,2	75,4	– 3,8	– 1,4
	Femmes	73,0	73,0	73,9	74,9	76,0	71,3	– 4,7	– 1,7
06	Montréal	75,4	75,9	76,7	78,2	79,8	74,0	– 5,8	– 1,4
66	Montréal	75,4	75,9	76,7	78,2	79,8	74,0	– 5,8	– 1,4
	Hommes	77,9	78,4	79,3	80,8	82,4	76,2	– 6,2	– 1,7
	Femmes	72,9	73,4	74,2	75,6	77,2	71,8	– 5,4	– 1,1
07	Outaouais	75,3	75,5	76,2	77,3	78,3	74,5	– 3,8	– 0,8
80	Papineau	65,9	66,3	67,0	68,3	69,4	64,6	– 4,8	– 1,3
	Hommes	67,1	67,3	68,3	69,3	70,8	65,5	– 5,3	– 1,6
	Femmes	64,7	65,2	65,6	67,1	68,0	63,7	– 4,3	– 1,0
81	Gatineau	77,2	77,2	77,9	79,0	79,8	76,1	– 3,7	– 1,1
	Hommes	78,6	78,7	79,3	80,5	81,5	77,6	– 3,9	– 1,0
	Femmes	75,9	75,9	76,6	77,5	78,3	74,7	– 3,6	– 1,2
82	Les Collines-de-l'Outaouais	78,7	78,7	79,4	80,2	81,4	78,3	– 3,1	– 0,4
	Hommes	78,7	78,9	79,7	80,7	82,0	78,7	– 3,3	–
	Femmes	78,6	78,5	79,0	79,7	80,8	77,9	– 2,9	– 0,7
83	La Vallée-de-la-Gatineau	60,8	61,3	62,4	63,3	65,0	61,6	– 3,4	0,8
	Hommes	61,2	61,9	63,3	64,1	66,2	62,7	– 3,5	1,5
	Femmes	60,4	60,7	61,5	62,6	63,8	60,5	– 3,3	0,1
84	Pontiac	63,0	63,9	64,8	65,7	66,4	62,4	– 4,0	– 0,6
	Hommes	63,6	65,2	66,1	67,1	67,9	64,0	– 3,9	0,4
	Femmes	62,3	62,6	63,5	64,2	65,0	60,9	– 4,1	– 1,4
08	Abitibi-Témiscamingue	73,9	74,6	76,0	77,3	77,8	74,6	– 3,2	0,7
85	Témiscamingue	71,3	71,9	72,9	74,1	74,3	71,0	– 3,3	– 0,3
	Hommes	73,4	74,0	74,8	76,1	75,9	72,3	– 3,6	– 1,1
	Femmes	69,0	69,7	70,9	72,0	72,5	69,5	– 3,0	0,5
86	Rouyn-Noranda	75,4	75,7	77,2	78,5	79,3	76,4	– 2,9	1,0
	Hommes	78,0	78,0	79,8	80,9	81,1	78,6	– 2,5	0,6
	Femmes	72,7	73,3	74,5	76,0	77,3	74,2	– 3,1	1,5
87	Abitibi-Ouest	70,3	71,1	72,4	73,6	74,0	70,8	– 3,2	0,5
	Hommes	74,0	75,3	76,6	77,7	77,8	74,7	– 3,1	0,7
	Femmes	66,4	66,6	68,1	69,3	70,0	66,6	– 3,4	0,2
88	Abitibi	75,0	75,8	77,5	78,4	78,7	75,7	– 3,0	0,7
	Hommes	77,0	78,3	80,1	80,8	80,8	77,6	– 3,2	0,6
	Femmes	72,9	73,1	74,8	75,9	76,6	73,7	– 2,9	0,8
89	La Vallée-de-l'Or	74,5	75,3	76,6	78,1	78,7	75,2	– 3,5	0,7
	Hommes	77,6	78,6	80,2	81,3	81,4	78,0	– 3,4	0,4
	Femmes	71,1	71,7	72,7	74,7	75,7	72,2	– 3,5	1,1

Suite à la page 201

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
09	Côte-Nord	70,9	70,4	71,6	73,1	74,1	71,5	– 2,6	0,6
95	La Haute-Côte-Nord	63,8	64,5	65,6	67,2	68,6	66,3	– 2,3	2,5
	Hommes	65,8	66,6	67,6	68,6	70,0	67,7	– 2,3	1,9
	Femmes	61,7	62,2	63,6	65,8	67,2	64,9	– 2,3	3,2
96	Manicouagan	69,6	69,3	70,4	71,8	72,9	70,5	– 2,4	0,9
	Hommes	69,6	69,5	70,9	72,1	73,6	71,5	– 2,1	1,9
	Femmes	69,6	69,0	69,8	71,4	72,2	69,5	– 2,7	– 0,1
971	Sept-Rivières	74,7	74,0	75,5	77,4	78,2	75,2	– 3,0	0,5
	Hommes	77,2	76,2	77,6	79,8	80,4	77,7	– 2,7	0,5
	Femmes	72,1	71,7	73,3	74,9	75,9	72,7	– 3,2	0,6
972	Caniapiscau	85,2	83,1	86,3	86,6	85,4	83,6	– 1,8	– 1,6
	Hommes	91,8	88,4	90,8	90,0	88,9	89,9	1,0	– 1,9
	Femmes	77,6	76,9	81,0	82,5	81,3	76,4	– 4,9	– 1,2
981	Minganie	67,7	66,2	65,9	67,2	68,6	67,6	– 1,0	– 0,1
	Hommes	67,2	65,0	64,5	66,7	68,4	67,9	– 0,5	0,7
	Femmes	68,3	67,5	67,4	67,7	68,8	67,2	– 1,6	– 1,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	60,5	60,2	61,7	62,1	63,0	58,5	– 4,5	– 2,0
	Hommes	58,8	57,8	60,2	59,1	61,1	55,1	– 6,0	– 3,7
	Femmes	62,2	62,6	63,2	64,9	64,9	61,8	– 3,1	– 0,4
10	Nord-du-Québec	79,4	79,5	80,2	80,6	81,0	76,0	– 5,0	– 3,4
991	Jamésie	78,4	78,3	79,9	80,8	82,2	79,1	– 3,1	0,7
	Hommes	80,8	80,8	82,8	83,6	84,5	81,5	– 3,0	0,7
	Femmes	75,8	75,6	76,6	77,7	79,6	76,4	– 3,2	0,6
992	Administration régionale Kativik	83,7	84,3	83,9	84,0	83,5	76,0[a]	– 7,5	– 7,7
	Hommes	82,4	83,1	82,6	82,9	83,0	75,8[a]	– 7,2	– 6,6
	Femmes	85,1	85,5	85,4	85,2	84,1	76,3[a]	– 7,8	– 8,8
993	Eeyou Istchee[3]	77,1	77,1	77,6	77,5	77,7[a]	73,1[a]	– 4,6	– 4,0
	Hommes	74,4[a]	74,2[a]	75,5[a]	74,9[a]	74,0[a]	68,6[a]	– 5,4	– 5,8
	Femmes	79,4	79,5	79,4	79,8	80,9	76,9[a]	– 4,0	– 2,5

Suite à la page 202

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**60,1**	**60,6**	**61,8**	**63,2**	**64,5**	**63,0**	**– 1,5**	**2,9**
01	**Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine**	**62,4**	**62,7**	**65,2**	**66,2**	**67,4**	**66,0**	**– 1,4**	**3,6**
	Hommes	60,8	60,6	64,3	65,1	66,5	65,4	– 1,1	4,6
	Femmes	64,0	64,7	66,0	67,2	68,2	66,6	– 1,6	2,6
02	**Le Rocher-Percé**	**53,8**	**55,1**	**56,4**	**57,5**	**59,2**	**57,5**	**– 1,7**	**3,7**
	Hommes	51,5	53,0	54,2	55,6	57,4	55,4	– 2,0	3,9
	Femmes	56,3	57,3	58,7	59,5	61,2	59,6	– 1,6	3,3
03	**La Côte-de-Gaspé**	**66,0**	**66,1**	**67,1**	**68,3**	**69,8**	**68,3**	**– 1,5**	**2,3**
	Hommes	64,5	64,3	66,2	67,4	68,9	67,7	– 1,2	3,2
	Femmes	67,5	67,8	68,0	69,3	70,7	68,9	– 1,8	1,4
04	**La Haute-Gaspésie**	**53,1**	**54,5**	**55,9**	**57,0**	**58,4**	**57,8**	**– 0,6**	**4,7**
	Hommes	51,7	52,9	54,2	55,6	56,5	57,1	0,6	5,4
	Femmes	54,6	56,1	57,6	58,3	60,4	58,5	– 1,9	3,9
05	**Bonaventure**	**62,5**	**63,0**	**63,9**	**65,4**	**66,5**	**64,2**	**– 2,3**	**1,7**
	Hommes	61,0	61,1	62,2	63,6	64,7	62,5	– 2,2	1,5
	Femmes	64,0	64,9	65,6	67,3	68,3	65,8	– 2,5	1,8
06	**Avignon**	**61,0**	**60,7**	**61,2**	**63,1**	**64,0**	**62,3**	**– 1,7**	**1,3**
	Hommes	59,3	59,2	59,6	61,6	62,3	60,7	– 1,6	1,4
	Femmes	62,6	62,0	62,7	64,5	65,7	63,9	– 1,8	1,3

Suite à la page 203

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
12	Chaudière-Appalaches	78,5	78,9	79,8	80,8	81,6	78,1	– 3,5	– 0,4
17	L'Islet	74,2	74,7	75,6	76,3	77,3	74,1	– 3,2	– 0,1
	Hommes	77,6	78,1	78,8	79,6	80,5	76,9	– 3,6	– 0,7
	Femmes	70,5	71,1	72,0	72,6	73,8	71,1	– 2,7	0,6
18	Montmagny	73,2	74,0	75,0	76,4	77,4	73,2	– 4,2	–
	Hommes	75,5	76,3	77,1	77,9	79,0	74,5	– 4,5	– 1,0
	Femmes	70,8	71,5	72,7	74,8	75,7	71,9	– 3,8	1,1
19	Bellechasse	80,6	80,9	81,6	82,3	82,9	79,2	– 3,7	– 1,4
	Hommes	82,5	83,0	83,8	84,4	84,9	81,1	– 3,8	– 1,4
	Femmes	78,4	78,7	79,1	79,8	80,5	77,2	– 3,3	– 1,2
25	Lévis	81,7	81,8	82,7	83,3	84,2	81,0	– 3,2	– 0,7
	Hommes	83,2	83,3	84,3	85,0	85,8	82,3	– 3,5	– 0,9
	Femmes	80,1	80,3	81,1	81,6	82,7	79,6	– 3,1	– 0,5
26	La Nouvelle-Beauce	82,3	82,7	83,5	84,6	85,3	81,9	– 3,4	– 0,4
	Hommes	84,1	84,5	85,3	86,3	86,8	83,4	– 3,4	– 0,7
	Femmes	80,5	80,8	81,7	82,8	83,7	80,3	– 3,4	– 0,2
27	Robert-Cliche	78,4	78,9	79,2	80,6	81,5	78,3	– 3,2	– 0,1
	Hommes	81,3	81,4	81,6	82,9	83,7	80,7	– 3,0	– 0,6
	Femmes	75,2	76,2	76,5	78,1	79,1	75,8	– 3,3	0,6
28	Les Etchemins	70,9	70,8	72,0	73,4	74,0	70,9	– 3,1	0,0
	Hommes	74,1	74,0	75,4	76,9	77,4	74,3	– 3,1	0,2
	Femmes	67,4	67,3	68,2	69,4	70,4	67,3	– 3,1	– 0,1
29	Beauce-Sartigan	77,1	77,7	78,4	79,5	80,1	76,3	– 3,8	– 0,8
	Hommes	79,4	79,9	80,5	81,6	82,3	78,7	– 3,6	– 0,7
	Femmes	74,6	75,3	76,2	77,2	77,7	73,8	– 3,9	– 0,8
31	Les Appalaches	71,1	71,6	72,6	73,9	75,0	71,2	– 3,8	0,1
	Hommes	73,1	73,7	75,0	76,3	77,4	73,3	– 4,1	0,2
	Femmes	68,9	69,3	70,2	71,3	72,4	68,9	– 3,5	–
33	Lotbinière	79,3	79,8	81,3	82,5	83,4	79,5	– 3,9	0,2
	Hommes	80,1	80,8	82,6	83,6	84,5	80,5	– 4,0	0,4
	Femmes	78,3	78,7	79,8	81,3	82,3	78,5	– 3,8	0,2
13	Laval	79,4	79,6	80,2	81,2	82,3	76,4	– 5,9	– 3,0
65	Laval	79,4	79,6	80,2	81,2	82,3	76,4	– 5,9	– 3,0
	Hommes	82,1	82,3	82,9	83,9	85,0	78,8	– 6,2	– 3,3
	Femmes	76,9	77,0	77,6	78,5	79,6	74,1	– 5,5	– 2,8

Suite à la page 204

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
14	Lanaudière	75,4	75,8	76,5	77,6	78,6	74,3	– 4,3	– 1,1
52	D'Autray	70,2	70,8	71,4	72,9	74,1	69,7	– 4,4	– 0,5
	Hommes	72,5	73,4	74,3	75,5	76,4	72,1	– 4,3	– 0,4
	Femmes	67,7	68,0	68,3	70,1	71,6	67,2	– 4,4	– 0,5
60	L'Assomption	78,2	78,7	79,4	80,2	81,0	76,8	– 4,2	– 1,4
	Hommes	80,2	80,8	81,5	82,3	83,2	78,8	– 4,4	– 1,4
	Femmes	76,3	76,7	77,3	78,2	78,9	74,9	– 4,0	– 1,4
61	Joliette	70,8	71,2	71,6	72,8	74,3	70,8	– 3,5	–
	Hommes	72,4	72,9	73,5	74,5	75,9	72,5	– 3,4	0,1
	Femmes	69,3	69,6	69,8	71,0	72,8	69,1	– 3,7	– 0,2
62	Matawinie	63,4	63,9	65,4	66,5	67,5	63,5	– 4,0	0,1
	Hommes	64,4	64,9	66,3	67,7	68,7	64,6	– 4,1	0,2
	Femmes	62,4	62,8	64,3	65,3	66,2	62,3	– 3,9	– 0,1
63	Montcalm	72,3	73,0	74,1	75,6	76,8	72,1	– 4,7	– 0,2
	Hommes	74,8	75,7	76,6	78,1	79,6	74,4	– 5,2	– 0,4
	Femmes	69,6	70,1	71,4	72,9	73,8	69,7	– 4,1	0,1
64	Les Moulins	81,1	81,3	81,9	82,8	83,7	79,1	– 4,6	– 2,0
	Hommes	83,0	83,2	83,8	84,7	85,5	80,9	– 4,6	– 2,1
	Femmes	79,3	79,4	80,1	81,0	81,9	77,3	– 4,6	– 2,0
15	Laurentides	75,8	76,1	76,9	77,9	79,0	74,4	– 4,6	– 1,4
72	Deux-Montagnes	79,3	79,3	79,9	81,0	81,9	77,3	– 4,6	– 2,0
	Hommes	80,9	80,9	81,7	82,9	84,0	79,6	– 4,4	– 1,3
	Femmes	77,7	77,8	78,1	79,2	80,0	75,1	– 4,9	– 2,6
73	Thérèse-De Blainville	80,2	80,4	80,9	81,8	82,7	78,3	– 4,4	– 1,9
	Hommes	82,3	82,3	82,8	83,7	84,8	80,3	– 4,5	– 2,0
	Femmes	78,2	78,7	79,1	79,9	80,7	76,3	– 4,4	– 1,9
74	Mirabel	82,9	83,0	83,8	84,5	85,1	80,0	– 5,1	– 2,9
	Hommes	84,1	84,1	85,1	86,1	86,8	82,1	– 4,7	– 2,0
	Femmes	81,6	81,8	82,4	83,0	83,4	77,9	– 5,5	– 3,7
75	La Rivière-du-Nord	74,6	74,8	75,7	76,8	78,2	73,6	– 4,6	– 1,0
	Hommes	75,9	76,4	77,3	78,5	79,9	75,3	– 4,6	– 0,6
	Femmes	73,3	73,3	74,2	75,1	76,5	72,0	– 4,5	– 1,3
76	Argenteuil	67,2	68,1	69,2	70,3	71,5	67,4	– 4,1	0,2
	Hommes	69,1	70,2	71,3	72,3	73,3	69,6	– 3,7	0,5
	Femmes	65,3	65,9	66,9	68,2	69,8	65,2	– 4,6	– 0,1
77	Les Pays-d'en-Haut	70,2	70,7	71,1	71,7	73,4	68,2	– 5,2	– 2,0
	Hommes	71,7	71,8	72,3	73,0	74,8	69,6	– 5,2	– 2,1
	Femmes	68,7	69,7	70,0	70,5	72,0	66,9	– 5,1	– 1,8
78	Les Laurentides	70,3	70,7	71,7	72,8	74,0	68,1	– 5,9	– 2,2
	Hommes	70,8	71,0	72,2	73,6	75,0	69,0	– 6,0	– 1,8
	Femmes	69,8	70,4	71,1	72,1	73,0	67,2	– 5,8	– 2,6
79	Antoine-Labelle	62,2	62,7	63,8	64,9	66,8	63,5	– 3,3	1,3
	Hommes	62,4	63,0	64,2	65,1	66,9	63,8	– 3,1	1,4
	Femmes	62,0	62,4	63,4	64,6	66,6	63,3	– 3,3	1,3

Suite à la page 205

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
16	**Montérégie[2]**	**78,3**	**78,6**	**79,4**	**80,3**	**81,3**	**77,2**	**– 4,1**	**– 1,1**
48	**Acton**	**74,6**	**75,1**	**75,9**	**76,9**	**77,9**	**73,5**	**– 4,4**	**– 1,1**
	Hommes	76,4	77,0	77,6	78,6	79,6	75,3	– 4,3	– 1,1
	Femmes	72,6	73,2	74,0	75,0	76,1	71,6	– 4,5	– 1,0
53	**Pierre-De Saurel**	**68,6**	**68,8**	**69,9**	**71,2**	**72,3**	**69,4**	**– 2,9**	**0,8**
	Hommes	71,3	71,3	72,4	73,9	74,8	72,1	– 2,7	0,8
	Femmes	65,8	66,3	67,2	68,5	69,8	66,5	– 3,3	0,7
54	**Les Maskoutains**	**77,1**	**77,4**	**78,4**	**79,4**	**80,1**	**76,6**	**– 3,5**	**– 0,5**
	Hommes	78,9	79,2	80,2	81,3	82,0	78,5	– 3,5	– 0,4
	Femmes	75,2	75,4	76,6	77,4	78,1	74,7	– 3,4	– 0,5
55	**Rouville**	**80,3**	**80,4**	**81,4**	**82,3**	**83,2**	**79,2**	**– 4,0**	**– 1,1**
	Hommes	81,7	81,7	82,4	83,5	84,6	81,0	– 3,6	– 0,7
	Femmes	78,8	79,1	80,3	81,1	81,8	77,4	– 4,4	– 1,4
56	**Le Haut-Richelieu**	**76,5**	**76,9**	**78,0**	**79,0**	**80,1**	**76,0**	**– 4,1**	**– 0,5**
	Hommes	78,3	78,7	79,9	80,9	81,9	77,9	– 4,0	– 0,4
	Femmes	74,8	75,1	76,0	77,1	78,3	74,1	– 4,2	– 0,7
57	**La Vallée-du-Richelieu**	**82,7**	**82,9**	**83,6**	**84,2**	**84,9**	**81,2**	**– 3,7**	**– 1,5**
	Hommes	84,0	84,3	85,1	85,8	86,4	82,7	– 3,7	– 1,3
	Femmes	81,4	81,6	82,1	82,6	83,4	79,7	– 3,7	– 1,7
58	**Longueuil**	**77,5**	**77,9**	**78,7**	**79,8**	**80,9**	**76,3**	**– 4,6**	**– 1,2**
	Hommes	79,7	80,0	81,0	82,1	83,4	78,7	– 4,7	– 1,0
	Femmes	75,4	75,8	76,5	77,5	78,5	74,1	– 4,4	– 1,3
59	**Marguerite-D'Youville**	**82,9**	**83,0**	**83,5**	**84,1**	**84,6**	**80,9**	**– 3,7**	**– 2,0**
	Hommes	84,4	84,6	85,3	85,7	86,4	82,8	– 3,6	– 1,6
	Femmes	81,4	81,4	81,7	82,4	82,8	79,2	– 3,6	– 2,2
67	**Roussillon**	**80,3**	**80,5**	**81,2**	**81,7**	**82,4**	**78,7**	**– 3,7**	**– 1,6**
	Hommes	82,3	82,3	83,0	83,5	84,3	80,6	– 3,7	– 1,7
	Femmes	78,4	78,7	79,3	80,0	80,6	76,9	– 3,7	– 1,5
68	**Les Jardins-de-Napierville**	**79,1**	**79,7**	**80,3**	**81,4**	**81,8**	**77,8**	**– 4,0**	**– 1,3**
	Hommes	81,5	82,1	82,5	83,5	84,2	80,4[a]	– 3,8	– 1,1
	Femmes	76,6	77,1	77,9	79,1	79,3	75,0	– 4,3	– 1,6
69	**Le Haut-Saint-Laurent**	**67,0**	**67,7**	**68,1**	**69,2**	**70,4**	**67,0**	**– 3,4**	**–**
	Hommes	68,5	69,1	70,0	71,1	71,7	68,3	– 3,4	– 0,2
	Femmes	65,4	66,4	66,2	67,3	69,1	65,7	– 3,4	0,3
70	**Beauharnois-Salaberry**	**71,7**	**72,2**	**73,3**	**74,5**	**75,6**	**72,5**	**– 3,1**	**0,8**
	Hommes	73,1	73,7	74,9	76,3	77,5	74,4	– 3,1	1,3
	Femmes	70,3	70,7	71,7	72,8	73,7	70,6	– 3,1	0,3
71	**Vaudreuil-Soulanges**	**81,5**	**81,4**	**82,2**	**82,9**	**83,8**	**79,3**	**– 4,5**	**– 2,2**
	Hommes	83,4	83,3	84,1	84,9	85,8	81,5	– 4,3	– 1,9
	Femmes	79,6	79,6	80,3	80,9	81,9	77,2	– 4,7	– 2,4

Suite à la page 206

Tableau 13.3.1 (suite)

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans, selon le sexe, MRC[1] classées par régions administratives[2], 2015 à 2020

Code	MRC par régions administratives	2015	2016	2017	2018[r]	2019[r]	2020[p]	Écart 2020-2019	Écart 2020-2015
		%						points de %	
17	**Centre-du-Québec**	**74,4**	**74,9**	**76,0**	**77,2**	**78,1**	**74,4**	**– 3,7**	**–**
32	**L'Érable**	**76,6**	**76,9**	**77,6**	**78,9**	**79,3**	**75,4**	**– 3,9**	**– 1,2**
	Hommes	80,2	80,6	80,8	81,5	82,1	78,2	– 3,9	– 2,0
	Femmes	72,7	72,9	74,3	76,0	76,3	72,3	– 4,0	– 0,4
38	**Bécancour**	**72,0**	**72,7**	**74,0**	**74,5**	**75,6**	**72,8**	**– 2,8**	**0,8**
	Hommes	73,8	74,2	76,0	76,2	76,6	74,2	– 2,4	0,4
	Femmes	70,1	71,1	71,9	72,8	74,6	71,4	– 3,2	1,3
39	**Arthabaska**	**75,1**	**75,6**	**76,6**	**77,8**	**78,8**	**75,2**	**– 3,6**	**0,1**
	Hommes	77,0	77,5	78,7	79,6	80,7	77,3	– 3,4	0,3
	Femmes	73,1	73,7	74,6	75,9	76,9	73,1	– 3,8	0,0
49	**Drummond**	**74,0**	**74,6**	**75,7**	**77,0**	**77,9**	**74,2**	**– 3,7**	**0,2**
	Hommes	76,4	76,9	78,1	79,3	80,2	76,9	– 3,3	0,5
	Femmes	71,5	72,1	73,2	74,6	75,5	71,5	– 4,0	–
50	**Nicolet-Yamaska**	**74,3**	**74,3**	**75,3**	**76,7**	**77,5**	**73,6**	**– 3,9**	**– 0,7**
	Hommes	76,2	76,3	77,4	78,5	79,4	75,5	– 3,9	– 0,7
	Femmes	72,3	72,2	73,2	74,7	75,5	71,5	– 4,0	– 0,8
Ensemble du Québec		**75,7**	**76,1**	**76,9**	**78,1**	**79,3**	**74,9**	**– 4,4**	**– 0,8**
	Hommes	77,5	77,9	78,9	80,1	81,3	76,7	– 4,6	– 0,8
	Femmes	73,9	74,2	75,0	76,2	77,3	73,0	– 4,3	– 0,9

a Dans le présent tableau, les données sont accompagnées de la lettre a lorsque la MRC présente, pour une année donnée, un taux de couverture fiscale inférieur à 80 %. En raison d'une sous-couverture plus importante de la population, ces données doivent être interprétées avec prudence. La sous-couverture fiscale peut être attribuable aux facteurs suivants :
- Un certain nombre de particuliers ne produisent pas de déclaration de revenus puisqu'ils n'ont pas d'impôt à payer ou parce qu'ils ne souhaitent pas demander de crédits d'impôt provinciaux ou de remboursements fiscaux.
- La méthode de géocodage utilisée pour produire les estimations annuelles de la population à l'échelle des MRC est différente, à plusieurs égards, de celle utilisée pour répartir géographiquement les particuliers ayant produit une déclaration de revenus.
- La presque totalité des adresses inscrites dans les fichiers administratifs de Revenu Québec correspond à l'adresse de résidence du particulier. Toutefois, certaines personnes n'indiquent pas leur lieu de résidence comme adresse de correspondance, mais plutôt l'adresse de leur comptable ou du fiscaliste qui a rempli leur déclaration de revenus ou encore l'adresse du lieu d'affaires de leur entreprise, laquelle peut être située à l'extérieur de la MRC où se trouve leur résidence.

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Toponyme non officiel.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

13.4 Valeur foncière des résidences unifamiliales

Marie-Hélène Provençal, Direction des statistiques sectorielles et du développement durable

L'analyse de la valeur foncière uniformisée présentée dans cette section permet de dresser un portrait régional à une échelle plus détaillée que celui fourni au chapitre 8, et de faire ressortir les écarts, parfois importants, qui existent entre les MRC d'une région. À la différence du chapitre 8, qui porte sur la valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés, la présente section est entièrement consacrée à l'examen des résidences unifamiliales, étant donné le nombre très limité, voire inexistant, de copropriétés dans certaines MRC de la province (voir encadré). L'évolution de la valeur moyenne des résidences unifamiliales présentée est celle observée entre les exercices financiers 2021 et 2022.

Note méthodologique

La méthodologie utilisée dans cette section est la même que celle présentée dans l'encadré du chapitre 8. Le lectorat peut s'y référer afin d'obtenir davantage de précisions. Il est cependant important de souligner que les valeurs foncières uniformisées pour un exercice financier donné reflètent le niveau général de la valeur des propriétés selon les conditions du marché immobilier telles qu'elles existaient **18 mois avant le début de l'exercice financier des municipalités**. Par exemple, les valeurs foncières uniformisées de l'exercice financier de 2022 des municipalités représentent globalement la valeur au marché des propriétés au 1er juillet 2020, tandis que celles selon l'exercice financier de 2021 correspondent à la valeur au marché au 1er juillet 2019.

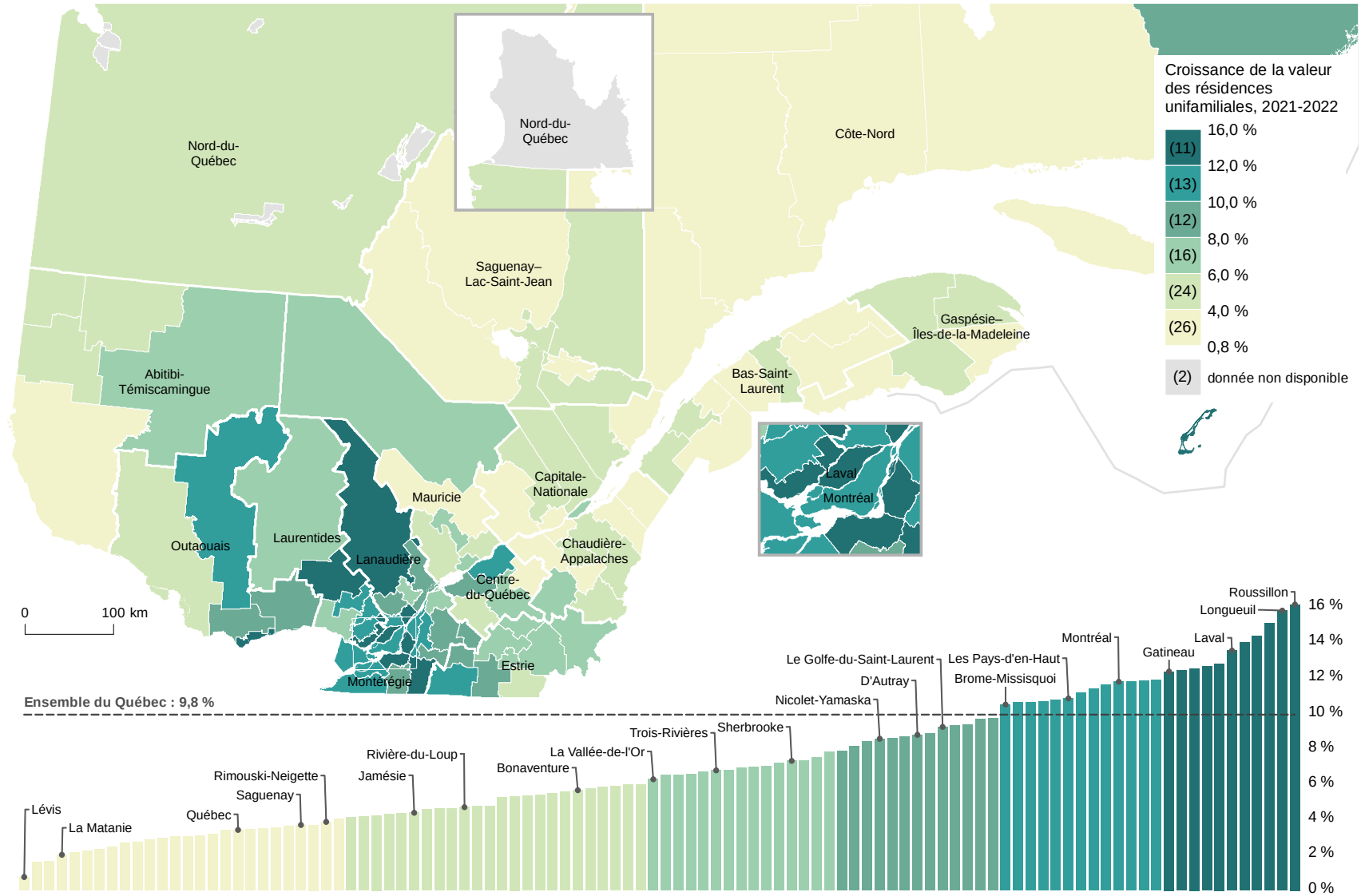
Rappelons que les villages nordiques et cris, le village naskapi ainsi que les réserves indiennes et les établissements indiens ne sont pas pris en compte dans les données. Ces localités n'ont pas à produire de rôle d'évaluation foncière étant donné qu'elles ne sont pas assujetties à la Loi sur la fiscalité municipale.

Croissance de la valeur des résidences unifamiliales : fortes hausses en périphérie de Montréal

Selon les sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités de 2022, toutes les MRC ont enregistré une croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales par rapport à l'année précédente, même si la hausse est très faible dans une MRC (Lévis, + 0,8 %). Au total, 24 MRC ont connu une hausse supérieure ou égale à celle observée dans l'ensemble du Québec (+ 9,8 %), selon les exercices financiers de 2022. La MRC de Roussillon a connu la plus forte augmentation (+ 16,0 %) au Québec en 2022 (figure 13.4.1). Cette MRC fait partie de la Montérégie, qui compte deux autres MRC (Longueuil et Le Haut-Richelieu) où la valeur moyenne des résidences unifamiliales les place parmi les 10 plus fortes au Québec. Sur les 10 MRC ayant les plus fortes croissances, seule la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine, qui se range neuvième au classement, n'est pas située dans une région périphérique de Montréal. Parmi les autres MRC en forte croissance, trois sont situées dans les Laurentides et deux dans Lanaudière. En fait, sur les 13 MRC qui constituent la Montérégie, 8 connaissent une progression supérieure à celle de l'ensemble du Québec. À l'inverse, quatre des dix MRC ayant la plus faible croissance dans l'ensemble du Québec se situent sur la Côte-Nord et trois en Chaudière-Appalaches. Rappelons que, selon les exercices financiers des municipalités de l'année précédente, cinq MRC (trois sur la Côte-Nord et deux en Mauricie) ont vu fléchir la valeur moyenne de leurs résidences unifamiliales. Par contraste avec les résultats des années antérieures, parmi les 20 MRC qui affichent les plus fortes progressions de la valeur des résidences unifamiliales selon l'exercice financier de 2022, une seule (la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine) appartient à une région éloignée des grands centres urbains. Lors des exercices de 2021, sur les dix MRC en tête, c'était plutôt la moitié qui était située dans des régions éloignées : deux en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, deux en Abitibi-Témiscamingue et une sur la Côte-Nord.

Figure 13.4.1

Croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC du Québec, selon les exercices financiers 2021 et 2022 des municipalités



Note : Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.

Sources : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités (données sur la valeur foncière).

Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Système sur les découpages administratifs (SDA), septembre 2021 (données sur les limites administratives).

À la lecture de ces données, on constate qu'il importe de tenir compte du fait que les MRC présentent un profil différent quant au type de propriétés qui se trouvent sur leur territoire. En effet, les résidences unifamiliales sont présentes en grand nombre dans l'ensemble des MRC du Québec. Toutefois, les copropriétés sont, à Montréal, un peu plus nombreuses que les résidences unifamiliales (157 330 c. 154 721). À l'opposé, une quinzaine de MRC ne comptent, selon l'exercice financier de 2022, aucune copropriété sur leur territoire. Au Québec, ce type de propriété se trouve principalement au sein des grandes zones urbaines à forte densité de population, soit à Montréal (42,9 % de toutes les copropriétés du Québec), Québec (10,4 %), Longueuil (9,4 %), Laval (6,7 %) et Gatineau (3,4 %).

Valeur des résidences unifamiliales : la métropole loin devant

Dans 17 MRC, la valeur moyenne des résidences unifamiliales est supérieure à celle observée dans l'ensemble du Québec (327 316 $). Comme nous pouvons l'observer dans le tableau 13.4.1, les MRC où le prix des résidences unifamiliales est le plus élevé, selon les exercices financiers de 2022, se distinguent par la présence ou la proximité des grands centres urbains. Tout comme pour les exercices de 2021, les trois MRC qui figurent en tête sont également celles qui ont les plus fortes densités de population par kilomètre carré à l'échelle du Québec. Montréal (713 511 $) arrive ainsi en première position, loin devant Longueuil (473 207 $) et Laval (441 004 $).

Parmi les dix MRC du Québec qui affichent les valeurs foncières moyennes les plus élevées, cinq se situent en Montérégie : il s'agit des MRC de Longueuil, de La Vallée-du-Richelieu (409 480 $), de Vaudreuil-Soulanges (405 938 $), de Roussillon (395 277 $) et de Marguerite-D'Youville (372 435 $). La MRC de L'Île-d'Orléans (372 327 $), dans la Capitale-Nationale, est la plus éloignée de la région montréalaise à se classer dans les dix MRC affichant les valeurs moyennes les plus élevées.

Tableau 13.4.1

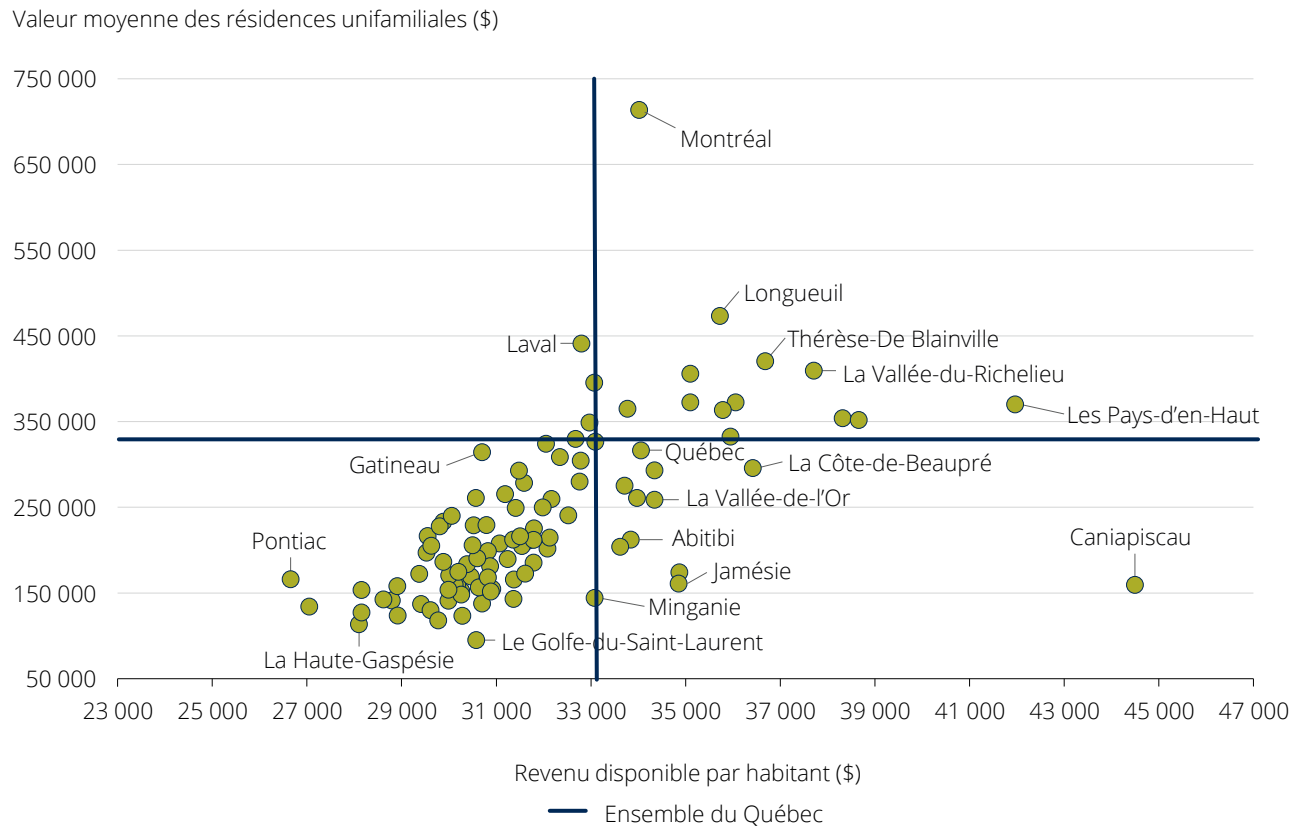
MRC du Québec affichant les valeurs moyennes des résidences unifamiliales les plus faibles et les plus élevées selon l'exercice financier 2022 des municipalités

MRC	Région administrative	Valeur moyenne	MRC	Région administrative	Valeur moyenne
		$			$
Valeurs les plus faibles			Valeurs les plus élevées		
Le Golfe-du-Saint-Laurent	CN	95 054	Montréal	MTL	713 511
La Haute-Gaspésie	GIM	113 571	Longueuil	MGIE	473 207
La Haute-Côte-Nord	CN	117 959	Laval	LAV	441 004
Le Rocher-Percé	GIM	123 357	Thérèse-De Blainville	LAUR	420 546
Témiscouata	BSL	123 694	La Vallée-du-Richelieu	MGIE	409 480
La Matapédia	BSL	127 269	Vaudreuil-Soulanges	MGIE	405 938
Les Basques	BSL	129 940	Roussillon	MGIE	395 277
La Tuque	MAUR	133 986	Marguerite-D'Youville	MGIE	372 435
La Matanie	BSL	137 139	L'Île-d'Orléans	CAPN	372 327
Les Etchemins	CHAPP	137 840	Les Pays-d'en-Haut	LAUR	370 168

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Figure 13.4.2

Revenu disponible par habitant de 2020 et valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC du Québec, selon l'exercice financier 2022 des municipalités



Sources : Institut de la statistique du Québec ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Services aux Autochtones Canada ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec et Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En revanche, dans plusieurs MRC, la valeur foncière moyenne des résidences unifamiliales se situe nettement en dessous de celle observée dans l'ensemble du Québec. Les plus faibles valeurs se trouvent principalement à l'est de la province, dans des zones peu densément peuplées, dont certaines se caractérisent par un revenu disponible par habitant parmi les plus bas du Québec (figure 13.4.2). Selon les exercices financiers de 2022, la MRC du Golfe-du-Saint-Laurent demeure la seule à enregistrer une valeur moyenne sous les 100 000 $ (95 054 $). Dans la région administrative de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les MRC de La Haute-Gaspésie (113 571 $) et du Rocher-Percé (123 357 $) se démarquent également par une valeur moyenne bien inférieure à l'ensemble du Québec. Finalement, quatre des huit MRC du Bas-Saint-Laurent se classent parmi les dix MRC qui présentent les plus faibles valeurs, soit les MRC de Témiscouata (123 694 $), de La Matapédia (127 269 $), des Basques (129 940 $) et de La Matanie (137 139 $). Celles-ci se rangent d'ailleurs parmi les 15 MRC du Québec ayant le plus bas revenu disponible par habitant, selon les données provisoires de 2020.

Des écarts infrarégionaux importants

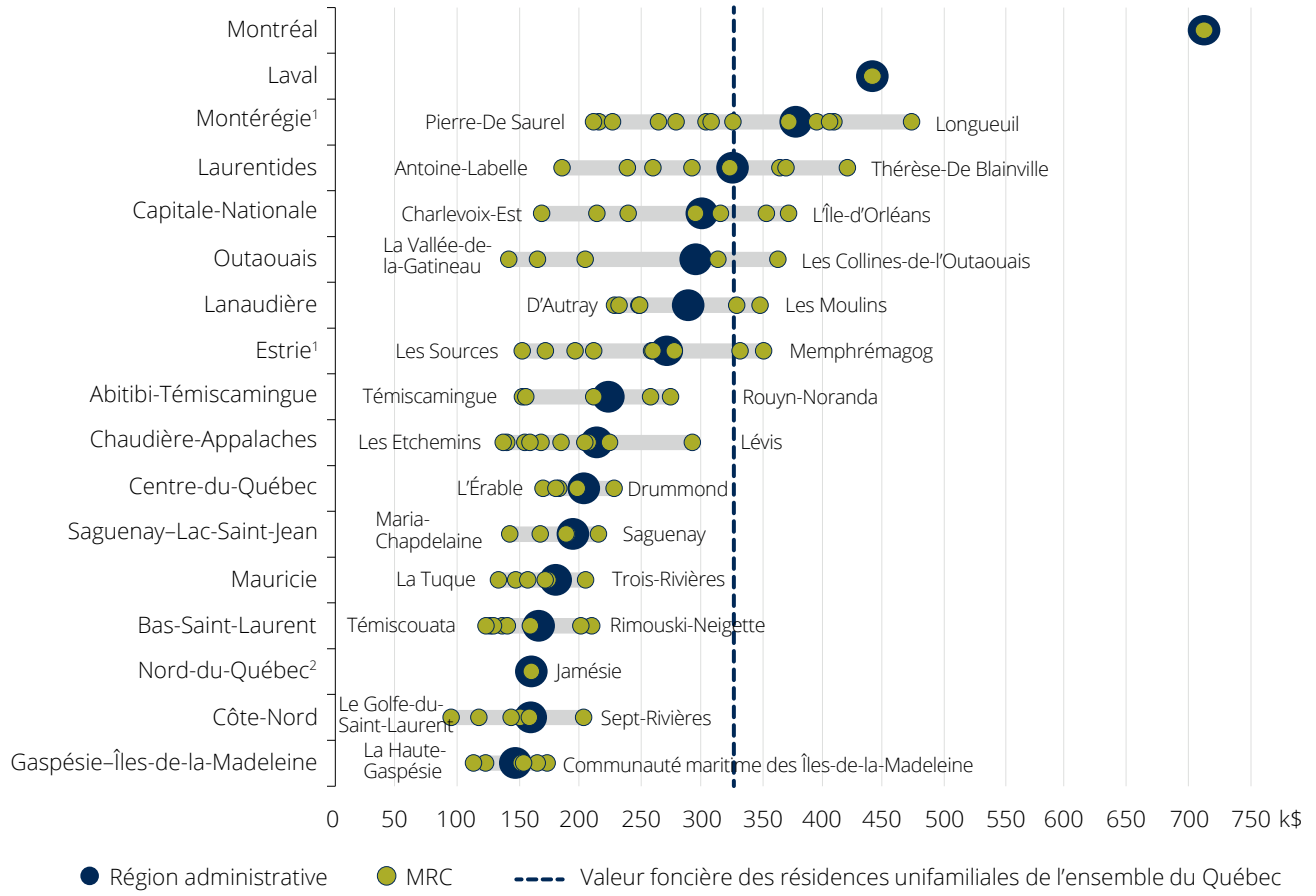
Dans plusieurs régions administratives, la valeur moyenne des résidences unifamiliales peut varier considérablement d'une MRC à l'autre. La figure 13.4.3 montre que, selon les exercices financiers de 2022, des écarts d'ampleur variable s'observent dans les régions du Québec.

Dans sept régions, la valeur la plus élevée enregistrée pour une MRC est au moins deux fois plus importante que la valeur la plus faible. C'est en Outaouais que la situation se révèle comme la plus contrastée de la province. La MRC des Collines-de-l'Outaouais (363 513 $) affiche une valeur moyenne 2,6 fois plus élevée que celle observée dans La Vallée-de-la-Gatineau (142 376 $). Des écarts prononcés sont aussi enregistrés dans les régions de l'Estrie, des Laurentides, de la Capitale-Nationale, de la Côte-Nord et de la Chaudière-Appalaches. La Montérégie se distingue notamment par des différences infrarégionales importantes ; la valeur des résidences unifamiliales est 2,2 fois plus élevée dans Longueuil (473 207 $) que dans Pierre-De Saurel (212 056 $). L'écart se chiffre donc à plus de 260 000 $ entre ces deux MRC.

Dans le Centre-du-Québec, au Saguenay–Lac-Saint-Jean et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, les écarts infrarégionaux sont moins marqués. L'écart entre la valeur moyenne des résidences de la MRC de Drummond (228 964 $) et la MRC de L'Érable (170 632 $), dans le Centre-du-Québec, est de 58 332 $, selon les exercices financiers de 2022. Dans cette région administrative, la valeur la plus faible enregistrée pour une MRC représente ainsi 75 % de la valeur la plus élevée, ce qui indique que les disparités sur le plan foncier y sont moins prononcées qu'ailleurs au Québec. Au Saguenay–Lac-Saint-Jean, l'écart entre la valeur moyenne des résidences unifamiliales de Maria-Chapdelaine (143 190 $) et celles de Saguenay (216 104 $) est de 72 914 $, la valeur la plus faible correspond aux deux tiers de la valeur la plus élevée. De même, les résidences unifamiliales de La Haute-Gaspésie valent en moyenne 113 571 $, soit environ 60 500 $ de moins que la valeur moyenne de celles de la MRC de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine (174 070 $), la plus élevée de la région. Soulignons que le Centre-du-Québec et le Saguenay–Lac-Saint-Jean sont également les régions où l'écart entre les MRC sur le plan du revenu disponible par habitant est le plus faible (voir section 13.2).

Figure 13.4.3

Écart entre la MRC affichant la valeur moyenne des résidences unifamiliales la plus élevée et la plus faible dans chacune des régions administratives[1] et l'ensemble du Québec selon l'exercice financier 2022 des municipalités



1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Aucune donnée disponible pour les MRC de l'Administration régionale Kativik et d'Eeyou Istchee.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Informations statistiques complémentaires

Des tableaux détaillés de données sur les valeurs foncières, à l'échelle des MRC, des régions administratives et de l'ensemble du Québec sont disponibles sur le site Web de l'Institut de la statistique du Québec sous le thème *Valeur foncière*. On y trouve des données sur le nombre d'unités d'évaluation, sur la valeur imposable moyenne uniformisée par type d'immeuble résidentiel et sur la répartition de l'évaluation foncière uniformisée selon l'utilisation des immeubles.

Tableau 13.4.2

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	TCAM 2022/ 2017
		$						%	
01	**Bas-Saint-Laurent**	**153 180**	**154 482**	**156 786**	**158 049**	**160 782**	**167 042**	**3,9**	**1,7**
07	La Matapédia	108 943	112 763	116 918	120 064	123 524	127 269	3,0	3,2
08	La Matanie	137 382	136 786	134 450	133 680	134 468	137 139	2,0	– 0,0
09	La Mitis	131 477	135 559	132 668	132 608	134 949	141 281	4,7	1,4
10	Rimouski-Neigette	198 982	197 356	201 793	201 331	202 899	210 657	3,8	1,1
11	Les Basques	112 792	116 820	120 158	121 742	125 967	129 940	3,2	2,9
12	Rivière-du-Loup	178 337	178 660	184 980	187 543	192 777	201 723	4,6	2,5
13	Témiscouata	112 579	114 780	115 436	117 168	120 291	123 694	2,8	1,9
14	Kamouraska	142 218	146 504	146 515	150 299	152 139	160 225	5,3	2,4
02	**Saguenay–Lac-Saint-Jean**	**182 971**	**182 784**	**184 260**	**185 328**	**188 206**	**195 161**	**3,7**	**1,3**
91	Le Domaine-du-Roy	149 221	153 556	158 502	160 256	163 807	168 233	2,7	2,4
92	Maria-Chapdelaine	131 907	132 018	133 475	135 391	138 460	143 190	3,4	1,7
93	Lac-Saint-Jean-Est	177 071	176 739	179 815	180 367	183 034	190 583	4,1	1,5
941	Saguenay	205 938	204 562	204 609	205 525	208 497	216 104	3,6	1,0
942	Le Fjord-du-Saguenay	175 984	176 752	178 152	179 721	181 829	189 549	4,2	1,5
03	**Capitale-Nationale**	**281 490**	**284 448**	**285 641**	**285 904**	**290 168**	**300 953**	**3,7**	**1,3**
15	Charlevoix-Est	157 874	160 477	162 025	163 785	164 579	169 402	2,9	1,4
16	Charlevoix	225 870	230 049	228 029	230 529	230 619	240 579	4,3	1,3
20	L'Île-d'Orléans	339 889	349 113	344 444	348 292	349 586	372 327	6,5	1,8
21	La Côte-de-Beaupré	265 982	271 309	276 354	280 320	282 982	295 803	4,5	2,1
22	La Jacques-Cartier	317 895	323 076	326 726	331 390	336 334	354 032	5,3	2,2
23	Québec	299 544	301 932	302 343	301 061	306 042	316 379	3,4	1,1
34	Portneuf	194 446	197 135	200 766	203 680	207 203	214 785	3,7	2,0
04	**Mauricie**	**159 879**	**160 561**	**164 079**	**167 657**	**170 422**	**180 980**	**6,2**	**2,5**
35	Mékinac	130 978	131 589	138 014	140 633	142 932	148 084	3,6	2,5
36	Shawinigan	144 935	143 313	147 091	149 796	148 120	158 081	6,7	1,8
371	Trois-Rivières	181 283	181 179	184 853	187 783	192 646	205 545	6,7	2,5
372	Les Chenaux	155 010	160 429	161 972	164 307	163 921	172 404	5,2	2,1
51	Maskinongé	149 487	150 187	154 252	161 876	165 175	174 593	5,7	3,2
90	La Tuque	112 444	119 347	118 949	120 556	125 895	133 986	6,4	3,6
05	**Estrie[2]**	**227 529**	**231 830**	**235 801**	**241 025**	**251 121**	**272 147**	**8,4**	**3,6**
30	Le Granit	141 975	146 734	151 436	155 749	161 403	172 611	6,9	4,0
40	Les Sources	128 343	132 237	135 055	140 463	143 051	153 437	7,3	3,6
41	Le Haut-Saint-François	163 176	164 585	169 071	172 874	182 810	196 973	7,7	3,8
42	Le Val-Saint-François	220 586	224 383	226 068	230 283	241 807	259 756	7,4	3,3
43	Sherbrooke	227 994	233 429	234 623	235 544	243 227	260 805	7,2	2,7
44	Coaticook	181 599	191 021	185 878	189 562	200 610	212 296	5,8	3,2
45	Memphrémagog	287 140	288 954	293 997	305 893	324 218	351 712	8,5	4,1
46	Brome-Missisquoi	268 061	270 885	281 795	289 170	301 230	332 471	10,4	4,4
47	La Haute-Yamaska	232 164	237 513	241 224	246 838	254 831	278 351	9,2	3,7

Suite à la page 214

Tableau 13.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	TCAM 2022/ 2017
		$						%	
06	**Montréal**	**510 360**	**516 985**	**534 129**	**601 135**	**639 098**	**713 511**	**11,6**	**6,9**
66	Montréal	510 360	516 985	534 129	601 135	639 098	713 511	11,6	6,9
07	**Outaouais**	**249 722**	**248 166**	**251 982**	**258 614**	**266 634**	**295 935**	**11,0**	**3,5**
80	Papineau	178 014	177 908	177 621	183 260	189 923	205 173	8,0	2,9
81	Gatineau	264 746	261 777	265 068	271 201	280 043	314 249	12,2	3,5
82	Les Collines-de-l'Outaouais	307 784	308 485	315 970	326 343	334 756	363 513	8,6	3,4
83	La Vallée-de-la-Gatineau	119 020	120 686	123 833	128 220	128 670	142 376	10,7	3,6
84	Pontiac	141 162	141 885	146 071	150 965	157 331	165 967	5,5	3,3
08	**Abitibi-Témiscamingue**	**187 569**	**192 573**	**196 129**	**202 695**	**213 471**	**224 320**	**5,1**	**3,6**
85	Témiscamingue	139 527	140 864	142 420	146 917	147 860	153 744	4,0	2,0
86	Rouyn-Noranda	229 631	234 157	239 910	247 038	263 312	275 320	4,6	3,7
87	Abitibi-Ouest	133 772	134 748	137 999	140 928	147 648	156 362	5,9	3,2
88	Abitibi	177 558	185 113	188 541	195 127	203 863	212 197	4,1	3,6
89	La Vallée-de-l'Or	210 124	218 181	220 830	230 048	243 807	258 921	6,2	4,3
09	**Côte-Nord**	**163 472**	**159 780**	**158 433**	**158 193**	**156 149**	**160 548**	**2,8**	**– 0,4**
95	La Haute-Côte-Nord	107 138	109 132	111 761	114 095	115 323	117 959	2,3	1,9
96	Manicouagan	154 069	153 596	149 878	147 470	146 647	151 718	3,5	– 0,3
971	Sept-Rivières	217 654	210 573	209 188	207 844	199 742	203 959	2,1	– 1,3
972	Caniapiscau	151 540	121 417	122 226	133 123	155 577	159 382	2,4	1,0
981	Minganie	152 909	152 470	147 005	144 517	142 102	144 354	1,6	– 1,1
982	Le Golfe-du-Saint-Laurent	77 499	75 857	80 916	86 211	87 103	95 054	9,1	4,2
10	**Nord-du-Québec**	**140 128**	**146 765**	**145 368**	**153 051**	**154 340**	**161 022**	**4,3**	**2,8**
991	Jamésie	140 128	146 765	145 368	153 051	154 340	161 022	4,3	2,8
992	Administration régionale Kativik	..	..	..	..	..	..	..	..
993	Eeyou Istchee[3]	..	..	..	..	..	..	..	..
11	**Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine**	**126 947**	**127 341**	**129 698**	**133 593**	**139 863**	**147 771**	**5,7**	**3,1**
01	Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	128 472	128 392	130 942	138 830	154 885	174 070	12,4	6,3
02	Le Rocher-Percé	105 608	108 237	109 372	113 141	121 404	123 357	1,6	3,2
03	La Côte-de-Gaspé	148 860	147 268	150 240	151 292	157 468	165 803	5,3	2,2
04	La Haute-Gaspésie	100 620	104 783	105 071	106 163	107 369	113 571	5,8	2,5
05	Bonaventure	135 291	133 815	137 864	142 410	144 538	152 615	5,6	2,4
06	Avignon	139 817	138 657	141 290	146 635	150 039	154 631	3,1	2,0

Suite à la page 215

Tableau 13.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	TCAM 2022/ 2017
		$						%	
12	**Chaudière-Appalaches**	**199 703**	**200 420**	**202 376**	**204 356**	**208 331**	**214 632**	**3,0**	**1,5**
17	L'Islet	125 821	125 177	128 010	132 428	137 199	140 833	2,6	2,3
18	Montmagny	155 408	156 958	159 413	161 417	163 167	168 874	3,5	1,7
19	Bellechasse	189 941	190 984	191 307	195 136	199 308	207 669	4,2	1,8
251	Lévis	287 964	286 548	288 146	286 724	290 987	293 170	0,8	0,4
26	La Nouvelle-Beauce	200 347	204 028	205 517	210 663	215 480	225 303	4,6	2,4
27	Robert-Cliche	141 597	143 489	145 515	148 914	151 030	155 581	3,0	1,9
28	Les Etchemins	119 541	121 769	125 226	128 181	131 629	137 840	4,7	2,9
29	Beauce-Sartigan	158 673	162 334	168 382	170 711	175 840	185 351	5,4	3,2
31	Les Appalaches	141 785	141 542	141 319	145 157	149 604	159 868	6,9	2,4
33	Lotbinière	195 574	195 273	196 052	198 442	200 444	204 831	2,2	0,9
13	**Laval**	**337 584**	**345 399**	**358 286**	**366 541**	**388 959**	**441 004**	**13,4**	**5,5**
65	Laval	337 584	345 399	358 286	366 541	388 959	441 004	13,4	5,5
14	**Lanaudière**	**235 830**	**238 861**	**243 244**	**251 072**	**259 835**	**289 749**	**11,5**	**4,2**
52	D'Autray	187 389	189 960	197 915	201 411	210 920	229 230	8,7	4,1
60	L'Assomption	269 499	271 446	274 784	284 784	292 984	329 670	12,5	4,1
61	Joliette	209 111	211 741	216 819	224 381	231 301	249 271	7,8	3,6
62	Matawinie	195 444	198 046	203 926	210 267	217 484	249 933	14,9	5,0
63	Montcalm	190 646	193 714	196 895	201 691	212 752	233 063	9,5	4,1
64	Les Moulins	283 300	288 302	292 311	301 972	312 067	348 763	11,8	4,2
15	**Laurentides**	**265 721**	**269 875**	**273 544**	**281 394**	**291 768**	**326 302**	**11,8**	**4,2**
72	Deux-Montagnes	255 943	261 917	268 143	275 230	283 654	323 953	14,2	4,8
73	Thérèse-De Blainville	333 703	341 160	344 468	354 858	369 419	420 546	13,8	4,7
74	Mirabel	288 833	299 626	304 252	314 744	328 826	365 042	11,0	4,8
75	La Rivière-du-Nord	241 103	245 051	248 004	254 936	265 123	292 912	10,5	4,0
76	Argenteuil	205 006	207 673	210 328	215 708	224 451	239 896	6,9	3,2
77	Les Pays-d'en-Haut	307 855	311 895	313 018	322 929	334 344	370 168	10,7	3,8
78	Les Laurentides	217 968	214 202	222 750	228 212	232 352	260 922	12,3	3,7
79	Antoine-Labelle	159 251	160 855	161 435	165 247	174 906	186 183	6,4	3,2

Suite à la page 216

Tableau 13.4.2 (suite)

Valeur moyenne des résidences unifamiliales, MRC[1], régions administratives[2] et ensemble du Québec, selon les exercices financiers 2017 à 2022 des municipalités

Code	MRC par régions administratives	2017	2018	2019	2020	2021	2022	Variation 2022/ 2021	TCAM 2022/ 2017
		$						%	
16	**Montérégie[2]**	**293 914**	**299 425**	**307 470**	**318 784**	**334 817**	**378 073**	**12,9**	**5,2**
48	Acton	174 140	176 704	182 423	192 332	197 438	216 386	9,6	4,4
53	Pierre-De Saurel	183 576	187 515	186 093	193 363	198 931	212 056	6,6	2,9
54	Les Maskoutains	236 415	240 697	244 847	248 515	258 407	279 859	8,3	3,4
55	Rouville	251 742	254 001	258 545	266 777	278 794	304 441	9,2	3,9
56	Le Haut-Richelieu	259 488	261 191	270 086	277 280	289 825	326 510	12,7	4,7
57	La Vallée-du-Richelieu	325 293	332 969	340 714	350 564	366 638	409 480	11,7	4,7
58	Longueuil	354 127	362 029	372 403	386 315	409 293	473 207	15,6	6,0
59	Marguerite-D'Youville	302 439	306 883	320 093	326 424	337 005	372 435	10,5	4,3
67	Roussillon	293 412	298 093	307 139	324 420	340 892	395 277	16,0	6,1
68	Les Jardins-de-Napierville	250 492	259 581	264 240	268 236	283 794	308 627	8,8	4,3
69	Le Haut-Saint-Laurent	185 025	189 898	201 240	204 287	204 592	227 613	11,3	4,2
70	Beauharnois-Salaberry	216 994	218 323	225 962	229 091	237 630	265 361	11,7	4,1
71	Vaudreuil-Soulanges	310 778	317 599	324 086	341 991	364 197	405 938	11,5	5,5
17	**Centre-du-Québec**	**172 218**	**178 209**	**180 467**	**185 215**	**191 312**	**204 153**	**6,7**	**3,5**
32	L'Érable	145 356	147 107	151 339	159 413	165 069	170 632	3,4	3,3
38	Bécancour	148 576	155 056	156 163	159 802	166 013	183 533	10,6	4,3
39	Arthabaska	168 663	172 434	174 300	178 623	185 491	198 695	7,1	3,3
49	Drummond	193 968	200 695	203 168	210 510	216 215	228 964	5,9	3,4
50	Nicolet-Yamaska	152 734	166 465	167 791	161 342	167 023	181 163	8,5	3,5
Ensemble du Québec		**266 316**	**269 697**	**275 148**	**286 344**	**298 070**	**327 316**	**9,8**	**4,2**

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Toponyme non officiel.

Source : Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Annexe

Concepts et définitions

Divisions territoriales

Municipalité

La municipalité est un terme générique qui désigne à la fois les municipalités locales et les territoires considérés comme étant des équivalents municipaux.

Municipalité régionale de comté (MRC)

La municipalité régionale de comté est un territoire regroupant des municipalités et, dans certains cas, des territoires non organisés, sur lequel s'exerce une autorité fixée par une loi d'application générale (Commission de toponymie, 2016).

La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents à une MRC, de même que les communautés autochtones et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des territoires équivalents. La version géographique des MRC est un découpage territorial établi par l'ISQ pour des fins statistiques. En comparaison des MRC définies juridiquement, les MRC géographiques offrent une couverture exhaustive de la province. Ce découpage couvre tout le Québec. Le territoire du Québec est divisé en 104 MRC géographiques.

Région administrative

La région administrative est une division territoriale qui sert de cadre à l'activité des ministères et des organismes publics (Commission de toponymie, 2016). Elle est composée de MRC. La description territoriale des régions administratives est présentée dans le Décret concernant la révision des limites des régions administratives du Québec. Lors de modifications aux limites ou au nom d'une région, un décret est publié à la Gazette officielle du Québec. Ce découpage couvre tout le Québec.

Région métropolitaine de recensement (RMR)

Dans le cadre du recensement, Statistique Canada diffuse des données selon des territoires statistiques et administratifs. La région métropolitaine de recensement est un territoire statistique formé par une ou plusieurs municipalités voisines les unes des autres qui sont situées autour d'un noyau d'au moins 50 000 habitants. Elle doit compter une population totale d'au moins 100 000 habitants. D'un recensement à l'autre, la délimitation des régions métropolitaines de recensement peut évoluer. Ce découpage ne couvre pas tout le Québec.

Région sociosanitaire (RSS)

Le Québec est divisé, par décrets gouvernementaux, en régions sociosanitaires qui s'harmonisent aux limites des régions administratives. La région sociosanitaire correspond au plus haut niveau du découpage territorial du domaine sociosanitaire. Les frontières des régions sociosanitaires ne subissent que très rarement des changements. Ce découpage couvre tout le Québec.

Région touristique (RT)

Le territoire d'une région touristique est défini par le ministère du Tourisme aux fins de développement et de mise en valeur des produits touristiques régionaux. Il ne coïncide pas toujours exactement au territoire de la région administrative. Ce découpage couvre tout le Québec.

Chapitre 1
Démographie

Âge moyen

Somme des âges des personnes composant une population rapportée à l'effectif total.

Rapport de féminité

Nombre de femmes pour 100 hommes.

Taux d'accroissement annuel

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Chapitre 2
Marché du travail

2.1 Portrait du marché du travail
(source : *Enquête sur la population active*, Statistique Canada)

Chômeur

Personne disponible pour travailler, qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que celles absentes de leur travail, mais qui maintiennent un lien d'emploi. Ce terme regroupe les employés, les travailleurs autonomes ainsi que les travailleurs familiaux non rémunérés.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Nombre de personnes faisant partie de la population active exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux d'emploi

Nombre de personnes occupées (en emploi) exprimé en pourcentage de la population en âge de travailler.

Taux de chômage

Nombre de personnes au chômage exprimé en pourcentage de la population active.

Temps partiel (heures de travail)

Personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur seul emploi.

Temps plein (heures de travail)

Personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur seul emploi.

2.2 Postes vacants
(source : *Enquête sur les postes vacants et les salaires*, Statistique Canada)

Postes vacants

Le concept de poste vacant renvoie au fait que l'employeur cherche activement un travailleur à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir un poste. Selon le guide de l'*Enquête sur les postes vacants et les salaires* (2020) de Statistique Canada, un poste est vacant s'il satisfait à toutes les conditions suivantes :

- il est vacant à la date de référence (première journée du mois) ou le deviendra au cours du mois ;
- il y a des tâches à accomplir durant le mois pour le poste en question ;
- l'employeur cherche activement à recruter à l'extérieur de l'organisation afin de pourvoir le poste.

Taux de postes vacants

Nombre de postes vacants exprimé en pourcentage de la demande de travail, c'est-à-dire l'ensemble des postes occupés et des postes vacants.

Taux horaire des postes vacants

Le taux horaire du poste vacant exclut les heures supplémentaires, les pourboires, les commissions et les primes.

Chapitre 3
Éducation

Aucun certificat, diplôme ou grade

Ce niveau comprend les personnes n'ayant obtenu aucun certificat, diplôme ou grade, ni d'équivalent.

Certificat, diplôme ou grade universitaire

Ce niveau comprend les titulaires d'un certificat ou diplôme inférieur au baccalauréat, d'un baccalauréat, d'un certificat ou diplôme supérieur au baccalauréat, d'un diplôme en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire ou en optométrie, d'une maîtrise ou encore d'un doctorat.

Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers

Ce niveau comprend les titulaires d'un certificat, d'un diplôme ou d'une attestation équivalente dans un métier spécialisé ou dans un emploi professionnel ou technique au niveau d'entrée ; comprend notamment, au Québec, les personnes ayant obtenu une qualification dans le cadre d'un programme de formation professionnelle de niveau secondaire.

Certificat ou diplôme d'un collège, d'un cégep ou d'un autre établissement non universitaire

Ce niveau comprend notamment les titulaires d'un certificat ou diplôme d'études postsecondaires décerné par un cégep, que ce soit en formation générale ou technique.

Diplôme d'études secondaires ou attestation d'équivalence

Ce niveau comprend les titulaires d'un diplôme d'études secondaires ou d'une attestation d'équivalence qui n'ont obtenu aucun certificat, diplôme ou grade supérieur ; n'inclut pas les personnes ayant obtenu une qualification professionnelle dans le cadre d'un programme de formation professionnelle au secondaire.

Chapitre 4
Santé

Degré de solitude

Le degré de solitude d'une personne est estimé à partir de trois questions portant sur la fréquence à laquelle elle a éprouvé le sentiment de manquer de compagnie, d'être laissée de côté et d'être isolée des autres. Chacun des trois énoncés se voit accorder un score de 1 à 3, et la somme de ces trois scores constitue le score total, qui varie de 3 à 9. Le degré de solitude d'un groupe d'individus correspond à la moyenne des scores obtenus par ces derniers.

Lien entre la pandémie et les sentiments associés à la détresse psychologique

La détresse psychologique est mesurée par six questions de l'échelle de Kessler[1], portant sur la fréquence à laquelle certaines pensées ou certains sentiments négatifs ont été présents au cours du dernier mois. Le lien entre ces sentiments et la pandémie de COVID-19 est établi en posant ces six questions aux répondants, puis en leur demandant si les pensées ou sentiments du dernier mois étaient complètement, partiellement ou pas du tout reliés à la pandémie de COVID-19.

Proche à risque

Personne ayant 70 ans et plus ou ayant un problème de santé ou travaillant dans le milieu de la santé.

Situation d'emploi changée à cause de la crise liée à la COVID-19 depuis le début de la pandémie

Parmi les situations d'emploi ou de travail qui ont été affectées par la pandémie de COVID-19, on compte notamment :

- La perte d'emploi temporaire ou permanente ;
- La fermeture de son entreprise de manière temporaire ou définitive ;
- Le nombre réduit ou augmenté d'heures de travail ;
- L'affectation à d'autres tâches que celles effectuées habituellement ;
- Le travail à domicile à cause de la COVID-19 ;

1. KESSLER, R. C., G. ANDREWS, L. J. COLPE et autres (2002), "Short screening scales to monitor population prevalences and trends in nonspecific psychological distress", *Psychological Medicine*, vol. 32, nº 6, p. 959-976.

- L'entrée en fonction retardée ;
- L'absence du travail pour d'autres raisons liées à la COVID-19 (ex. : sécurité personnelle ; diagnostic reçu personnellement ou par un membre de la famille ; isolement après un voyage ; garde d'enfants en raison du confinement).

Chapitre 5
Produit intérieur brut

Produit intérieur brut aux prix de base

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Chapitre 6
Revenu disponible par habitant

Rémunération des salariés

Elle se définit comme la rémunération totale, en espèces ou en nature, à verser par une entreprise à un salarié pour le travail effectué par celui-ci durant la période comptable. La rémunération des salariés est enregistrée sur la base des droits et obligations ; elle est donc mesurée par la valeur de la rémunération en espèces ou en nature qu'un salarié est en droit de recevoir de la part de son employeur, pour le travail effectué au cours de la période concernée, que la rémunération soit payée à l'avance, au moment où le travail est effectué, ou après. Plus précisément, sont considérés dans la rémunération des salariés, les salaires avant retenues, les pourboires, les commissions, les primes de rendement, les honoraires des directeurs et les allocations pour vacances et congés de maladie, ainsi que le solde et les indemnités militaires.

Revenu disponible

Somme de tous les revenus reçus par les résidents d'un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels. Plus précisément, le revenu disponible se compose du revenu primaire, des transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des sociétés financières, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) et des administrations publiques moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux sociétés financières, aux ISBLSM, ainsi qu'aux administrations publiques comme les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les transferts sociaux en nature ne sont pas considérés dans le revenu disponible.

Revenu disponible par habitant

Il correspond au revenu disponible d'un territoire donné divisé par la population totale.

Revenu mixte net

Il correspond au revenu que les entreprises non constituées en société tirent de la production de biens et de services. On l'appelle revenu mixte parce qu'il inclut à la fois le revenu imputé au facteur capital de la production ainsi que le revenu imputé au facteur travail de la production (rémunération du travail effectué par le ou les propriétaires). Le revenu mixte net correspond au revenu mixte brut moins la consommation de capital fixe.

Revenu net de la propriété

Il s'obtient en soustrayant le revenu de la propriété payé du revenu de la propriété reçu. Sont considérés dans les revenus de la propriété reçus les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, de même que les intérêts sur les dépôts en banque ou en société de fiducie. Les gains en capital y sont exclus.

Revenu primaire

Les revenus primaires sont les revenus qui échoient aux ménages du fait de leur participation aux processus de production, ou parce qu'ils possèdent les actifs nécessaires pour la production. Les revenus primaires se composent de la rémunération des salariés, du revenu mixte net et du revenu net de la propriété. Les revenus primaires ne comprennent pas les cotisations sociales aux régimes d'assurance sociale, ni les prestations

versées à partir de ces régimes, les impôts courants sur le revenu, sur le patrimoine, etc., ni les autres transferts courants.

Transferts courants aux ISBLSM

Ils consistent en des transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ISBLSM, sous forme de cotisations, de souscriptions, de dons volontaires, etc. Ces transferts sont destinés à couvrir les coûts de la production non marchande des institutions sans but lucratif au service des ménages, ou à fournir les fonds permettant de financer les transferts courants aux ménages résidents ou non résidents, sous forme de prestations d'assistance sociale.

Transferts courants aux non-résidents

Versements par des résidents canadiens à des non-résidents et retenues d'impôt à la source versées à l'étranger

Transferts courants aux sociétés financières

Contributions des employeurs et des employés à un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Transferts courants des administrations publiques

Paiements tels que les prestations fiscales pour enfants et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de sécurité de la vieillesse, les prestations d'aide financière de dernier recours, les bourses d'études et les subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux peuples autochtones, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

Transferts courants des ISBLSM

Transferts en espèces reçus, régulièrement ou occasionnellement, par les ménages des ISBLSM.

Transferts courants des ménages aux administrations publiques

Impôts sur le revenu, cotisations aux régimes d'assurance sociale et autres transferts courants.

Transferts courants des non-résidents

Pensions payées par des administrations publiques étrangères à des résidents canadiens, plus les versements faits par des non-résidents à des résidents canadiens.

Transferts courants des sociétés financières

Prestations reçues d'un régime de retraite à cotisation déterminée ou à prestations déterminées.

Chapitre 7
Conditions de vie

Famille de recensement

Une famille de recensement est composée d'un couple marié ou en union libre, avec ou sans enfants, ou d'un parent seul vivant avec au moins un enfant. Tous les membres d'une famille de recensement particulière habitent le même logement. Un couple peut être de sexe opposé ou de même sexe. Les enfants peuvent être des enfants biologiques, par le mariage, par l'union libre ou par adoption, peu importe leur âge ou leur état matrimonial, du moment qu'ils habitent dans le logement sans leur propre conjoint marié, partenaire en union libre ou enfant. Les petits-enfants habitant avec leurs grands-parents, alors qu'aucun des parents n'est présent, constituent également une famille de recensement.

7.1 Taux de faible revenu

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Taux de faible revenu des familles

Il correspond au nombre de familles à faible revenu divisé par le nombre total de familles.

7.2 Revenu médian des familles

Revenu médian

Le revenu médian après impôt des familles est la valeur centrale qui sépare en deux parties égales les familles ayant un revenu : la première moitié regroupe les familles ayant des revenus inférieurs à la médiane et la seconde moitié regroupe les familles ayant des revenus qui se situent au-dessus de la médiane.

Le revenu familial après impôt se compose des salaires, traitements et commissions, du revenu net provenant d'un travail autonome, des revenus de placements, des pensions de retraite privées, des transferts gouvernementaux et des autres revenus en espèces (pensions alimentaires, revenus de location, etc.). Sont soustraits du revenu familial les impôts provinciaux et fédéraux. L'impôt fédéral est ajusté pour tenir compte de l'abattement du Québec. Ne sont pas compris dans le revenu familial après impôt les prestations aux anciens combattants, les gains de loterie, les gains en capitaux ainsi que certains crédits d'impôt provinciaux remboursables. Les revenus de tous les membres de la famille sont inclus dans le calcul du revenu familial.

Chapitre 8
Valeur foncière

Valeur imposable uniformisée

Elle représente la valeur des terrains et des bâtiments inscrite au rôle d'évaluation multipliée par le facteur comparatif établi pour chacun des exercices financiers des municipalités. Les valeurs foncières sont uniformisées afin de rendre comparables les valeurs inscrites au rôle triennal d'évaluation, lequel n'est pas déposé la même année par l'ensemble des municipalités québécoises. Le facteur comparatif est l'inverse de la proportion médiane du rôle. Cette dernière est établie après le dépôt du rôle triennal, et elle est constituée par la donnée médiane d'une distribution de proportions individuelles mettant en relation le prix de vente des propriétés ayant fait l'objet de transaction et leur évaluation inscrite au rôle.

Valeur moyenne des copropriétés

Elle est obtenue en divisant la valeur totale imposable des copropriétés par le nombre de copropriétés imposables.

Valeur moyenne des résidences unifamiliales

Elle est obtenue en divisant la valeur totale imposable des résidences unifamiliales par le nombre de résidences unifamiliales imposables.

Chapitre 9
Investissements

Construction résidentielle

Constructions permanentes qui produisent un service de logement. Les constructions doivent avoir une salle de bain et une cuisine pour chaque logement. Elles comprennent, entre autres, les maisons, appartements, garages, chalets et maisons mobiles.

Dépenses en immobilisations ou investissements

Dépenses faites pour l'acquisition d'actifs durables neufs qui procurent un avantage économique à son propriétaire. Elles sont divisées entre les immobilisations corporelles (bâtiment, travaux de génie, matériel et outillage), incorporelles (logiciel, recherche et développement, prospection pétrolière, gazière et minérale, etc.) et financières (actions, obligations, prêts, créances, etc.). Elles excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de matériel ou d'outillage d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Dépenses en immobilisations selon le pays de contrôle ou investissement sous contrôle étranger

Dépenses faites par les entreprises dont le contrôle est exercé majoritairement par des intérêts étrangers. Le pays de contrôle est attribué aux sociétés selon la règle de la propriété de 50 % des actions avec droits de vote. Lorsqu'il n'est pas possible d'attribuer le contrôle de la société à une personne ou à une entreprise, le lieu de son siège social est utilisé.

Investissements de propriété publique

Dépenses en immobilisations des administrations, des entreprises et des organismes publics fédéraux, provinciaux et locaux. Par ailleurs, le secteur public inclut notamment les établissements d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux publics.

Chapitre 10
Hébergement touristique

10.1 Établissements hôteliers et résidences de tourisme
(Source : *Enquête sur la fréquentation des établissements d'hébergement du Québec,* ISQ)

Établissement d'hébergement

Tout établissement exploité par une personne qui offre en location à des touristes, contre rémunération, au moins une unité d'hébergement pour une période n'excédant pas 31 jours. Cette catégorie comprend les établissements hôteliers et les résidences de tourisme. Le permis d'exploitation est délivré par la Corporation de l'industrie touristique du Québec (CITQ) selon diverses catégories.

Établissement hôtelier

Établissement où est offert de l'hébergement en chambres, suites ou appartements meublés dotés d'un service d'autocuisine, incluant des services hôteliers.

Prix moyen par unité louée

Prix moyen déterminé à partir des revenus bruts de location et des unités louées.

Résidence de tourisme

Établissement où est offert de l'hébergement en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'autocuisine.

Revenus bruts de location

Résultat des revenus bruts annuels ou mensuels lié à la location des unités d'hébergement. Cela exclut les revenus découlant du service aux unités de location, la TPS, la TVQ et la taxe sur l'hébergement.

Taux d'occupation

Rapport entre le nombre d'unités louées et le nombre d'unités de location disponibles.

Unités de location disponibles

Unités d'hébergement mises annuellement à la disposition de la clientèle des établissements d'hébergement en exploitation.

Unités louées

Unités de location occupées dans les établissements d'hébergement.

10.2 Terrains de camping
(Source : *Enquête sur la fréquentation des terrains de camping du Québec,* ISQ)

Emplacements disponibles (mis à part les prêts-à-camper)

Nombre total d'emplacements offerts en location à des campeurs saisonniers ou de passage en tente ou en véhicule récréatif (VR).

Emplacements loués (mis à part les prêts-à-camper)

Nombre total d'emplacements loués par des campeurs saisonniers ou de passage en tente ou en VR.

Emplacement pour campeurs de passage

Emplacement dédié à des campeurs de passage en tente ou en VR : tente-roulotte, roulotte ou véhicule motorisé.

Emplacement saisonnier

Emplacement pour lequel il existe un contrat de location valide pour une partie ou l'entièreté de la saison.

Prêt-à-camper

Structure installée sur une plateforme, sur des roues ou directement au sol, et pourvue de l'équipement nécessaire pour y séjourner, incluant un service d'autocuisine. Un chalet peut être un prêt-à-camper s'il n'est pas considéré comme une résidence de tourisme.

Terrain de camping

Établissement d'hébergement qui offre en location des emplacements de camping et/ou des unités de type prêt-à-camper. Dans le cadre de l'enquête, les trois catégories de taille de terrain de camping sont les suivantes : 0 à 39 emplacements, 40 à 199 emplacements et 200 emplacements et plus.

Chapitre 11
Transport électrique

Automobile

Véhicule routier de 3 000 kg ou moins dont la fonction principale est le transport des passagers et dont la construction n'est pas sur un châssis de camion.

Camion léger

Véhicule routier de 4 000 kg ou moins, de type fourgonnette, camionnette ou véhicule tout usage (4 X 4).

Véhicule entièrement électrique

Véhicule léger dont la motorisation est entièrement électrique, qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle doit être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride

Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle ne peut pas être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicule hybride rechargeable

Véhicule léger dont la motorisation est soit électrique et à essence, soit électrique et au diesel et qui utilise l'énergie provenant d'une batterie, laquelle peut être rechargée à partir d'une source externe d'électricité.

Véhicules légers

Les véhicules légers comprennent les véhicules légers de promenade (privés) et les véhicules légers institutionnels, professionnels et commerciaux, incluant les taxis. Ils comprennent les automobiles et les camions légers.

Chapitre 12
Culture

Arts de la scène

Représentations payantes

Il s'agit que des représentations dont l'entrée est payante (tout en sachant, bien entendu, que certains spectateurs peuvent avoir bénéficié d'un billet de faveur). Précisons que ne sont pas considérées comme payantes les représentations où l'ensemble ou une partie des spectateurs sont admis avec un passeport ou un macaron valide durant l'ensemble d'un festival ou d'un événement culturel. Par ailleurs, l'enquête inclut les représentations payantes dans certains bars lorsqu'elles font partie d'une programmation annoncée et nécessitent l'achat d'un billet d'entrée.

Revenus de billetterie

Ces revenus incluent les revenus provenant de la vente de tous les billets (peu importe qu'ils aient été vendus en abonnements, aux guichets, à l'intérieur de forfaits, etc.). Les résultats sur les revenus de billetterie exclus les taxes.

Taux d'occupation

Proportion du nombre de spectateurs par rapport au nombre de billets disponibles.

Spectacles en arts de la scène

Les spectacles en arts de la scène sont regroupés en cinq disciplines, soit le théâtre, la danse, la musique, la chanson et les variétés. Les autres types de présentations en salle qui ne relèvent pas des arts de la scène, comme les conférences, les projections de films (les soirées des Grands Explorateurs, par exemple), les performances en arts visuels, les récitals de poésie, les spectacles sportifs ne sont pas inclus. Par ailleurs, certains types de représentations en arts de la scène sont exclus : les

représentations privées, les représentations de spectacles amateurs ainsi que les représentations qui ont lieu dans les locaux d'écoles primaires ou secondaires et qui s'adressent aux élèves de ces écoles.

Cinéma

Établissements cinématographiques

Le terme « établissement cinématographique » réfère à un cinéma ou à un ciné-parc.

Institutions muséales

Fréquentation des institutions muséales

Nombre d'entrées payantes et non payantes comptabilisées par les institutions muséales répondantes au moyen d'un dispositif de comptage automatisé ou par comptage manuel.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Chapitre 13
Statistiques par MRC

13.1 Démographie

Voir les concepts et définitions du Chapitre 1 – Démographie

13.2 Revenu disponible par habitant

Voir les concepts et définitions du Chapitre 6 – Revenu disponible par habitant

13.3 Taux de travailleurs dans les MRC

Nombre de déclarants

Personnes de 25 à 64 ans ayant produit une déclaration de revenus (formulaire TP-1) auprès de Revenu Québec, qui étaient vivantes à la fin de l'année et dont l'adresse de résidence habituelle est au Québec.

Nombre de travailleurs

Personnes âgées de 25 à 64 ans qui occupaient un emploi au cours d'une année donnée, qu'elles aient été employées ou travailleuses autonomes, et pour lesquelles une déclaration de revenus a été produite auprès de Revenu Québec. Les personnes qui étaient en emploi, mais qui n'étaient pas au travail, comme celles qui se sont prévalues du congé parental offert par le Régime québécois d'assurance parentale (RQAP), sont également prises en compte dans le nombre de travailleurs.

L'estimation du nombre de travailleurs est établie en fonction de certains renseignements tirés des déclarations de revenus des particuliers de Revenu Québec. Pour déterminer si une personne occupe un emploi durant une partie ou la totalité d'une année civile donnée, l'ISQ se base sur les montants déclarés au titre de revenus d'emploi, de revenus d'entreprise, de l'assurance-emploi, de l'aide financière de dernier recours, de prestations du RQAP et de revenus de retraite. Qui plus est, depuis 2020, les renseignements relatifs à la Prestation canadienne d'urgence (PCU), à la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (PCUE), à la Prestation canadienne de la relance économique (PCRE) et à la Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement (PCTCC) sont également utilisés pour établir la situation d'emploi des déclarants.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs, exprimé en pourcentage du nombre de déclarants de 25 à 64 ans.

13.4 Valeur foncière des résidences unifamiliales

Voir les concepts et définitions du Chapitre 8 – Valeur foncière

Annexe

Coups d'œil sur les régions

Tableau comparatif des régions administratives du Québec

	Population au 1er juillet[1]		Taux de chômage[2]	Taux de postes vacants[2]	PIB nominal aux prix de base par habitant[2]		Revenu disponible par habitant[1]		Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles[1]	
	2021[p]	TAA[3] 2020-2021[p]	2021	4e trimestre 2021	2020[e]	Variation 2020/2019	2020[p]	Variation 2020/2019	2021[p]	Variation 2021/2020
	n	pour 1 000	%	%	$/hab.	%	$/hab.	%	M$	%
Bas-Saint-Laurent	199 097	5,2	5,0†	5,6	39 535	– 0,9	30 414	8,2	1 078	10,2
Saguenay–Lac-Saint-Jean	279 949	3,6	5,8	5,2†	42 254	– 0,4	31 225	8,2	2 199	21,8
Capitale-Nationale	761 029	5,3	4,7†	7,5†	54 492	– 1,1	34 196	7,6	3 862	– 3,7
Mauricie	277 384	11,9	5,6	4,1†	37 009	– 1,4	29 892	8,6	1 034	– 0,6
Estrie	499 197	17,9	5,1†	5,4	40 893	0,6	32 395	8,9	1 913	21,0
Montréal	2 025 928	– 22,8	8,3†	5,5†	70 265	– 4,0	34 019	8,4	14 568	3,5
Outaouais	404 265	7,4	5,6†	7,3†	38 119	0,7	31 055	7,7	1 469	– 3,6
Abitibi-Témiscamingue	148 242	1,9	4,7†	5,4	56 987	0,8	33 097	6,1	1 912	24,6
Côte-Nord	90 543	– 0,7	4,2[4]†	6,9[4]	80 743	– 0,2	32 540	6,9	2 518	32,8
Nord-du-Québec	46 673	10,4	4,2[4]†	6,9[4]	104 287	– 2,2	30 914	9,5	1 365	45,8
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	92 072	14,8	12,6†	5,3	38 465	– 0,3	30 977	8,0	741	7,2
Chaudière-Appalaches	438 106	12,1	3,6†	5,7	42 979	– 3,3	32 178	7,9	2 079	17,1
Laval	443 192	0,9	7,1†	6,5	38 642	– 3,5	32 800	9,0	1 757	52,2
Lanaudière	535 230	20,3	4,9†	5,9	29 541	– 0,8	32 066	8,4	1 460	10,9
Laurentides	647 179	23,9	5,6	6,2	37 017	– 3,3	33 927	8,5	2 444	30,7
Montérégie	1 460 933	9,7	5,5†	6,4	40 005	– 2,4	34 369	7,8	6 007	0,3
Centre-du-Québec	255 476	15,1	5,3	5,8	40 870	– 1,9	30 588	8,8	1 119	12,7
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**6,1**	**6,0**	**48 806**	**– 2,6**	**33 093**	**8,2**	**47 526**	**10,1**

† Différence statistiquement significative au seuil de 32 % entre la donnée de la région et celle pour l'ensemble du Québec.

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
2. Selon le découpage administratif de l'Estrie et de la Montérégie en vigueur avant la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021.
3. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.
4. Donnée se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

Sources : voir page 263.

Bas-Saint-Laurent

Indicateurs clés

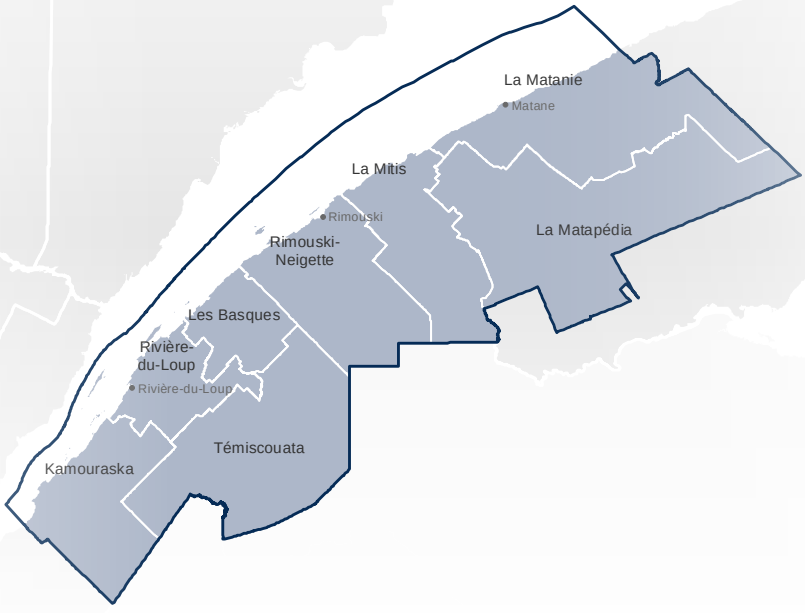
Population totale
(1er juillet 2021)
199 097
5,2 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
7 830 M$
– 0,6 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
30 414 $
8,2 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,0 %
– 2,0 points de %
(écart annuel)

- Entre 2020 et 2021, la population du Bas-Saint-Laurent a augmenté pour une troisième année consécutive. La croissance y est relativement faible, mais elle contraste avec les taux d'accroissement négatifs des années précédentes. La population de la région est l'une des plus âgées du Québec : plus d'une personne sur quatre y est âgée de 65 ans et plus.
- En 2020, les mesures de lutte contre la pandémie ont entraîné une baisse de l'activité économique ; le PIB de la région a reculé, mais de façon moins prononcée qu'au Québec. La même année, le revenu disponible par habitant a crû plus fortement que dans les années précédentes en raison des mesures de soutien liées à la COVID-19, mais il est demeuré inférieur à celui du Québec.
- L'emploi est demeuré relativement stable dans le Bas-Saint-Laurent en 2021. En revanche, le taux de chômage a connu une baisse et s'est situé sous le taux observé dans l'ensemble du Québec. Le taux de postes vacants a augmenté de 2,2 points de pourcentage dans la région entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021 et il s'établissait à un niveau semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec.
- Les activités culturelles ont ralenti dans toutes les régions du Québec en 2021, mais le Bas-Saint-Laurent aurait été moins touché ; la région s'est démarquée par la faible baisse du nombre de représentations en arts de la scène, de l'assistance aux projections cinématographiques, ainsi que du nombre d'entrées dans les institutions muséales.



Principaux secteurs économiques du Bas-Saint-Laurent selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Services d'enseignement	Administrations publiques	Construction	Commerce de détail
12,1 %	**8,2 %**	**8,0 %**	**7,9 %**	**7,1 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Bas-Saint-Laurent

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	197 550	197 291	197 530 r	198 063 r	199 097 p
Taux de chômage	%	6,2	5,5	5,6	7,0	5,0
Taux d'emploi	%	50,1	54,2	55,2	52,1	53,3
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	65,4	66,8	65,6	72,9	74,2
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	37 392	38 493 r	39 874 e,r	39 535 e	..
Revenu disponible par habitant	$	26 799	27 105 r	28 112 r	30 414 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,4	6,3	6,3	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	153 180	154 482	156 786	158 049	160 782
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	24,5	– 13,7	– 11,1	8,4	10,2 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	101	108	115	25	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Bas-Saint-Laurent et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
La Matapédia	17 804	8,4	28 157	8,5	65,1	– 3,0
La Matanie	20 783	– 4,4	29 412	7,5	67,1	– 2,3
La Mitis	18 179	5,6	28 795	8,0	67,4	– 3,1
Rimouski-Neigette	58 008	5,1	31 666	7,9	73,5	– 2,7
Les Basques	8 716	14,1	29 614	8,2	67,2	– 3,4
Rivière-du-Loup	35 195	6,6	32 083	9,2	76,1	– 3,2
Témiscouata	19 481	10,6	28 923	7,9	67,7	– 2,5
Kamouraska	20 931	1,1	30 175	8,0	73,6	– 3,2
Ensemble de la région	**199 097**	**5,2**	**30 414**	**8,2**	**71,2**	**– 2,8**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Saguenay–Lac-Saint-Jean

Indicateurs clés

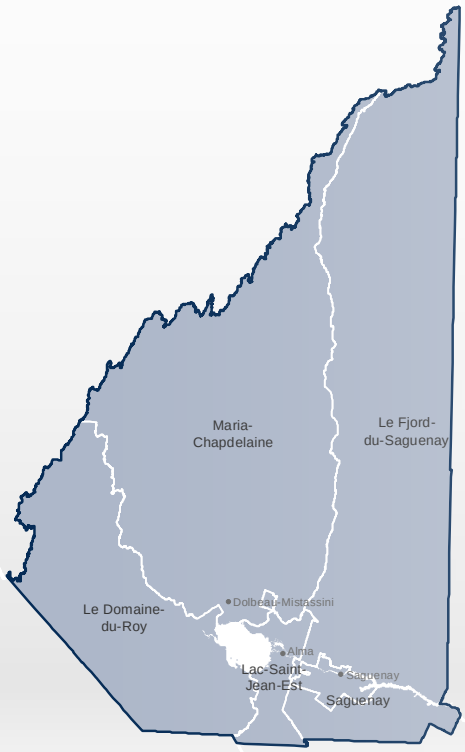
Population totale
(1er juillet 2021)
279 949
3,6 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
11 787 M$
– 0,1 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
31 225 $
8,2 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,8 %
– 3,5 points de %
(écart annuel)

- La population du Saguenay–Lac-Saint-Jean s'est faiblement accrue entre 2020 et 2021, mais le taux d'accroissement est l'un des plus forts enregistrés depuis plus de 30 ans. Près d'un résident sur quatre est âgé de 65 ans et plus, ce qui surpasse la part des jeunes de moins de 20 ans. L'âge moyen est parmi les plus élevés du Québec (45,3 ans en 2021).
- Le PIB de la région n'a presque pas changé en 2020 (– 0,1 %), alors que celui du Québec a connu une baisse de 1,7 % en raison de la pandémie qui a ébranlé l'activité économique. Après avoir crû de 3,9 % en 2019, le revenu disponible par habitant de la région a progressé à un rythme accéléré en 2020 et affichait un taux de croissance semblable au taux québécois (8,2 %). La croissance dans la MRC de Maria-Chapdelaine était l'une des plus fortes du Québec (11,6 %).
- Même si l'emploi a peu varié dans la région en 2021, le taux de chômage a diminué et se situait à un niveau semblable à celui de l'ensemble du Québec. Au dernier trimestre de 2021, la région présentait l'un des plus faibles taux de postes vacants du Québec.
- Après une année difficile en raison de la pandémie, l'hébergement touristique a fait un bond en 2021 dans la région. Elle a connu une importante hausse du nombre d'unités d'hébergement occupées et des revenus bruts de location, ce qui les rapproche des niveaux prépandémiques.
- La proportion de la population de 25 à 64 ans détenant un diplôme universitaire est de 24 % dans la région, ce qui est inférieur à la proportion observée dans la province. En revanche, la proportion de détenteurs d'un certificat ou d'un diplôme d'une école de métiers est parmi les plus élevées au Québec.



Principaux secteurs économiques du Saguenay–Lac-Saint-Jean selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Construction	Services d'enseignement	Administrations publiques	Première transformation des métaux
11,1 %	**8,2 %**	**8,0 %**	**7,8 %**	**x** (donnée confidentielle)

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	277 174	277 388	278 032 r	278 946 r	279 949 p
Taux de chômage	%	6,9	6,1	5,6	9,3	5,8
Taux d'emploi	%	55,7	53,9	55,8	53,5	53,8
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	71,1	70,6	72,8	74,4	74,5
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	39 701	42 151 r	42 431 e,r	42 254 e	..
Revenu disponible par habitant	$	27 074	27 756 r	28 849 r	31 225 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	6,2	5,9	5,9	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	182 971	182 784	184 260	185 328	188 206
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	26,1	6,7	– 1,1	6,0	21,8 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	141	137	156	37	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Saguenay–Lac-Saint-Jean et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Le Domaine-du-Roy	31 308	4,5	30 828	8,9	69,9	– 2,9
Maria-Chapdelaine	24 469	– 1,3	31 364	11,6	69,8	– 3,1
Lac-Saint-Jean-Est	53 602	8,8	30 604	7,6	70,5	– 3,2
Saguenay	147 174	– 1,3	31 508	7,8	72,4	– 3,0
Le Fjord-du-Saguenay	23 396	26,9	31 241	7,9	71,4	– 3,2
Ensemble de la région	**279 949**	**3,6**	**31 225**	**8,2**	**71,5**	**– 3,0**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Capitale-Nationale

Indicateurs clés

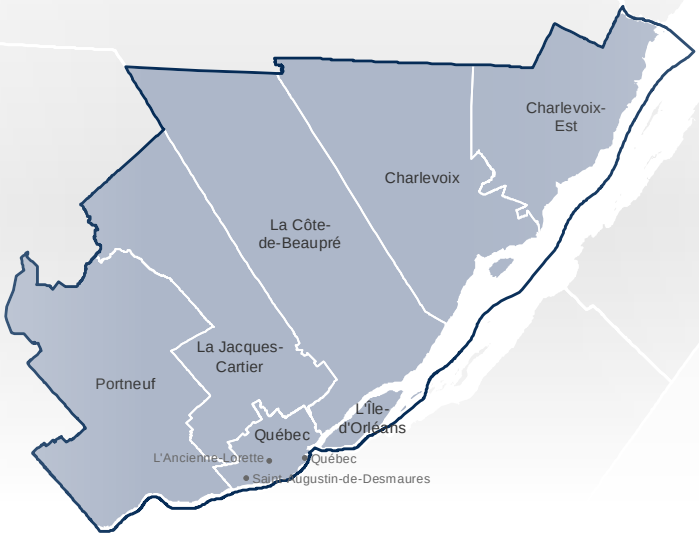
Population totale
(1er juillet 2021)
761 029
5,3 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
41 252 M$
– 0,4 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
34 196 $
7,6 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
4,7 %
– 2,2 points de %
(écart annuel)

- Entre 2020 et 2021, la population de la Capitale-Nationale a augmenté, mais le rythme de sa croissance a ralenti pour une deuxième année consécutive et apparaît relativement faible en regard de celui de plusieurs autres régions. L'âge moyen y est plus élevé que celui observé à l'échelle québécoise.
- En 2020, le PIB de la Capitale-Nationale a reculé à cause, notamment, des mesures de lutte contre la pandémie de COVID-19, mais le recul a été moins prononcé qu'au Québec. Le revenu disponible par habitant s'est accru de 7,6 % et continue d'être l'un des plus élevés de toutes les régions administratives, en raison de la rémunération des salariés supérieure à la moyenne québécoise.
- L'emploi a augmenté dans la région en 2021, plus particulièrement chez les hommes et du côté de l'emploi à temps plein. Le taux de chômage a baissé, de sorte qu'il est l'un des plus bas du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants dans la région s'est accru de 3,5 points de pourcentage, la plus forte hausse de toutes les régions du Québec.
- Dans la Capitale-Nationale, la part de la population de 25 à 64 ans titulaire d'un diplôme universitaire est de 38 %, soit la deuxième en importance de toutes les régions administratives.



Principaux secteurs économiques de la Capitale-Nationale selon le PIB en 2020

Administrations publiques

17,8 %

Soins de santé et assistance sociale

10,7 %

Services d'enseignement

7,2 %

Services professionnels, scientifiques et techniques

6,9 %

Construction

6,2 %

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Capitale-Nationale

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	738 620	744 399	751 442 r	757 031 r	761 029 p
Taux de chômage	%	4,7	4,1	3,5	6,9	4,7
Taux d'emploi	%	64,5	63,3	64,9	58,9	60,9
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	77,0	78,0	77,7	77,0	79,9
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	51 862	53 502 r	55 101 e,r	54 492 e	..
Revenu disponible par habitant	$	30 156	30 583 r	31 778 r	34 196 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	5,7	5,6	5,7	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	281 490	284 448	285 641	285 904	290 168
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	22,3	23,9	0,0	– 5,2	– 3,7 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	1 095	999	1 171	210	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Capitale-Nationale et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Charlevoix-Est	15 550	12,9	30 466	9,0	67,5	– 4,5
Charlevoix	13 201	12,2	32 522	9,6	72,0	– 3,8
L'Île-d'Orléans	7 507	– 0,8	36 057	6,2	78,5	– 3,6
La Côte-de-Beaupré	30 482	23,1	36 421	6,6	77,5	– 3,8
La Jacques-Cartier	48 317	29,4	38 324	6,7	83,2	– 3,2
Québec	589 614	0,5	34 058	7,5	78,3	– 3,8
Portneuf	56 358	22,5	32 132	9,1	75,4	– 3,6
Ensemble de la région	**761 029**	**5,3**	**34 196**	**7,6**	**78,1**	**– 3,7**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Mauricie

Indicateurs clés

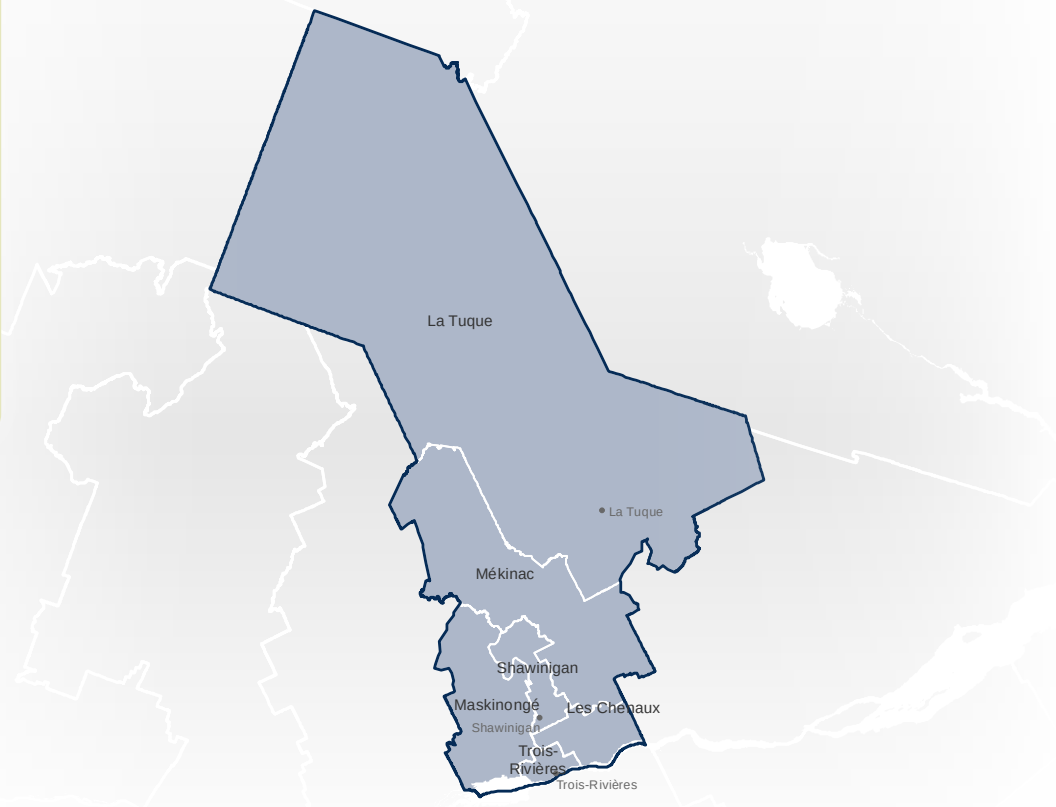
Population totale
(1er juillet 2021)
277 384
11,9 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
10 144 M$
– 0,4 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
29 892 $
8,6 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,6 %
– 2,7 points de %
(écart annuel)

- La population de la Mauricie a crû entre 2020 et 2021 à un taux figurant parmi les plus élevés du Québec. Depuis quelques années, le rythme de sa croissance tend à s'accélérer, si bien que l'augmentation en 2020-2021 est la plus forte que la région ait enregistrée depuis plus de 30 ans. L'âge moyen est de 46,5 ans, l'un des plus élevés du Québec.
- Le PIB de la Mauricie a fléchi en 2020 à la suite des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19, mais le recul est moins prononcé qu'au Québec. Même si la croissance du revenu disponible par habitant a dépassé celle observée pour l'ensemble du Québec, c'est la seule région où il est inférieur à 30 000 $.
- L'emploi a peu varié en Mauricie en 2021. Le taux de chômage y a diminué et se situait à un niveau semblable à celui de l'ensemble du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le nombre de postes vacants a augmenté en Mauricie comme dans presque toutes les régions. À la fin de 2021, la région a cependant affiché le plus faible taux de postes vacants du Québec.
- Le nombre de copropriétés en Mauricie s'est accru de 4,7 %, soit la plus forte hausse au Québec, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités de 2021 et 2022.



Principaux secteurs économiques de la Mauricie selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Services d'enseignement	Administrations publiques	Construction	Commerce de détail
12,9 %	**8,8 %**	**8,1 %**	**7,6 %**	**7,2 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Mauricie

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	268 434	269 455	271 244 r	274 106 r	277 384 p
Taux de chômage	%	6,1	5,1	5,6	8,3	5,6
Taux d'emploi	%	53,2	52,8	53,6	54,4	53,1
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	69,7	64,3	65,3	70,4	72,0
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	35 573	37 193 r	37 532 e,r	37 009 e	..
Revenu disponible par habitant	$	26 454	26 593 r	27 531 r	29 892 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	9,0	8,8	8,9	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	159 879	160 561	164 080	167 657	170 422
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	20,2	12,4	– 11,4	14,5	– 0,6 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	241	247	x	x	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Mauricie et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Mékinac	12 676	15,2	30 266	9,6	64,8	– 3,6
Shawinigan	50 786	18,5	28 910	9,2	63,8	– 3,2
Trois-Rivières	141 417	6,9	30 503	8,0	71,2	– 3,6
Les Chenaux	19 863	25,9	29 375	9,0	71,8	– 3,2
Maskinongé	37 513	17,6	30 201	9,9	68,7	– 4,2
La Tuque	15 129	2,0	27 053	7,1	65,8	– 3,3
Ensemble de la région	**277 384**	**11,9**	**29 892**	**8,6**	**69,0**	**– 3,5**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Estrie

Indicateurs clés

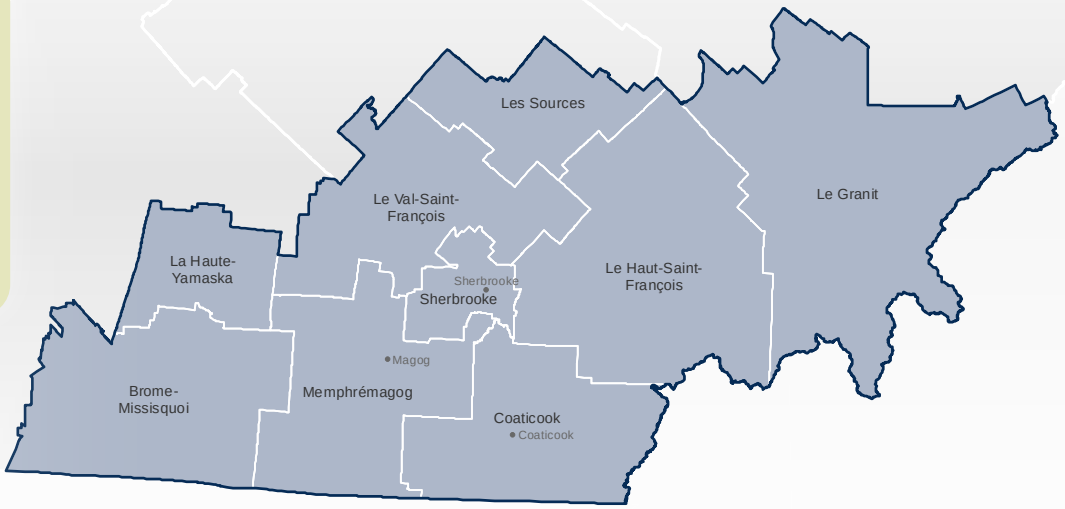
Population totale[1]
(1er juillet 2021)
499 197
17,9 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut[2]
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
13 646 M$
1,9 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant[1] (2020)
32 395 $
8,9 %
(variation annuelle)

Taux de chômage[2]
(15 ans et plus) (2021)
5,1 %
– 2,0 points de %
(écart annuel)

- Entre 2020 et 2021, la population de l'Estrie a connu une croissance parmi les plus fortes du Québec. Le rythme de la croissance s'y est accéléré au cours des dernières années. La population estrienne est plus âgée que l'ensemble de la population québécoise, la part des 65 ans et plus surpassant celle observée à l'échelle québécoise.
- Malgré la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19, l'Estrie est l'une des rares régions administratives à avoir connu en 2020 une hausse du PIB. La même année, la croissance du revenu disponible par habitant a été l'une des plus fortes au Québec en raison notamment des mesures de soutien au revenu liées à la COVID-19. Le niveau de revenu est cependant demeuré en dessous de la moyenne québécoise.
- L'emploi a peu varié en Estrie en 2021. En revanche, le taux de chômage a diminué et se situait sous le taux de l'ensemble du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté dans presque toutes les régions, mais l'Estrie est la seule région où la hausse n'est pas significative.
- En Estrie, le nombre de résidences unifamiliales s'est accru de 1,4 %, soit la plus forte hausse au Québec, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités de 2021 et 2022.



Note : Selon le redécoupage administratif de l'Estrie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

1. Selon le redécoupage administratif de l'Estrie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Selon le découpage administratif de l'Estrie en vigueur avant la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021.

Principaux secteurs économiques de l'Estrie selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Services d'enseignement	Construction	Administrations publiques	Commerce de détail
12,6 %	**10,9 %**	**8,2 %**	**6,0 %**	**5,9 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Estrie

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1,2]	n	471 735	476 836	482 790 r	490 318 r	499 197 p
Taux de chômage[3]	%	5,0	4,7	4,3	7,1	5,1
Taux d'emploi[3]	%	57,3	58,8	59,3	57,3	57,9
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[3,4]	%	65,4	67,3	71,0	71,1	71,3
PIB nominal aux prix de base par habitant[3]	$	37 703	39 638 r	40 651 e,r	40 893 e	..
Revenu disponible par habitant[2]	$	28 070	28 716 r	29 743 r	32 395 p	..
Taux de faible revenu des familles[2]	%	8,6	8,3	8,2	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[2,5]	$	227 529	231 830	235 801	241 025	251 121
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[2,6]	%	...	...	...	...	21,0 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène[3]	k	216	252	270	51	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie. Toutes les données de l'Estrie et de la Montérégie ont été révisées pour tenir compte de ce changement et assurer la comparabilité dans le temps.
3. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
4. Population de 25 à 64 ans.
5. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
6. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Estrie[1] et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[2] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Le Granit	21 886	14,0	31 613	8,6	72,6	– 3,7
Les Sources	14 602	12,1	28 152	6,2	68,7	– 3,5
Le Haut-Saint-François	23 340	17,5	29 532	7,2	72,9	– 2,9
Le Val-Saint-François	32 138	11,7	32 166	9,5	75,1	– 3,3
Sherbrooke	172 713	9,4	30 568	8,9	74,8	– 3,5
Coaticook	19 131	16,5	31 356	3,2	77,0	– 4,1
Memphrémagog	54 564	27,7	38 661	10,8	70,6	– 4,4
Brome-Missisquoi	66 024	39,1	35 953	10,5	73,5	– 4,4
La Haute-Yamaska	94 799	17,7	31 588	8,2	73,4	– 4,2
Ensemble de la région[1]	**499 197**	**17,9**	**32 395**	**8,9**	**73,7**	**– 3,8**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative, passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Montréal

Indicateurs clés

Population totale
(1er juillet 2021)
2 025 928
– 22,8 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
145 633 M$
– 3,7 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
34 019 $
8,4 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
8,3 %
– 3,1 points de %
(écart annuel)

- La population montréalaise a diminué entre 2020 et 2021 à un taux de – 22,8 pour mille. Il s'agit de loin du bilan démographique le plus négatif de toutes les régions du Québec. Par contraste, la région avait enregistré la plus forte croissance du Québec en 2018-2019. La structure par âge de Montréal se particularise par la forte présence des jeunes adultes. L'âge moyen y est de 41,0 ans, soit le plus bas au Québec si on exclut le Nord-du-Québec.
- En 2020, la région de Montréal a été durement frappée par les contre-coups économiques des mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19. L'économie de Montréal en a particulièrement souffert, et le recul de son PIB a été le plus important au Québec. À l'opposé, la même année, le revenu disponible par habitant des Montréalais a augmenté considérablement, en raison des mesures de soutien au revenu, et il a atteint 34 019 $, soit l'un des plus élevés au Québec.
- En 2021, l'emploi a augmenté à Montréal ; c'est le cas de l'emploi à temps partiel, et encore plus de l'emploi à temps plein. Par contre, malgré une baisse du taux de chômage, celui-ci continue d'être l'un des plus élevés du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté de façon significative à Montréal, mais il demeure inférieur à celui observé à l'échelle québécoise.
- De toutes les régions du Québec, c'est Montréal qui affiche la plus forte proportion de diplômés universitaires (56 %) et la plus faible proportion de personnes qui déclarent n'avoir aucun diplôme (5 %).

Principaux secteurs économiques de Montréal selon le PIB en 2020

Services professionnels, scientifiques et techniques

10,3 %

Soins de santé et assistance sociale

8,4 %

Administrations publiques

6,4 %

Commerce de gros

6,2 %

Construction

6,2 %

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de Montréal

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	1 986 067	2 028 244	2 066 038 r	2 072 645 r	2 025 928 p
Taux de chômage	%	8,2	7,2	7,3	11,4	8,3
Taux d'emploi	%	61,0	61,6	62,5	58,1	61,2
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	76,9	77,6	79,3	79,0	81,7
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	67 499	70 002 r	73 181 e,r	70 265 e	..
Revenu disponible par habitant	$	29 658	30 158 r	31 392 r	34 019 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	16,3	15,8	15,5	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	510 360	516 985	534 129	601 135	639 098
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	8,3	19,8	12,4	– 14,8	3,5 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	3 863	3 572	4 096	599	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Outaouais

Indicateurs clés

Population totale
(1er juillet 2021)
404 265
7,4 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
15 297 M$
1,8 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
31 055 $
7,7 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,6 %
– 2,5 points de %
(écart annuel)

- La population de l'Outaouais a crû entre 2020 et 2021, un taux relativement modeste par rapport aux autres régions. Le rythme de la croissance y a ralenti pour une deuxième année consécutive. La population de la région est plus jeune que celle de la plupart des autres régions, et la part des jeunes de moins de 20 ans y est la plus élevée du Québec.
- Malgré la crise sanitaire, l'Outaouais est l'une des rares régions au Québec à avoir connu en 2020 une hausse de son PIB. Le revenu disponible par habitant a atteint 31 055 $ dans l'Outaouais après une augmentation considérable, quoique moins forte que celle de l'ensemble du Québec.
- En 2021, l'emploi a augmenté en Outaouais, plus particulièrement l'emploi à temps plein et chez les hommes. À 5,6 %, le taux de chômage est inférieur à celui enregistré pour l'ensemble du Québec. Au 4e trimestre de 2021, le taux de postes vacants en Outaouais était l'un des plus élevés au Québec, soit de 7,3 %. Toutefois, la moyenne de la rémunération horaire offerte par les employeurs de la région pour les postes vacants était parmi les plus faibles du Québec.
- L'Outaouais est la région où la valeur des copropriétés a le plus augmenté, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités de 2021 et de 2022.

Principaux secteurs économiques de l'Outaouais selon le PIB en 2020

Administrations publiques	Soins de santé et assistance sociale	Construction	Services d'enseignement	Commerce de détail
33,1 %	**8,8 %**	**8,7 %**	**6,2 %**	**5,7 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Outaouais

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	388 330	392 200	397 007 r	401 280 r	404 265 p
Taux de chômage	%	5,6	5,0	5,0	8,1	5,6
Taux d'emploi	%	62,2	62,6	63,6	57,7	60,2
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	68,1	67,2	68,8	68,3	69,6
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	35 551	36 590 r	37 847 e,r	38 119 e	..
Revenu disponible par habitant	$	27 472	27 871 r	28 840 r	31 055 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	9,2	8,8	8,7	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	249 722	248 166	251 982	258 614	266 634
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	4,8	27,5	16,0	13,9	– 3,6 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	237	195	323	51	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Outaouais et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Papineau	24 534	32,4	29 629	8,6	64,6	– 4,8
Gatineau	290 534	1,3	30 703	7,1	76,1	– 3,7
Les Collines-de-l'Outaouais	53 910	25,3	35 786	9,0	78,3	– 3,1
La Vallée-de-la-Gatineau	21 074	18,7	28 622	10,0	61,6	– 3,4
Pontiac	14 213	5,3	26 658	9,0	62,4	– 4,0
Ensemble de la région	**404 265**	**7,4**	**31 055**	**7,7**	**74,5**	**– 3,8**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Abitibi-Témiscamingue

Indicateurs clés

Population totale
(1er juillet 2021)
148 242
1,9 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
8 432 M$
1,1 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
33 097 $
6,1 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
4,7 %
– 1,9 points de %
(écart annuel)

- La population de l'Abitibi-Témiscamingue a faiblement augmenté entre 2020 et 2021, selon un rythme de croissance comparable à celui de l'année précédente. L'âge moyen de la population est semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec.
- Après avoir vu une baisse de son PIB en 2019, l'Abitibi-Témiscamingue est l'une des rares régions à avoir affiché une croissance en 2020, malgré le choc économique provoqué par la pandémie de COVID-19. Le revenu disponible par habitant y a crû fortement en 2020, mais moins que celui dans l'ensemble du Québec.
- L'emploi a augmenté dans la région en 2021, tant chez les femmes que chez les hommes, et tant l'emploi à temps plein qu'à temps partiel. Le taux de chômage a connu une baisse et se situait sous le taux enregistré pour l'ensemble du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté de 1,3 point de pourcentage. La rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes était parmi les plus élevées au Québec.
- L'Abitibi-Témiscamingue est la seule région où le taux de faible revenu des couples sans enfants a diminué entre 2015 et 2019.

Principaux secteurs économiques de l'Abitibi-Témiscamingue selon le PIB en 2020

Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz

19,6 %

Construction

10,4 %

Soins de santé et assistance sociale

8,0 %

Services d'enseignement

6,1 %

Première transformation des métaux

x

(donnée confidentielle)

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de l'Abitibi-Témiscamingue

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	147 609	147 607	147 634 r	147 960 r	148 242 p
Taux de chômage	%	5,2	3,8	3,9	6,6	4,7
Taux d'emploi	%	62,0	63,7	63,8	57,6	61,7
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	62,9	66,0	64,7	69,4	68,9
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	55 016	57 755 r	56 517 e,r	56 987 e	..
Revenu disponible par habitant	$	29 654	30 493 r	31 194 r	33 097 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,0	6,7	7,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	187 569	192 573	196 130	202 695	213 471
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	18,9	14,8	– 12,5	7,8	24,6 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	85	98	95	21	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Abitibi-Témiscamingue et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Témiscamingue	15 901	9,0	29 993	7,3	71,0	– 3,3
Rouyn-Noranda	43 053	– 1,5	33 714	6,2	76,4	– 2,9
Abitibi-Ouest	20 580	1,2	30 631	6,0	70,8	– 3,2
Abitibi	24 943	5,1	33 843	5,8	75,7	– 3,0
La Vallée-de-l'Or	43 765	1,2	34 343	5,8	75,2	– 3,5
Ensemble de la région	**148 242**	**1,9**	**33 097**	**6,1**	**74,6**	**– 3,2**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Côte-Nord

Indicateurs clés

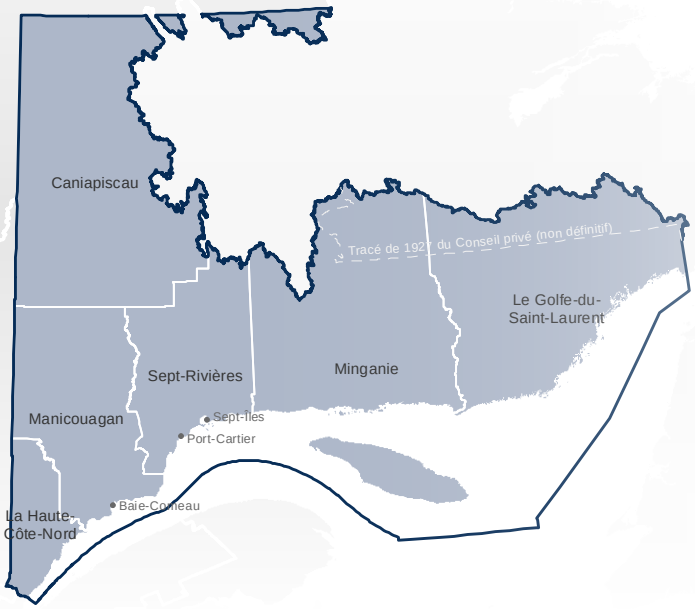
Population totale
(1er juillet 2021)
90 543
– 0,7 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
7 316 M$
– 0,4 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
32 540 $
6,9 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
(données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec)
4,2 %
– 3,4 points de %
(écart annuel)

- La population de la Côte-Nord a diminué entre 2020 et 2021. Même si cette diminution est très faible, c'est la seule région, avec Montréal, où la population a diminué. Le ralentissement du déclin représente tout de même une amélioration de son bilan démographique comparativement aux années précédentes. L'âge moyen de la population y est plus élevé que celui observé pour l'ensemble du Québec.
- Après la croissance soutenue en 2018 et 2019, le PIB de la Côte-Nord a subi les effets de la pandémie et a reculé en 2020, mais de façon moins prononcée qu'au Québec. La même année, le revenu disponible par habitant sur la Côte-Nord a augmenté substantiellement, quoique moins fortement que dans l'ensemble du Québec. La région continue de se particulariser au chapitre des disparités infrarégionales de revenu : la MRC de Caniapiscau affichait le revenu le plus élevé de toutes les MRC, par contraste avec La Haute-Côte-Nord où il était parmi les plus bas.
- En 2021, l'emploi a peu varié dans le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Le taux de chômage a diminué dans ces deux régions regroupées et il figure parmi les plus faibles du Québec. Entre le 4e trimestre 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a fortement augmenté dans les deux régions regroupées, et il se situe à un niveau semblable à celui du Québec.
- Quatre MRC de la Côte-Nord comptent parmi les dix ayant la plus faible croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités. La valeur moyenne dans Le Golfe-du-Saint-Laurent et La Haute-Côte-Nord est parmi les plus faibles au Québec.



Principaux secteurs économiques de la Côte-Nord selon le PIB en 2020

Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz

27,9 %

Construction

13,3 %

Administrations publiques

6,5 %

Soins de santé et assistance sociale

6,1 %

Première transformation des métaux

x

(donnée confidentielle)

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Côte-Nord

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	91 824	91 160	90 717 r	90 606 r	90 543 p
Taux de chômage[2]	%	5,8	5,0	4,8	7,6	4,2
Taux d'emploi[2]	%	60,3	61,1	61,0	58,1	58,1
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2,3]	%	68,1	67,4	70,2	68,4	70,8
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	70 929	76 488 r	80 930 e,r	80 743 e	..
Revenu disponible par habitant	$	28 815	29 434 r	30 452 r	32 540 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	8,7	8,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[4]	$	163 472	159 780	158 433	158 193	156 149
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[5]	%	0,4	19,5	– 2,9	– 5,2	32,8 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	52	56	72	9	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. 2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
3. Population de 25 à 64 ans.
4. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
5. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Côte-Nord et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
La Haute-Côte-Nord	10 454	– 3,5	29 775	6,1	66,3	– 2,3
Manicouagan	30 205	– 0,2	30 891	7,9	70,5	– 2,4
Sept-Rivières	34 944	0,0	33 622	6,8	75,2	– 3,0
Caniapiscau	3 849	– 12,7	44 497	4,8	83,6	– 1,8
Minganie	6 458	3,1	33 082	6,3	67,6	– 1,0
Le Golfe-du-Saint-Laurent	4 633	1,7	30 578	5,1	58,5	– 4,5
Ensemble de la région	**90 543**	**– 0,7**	**32 540**	**6,9**	**71,5**	**– 2,6**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Nord-du-Québec

Indicateurs clés

Population totale
(1er juillet 2021)
46 673
10,4 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
4 817 M$
– 1,6 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
30 914 $
9,5 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
(données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec)
4,2 %
– 3,4 points de %
(écart annuel)

- La population du Nord-du-Québec a augmenté entre 2020 et 2021, et le rythme de la croissance s'est accéléré pour dépasser celui de l'ensemble du Québec. La structure par âge de la région est unique au Québec : la proportion des moins de 20 ans est nettement plus forte que dans les autres régions, alors que la part des 65 ans et plus y est beaucoup plus faible.
- En 2020, les mesures de lutte contre la pandémie ont entraîné une baisse de l'activité économique ; le PIB de la région a reculé de façon presque aussi marquée que celui de l'ensemble du Québec. En revanche, la même année, le revenu disponible par habitant a crû à un taux qui dépasse celui de toutes les autres régions à cause notamment des mesures de soutien liées à la COVID-19, mais il est demeuré inférieur à celui du Québec.
- En 2021, l'emploi a peu varié dans le regroupement des régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec. Le taux de chômage a diminué dans ces deux régions regroupées et il figure parmi les plus faibles du Québec. Entre le 4e trimestre 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a fortement augmenté dans les deux régions regroupées, et il se situe à un niveau semblable à celui du Québec.
- Le Nord-du-Québec est la région où les dépenses en construction résidentielle ont connu la plus forte croissance en 2021 (+ 99,4 %).

Principaux secteurs économiques du Nord-du-Québec selon le PIB en 2020

Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz

45,6 %

Construction

10,3 %

Services publics

9,7 %

Administrations publiques

8,4 %

Soins de santé et assistance sociale

7,1 %

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Nord-du-Québec

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	45 086	45 557	45 894 r	46 189 r	46 673 p
Taux de chômage[2]	%	5,8	5,0	4,8	7,6	4,2
Taux d'emploi[2]	%	60,3	61,1	61,0	58,1	58,1
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2,3]	%	68,1	67,4	70,2	68,4	70,8
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	98 124	104 098 r	106 649 e,r	104 287 e	..
Revenu disponible par habitant	$	27 099	27 269 r	28 226 r	30 914 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	17,9	18,1	18,4	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[4]	$	140 128	146 765	145 368	153 051	154 340
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[5]	%	– 0,0	– 3,1	13,1	– 36,6	45,8 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	6	5	8	2	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Données se rapportant aux régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
3. Population de 25 à 64 ans.
4. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
5. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Nord-du-Québec et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Jamésie	13 418	– 4,6	34 858	6,7	79,1	– 3,1
Administration régionale Kativik	14 576	15,6	25 799	12,7	76,0 a	– 7,5
Eeyou Istchee[2]	18 679	17,3	32 015	10,2	73,1 a	– 4,6
Ensemble de la région	**46 673**	**10,4**	**30 914**	**9,5**	**76,0**	**– 5,0**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

a Les données du taux de travailleurs sont accompagnées de la lettre a lorsque la MRC présente, pour une année donnée, un taux de couverture fiscale inférieur à 80 %. En raison d'une sous-couverture plus importante de la population, ces données doivent être interprétées avec prudence.

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.
2. Toponyme non officiel.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

Indicateurs clés

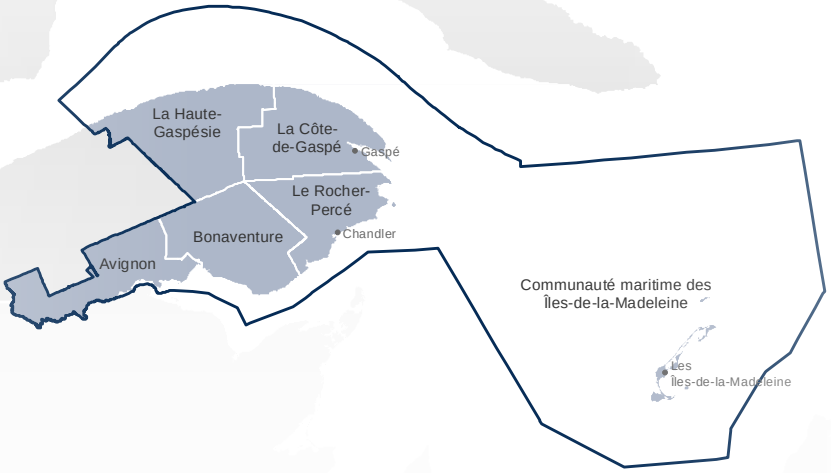
Population totale
(1er juillet 2021)
92 072
14,8 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
3 490 M$
0,0 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
30 977 $
8,0 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
12,6 %
– 0,6 point de %
(écart annuel)

- La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a augmenté pour une deuxième année consécutive entre 2020 et 2021. Sa croissance s'est fortement accélérée pour atteindre un rythme supérieur à celui de la plupart des autres régions du Québec. La population de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine est plus âgée que celle de l'ensemble du Québec : la part des 65 ans et plus est la plus élevée de toutes les régions.
- Après une forte croissance enregistrée en 2019, le PIB de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine a subi les effets de la pandémie et a stagné en 2020, alors qu'il a reculé dans la majorité des régions. En revanche, la même année, le revenu disponible par habitant de la région a augmenté fortement en raison des mesures de soutien au revenu liées à la COVID-19. En dépit de cette croissance, il est demeuré inférieur à celui observé à l'échelle québécoise.
- En 2021, l'emploi a augmenté en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, tant chez les hommes que chez les femmes et en particulier l'emploi à temps plein. La région est cependant celle qui présente le plus haut taux de chômage. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants s'est accru de 2,3 points de pourcentage dans la région. Toutefois, la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes était parmi les plus basses au Québec à la fin de 2021.
- Au cours de la saison estivale de 2021, les établissements d'hébergement des régions touristiques de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine ont affiché des taux d'occupation parmi les plus élevés du Québec. Ces deux régions font toutes deux partie de celles où les taux d'occupation étaient semblables à ceux observés avant la crise sanitaire.



Principaux secteurs économiques de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale

13,5 %

Construction

10,6 %

Administrations publiques

10,4 %

Services d'enseignement

8,1 %

Agriculture, foresterie, pêche et chasse

x

(donnée confidentielle)

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	90 537	90 615	90 456 r	90 721 r	92 072 p
Taux de chômage	%	11,8	13,1	13,3	13,2	12,6
Taux d'emploi	%	47,9	44,9	44,3	40,4	44,6
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	68,9	64,3	65,4	68,5	69,1
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	36 185	35 533 r	38 578 e,r	38 465 e	..
Revenu disponible par habitant	$	26 990	27 352 r	28 684 r	30 977 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	8,0	7,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	126 947	127 342	129 698	133 593	139 863
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	– 45,3	– 35,3	12,1	34,2	7,2 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	60	65	65	7	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine	13 066	22,1	34 870	8,1	66,0	– 1,4
Le Rocher-Percé	17 243	8,6	30 286	7,8	57,5	– 1,7
La Côte-de-Gaspé	17 704	14,5	31 375	8,3	68,3	– 1,5
La Haute-Gaspésie	11 134	15,3	28 104	8,4	57,8	– 0,6
Bonaventure	17 989	14,5	30 266	7,7	64,2	– 2,3
Avignon	14 936	15,9	30 922	7,6	62,3	– 1,7
Ensemble de la région	**92 072**	**14,8**	**30 977**	**8,0**	**63,0**	**– 1,5**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Chaudière-Appalaches

Indicateurs clés

Population totale
(1er juillet 2021)
438 106
12,1 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
18 603 M$
– 2,4 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
32 178 $
7,9 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
3,6 %
– 2,1 points de %
(écart annuel)

- La population de la Chaudière-Appalaches a augmenté entre 2020 et 2021, et cette hausse est la plus forte enregistrée dans la région depuis que ces données sont disponibles. Au cours des trois dernières années, la croissance s'est accélérée pour atteindre un rythme supérieur à celui de la plupart des autres régions du Québec. L'âge moyen de la population est plus élevé et la part des 65 ans et plus y est plus forte qu'à l'échelle québécoise.
- Le produit intérieur brut de la région a régressé de 2,4 % en 2020, soit une baisse plus importante que celle observée pour le Québec. La même année, le revenu disponible par habitant a augmenté fortement sous l'effet des mesures gouvernementales de soutien liées à la COVID-19. Il est cependant demeuré inférieur à celui du Québec.
- En 2021, l'emploi a diminué en Chaudière-Appalaches, et ce, particulièrement chez les femmes. La région est celle qui présente le plus bas taux de chômage du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté de façon significative dans la région. À la fin de 2021, la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes était inférieure à la moyenne québécoise.
- La population de la Chaudière-Appalaches a été proportionnellement moins nombreuse que celle des autres régions à avoir vécu des répercussions de la pandémie sur les obligations financières et la capacité à répondre aux besoins essentiels, comme payer le loyer ou l'hypothèque, l'électricité, le chauffage et l'épicerie, selon l'*Enquête québécoise sur la santé de la population*.

Principaux secteurs économiques de la Chaudière-Appalaches selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Construction	Commerce de détail	Services d'enseignement	Commerce de gros
8,9 %	**7,5 %**	**6,1 %**	**5,8 %**	**5,4 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Chaudière-Appalaches

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	424 188	426 578	428 969 r	432 846 r	438 106 p
Taux de chômage	%	3,5	3,4	3,3	5,7	3,6
Taux d'emploi	%	60,9	62,5	62,7	62,8	60,5
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	68,7	68,1	71,1	71,2	74,0
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	41 483	43 518 r	44 428 e,r	42 979 e	..
Revenu disponible par habitant	$	28 465	28 931 r	29 834 r	32 178 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	5,1	5,1	5,3	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	199 703	200 420	202 376	204 356	208 331
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	31,0	4,4	– 10,5	5,2	17,1 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	171	155	189	24	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Chaudière-Appalaches et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
L'Islet	17 835	7,9	29 992	7,5	74,1	– 3,2
Montmagny	22 776	10,4	30 084	7,7	73,2	– 4,2
Bellechasse	38 592	16,5	31 072	7,3	79,2	– 3,7
Lévis	152 058	13,3	34 348	7,3	81,0	– 3,2
La Nouvelle-Beauce	38 559	17,0	31 795	8,5	81,9	– 3,4
Robert-Cliche	19 288	– 1,9	30 708	11,9	78,3	– 3,2
Les Etchemins	16 843	15,7	30 705	5,1	70,9	– 3,1
Beauce-Sartigan	54 083	2,8	31 794	8,9	76,3	– 3,8
Les Appalaches	43 449	9,5	30 124	9,1	71,2	– 3,8
Lotbinière	34 623	23,4	31 547	6,3	79,5	– 3,9
Ensemble de la région	**438 106**	**12,1**	**32 178**	**7,9**	**78,1**	**– 3,5**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Laval

Indicateurs clés

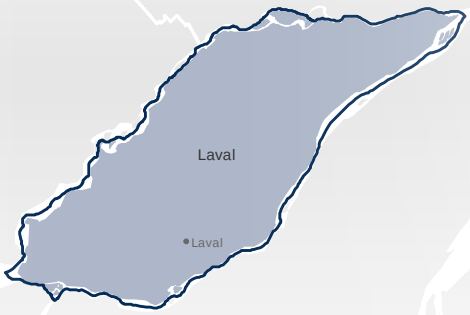
Population totale
(1er juillet 2021)
443 192
0,9 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
17 111 M$
– 2,8 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
32 800 $
9,0 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
7,1 %
– 1,1 point de %
(écart annuel)

- La population de Laval n'a que très faiblement augmenté entre 2020 et 2021. Le rythme de la croissance, qui a ralenti pour une troisième année consécutive, est le plus faible enregistré depuis que ces données sont disponibles. La population lavalloise est plus jeune que celle de l'ensemble du Québec : la part des 65 ans et plus y est parmi les plus faibles.
- En 2020, les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ont eu pour effet de réduire considérablement l'activité économique. Laval fait partie des régions où le PIB a le plus reculé (– 2,8 %). En revanche, le revenu disponible par habitant affichait l'une des plus fortes hausses, soit 9,0 %, stimulé par les différentes mesures de soutien du revenu instaurées par le gouvernement fédéral.
- En 2021, l'emploi a augmenté à Laval, en particulier chez les femmes et l'emploi à temps plein. Le taux de chômage a diminué, mais il se situait parmi les plus élevés au Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté de 2,3 points de pourcentage dans la région. À la fin de 2021, la rémunération horaire moyenne offerte pour ces postes vacants était sous la moyenne québécoise.
- Laval est la région où la valeur moyenne des résidences unifamiliales a le plus augmenté, selon les sommaires du rôle d'évaluation de la municipalité de 2021 et de 2022.
- Selon le volet COVID de l'*Enquête québécoise sur la santé de la population*, la population lavalloise a été proportionnellement plus nombreuse à s'être inquiétée pour la santé d'un proche, et ce, depuis le début de la pandémie. De plus, environ une personne sur trois à Laval était préoccupée par la conciliation travail-famille.



Principaux secteurs économiques de Laval selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Commerce de gros	Commerce de détail	Services professionnels, scientifiques et techniques	Administrations publiques
9,3 %	**8,6 %**	**8,4 %**	**7,7 %**	**7,2 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de Laval

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	429 753	435 099	439 583 r	442 796 r	443 192 p
Taux de chômage	%	6,7	5,3	4,4	8,2	7,1
Taux d'emploi	%	61,2	65,4	59,5	58,1	62,2
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	72,2	70,7	70,7	75,8	73,8
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	36 987	38 150 r	40 028 e,r	38 642 e	..
Revenu disponible par habitant	$	28 322	28 944 r	30 093 r	32 800 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	9,1	9,0	8,8	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	337 584	345 399	358 286	366 541	388 959
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	– 5,1	32,0	1,8	– 0,6	52,2 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène[5]	k	439	592	612	86	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.
5. Données se rapportant aux régions de Laval et des Laurentides.

Sources : Voir la page 263.

Lanaudière

Indicateurs clés

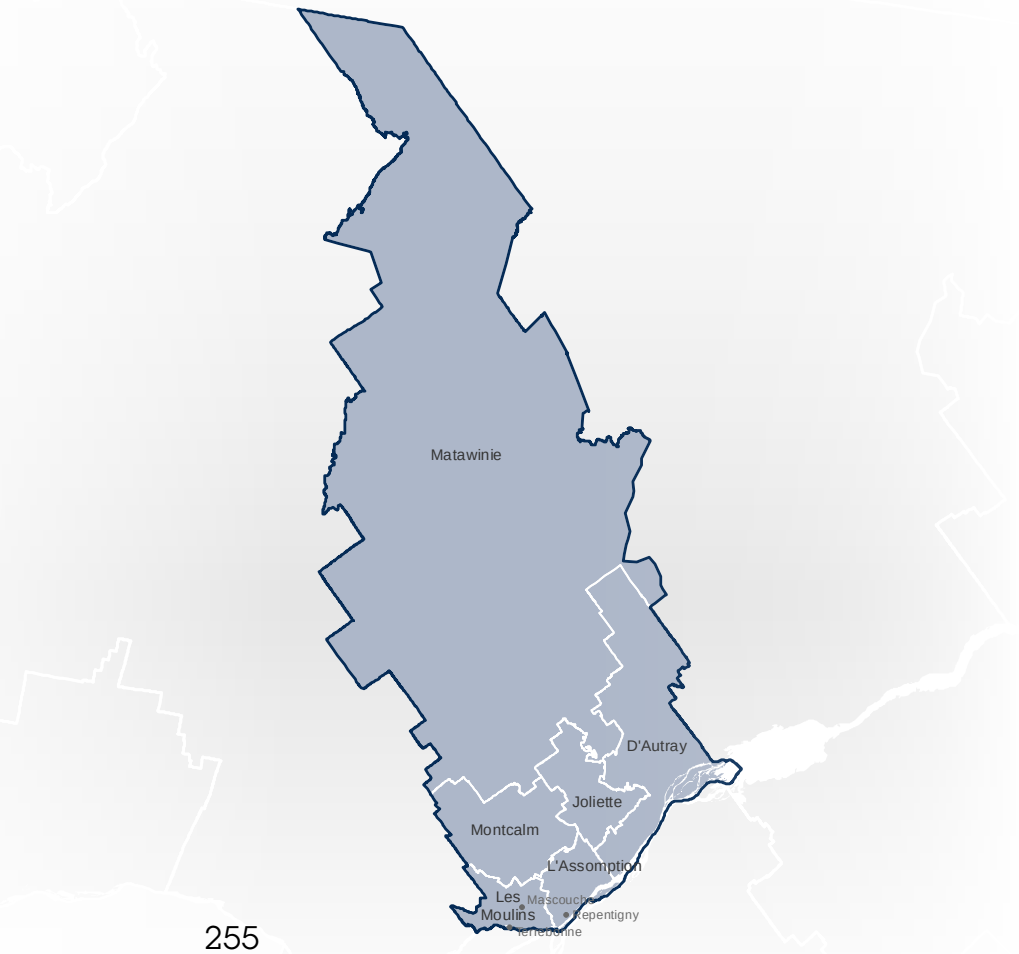
Population totale
(1er juillet 2021)
535 230
20,3 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
15 493 M$
0,9 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
32 066 $
8,4 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
4,9 %
– 3,7 points de %
(écart annuel)

- La population de Lanaudière s'est fortement accrue entre 2020 et 2021. Sa croissance, depuis longtemps l'une des plus élevées du Québec, s'est accélérée de façon notable au cours des deux dernières années. La population lanaudoise est plus jeune que celle de l'ensemble du Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans y est parmi les plus élevées.
- La crise sanitaire a entraîné une baisse du PIB dans plusieurs régions du Québec en 2020. Toutefois, dans Lanaudière il a connu une faible croissance. Quant au revenu disponible par habitant, il a crû de 8,4 %, une hausse supérieure à celle observée à l'échelle québécoise, et se chiffrait à 32 066 $, un niveau plus bas que celui pour l'ensemble du Québec.
- En 2021, l'emploi a peu varié dans Lanaudière. Le taux de chômage a diminué et il était plus bas que celui du Québec. Au 4e trimestre de 2021, le taux de postes vacants était semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec et la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes était parmi les plus basses au Québec.
- Les dépenses en construction résidentielle dans Lanaudière ont crû en 2021 à un taux supérieur à celui enregistré à l'échelle québécoise.



Principaux secteurs économiques de Lanaudière selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Construction	Commerce de détail	Services d'enseignement	Administrations publiques
11,0 %	**9,1 %**	**9,1 %**	**7,8 %**	**5,5 %**

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la région de Lanaudière

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	502 991	508 958	515 727 r	524 452 r	535 230 p
Taux de chômage	%	5,7	5,7	4,1	8,6	4,9
Taux d'emploi	%	62,2	59,8	62,0	62,5	60,9
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	60,4	60,0	66,3	69,2	63,8
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	27 753	28 528 r	29 782 e,r	29 541 e	..
Revenu disponible par habitant	$	28 034	28 536 r	29 575 r	32 066 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	7,7	7,7	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	235 830	238 862	243 244	251 072	259 835
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	3,9	10,2	13,1	11,8	10,9 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	272	329	352	66	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Lanaudière et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
D'Autray	45 245	25,2	30 793	8,0	69,7	– 4,4
L'Assomption	129 972	9,9	32 675	7,7	76,8	– 4,2
Joliette	71 765	19,0	31 410	9,1	70,8	– 3,5
Matawinie	55 244	32,4	31 987	11,1	63,5	– 4,0
Montcalm	60 348	43,7	29 887	7,7	72,1	– 4,7
Les Moulins	172 656	15,6	32 973	8,3	79,1	– 4,6
Ensemble de la région	**535 230**	**20,3**	**32 066**	**8,4**	**74,3**	**– 4,3**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Laurentides

Indicateurs clés

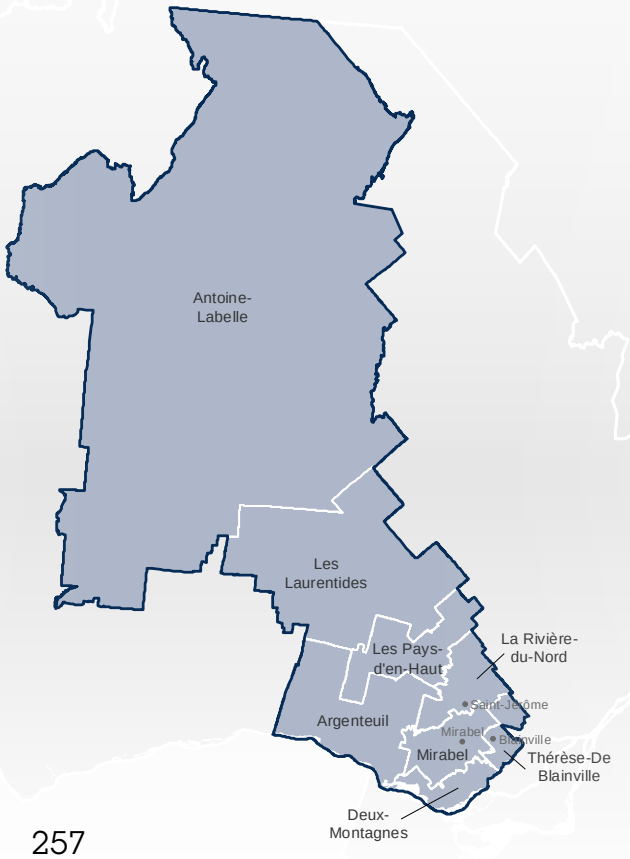
Population totale
(1er juillet 2021)
647 179
23,9 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
23 390 M$
– 1,5 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
33 927 $
8,5 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,6 %
– 4,4 points de %
(écart annuel)

- La population des Laurentides s'est accrue à un rythme dépassant celui de toutes les autres régions entre 2020 et 2021. Sa croissance, relativement élevée depuis longtemps, s'est grandement accélérée au cours des deux dernières années. L'âge moyen de la population est semblable à celui observé pour l'ensemble du Québec.
- En 2020, les mesures de lutte contre la pandémie ont entraîné une baisse de l'activité économique ; dans les Laurentides, le PIB a reculé de façon presque aussi marquée qu'à l'échelle québécoise. La même année, le revenu disponible par habitant a crû à un taux supérieur à celui de la majorité des autres régions et son niveau a dépassé celui du Québec.
- En 2021, l'emploi a augmenté dans les Laurentides, tant chez les hommes que chez les femmes et notamment l'emploi à temps plein. Le taux de chômage a diminué et il se situait à un niveau semblable à celui du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants a augmenté dans la région. À la fin de 2021, la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes était de 20,26 $, ce qui est plus bas que celle pour l'ensemble du Québec.
- Les Laurentides ont affiché en 2021 un taux de croissance des dépenses en construction résidentielle supérieur à celui de l'ensemble du Québec.



Principaux secteurs économiques des Laurentides selon le PIB en 2020

Soins de santé et assistance sociale	Construction	Commerce de détail	Services d'enseignement	Fabrication de matériel de transport
9,4 %	**8,6 %**	**8,2 %**	**6,7 %**	**x** (donnée confidentielle)

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région des Laurentides

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	603 209	611 917	620 648 r	631 873 r	647 179 p
Taux de chômage	%	6,2	5,6	4,5	10,0	5,6
Taux d'emploi	%	60,2	60,7	61,6	54,1	60,3
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	66,9	69,0	73,5	71,8	70,4
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	35 452	36 555 r	38 264 e,r	37 017 e	..
Revenu disponible par habitant	$	29 651	30 205 r	31 268 r	33 927 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	7,9	7,6	7,6	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	265 721	269 875	273 544	281 394	291 768
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	5,9	21,1	4,3	4,7	30,7 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène[5]	k	439	592	612	86	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.
5. Données se rapportant aux régions de Laval et des Laurentides.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Laurentides et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Deux-Montagnes	106 129	15,3	32 055	7,2	77,3	– 4,6
Thérèse-De Blainville	166 978	14,2	36 683	7,4	78,3	– 4,4
Mirabel	62 131	40,6	33 775	8,1	80,0	– 5,1
La Rivière-du-Nord	142 822	26,4	31 479	8,3	73,6	– 4,6
Argenteuil	34 907	32,3	30 065	10,7	67,4	– 4,1
Les Pays-d'en-Haut	47 179	38,4	41 965	11,8	68,2	– 5,2
Les Laurentides	50 284	27,7	33 973	10,3	68,1	– 5,9
Antoine-Labelle	36 749	24,5	29 887	10,0	63,5	– 3,3
Ensemble de la région	**647 179**	**23,9**	**33 927**	**8,5**	**74,4**	**– 4,6**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Montérégie

Indicateurs clés

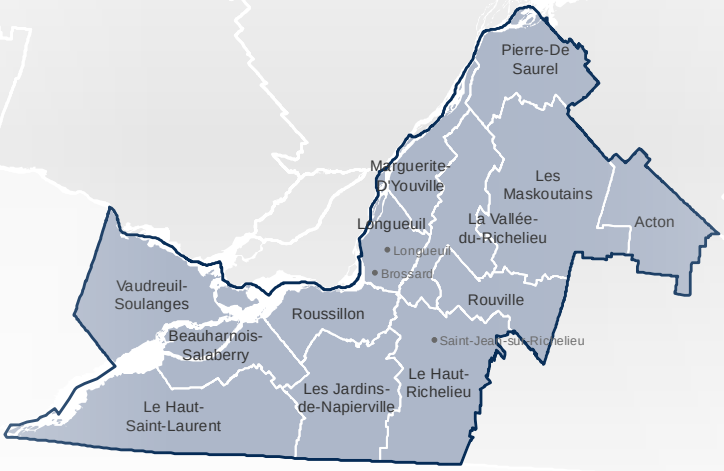
Population totale[1]
(1er juillet 2021)
1 460 933
9,7 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut[2]
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
64 145 M$
– 1,2 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant[1] (2020)
34 369 $
7,8 %
(variation annuelle)

Taux de chômage[2]
(15 ans et plus) (2021)
5,5 %
– 2,9 points de %
(écart annuel)

- La population de la Montérégie a augmenté entre 2020 et 2021. Au cours des deux dernières années, la croissance y a ralenti, mais est demeurée supérieure à celle de l'ensemble du Québec. La part des jeunes de moins de 20 ans est plus forte et l'âge moyen de la population montérégienne est moins élevé qu'à l'échelle québécoise.
- En 2020, les mesures sanitaires mises en place pour lutter contre la propagation de la COVID-19 ont provoqué une onde de choc sur l'activité économique. En Montérégie, le PIB a reculé de façon moins prononcée qu'à l'échelle québécoise. Par contre, la même année, le revenu disponible par habitant a crû de façon marquée en raison des mesures de soutien au revenu liées à la COVID-19 et son niveau était le plus élevé du Québec.
- En 2021, l'emploi a augmenté en Montérégie, et ce, plus particulièrement chez les hommes et dans l'emploi à temps plein. Le taux de chômage a diminué pour se situer à un niveau inférieur à celui du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants s'est considérablement accru dans la région. À la fin de 2021, la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes vacants était de 21,10 $, ce qui est semblable à celle enregistrée pour l'ensemble du Québec.
- La croissance de la valeur moyenne des résidences unifamiliales en Montérégie a atteint 12,9 %, soit la deuxième plus forte au Québec, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités de 2021 et de 2022.



Note : Selon le redécoupage administratif de la Montérégie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.

1. Selon le redécoupage administratif de la Montérégie entré en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
2. Selon le découpage administratif de la Montérégie en vigueur avant la publication du décret 961-2021 le 28 juillet 2021.

Principaux secteurs économiques de la Montérégie en 2020

Soins de santé et assistance sociale

8,6 %

Construction

7,5 %

Commerce de détail

6,7 %

Commerce de gros

6,5 %

Services d'enseignement

6,2 %

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région de la Montérégie

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1,2]	n	1 393 419	1 410 938	1 430 305 r	1 446 817 r	1 460 933 p
Taux de chômage[3]	%	4,6	4,5	4,2	8,4	5,5
Taux d'emploi[3]	%	63,2	62,9	62,8	60,1	61,6
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[3,4]	%	67,9	69,7	67,6	67,7	69,2
PIB nominal aux prix de base par habitant[3]	$	38 525	39 522 r	40 974 e,r	40 005 e	..
Revenu disponible par habitant[2]	$	30 169	30 744 r	31 872 r	34 369 p	..
Taux de faible revenu des familles[2]	%	8,1	8,0	8,0	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[2,5]	$	293 914	299 425	307 470	318 784	334 817
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[2,6]	%	...	...	...	...	0,3 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène[3]	k	583	709	705	165	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie.
3. Le découpage ne tient pas compte des modifications aux limites territoriales de l'Estrie et de la Montérégie entrées officiellement en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021.
4. Population de 25 à 64 ans.
5. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
6. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Montérégie[1] et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[2] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
Acton	16 273	18,7	29 555	4,5	73,5	– 4,4
Pierre-De Saurel	52 735	16,6	31 789	8,0	69,4	– 2,9
Les Maskoutains	90 565	9,0	32 763	7,6	76,6	– 3,5
Rouville	38 188	10,1	32 783	5,6	79,2	– 4,0
Le Haut-Richelieu	123 886	10,9	33 098	8,4	76,0	– 4,1
La Vallée-du-Richelieu	133 409	8,2	37 711	8,0	81,2	– 3,7
Longueuil	435 123	– 1,7	35 730	8,2	76,3	– 4,6
Marguerite-D'Youville	82 215	16,6	35 103	6,7	80,9	– 3,7
Roussillon	197 116	10,8	33 076	7,6	78,7	– 3,7
Les Jardins-de-Napierville	31 961	32,6	32 350	11,8	77,8	– 4,0
Le Haut-Saint-Laurent	25 260	27,7	29 809	7,6	67,0	– 3,4
Beauharnois-Salaberry	69 905	28,4	31 188	9,4	72,5	– 3,1
Vaudreuil-Soulanges	164 297	17,9	35 101	6,8	79,3	– 4,5
Ensemble de la région[1]	**1 460 933**	**9,7**	**34 369**	**7,8**	**77,2**	**– 4,1**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Selon les nouvelles limites territoriales des régions administratives entrées en vigueur le 28 juillet 2021 à la suite de la publication du décret 961-2021. À cette date, les MRC de La Haute-Yamaska et de Brome-Missisquoi ont changé de région administrative passant de la Montérégie à l'Estrie.
2. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2020. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2019.

Sources : Voir la page 263.

Centre-du-Québec

Indicateurs clés

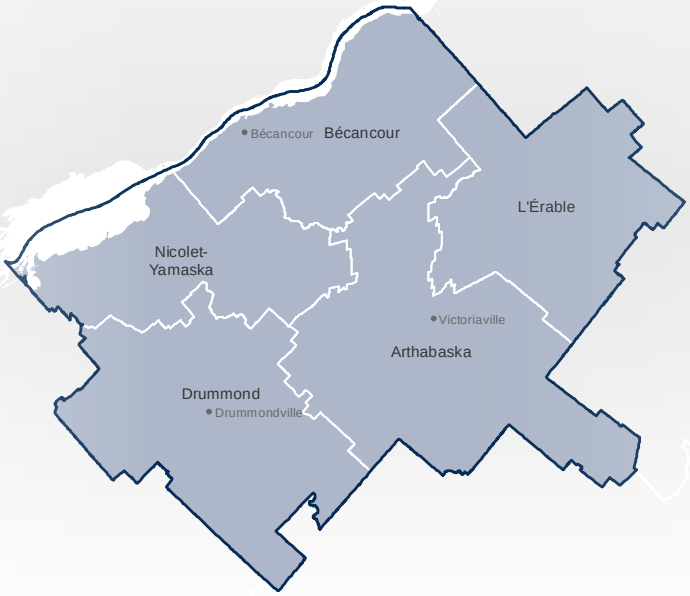
Population totale
(1er juillet 2021)
255 476
15,1 pour mille
(taux d'accroissement annuel 2021-2020p)

Produit intérieur brut
(PIB nominal aux prix de base) (2020)
10 285 M$
– 1,0 %
(variation annuelle)

Revenu disponible par habitant (2020)
30 588 $
8,8 %
(variation annuelle)

Taux de chômage
(15 ans et plus) (2021)
5,3 %
– 0,8 point de %
(écart annuel)

- La population du Centre-du-Québec a augmenté entre 2020 et 2021. Au cours de la dernière année, la croissance s'y est accélérée de façon notable et elle est maintenant l'une des plus fortes du Québec. La part des 65 ans et plus y est plus élevée qu'à l'échelle québécoise, et l'âge moyen dépasse celui de l'ensemble du Québec.
- Les mesures de lutte contre la propagation de la COVID-19 ont entraîné une baisse du PIB dans plusieurs régions du Québec en 2020 ; dans le Centre-du-Québec, le recul du PIB a toutefois été moins marqué qu'à l'échelle québécoise. La même année, le revenu disponible par habitant y a crû à un taux plus élevé que celui de la majorité des autres régions, mais son niveau demeurait l'un des plus bas du Québec.
- En 2021, l'emploi a augmenté dans le Centre-du-Québec, en particulier chez les hommes. Le taux de chômage a peu varié et se situait à un niveau semblable à celui du Québec. Entre le 4e trimestre de 2020 et celui de 2021, le taux de postes vacants s'est accru de 2,0 points de pourcentage dans la région. À la fin de 2021, la rémunération horaire moyenne offerte par les employeurs pour ces postes vacants était de 20,79 $, ce qui est inférieur à celle enregistrée pour l'ensemble du Québec.
- Dans le Centre-du-Québec, le nombre de résidences unifamiliales s'est accru de 1,1 %, soit la deuxième hausse en importance au Québec, selon les sommaires du rôle d'évaluation des municipalités de 2021 et de 2022.



Principaux secteurs économiques du Centre-du-Québec selon le PIB en 2020

Commerce de gros

8,9 %

Soins de santé et assistance sociale

8,7 %

Construction

6,6 %

Services d'enseignement

6,4 %

Commerce de détail

6,2 %

Note : Exclut les secteurs suivants : *finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail* et *gestion de sociétés et d'entreprises* (SCIAN 52, 53 et 55).

Statistiques de la région du Centre-du-Québec

	Unité	2017	2018	2019	2020	2021
Population au 1er juillet[1]	n	245 537	247 496	249 467 r	251 651 r	255 476 p
Taux de chômage	%	5,7	5,5	4,0	6,1	5,3
Taux d'emploi	%	59,8	57,6	61,4	59,0	62,4
Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire[2]	%	60,9	61,1	64,5	71,1	69,7
PIB nominal aux prix de base par habitant	$	38 849	40 366 r	41 641 e,r	40 870 e	..
Revenu disponible par habitant	$	26 946	27 413 r	28 117 r	30 588 p	..
Taux de faible revenu des familles	%	8,0	7,8	8,1	..	..
Valeur moyenne des résidences unifamiliales[3]	$	172 218	178 209	180 467	185 215	191 312
Variation annuelle des dépenses en immobilisation[4]	%	5,4	– 3,6	15,7	– 9,9	12,7 p
Assistance aux spectacles des arts de la scène	k	166	198	x	x	..

1. Voir l'encadré de la page 20.
2. Population de 25 à 64 ans.
3. Selon l'exercice financier des municipalités. Voir l'encadré de la page 105.
4. Dépenses en immobilisation corporelle non résidentielle.

Sources : Voir la page 263.

Statistiques des MRC de la région, Centre-du-Québec et ensemble du Québec

	Population au 1er juillet 2021 p		Revenu disponible par habitant 2020 p		Taux de travailleurs de 25-64 ans 2020 p	
	n	TAA[1] 2020-2021 pour 1 000	$	Variation 2020/2019 en %	%	Écart 2020-2019 en points de %
L'Érable	24 362	16,1	30 010	7,0	75,4	– 3,9
Bécancour	21 579	22,7	30 386	9,0	72,8	– 2,8
Arthabaska	75 280	10,4	30 827	8,5	75,2	– 3,6
Drummond	110 035	16,2	30 526	9,3	74,2	– 3,7
Nicolet-Yamaska	24 220	16,9	30 875	9,1	73,6	– 3,9
Ensemble de la région	**255 476**	**15,1**	**30 588**	**8,8**	**74,4**	**– 3,7**
Ensemble du Québec	**8 604 495**	**3,0**	**33 093**	**8,2**	**74,9**	**– 4,4**

1. Taux d'accroissement annuel, calculé en faisant le rapport entre la variation annuelle de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée et la population moyenne de la période.

Note : Pour la population, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 1er juillet 2021. Pour le revenu disponible par habitant et le taux de travailleurs, selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2021.

Sources : Voir la page 263.

Sources de la section Coups d'œil sur les régions

Assistance aux spectacles des arts de la scène :

Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, *Enquête sur la fréquentation des spectacles au Québec*.

Dépenses en immobilisations corporelles non résidentielles :

Institut de la statistique du Québec, *Enquête sur les projets d'investissement au Québec* ; exploitation des données du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Commission de la construction du Québec, de Pêches et Océans Canada et du ministère de la Santé et des Services sociaux ; Statistique Canada, *Enquête annuelle sur les dépenses en immobilisations et réparations*, *Enquête des permis de bâtir* et *Recensement de l'agriculture*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

PIB aux prix de base par habitant :

Institut de la statistique du Québec ; Statistique Canada ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; Pêches et Océans Canada ; et Revenu Québec.

Population :

Institut de la statistique du Québec et Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles (régions infraprovinciales, janvier 2022). Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Proportion de la population ayant un diplôme postsecondaire :

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*, fichier maître. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Revenu disponible par habitant :

Institut de la statistique du Québec ; Affaires autochtones et du Nord Canada ; ministère des Affaires municipales et de l'Habitation ; ministère de l'Enseignement supérieur ; Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris ; Retraite Québec ; Revenu Québec ; Société de l'assurance automobile du Québec ; Société d'habitation du Québec ; Statistique Canada.

Taux de chômage :

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de faible revenu des familles :

Statistique Canada, Fichier des familles T1. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux d'emploi :

Statistique Canada, *Enquête sur la population active*. Adapté par l'Institut de la statistique du Québec.

Taux de travailleurs de 25 à 64 ans :

Institut de la statistique du Québec, exploitation des données fiscales des particuliers de Revenu Québec.

Valeur moyenne des résidences unifamiliales :

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, Sommaires du rôle d'évaluation foncière des municipalités.

Publié annuellement, le *Panorama des régions du Québec* dresse un portrait socioéconomique des 17 régions administratives et des municipalités régionales de comté (MRC) qui les constituent, à partir des données administratives et d'enquêtes.

L'édition 2022 contient :

- douze chapitres qui présentent les régions administratives selon différents thèmes : démographie, marché du travail, éducation, santé de la population, PIB régional, revenu disponible par habitant, conditions de vie des familles, valeur foncière des résidences unifamiliales et des copropriétés, investissements, hébergement touristique, transport électrique et culture ;
- des statistiques détaillées traçant l'évolution, à l'échelle des MRC, de quatre indicateurs clés, à savoir la population, le revenu disponible par habitant, le taux de travailleurs et la valeur foncière des résidences unifamiliales ;
- un portrait statistique de chaque région administrative disponible dans un format complètement renouvelé.

Pour certains thèmes, des données se rapportant aux années 2020 et 2021 permettent de jeter un regard sur les répercussions économiques et sociales de la crise sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 à l'échelle régionale.

Référence en matière d'analyses statistiques régionales et supralocales depuis 2009, le *Panorama des régions du Québec* se veut un outil d'aide à la prise de décision pour les différents acteurs de la scène régionale et un vecteur d'information pour tous ceux qui souhaitent en savoir plus sur les différentes régions du Québec.

« La statistique au service de la société : la référence au Québec »

statistique.quebec.ca

Institut de la statistique Québec